



COMMUNE DE BIGNOUX
(Vienne)

PLAN LOCAL D'URBANISME

PIECE I – RAPPORT DE PRESENTATION

**VOLUME I - DIAGNOSTIC TERRITORIAL ET ENVIRONNEMENTAL,
JUSTIFICATIONS ET IMPACTS DU PROJET**

Vu pour être annexé à la délibération du
Conseil Communautaire de Grand Poitiers
Communauté urbaine pour approbation
en date du 06 Avril 2018.

Le Président, M. Alain CLAEYS

JANVIER 2018

PLAN LOCAL D'URBANISME	PRESCRIT	PROJET ARRÊTÉ	PROJET APPROUVÉ
Élaboration	20/06/2014	31/03/2017	06/04/2018

SOMMAIRE

PRÉAMBULE.....	7
DIAGNOSTIC TERRITORIAL.....	15
<i>L'héritage historique.....</i>	<i>17</i>
<i>La situation démographique et le logement : état des lieux et prospective.....</i>	<i>37</i>
<i>La situation socio-économique</i>	<i>57</i>
<i>Les activités agricoles et sylvicoles</i>	<i>61</i>
<i>L'exposition de la population aux risques.....</i>	<i>71</i>
<i>Les équipements et les services</i>	<i>85</i>
<i>Les déplacements</i>	<i>99</i>
<i>L'organisation des espaces bâtis</i>	<i>107</i>
ÉTAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT	111
<i>Le milieu physique</i>	<i>113</i>
<i>La trame verte et bleue.....</i>	<i>125</i>
EXPLICATION DES CHOIX RETENUS	157
<i>Démarche et historique d'élaboration du projet</i>	<i>159</i>
<i>Explication des choix du Projet d'Aménagement et de Développement Durables.....</i>	<i>161</i>
JUSTIFICATION DES DISPOSITIONS RÉGLEMENTAIRES	165
<i>Justification des Orientations d'Aménagement et de Programmation.....</i>	<i>167</i>
<i>Justification de la délimitation des zones.....</i>	<i>169</i>
<i>Justification de la réglementation du droit des sols</i>	<i>179</i>
<i>Justification des servitudes d'urbanisme</i>	<i>183</i>
JUSTIFICATION DE LA CONSOMMATION D'ESPACE	187
<i>Analyse de la consommation d'espace.....</i>	<i>189</i>
<i>Capacités de densification et de mutation des espaces bâtis</i>	<i>193</i>
<i>Besoins potentiels et objectifs chiffrés</i>	<i>197</i>
<i>Incidences sur les espaces agricoles, naturels et forestiers.....</i>	<i>205</i>
COMPATIBILITÉ AVEC LES AUTRES PLANS ET PROGRAMMES.....	209
<i>Contexte réglementaire.....</i>	<i>211</i>
<i>Le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) du Seuil du Poitou</i>	<i>213</i>
<i>Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Loire-Bretagne.....</i>	<i>217</i>
<i>Le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) du Clain</i>	<i>219</i>
<i>Le Schéma Régional de Cohérence Écologique (SRCE) Poitou-Charentes.....</i>	<i>221</i>
<i>Les Plans Climat-Énergie Territoriaux (PCET)</i>	<i>223</i>
<i>Les autres plans et programmes</i>	<i>227</i>
IMPACTS ATTENDUS SUR LA BIODIVERSITÉ.....	229
<i>Sur les éléments de la trame verte et bleue</i>	<i>231</i>
<i>Sur les espaces protégés pour la biodiversité.....</i>	<i>233</i>
<i>Sur les espaces importants pour la biodiversité</i>	<i>235</i>
IMPACTS ATTENDUS EN MATIÈRE DE POLLUTIONS, NUISANCES ET RISQUES	237
<i>La lutte contre les pollutions.....</i>	<i>239</i>
<i>L'exposition aux nuisances</i>	<i>245</i>
<i>La prise en compte des risques</i>	<i>247</i>
IMPACTS ATTENDUS SUR LES PAYSAGES ET LE CADRE DE VIE	249
<i>La préservation des paysages.....</i>	<i>251</i>
<i>La préservation de la qualité du cadre de vie.....</i>	<i>253</i>

COMMUNE DE BIGNOUX

PLAN LOCAL D'URBANISME

PRÉAMBULE

Article L.101-1 du Code de l'Urbanisme

Le territoire français est le patrimoine commun de la nation.

Les collectivités publiques en sont les gestionnaires et les garantes dans le cadre de leurs compétences.

En vue de la réalisation des objectifs définis à l'article L.101-2, elles harmonisent leurs prévisions et leurs décisions d'utilisation de l'espace dans le respect réciproque de leur autonomie.

Article L.101-2 du Code de l'Urbanisme

Dans le respect des objectifs du développement durable, l'action des collectivités publiques en matière d'urbanisme vise à atteindre les objectifs suivants :

1° L'équilibre entre :

- a) Les populations résidant dans les zones urbaines et rurales ;*
- b) Le renouvellement urbain, le développement urbain maîtrisé, la restructuration des espaces urbanisés, la revitalisation des centres urbains et ruraux ;*
- c) Une utilisation économe des espaces naturels, la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières et la protection des sites, des milieux et paysages naturels ;*
- d) La sauvegarde des ensembles urbains et du patrimoine bâti remarquables ;*
- e) Les besoins en matière de mobilité ;*

2° La qualité urbaine, architecturale et paysagère, notamment des entrées de ville ;

3° La diversité des fonctions urbaines et rurales et la mixité sociale dans l'habitat, en prévoyant des capacités de construction et de réhabilitation suffisantes pour la satisfaction, sans discrimination, des besoins présents et futurs de l'ensemble des modes d'habitat, d'activités économiques, touristiques, sportives, culturelles et d'intérêt général ainsi que d'équipements publics et d'équipement commercial, en tenant compte en particulier des objectifs de répartition géographiquement équilibrée entre emploi, habitat, commerces et services, d'amélioration des performances énergétiques, de développement des communications électroniques, de diminution des obligations de déplacements motorisés et de développement des transports alternatifs à l'usage individuel de l'automobile ;

4° La sécurité et la salubrité publiques ;

5° La prévention des risques naturels prévisibles, des risques miniers, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature ;

6° La protection des milieux naturels et des paysages, la préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol, des ressources naturelles, de la biodiversité, des écosystèmes, des espaces verts ainsi que la création, la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques ;

7° La lutte contre le changement climatique et l'adaptation à ce changement, la réduction des émissions de gaz à effet de serre, l'économie des ressources fossiles, la maîtrise de l'énergie et la production énergétique à partir de sources renouvelables.

CADRE GENERAL DU PROJET

La commune de Bignoux dispose d'un Plan d'Occupation des Sols (POS). Ce document a fait l'objet de deux révisions, n°1 et 1C, approuvées respectivement en dates du 24 Octobre 1996 et du 03 Juillet 2000, et de deux modifications simplifiées, approuvées respectivement en dates du 10 Mai 2004 et du 09 Août 2007.

Par délibération du 20 Juin 2014, le Conseil Municipal de Bignoux a décidé de prescrire la révision du Plan d'Occupation des Sols en un Plan Local d'Urbanisme.

Créé par la loi Solidarité et Renouvellement Urbain (SRU) du 13 Décembre 2000, le Plan Local d'Urbanisme remplace le Plan d'Occupation des Sols en y intégrant notamment un Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD). Destiné aux communes où sont présents des enjeux territoriaux importants, ce document d'urbanisme est ainsi un projet d'aménagement complet. Il permet de maîtriser le développement urbain (localisation des zones constructibles), de le planifier (phasage temporel) et d'en préciser la qualité (dispositions réglementaires).

Le Plan Local d'Urbanisme doit respecter trois grands objectifs de gestion spatiale inscrits dans la Loi SRU :

- › L'équilibre entre le renouvellement urbain, un développement urbain maîtrisé [...] d'une part et la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières et la protection des espaces naturels et des paysages d'autre part [...]
- › La diversité des fonctions urbaines et la mixité sociale dans l'habitat urbain et dans l'habitat rural [...]
- › Une utilisation économe et équilibrée des espaces naturels, urbains, périurbains et ruraux [...]

MOTIVATIONS INITIALES DU PROJET

Les motivations ayant conduit l'équipe municipale à élaborer un Plan Local d'Urbanisme sont les suivantes :

La décision d'élaboration est motivée d'une part du fait de l'obligation faite par la loi dite « ALUR » d'élaborer des Plans Locaux d'Urbanisme en remplacement des Plans d'Occupation des Sols, et de devoir intégrer les dispositions de la Loi dite « Grenelle II ».

Mais aussi, de pouvoir assurer la diversité des fonctions urbaines et rurales, la mixité sociale, la satisfaction des besoins en logements tout en préservant l'environnement dans le respect des objectifs du développement durable.

Extrait de la lettre de consultation des bureaux d'études, Juin 2014

CARACTERISTIQUES GENERALES DU TERRITOIRE

Localisation du territoire

Bignoux est une commune de 1 043 habitants au recensement INSEE de 2013, localisée au centre du département de la Vienne.

Elle est limitrophe de la commune de Poitiers, chef-lieu du département. Située légèrement au Sud de la RD 3 (axe Poitiers/La Roche-Posay) et légèrement au Nord de la RD 951 (axe Poitiers/Chauvigny/Le Blanc), la commune est également limitrophe de Lavoux, Liniers, Montamisé et Sèvres-Anxaumont.

Situation de la commune à l'échelle régionale



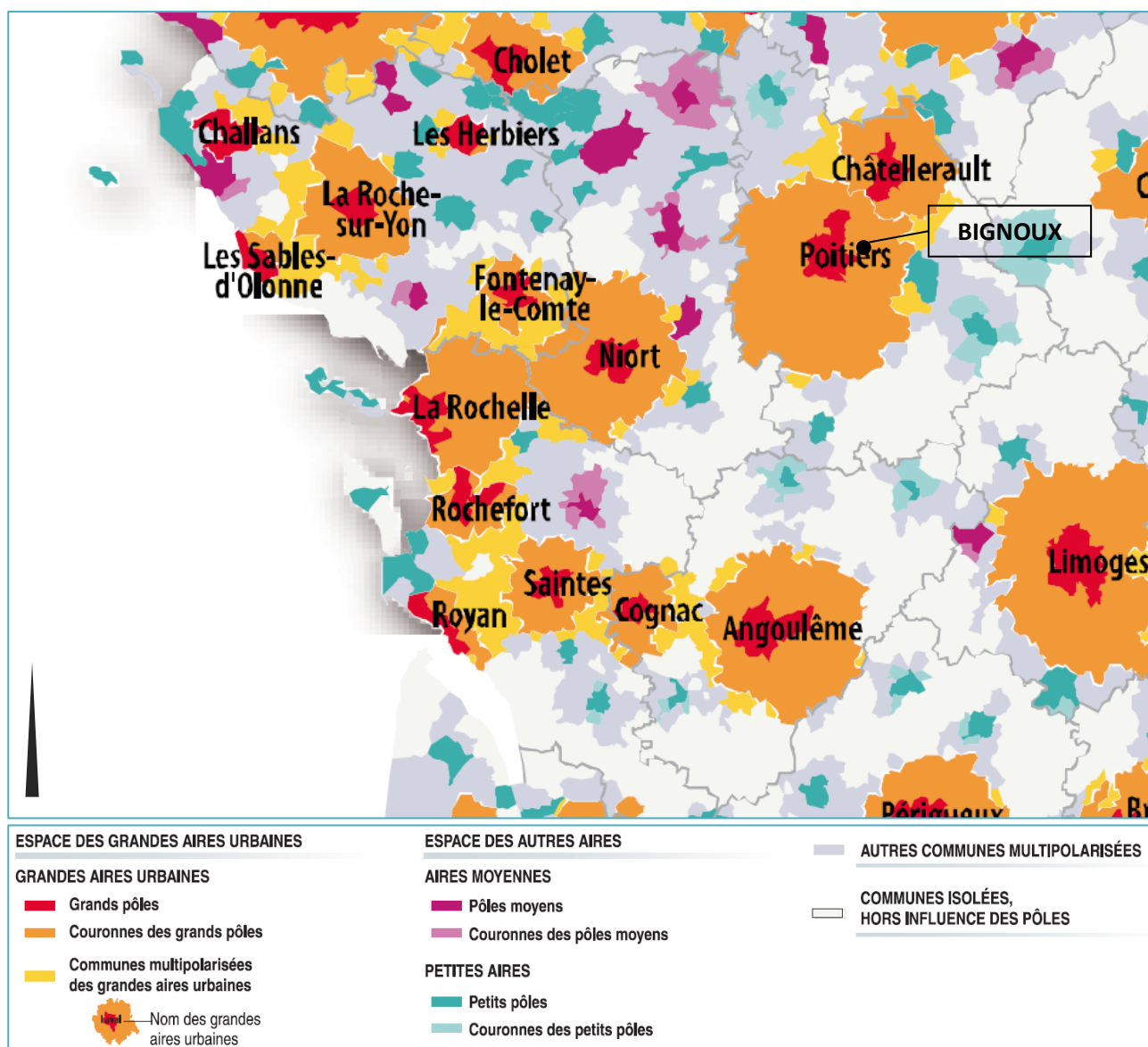
Source : SIG PARCOURS, IGN SCAN 1000 – Échelle : 1/750 000

Situation du territoire

Bignoux est une commune périurbaine du canton de Chasseneuil-du-Poitou (anciennement dans le canton de Saint-Julien-l'Ars), intégrée dans l'aire urbaine de Poitiers. La commune, localisée à 8 kilomètres seulement du centre de Poitiers, possède une fonction résidentielle très importante et croissante pour les actifs travaillant sur le premier pôle d'emplois du département. En 2013, 90,6 % des actifs travaillaient à l'extérieur de la commune. La commune est d'ailleurs classée, sur la cartographie suivante, au titre de la couronne périurbaine de Poitiers.

Les habitants de la commune peuvent accéder aux services et aux équipements de Poitiers, de son agglomération, et de Saint-Julien l'Ars. Un renforcement du lien économique et social avec l'agglomération de Poitiers est toutefois observé ces dernières années en liaison avec l'augmentation des migrations d'actifs entre les deux territoires.

Carte des aires urbaines 2010 (INSEE)



Source : INSEE, Carte des aires urbaines 2010 – Échelle approximative : 1/1 500 000

La commune de Bignoux est desservie par la ligne de transports en commun n°102 (Poitiers/Bonnes) qui permet une liaison directe vers le chef-lieu de département. L'accès au réseau ferré le plus proche est situé à Poitiers (ligne TGV Paris/Bordeaux et réseau de transport régional TER).

- Cette situation territoriale permet à Bignoux d'accueillir de nouveaux habitants en bénéficiant de la proximité géographique des emplois et des services. Elle est en contrepartie à l'origine d'une dépendance économique de la commune vis-à-vis du pôle de Poitiers et pose la question de la gestion des déplacements d'actifs.

Situation politique

- **L'ancienne Communauté de Communes « Vienne et Moulière »**

Bignoux faisait partie jusqu'en Décembre 2016 de la Communauté de Communes « Vienne et Moulière », également composée des communes de Bonnes, La Chapelle-Moulière, Lavoux, Liniers, Pouillé, Savigny-l'Évescault, Saint-Julien-l'Ars, Sèvres-Anxaumont et Tercé.

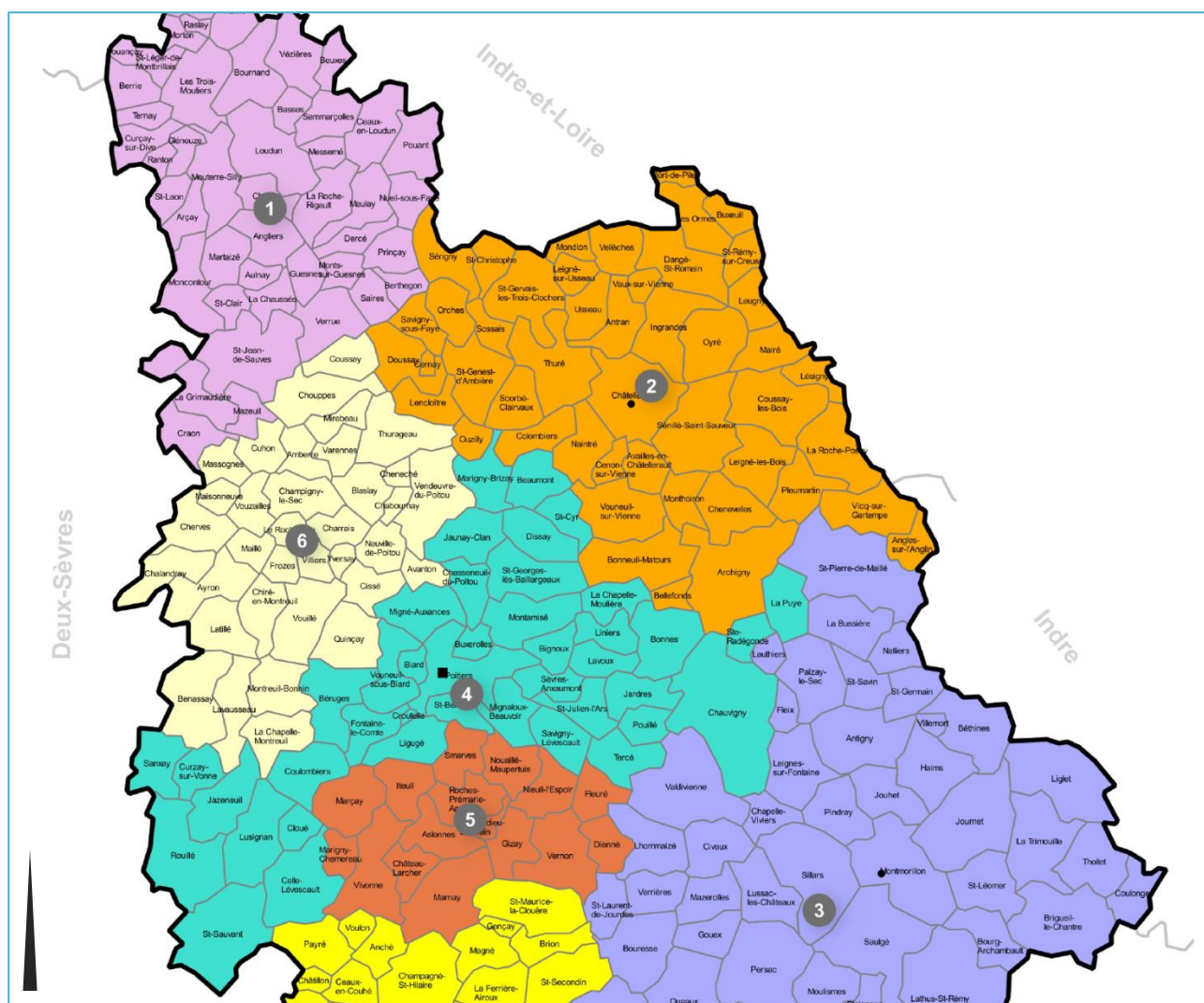
- **L'ancien Pays « Vienne et Moulière »**

La commune faisait également partie jusqu'en Décembre 2016 du Pays « Vienne et Moulière », dont le périmètre recouvrait celui de la Communauté de Communes éponyme.

- **« Loi NOTRe » et réforme des intercommunalités**

La Loi n°2015-991 du 7 Août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe), publiée au Journal Officiel du 8 Août 2015, porte révision des Schémas Départementaux de Coopération Intercommunale (SDCI) à travers son titre II, « Intercommunalités renforcées ».

Schéma Départemental de Coopération Intercommunale (SDCI) 2016



Source : Préfecture de la Vienne, DDT86/SG/SIVD – Mars 2016

Les objectifs de la Loi visent à achever la couverture territoriale entamée avec la Loi n°2010-1563 du 16 Décembre 2010 portant réforme des collectivités territoriales (dite « Loi RCT »), à faire disparaître les enclaves, à développer une cohérence avec les bassins de vie et à réduire le nombre de structures syndicales.

Le Schéma Départemental de Coopération Intercommunale 2016 de la Vienne a été approuvé par Arrêté Préfectoral n°2016-D2/B1-006 en date du 25 Mars 2016.

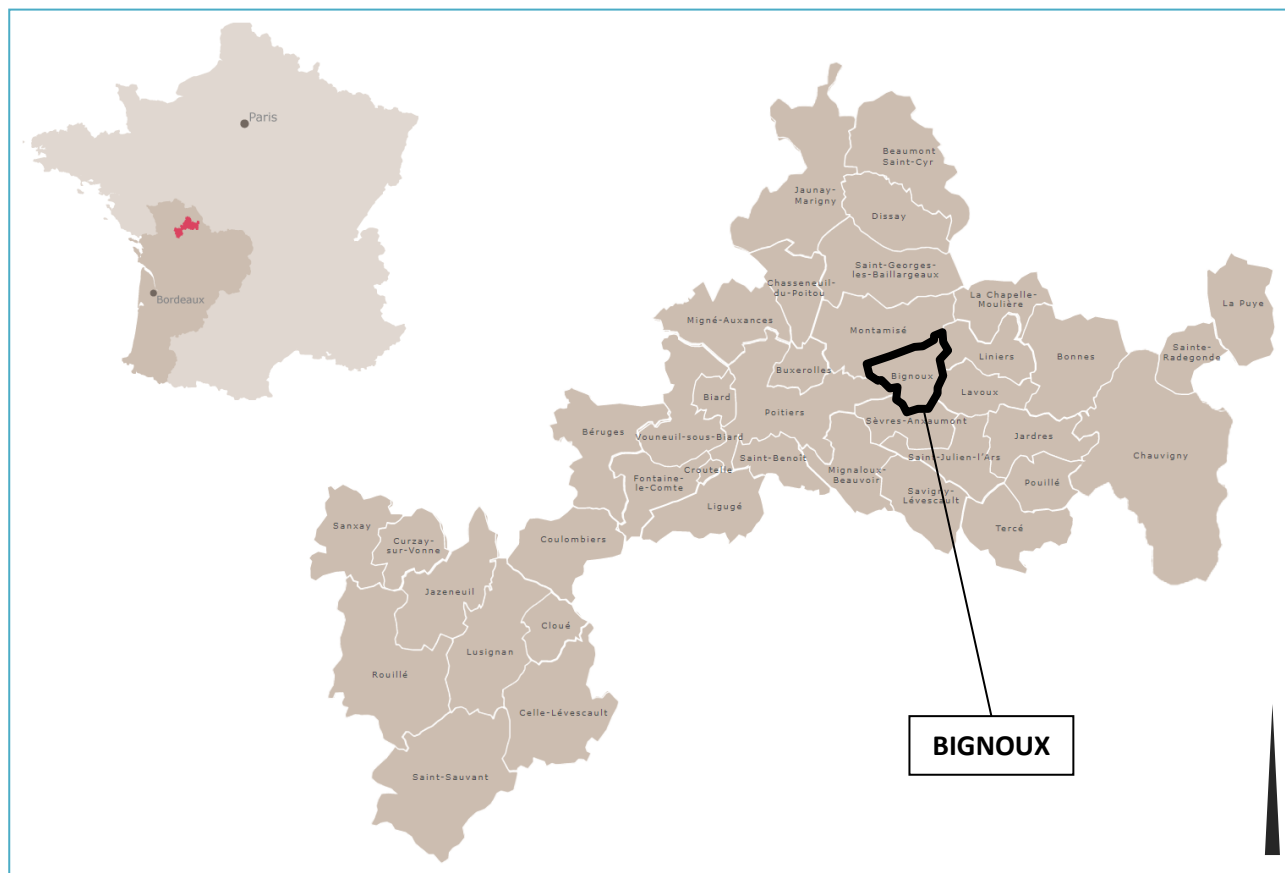
- **Communauté d'Agglomération du « Grand Poitiers » et future Communauté Urbaine**

Dans ce cadre, la commune de Bignoux et la Communauté de Communes « Vienne et Moulière » ont rejoint, au 1^{er} Janvier 2017, la Communauté d'Agglomération du « Grand Poitiers », fusion de cinq intercommunalités (40 communes), qui compte ainsi 189 845 habitants (chiffre 2014).

Au 1^{er} Juillet 2017, la Communauté d'Agglomération du « Grand Poitiers » est devenue Communauté Urbaine. Destinée aux agglomérations de plus de 250 000 habitants, la possibilité de choisir ce statut a été étendue par la Loi « NOTRe » aux anciennes capitales régionales. Cette transformation a été entérinée par Arrêté Préfectoral n°2017-D2/B1-010 du 30 Juin 2017.

La Communauté Urbaine a, parmi ses compétences obligatoires, l'aménagement et le développement économique, social et culturel de l'espace communautaire, l'équilibre social de l'habitat, la politique de la ville, la protection et la mise en valeur de l'environnement, la politique du cadre de vie et la gestion des services d'intérêt collectif.

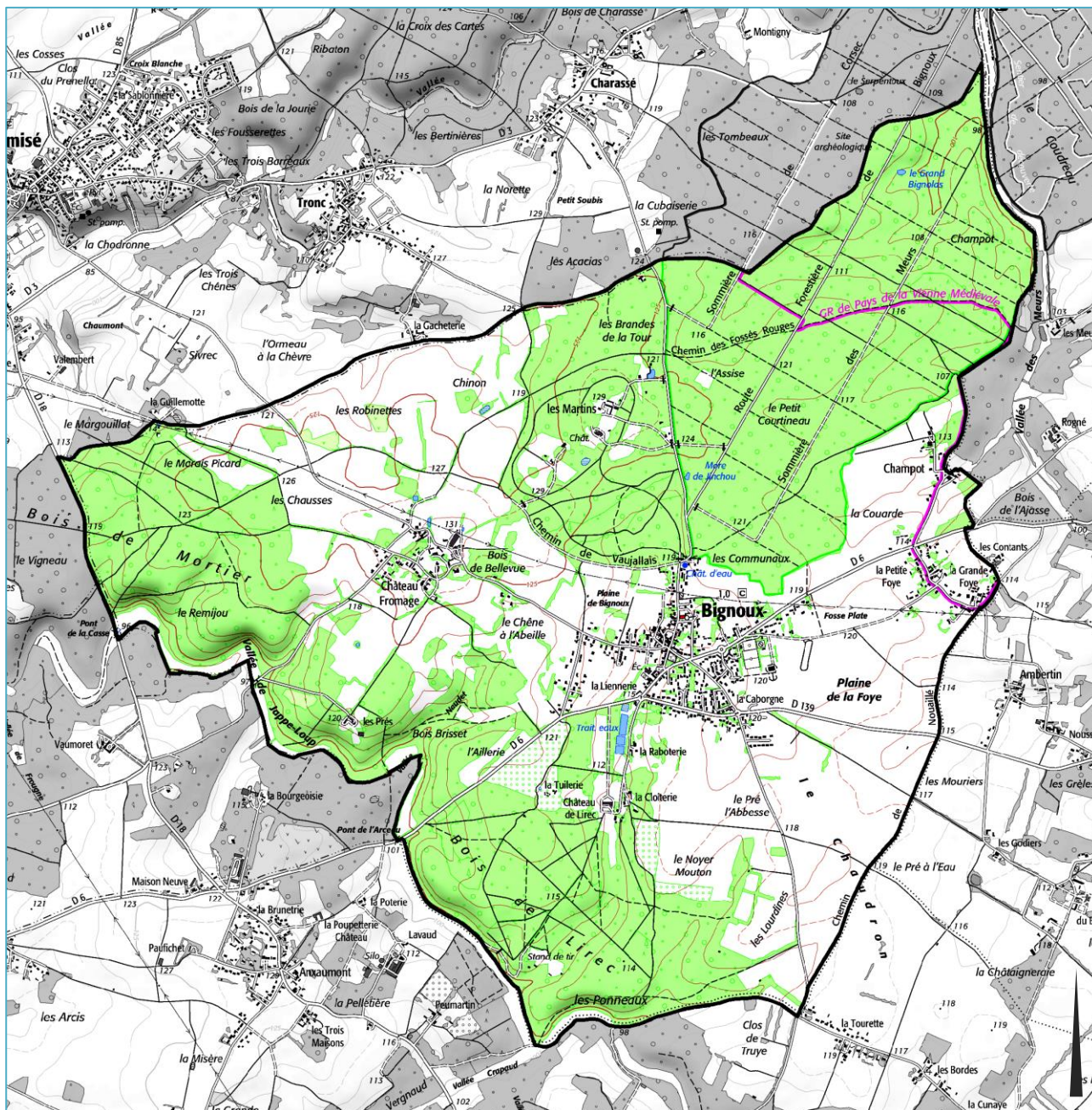
Périmètre de la Communauté urbaine du « Grand Poitiers »



Source : Communauté urbaine du « Grand Poitiers », site d'information « Ensemble vers un nouveau Grand Poitiers »

Cartographie du territoire

Le territoire communal est de forme globalement triangulaire et couvre 1 452 hectares. Il est composé à 53% de forêts et milieux semi-naturels, à 43,5 % de territoires agricoles et à 3,5 % de terres artificialisées.¹

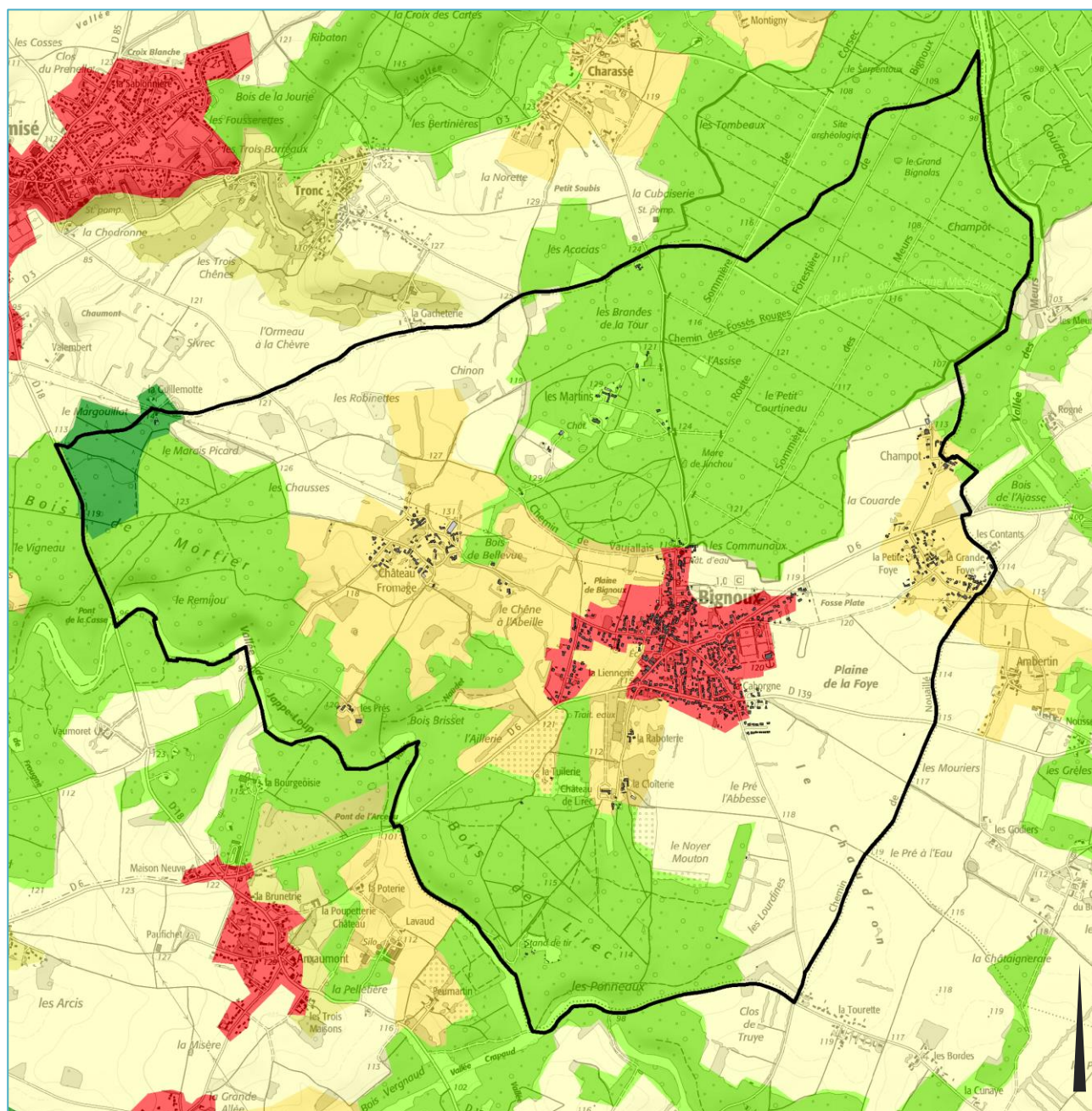


Source : SIG PARCOURS, Cadastre DGFIP, IGN SCAN 25 – Échelle : 1/30 000

La densité des boisements est assez également répartie sur le territoire communal, en partie Nord (Forêt de Moulière) et en partie Sud (Bois de Lirec, Bois de Mortier). Le Bourg est localisé au centre-Est de la commune et quelques hameaux et lieux-dits sont répartis sur les espaces ouverts, principalement autour des voies de circulation départementales.

¹ Source : Base de données Corine Land Cover 2006.

Occupation des sols



Source : SIG PARCOURS, Cadastre DGFIP, IGN SCAN 25, données CORINE Land Cover 2012 – Échelle : 1/30 000

LÉGENDE CORINE Land Cover

Territoire artificialisés – Zones urbanisées

112 – Tissu urbain discontinu

Territoire agricoles – Terres arables

211 – Terres arables hors périmètres d'irrigation

Territoire agricoles – Zones agricoles hétérogènes

242 – Systèmes culturaux et parcellaires complexes

243 – Surfaces essentiellement agricoles, interrompues par des espaces naturels importants

Forêts et milieux semi-naturels – Forêts

311 – Forêts de feuillus

312 – Forêts de conifères

PREMIERE PARTIE

DIAGNOSTIC TERRITORIAL

ÉLEMENTS D'HISTOIRE

L'Histoire de Bignoux est globalement assez méconnue. Les recherches archéologiques montrent des traces d'occupation humaine dès l'Antiquité au niveau du lieu-dit « Pièce du Noyer Mouton », dans le Sud de la commune, où un bâtiment gallo-romain a été identifié.

On retrouve trace de Bignoux sous le nom *Banonio*, *Baygnos* en 1322, puis *Baygnox* en 1324, *Baignoulx* ou *Beignoux* en 1383, *Baigneoux* en 1413, *Baignoux* en 1469, *Begnoux* en 1503, puis Bignoux dans sa forme actuelle dès 1562 ou encore *Bagneux* en 1617. Le toponyme vient probablement du Latin *balnoleum*, littéralement le « lieu où l'on se baigne ».

Bignoux n'est traversée par aucun cours d'eau permanent. On peut donc supposer que des points d'eau connus dès l'Antiquité aient pu justifier le nom de la commune. En tout état de cause, les recherches archéologiques, dans l'état actuel des connaissances, n'ont pas permis de mettre à jour un complexe balnéaire gallo-romain à Bignoux.

L'organisation spatiale de la commune, telle qu'elle est connue actuellement, se forme dès le Moyen-Âge. Dans le Bourg est construite l'église primitive, probablement au XIII^{ème} ou au début du XIV^{ème} siècle, détruite à la Révolution Française. Aujourd'hui reconstruite, elle est citée dès 1322 comme relevant de l'Abbaye Saint-Hilaire-de-la-Celle à Poitiers. Elle a également dépendu de l'Archiprêtré de Morthemer (actuelle commune de Valdivienne).

La commune s'organise également autour de fiefs médiévaux, le plus ancien étant celui de « Château Fromage ». Le lieu est cité dès 1258 sous le nom *Domus de Castro Casei* (« la demeure de Château Fromage ») et constitue une petite place forte sous la forme d'un donjon de plaine. Le hameau de « Lirec » est cité dès 1322 et une demeure noble y est élevée au XVII^{ème} siècle. À « La Grande Foye », un logis est élevé en 1468. Un même logis devait exister au niveau du lieu-dit « Les Prés », dont un écrit de 1604 mentionne qu'il relevait des Seigneurs de Touffou (actuelle commune de Bonnes).

La Carte de Cassini (cf. page suivante), où Bignoux est toujours orthographié *Baignoux*, montre bien les différents hameaux et domaines présents sur la commune, qui sont toujours en place à l'heure actuelle. On notera notamment les différents lieux où sont édifiés, au XVIII^{ème} siècle, avant la Révolution Française, des demeures nobles : « Les Martins », « Bellevue », « Les Prés », « Champot ».

Deux hameaux alors distincts du Bourg, « Vaujallais » et « La Liennerie », ont depuis été intégrés dans la continuité urbaine du Bourg.

Extrait de la carte de Cassini (XVIII^{ème} siècle)



Source : IGN Géoportail

Les XVIII^{ème} et XIX^{ème} siècles voient l'organisation du Bourg de Bignoux sous la forme qu'on lui connaît actuellement. Celui-ci est agencé autour d'une place triangulaire, au centre du Bourg, dont la partie Nord est occupée par le cimetière.

L'ancienne Mairie-école, située à l'entrée Sud-Ouest du Bourg, est construite vers 1888. L'église paroissiale Saint-Hilaire, située à la sortie Nord du Bourg, est du dernier quart du XIX^{ème} siècle, la première pierre ayant été posée en Juillet 1876. L'ancien presbytère, à gauche de l'église, sert actuellement de Mairie.

Le Bourg de Bignoux en 1973 (vue générale depuis le Nord)



Source : photo aérienne Armée de l’Air – Base Mérimée

LE PATRIMOINE ARCHEOLOGIQUE

Réglementation concernant l’archéologie préventive

Les articles du livre V, titre II, chapitre 4 du Code du Patrimoine (partie législative) et le Décret n°2004-490 du 03 Juin 2004 ont modifié la prise en compte du patrimoine archéologique dans le cadre de l'aménagement du territoire.

Le décret n°2004-490 du 03 Juin 2004 est relatif aux procédures administratives et financières en matière d’archéologie préventive :

« L’archéologie préventive a pour but d’assurer la protection des éléments du patrimoine archéologique affectés ou susceptibles d’être affectés par des travaux publics ou privés concourant à l’aménagement ».

« Les mesures édictées par la loi précitée en matière d’archéologie doivent être prises en compte par les Plans Locaux d’Urbanisme dans la mesure où elles concernent les opérations d’aménagement, de construction d’ouvrages ou de travaux qui, en raison de leur localisation, de leur nature ou de leur importance, affectent ou sont susceptibles d’affecter des éléments du patrimoine archéologique ».

Réglementation concernant la découverte de sites archéologiques

L'article L.531-14 du Code du Patrimoine est applicable à l'ensemble du territoire communal :

« Lorsque, par suite de travaux ou d'un fait quelconque, des monuments, ruines, [...], ou plus généralement des objets pouvant intéresser la préhistoire, l'histoire, l'art, l'archéologie ou la numismatique sont mis au jour, l'inventeur de ces vestiges ou objets et le propriétaire de l'immeuble où ils ont été découverts sont tenus d'en faire la déclaration immédiate au maire de la commune, qui doit la transmettre sans délai au préfet. Celui-ci avise l'autorité administrative compétente en matière d'archéologie ».

■ Direction Régionale des affaires Culturelles

Service régional de l'archéologie

102 Grande Rue - BP. 553

86 020 POITIERS Cedex

Inventaire des sites archéologiques par la DRAC Poitou-Charentes

Dans le cadre du Porter À Connaissance transmis par les Services de l'État préalablement à l'élaboration du présent Plan Local d'Urbanisme, les sites archéologiques suivants ont été répertoriés sur la commune.

L'évolution des connaissances archéologiques a permis à la DRAC Poitou-Charentes de localiser 4 sites, améliorant ainsi la connaissance par rapport au POS. Un cinquième site se trouve en limite avec la commune de Liniers.

Numéro de l'entité	Description (Lieu / Objet / Époque)
86 028 0001	Lirec, Pièce du Noyer Mouton / Bâtiment / Gallo-romain
86 028 0002	Bourg / Église / Moyen-Âge classique ?
86 028 0003	Château Fromage / Château-fort / Moyen-Âge classique
86 028 0004	Les Lourdines / Enclos / Époque indéterminée
86 135 0029 (Liniers)	Champôt / Production de chaux / Époque moderne

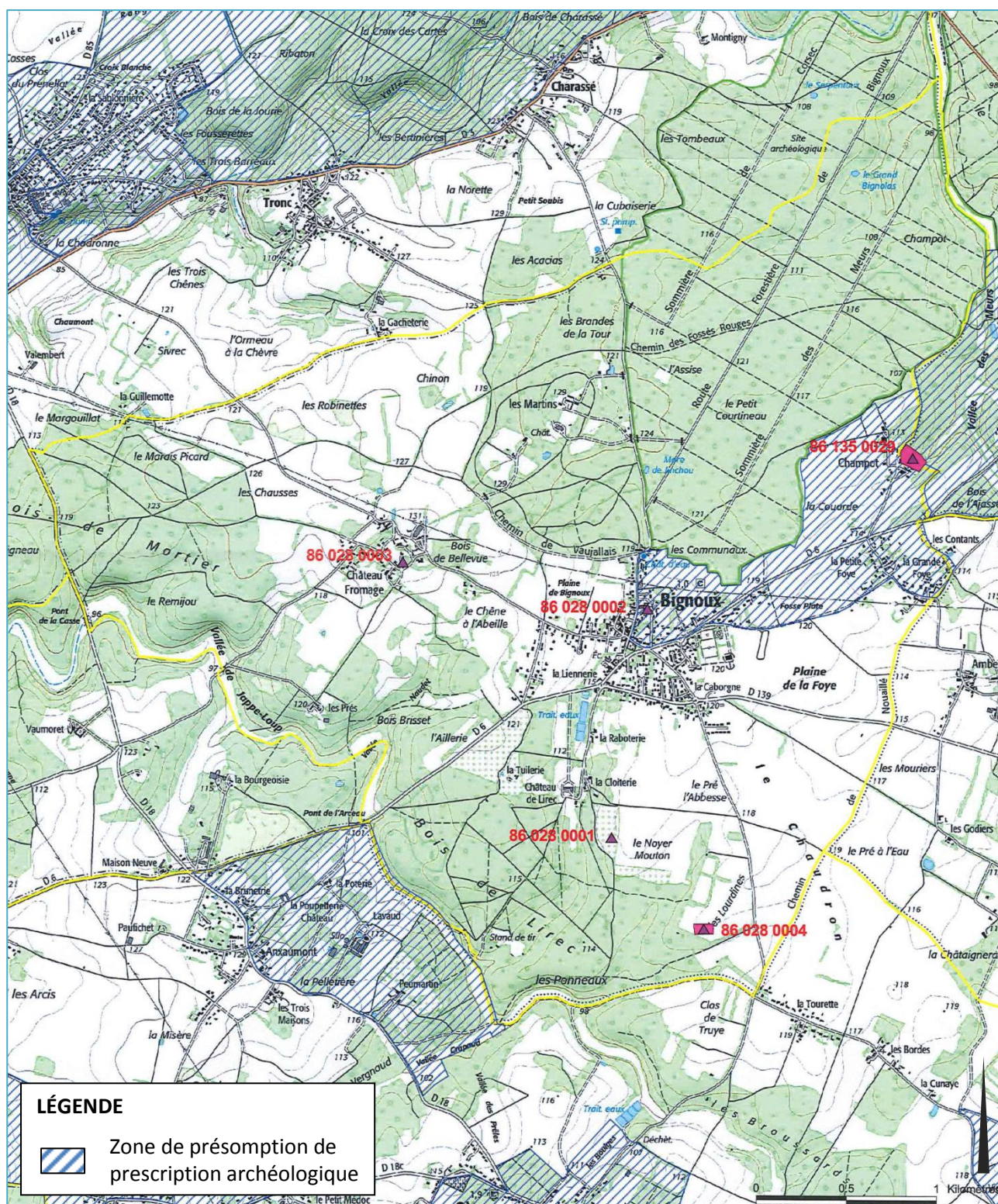
Source : DRAC Poitou-Charentes, Base Patriarche (Août 2014)

Par ailleurs, en application de l'Arrêté Préfectoral n°06.86.028 du 2 Mars 2006 et de l'article L.522-5 du Code du Patrimoine, un zonage d'archéologie préventive est défini sur la commune de Bignoux.

Dans le secteur Nord-Ouest du Bourg et autour des lieux-dits « La Petite Foye », « La Grande Foye » et « Champot », au Sud de la Forêt de Moulière, tous ces secteurs formant la zone A, toutes les demandes de permis de construire (y compris les déclarations de travaux), de démolir et d'autorisations d'installations et travaux divers, d'autorisation de lotir, de décision de réalisation de Zone d'Aménagement Concerté devront être transmises à la Direction Régionale des Affaires Culturelles pour instruction et prescriptions archéologiques éventuelles. Sur le reste du territoire communal, seules les opérations de plus de 30 000 m² sont concernées.

Cette zone de présomption de prescription d'archéologie préventive est représentée sur la carte suivante par des stries bleues.

Localisation des sites archéologiques



LE PATRIMOINE BATI

La richesse du passé de la commune est à l'origine de la présence d'un certain nombre d'éléments historiques dont la valeur patrimoniale doit être prise en compte.

Les informations données ci-après sur le patrimoine bâti sont principalement issues des analyses de la Base « Mérimée » (Architecture et Patrimoine) du Ministère de la Culture.

Inventaire du patrimoine bâti

- **Le Château de « Château Fromage »**

La première mention du château date de 1258. Il fait partie des donjons de plaine répertoriés dans la région à cette période, probablement pour servir d'avant-poste pour la défense de Poitiers. Il a subi de nombreuses transformations au fil du temps, le dernier remaniement datant de la fin du XX^{ème} siècle. Le second logis a été complètement transformé.

Situé en plein cœur du hameau de « Château Fromage », qui assume clairement une forme de motte castrale (cf. cadastre napoléonien en page suivante), le donjon se situe à une centaine de mètres de la route de Bignoux à Montamisé, sur un terrain plat ombragé d'arbres à l'Est.

La tour est constituée d'un bâtiment de plan rectangulaire (12,8 x 14,5 mètres) à rez-de-chaussée et un comble à surcroît. Un mur de refend le partage dans le sens de la profondeur. La tour, dont la façade est au Sud, a une remise accolée au Nord. La construction est faite de gros moellons en calcaire disposés en appareil irrégulier. L'encadrement des baies est en pierre de taille.

La façade à deux niveaux formant mur pignon est flanquée, à ses angles, de deux gros contreforts circulaires. Au rez-de-chaussée sont percées deux portes rectangulaires à linteau monolithe. La porte gauche (voir photo ci-contre) est surmontée d'un arc brisé sans clef, cerné par un cordon mouluré.

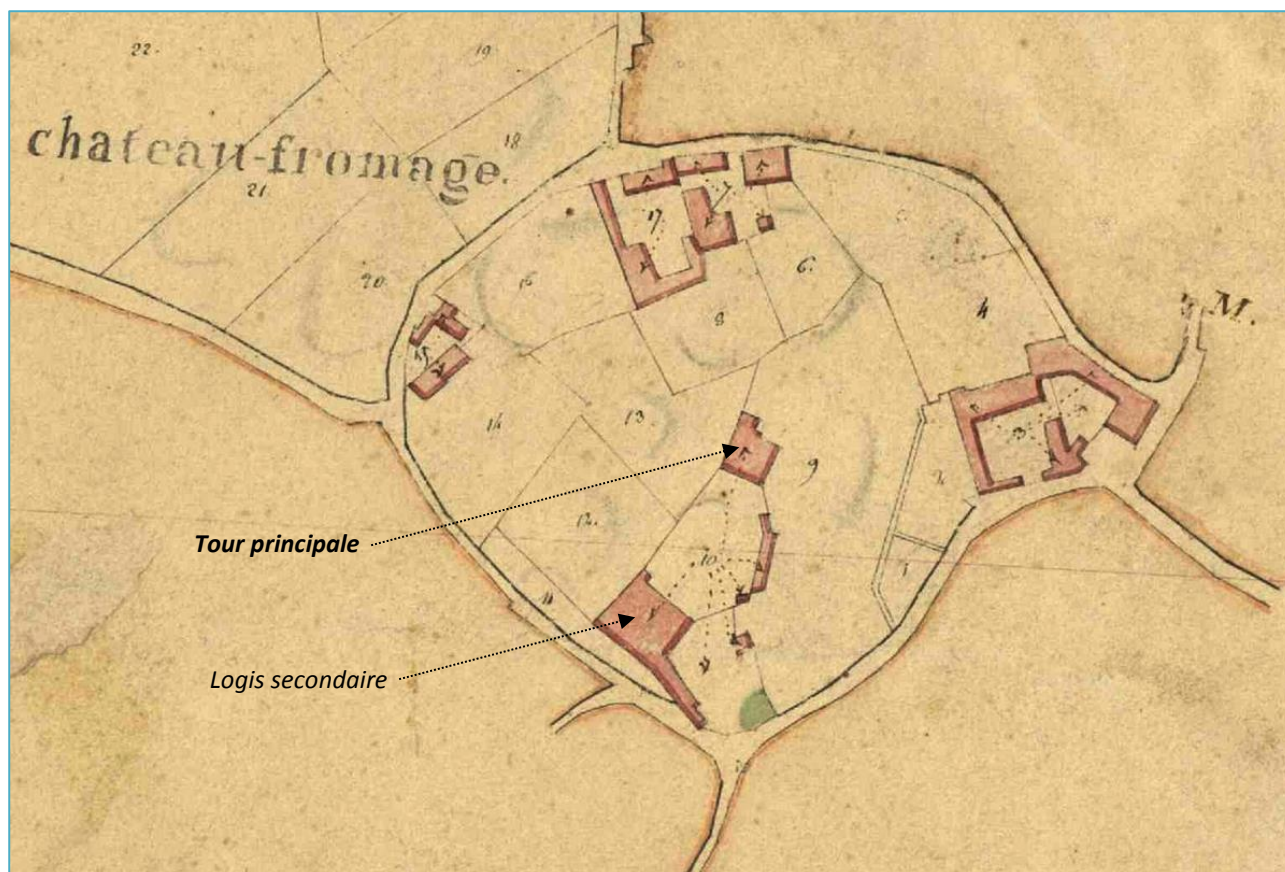
Le toit à longs pans est couvert en tuiles creuses. Deux souches de cheminées sont accolées au milieu du faîtage.



*Les façades Sud et Ouest du logis
Source : Photo de 1996 – Base Mérimée*



*Porte sur la façade Sud du logis
Source : Photo de 1968 – Base Mérimée*



« Château Fromage » sur cadastre napoléonien (1819) – Source : Archives Départementales de la Vienne

- **Le Manoir de « La Grande Foye »**

Le domaine est composé d'un corps de logis de beau volume situé au Nord d'une cour quadrangulaire constituée par des bâtiments agricoles plus ou moins récents. La date 1468 est inscrite sur le piédroit de la porte. Outre le volume du bâtiment, il subsiste des fenêtres et des cheminées qui peuvent dater de la construction initiale. Une tour, accolée au centre de la façade antérieure, a été détruite vers 1860. Le logis a été remanié au XIX^{ème} siècle.

Le logis, nanti d'une cave, est un bâtiment rectangulaire à étage carré et à comble perdu. Il est couvert d'un toit à longs pans en tuiles plates et coupé en son milieu par un mur de refend. La ferme, de plan massé, qui en dépendait, est en rez-de-chaussée, couverte d'un vaste toit à longs pans en tuiles creuses.

La construction est faite de moellons smillés², disposés en assises assez régulières. L'encadrement ces baies est en pierre de taille, ainsi que les chaînes d'angles du bâtiment et ses contreforts.

Les différentes façades, sans parti défini, sont percées de baies et d'ouverture d'époques et de caractères différents. Dans la façade Sud, au premier étage à gauche, subsiste quatre baies anciennes : fenêtres à meneau, linteau, piédroits et traverse chanfreinés. L'une de ces baies est à appui saillant souligné d'un cavet. Au niveau des combles apparaissent les traces d'une tourelle en encorbellement.

À l'intérieur, on descend à la cave, depuis la remise, par un escalier droit en pierre. La cave a une belle voûte en arc surbaissé, épaulée par un large doubleau à rouleau unique. Cette voûte est en petits moellons smillés et est régulièrement appareillé. Dans les murs sont percés des niches.

² Moellons smillés : taillés à la « smille », marteau à deux pointes utilisé en maçonnerie ancienne.



L'élévation antérieure du logis
Source : Photo de 1968 – Base Mérimée



Ci-contre : L'élévation Est du logis
Source : Photo de 1968 – Base Mérimée

• Le Manoir des « Prés »

Le domaine est ancien : cité dès 1604, il dépendait de la Châtellenie de Touffou. Il ne reste rien de l'ancien domaine, les constructions actuelles n'étant pas antérieures au XVIII^{ème} siècle pour les logis et au XIX^{ème} siècle pour les constructions annexes.

Le domaine est composé d'un parc, de deux logis, d'une écurie, d'une grange, d'un four, d'un hangar agricole, d'une chapelle, d'un four et d'un puits.

Le premier logis (au second plan sur la photo ci-contre), en rez-de-chaussée surmonté d'un comble à surcroît, conserve une baie avec encadrement en chevet et un linteau orné d'une accolade.



À gauche : élévation antérieure du second et du premier logis, à droite : écuries
Source : Photo de 1996 – Base Mérimée

Le second logis (au premier plan) est à étage carré à trois travées et porte centrale. Les baies ont un linteau échancré et celui de la porte est sommé d'une corniche. La chapelle a sa façade en pignon percée d'une porte cintrée. Les écuries ont également des baies à encadrement cintré. Le gros œuvre des bâtiments est en moellons calcaires et les couvertures sont en tuiles creuses.

• Le Manoir des « Martins »

Il ne subsiste rien de la « maison de maistre » citée en 1791 comme appartenant au Seigneur de Boislambert. Le domaine est vendu comme bien national en 1794. De l'ensemble des bâtiments encore visibles sur le cadastre de 1819 ne subsiste aucun vestige. Les bâtiments actuels (manoir, chapelle, écuries, grange et remise) ne sont pas antérieurs à la seconde moitié du XIX^{ème} siècle.

L'élévation antérieure du logis présente neuf travées : un corps central de trois travées, couvert d'un toit à longs pans, encadré de deux ailes de trois travées, formant pavillons, couvertes d'un toit à longs plans à croupes.

La chapelle a sa façade en pignon, percée d'une porte en plein cintre surmontée d'une baie jumelle. Elle est éclairée de trois baies latérales. Les écuries ont des encadrements semi-circulaires en briques.

Le gros œuvre est en moellons calcaires enduits, les chaînes d'angles et encadrement en pierre de taille et les couvertures en ardoise.



L'élévation Sud du logis

Source : Photo de 1996 – Base Mérimée

- **Le Manoir de « Bellevue »**

Le Manoir, situé dans la partie Sud-Ouest de « Château Fromage », en limite de la route de Bignoux à Montamisé, est composé d'un logis (au centre de la photo ci-dessous), d'un pavillon (à gauche du logis), d'une étable à vaches (à gauche) et d'une grange (à droite).

Les parties les plus anciennes, le pavillon d'angle et le logis, semblent dater du XVIIIème siècle bien que les baies aient été remaniées au XIXème siècle. De la même époque datent les dépendances qui encadrent le bâtiment principal même si une porte en plein cintre subsiste sur leur élévation postérieure, témoignant de bâtiments plus anciens. Sur la photo ci-dessous (1968), le domaine était en décrépitude et a, depuis, été rénové.



L'ensemble du Manoir de Bellevue – Source : Photo de 1968 – Base Mérimée

Le corps de logis, avec cave, est à étage carré. Son toit à longs pans à pignons couverts est en tuile creuse. Le pavillon, à étage carré et étage de comble, a un toit en pavillon couvert en ardoise. Les dépendances, en retour d'équerre, sont en rez-de-chaussée surmonté d'un comble à surcroît, avec un toit à longs pans à pignon couvert.

Les constructions sont en pierre calcaire, de moellons mal équarris disposés en assises irrégulières et recouverts de crépi. Les encadrements des baies et les chaînages d'angles sont en pierre de taille.

- **Le Manoir de « Champot »**

« Champot » est décrite comme maison noble dès 1698. La cheminée du logis, ainsi qu'un blason en réemploi sur une élévation d'un corps de bâtiment, sembleraient dater de cette période.

L'ensemble du domaine, composé de plusieurs granges et d'étables à chevaux, a été profondément remanié au XIX^{ème} siècle, d'où le peu d'éléments subsistant des bâtiments initiaux.

Le logis, à rez-de-chaussée et comble en surcroît, ainsi que les dépendances, sont en moellons calcaires partiellement enduits. Les toitures sont à longs pans, pignon découvert, et couvertes en tuile creuse.



Vue générale du domaine
Source : Photo de 1996 – Base Mérimée

- **Le Château de « Lirec »**



Vue générale depuis le Sud-Est – Source : photo aérienne Armée de l'Air, 1973 – Base Mérimée

Le fief de « Lirec » est mentionné dès 1322 comme relevant de l'Abbaye Saint-Hilaire-de-la-Celle à Poitiers. Il est tenu par deux grandes familles nobles : les Resty jusqu'à la fin du XV^{ème} siècle, puis les De Lauzon, famille dont sont issus deux Maires de Poitiers et deux Gouverneurs de la Nouvelle France.

De grands travaux sont entrepris entre 1624 et 1640 par Christophe de Lauzon qui a « *le tout fait aplanir et changer de former pour embellir la dite maison de Lirec* »³. Une peinture d'époque conservée donne un aspect beaucoup plus médiéval au château avec, notamment, de nombreuses tours qui ont été découronnées au XVII^{ème} siècle. On suppose donc un édifice initial beaucoup plus défensif qui daterait du XIV^{ème} ou XV^{ème} siècle.

Le logis actuel, profondément remanié au XX^{ème} siècle, comprend un corps central à trois travées et un étage carré, couvert d'un toit à longs pans en croupes. Il est encadré de deux ailes plus basses, couvertes d'un toit à longs pans à pignon couvert. Une aile en retour, côté cour, s'appuie sur une tour circulaire coiffée d'un toit conique. L'élévation sur parc est précédée d'une terrasse bordée d'une balustrade. Le parc est accessible par un portail à piles sans couverture. Dans l'ancien mur de clôture se trouve une porte piétonne en anse de panier à clef pendante. À la conciergerie est accolée une écurie, les deux bâtiments datant de cette époque. Les encadrements des baies et les chaînes d'angles de ces deux bâtiments sont en brique et pierre.

Divers éléments décoratifs attestent la qualité de la construction primitive : pilastres toscans (partiellement dissimulés par le rehaussement du sol) ornant, par endroits, la base du mur de la façade sur cour, grande arcade en plein cintre de l'aile, vestige d'un décor sculpté d'oves et de palmettes appartenant au puits, beau chapiteau composite du piédroit de la cheminée, dont le manteau s'orne d'une peinture représentant une scène de chasse et un château à hautes tours.

- **L'église Saint-Hilaire**

La construction de l'actuelle église Saint-Hilaire fait suite à la destruction, au moment de la Révolution Française, de l'ancien édifice. La pose et la bénédiction de la première pierre datent du 15 Juillet 1876.

Seul le clocher porche est en pierre de taille. Toutes les autres élévations sont en moellons calcaire enduits. La nef a un toit à longs pans, à pignon découvert, couvert en ardoise. Les chapelles latérales ont des toits en tuile mécanique. Le clocher est couvert d'une flèche polygonale à égouts retroussés en ardoise. La tour d'escalier a un toit conique couvert en ardoise.



L'église Saint-Hilaire sur carte postale ancienne
Source : Base Mérimée

Architecture vernaculaire

Les formes architecturales traditionnelles rencontrées sur la commune sont celles de la région poitevine. Les bâtiments présentent une forme allongée et sont généralement de plain-pied. Un niveau utilitaire (stockage...) est parfois présent. Les ouvertures sont à dominante verticale, à l'exception des fenêtres situées sous le débord du toit qui présentent des formes carrées.

³ Source : *Châteaux, manoirs et logis de la Vienne*, Jean-Pierre ANDRAULT, p.271.

L'implantation des bâtiments est conçue en prenant en compte les critères bioclimatiques. Une orientation Est/Ouest de l'axe du faîtage a souvent été recherchée. L'habitat est également traditionnellement regroupé.

Les matériaux utilisés sont d'origine locale : les murs sont érigés en moellons calcaires et recouverts d'un enduit sablé. Les encadrements des ouvertures sont réalisés en pierres calcaires taillées de plus grande dimension. Les toitures sont de faible pente et sont couvertes de tuiles rondes, parfois de tuiles plates pour les bâtiments utilitaires.

Mesures de protection

D'autres éléments de patrimoine peuvent être présents sur le territoire communal : petits éléments bâtis, murets, lavoirs, puits, etc. Ce petit patrimoine rural marque l'identité des lieux et participe à la qualité de vie sur la commune.

- **Le patrimoine bâti non inscrit sur la liste des monuments historiques peut bénéficier d'une protection au titre des éléments de paysage à protéger dans le Plan Local d'Urbanisme. La destruction de ces éléments est alors soumise au dépôt d'une déclaration préalable en Mairie.**

LE PATRIMOINE PAYSAGER

Caractéristiques globales de l'unité paysagère

Au regard de l'Atlas Régional des Paysages, la commune de Bignoux fait partie de l'unité paysagère des « Terres de brandes », comme illustré sur la cartographie suivante.

Elle se situe également non loin de l'agglomération de Poitiers, qui est une rupture urbanisée importante dans les paysages vallonnées et/ou boisés, et des vallées du Clain et de la Vienne.

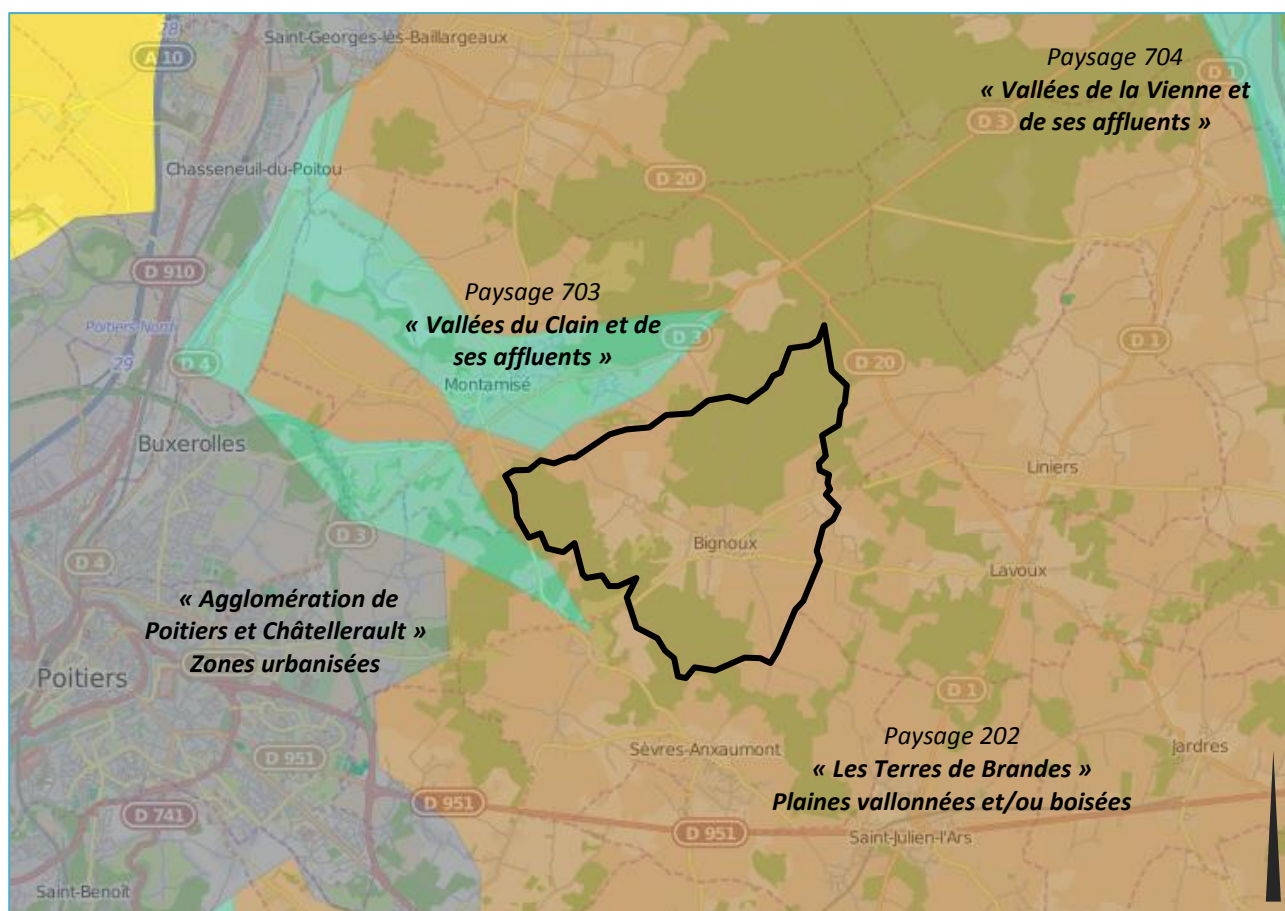
- › Les « **Terres de Brande** ». Cet ensemble paysager du centre et de l'Est de la Vienne est décrit de la manière suivante :

« La perception des paysages des plateaux des terres de brandes est principalement conditionnée par la platitude du relief, qu'occupent des cultures et des prairies sans originalité. On n'y trouve cependant pas les vastes amplitudes des plaines plates et dégagées : non seulement les parcelles n'ont pas le gigantisme des plaines d'openfields, mais en outre, la campagne est hérissée de nombreux motifs végétaux qui interviennent entre l'observateur et l'horizon. Bosquets, haies, arbres isolés, s'articulent entre eux et aux cultures avec une certaine variété.

C'est probablement parce que ces combinaisons ne rencontrent aucun « paysage mental » auquel elles correspondraient, faute de représentation. Il en résulte, il est vrai, un certain ennui, du fait de la pauvreté des horizons, de la rareté du bâti, un ennui que renforce une certaine maigreur des motifs végétaux eux-mêmes. »

Source : Atlas Régional des Paysages de Poitou-Charentes

Entités paysagères à et autour de Bignoux



Source : Observatoire Régional de l'Environnement, Site SIGORE

Analyse paysagère à l'échelle du territoire communal

Le territoire communal est fortement marqué par l'étendue des surfaces forestières (731 hectares, soit 50,4% de la commune). La Forêt de Moulière, massif forestier emblématique à l'échelle de la région Poitou-Charentes, occupe toute la partie Nord. Au Sud, ce sont les Bois de Lirec et de Mortier qui sont très présents. Le Bourg de Bignoux semble être en situation de clairière entre les deux massifs.

- **La topographie**

Elle est peu marquée mais complexe.

Une ligne de points hauts (130 mètres d'altitude) entre « Petit Soubis » (commune de Montamisé), « Les Brandes de la Tour », « Les Martins » et « Château Fromage » se situe en partie Nord-Ouest du territoire communal et délimite un seuil. L'Ouest du territoire verse vers Montamisé.

Au Nord, de la ligne de points hauts, c'est la Forêt de Moulière, exposée au Nord. L'altitude est de 98 mètres environ à l'extrémité Nord de la commune.

Au Sud de la ligne de points hauts, c'est le Bourg et la plaine de « La Foye », exposés au Sud-Est. L'altitude est de 100 mètres au Sud de la commune.

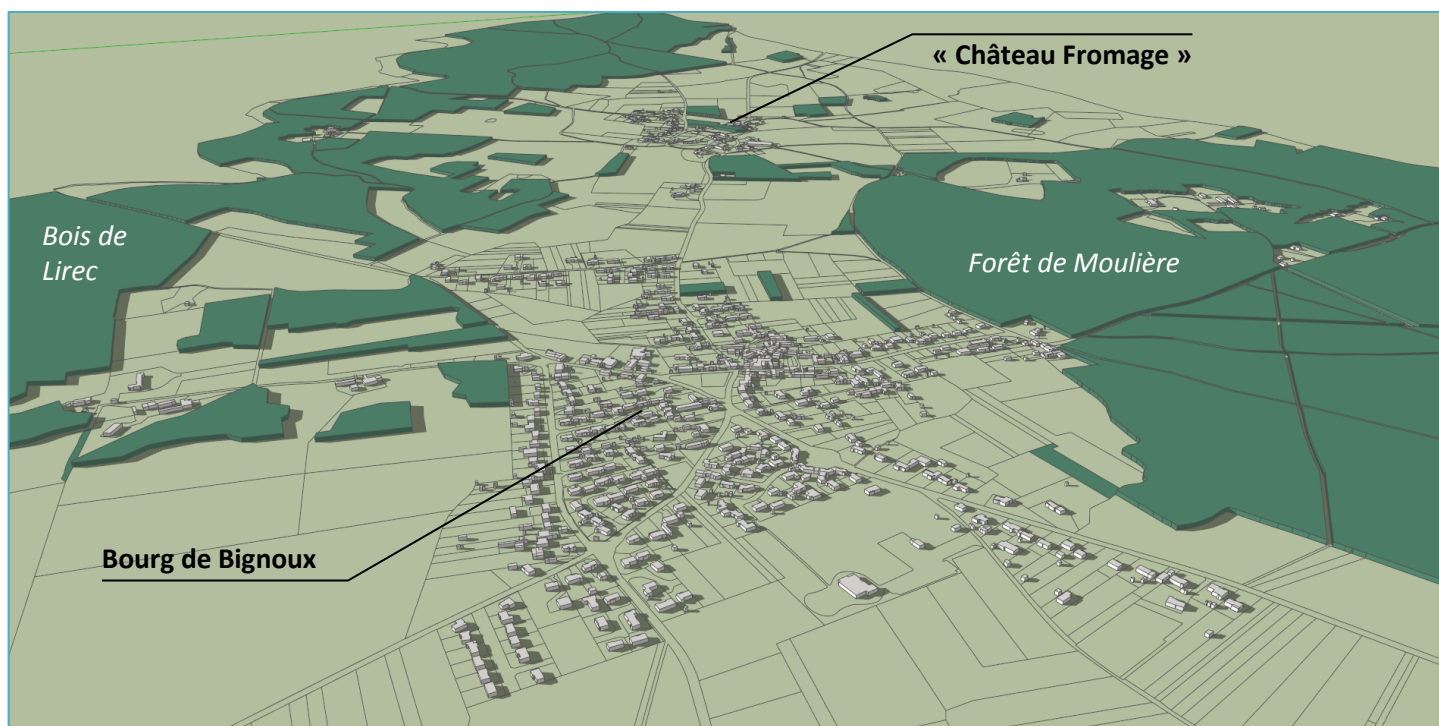
Une succession de vallées sèches, au Sud, est également caractéristique du modèle topographique : « Vallée Naudet », « Vallée de Jappe-Loup », « Vallée de Lirec » et « Vallée du Pont de la Casse ». Ces vallées correspondent à un changement de nature des sols. Ce sont des colluvions siliceuses des hauts

versants (quaternaires) qui ont été plaquées sur des dépôts alluviaux (plio-quaternaires) plus anciens (cf. partie « géologie » plus avant dans le présent rapport). Il n'y a pas d'écoulement d'eau permanent compte-tenu de la perméabilité globale des sols mais ces vallées drainent en souterrain tout le Sud du territoire communal. La « Vallée de Lirec » prend notamment en charge tout ce qui s'écoule depuis le Bourg et même plus haut depuis la Forêt de Moulière (les espaces rendus imperméables dans le Bourg, le traitement des eaux usées, etc.).

La station de traitement des eaux usées y est localisée, à proximité du Château de Lirec.

À l'Est du Bourg, la plaine de « La Foye » est le seul vaste espace ouvert de la commune. En arrivant de l'Est/Nord-Est par la RD 6 ou la RD 139, le village de Bignoux se découvre inséré dans les massifs boisés.

Axonométrie 3D depuis l'Est du territoire communal



La perception du Bourg et, au second plan, de « Château Fromage », insérés entre les massifs forestiers de la Forêt de Moulière et les Bois de Lirec et de Mortier

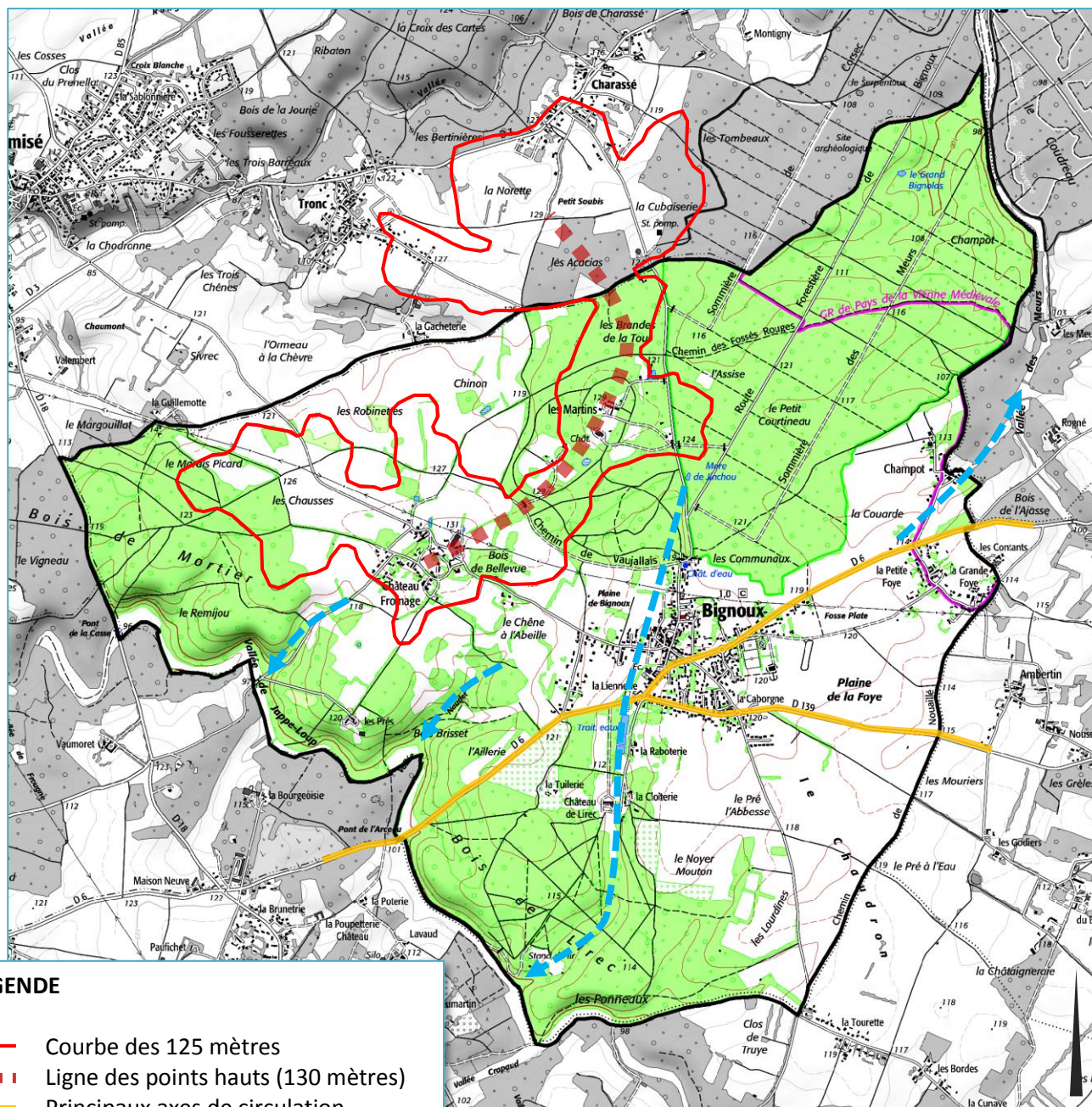
- **Les paysages**

Ils résultent de la topographie, du couvert végétal et de l'action de l'Homme sur le territoire.

Sur la commune, **les paysages forestiers** sont très présents. Ils jouent un rôle essentiel en matière de qualité de vie et d'attrait pour la commune. Ce sont des paysages fermés. Le regard est guidé par les routes et chemins. Les perspectives ne s'ouvrent qu'au hasard des exploitations forestières des parcelles.

Entre les deux massifs, dans la plaine de « Château Fromage », le Bourg de Bignoux et la plaine de « La Foye », les paysages sont ouverts. Ils restent assez cloisonnés dans la plaine de « Château Fromage » du fait de la présence de nombreux bosquets et de haies. La mise en valeur agricole, plus intensive sur la plaine de « La Foye » a rendu ces espaces très ouverts.

Analyse topographique et paysagère de la commune



Source : SIG PARCOURS, Cadastre DGFIP, IGN SCAN 25 - Échelle : 1/30 000

Le Plan Paysage de la Communauté de Communes « Vienne et Moulière »

La réalisation d'un plan paysage à l'échelle de la Communauté de Communes « Vienne et Moulière » marque la volonté de développer un sentiment d'appartenance à l'intercommunalité par une identification visuelle du territoire et l'appropriation d'un espace connu et reconnu. Cette démarche s'inscrit aussi dans la volonté de mieux appréhender l'environnement paysager (végétal, urbain...) afin de l'intégrer dans toutes les démarches et actions d'aménagement du territoire (sentiers de randonnées, développement touristique...)⁴.

⁴ Source : site Internet de la Communauté de Communes « Vienne et Moulière »

- **Les axes d'action du Plan Paysage à l'échelle de la Communauté de Communes**

Le diagnostic de territoire a permis d'identifier quatre axes d'action principaux.

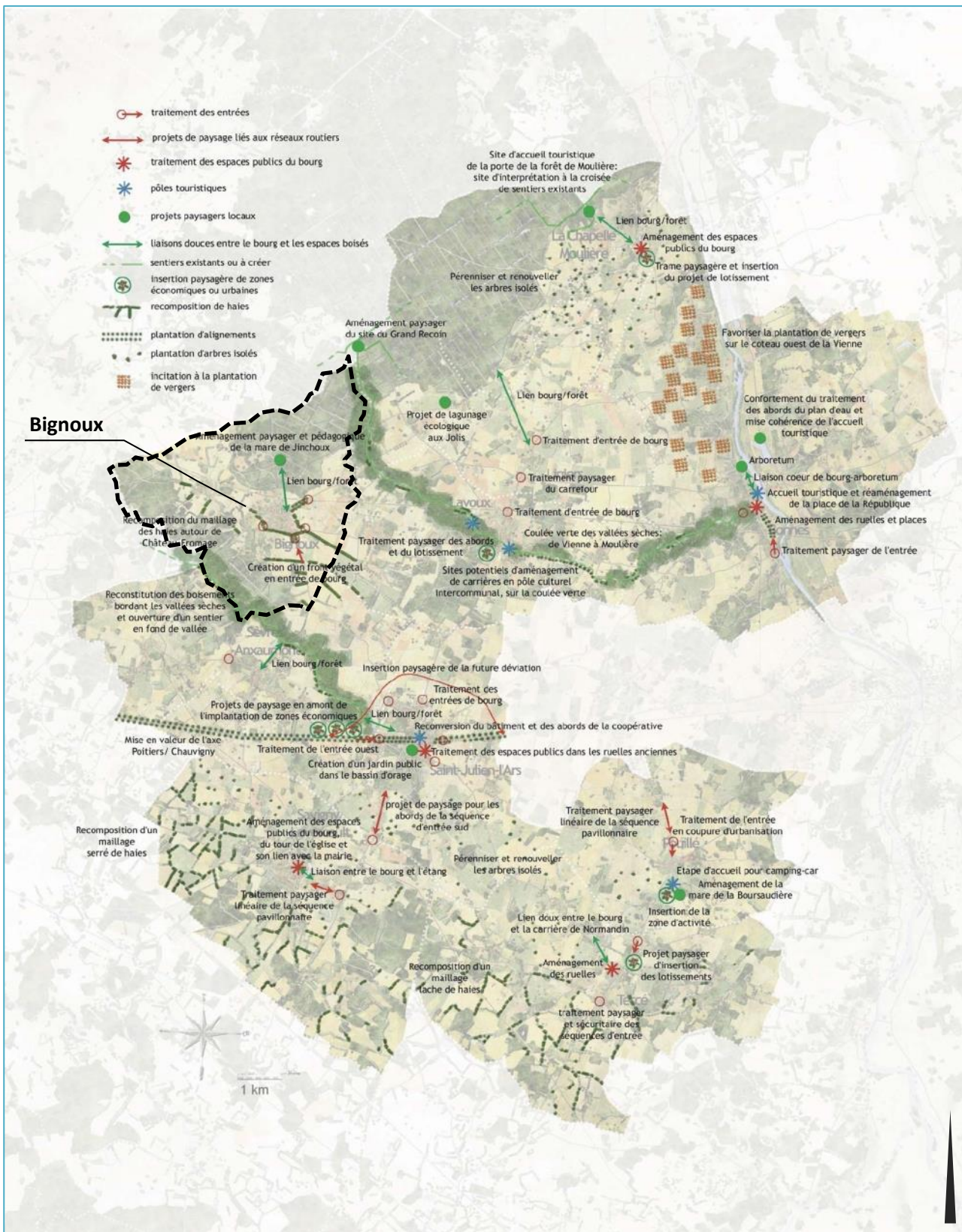
<p>Axe d'action A : le cadre de vie urbain</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Aménagement urbain <ol style="list-style-type: none"> a. traitement du cœur de bourg : places et ruelles e. créer de petits jardins publics dans les cœurs de bourg 2. Circulations douces <ol style="list-style-type: none"> a. mise en place ou confortement de cheminements piétons 3. Traitement des entrées et transitions <ol style="list-style-type: none"> b. traitement d'entrée de bourg c. intégration de lotissements 4. Aménagement des routes structurantes pour une mise en valeur des paysages 	<p>Axe d'action B : tourisme et patrimoine</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Mise en valeur du patrimoine bâti et du petit patrimoine <ol style="list-style-type: none"> a. compléter le recensement du patrimoine bâti 2. Mise en valeur des paysages <ol style="list-style-type: none"> b. valorisation des circuits de découverte h. mise en valeur de l'étang de Bonnes 3. Accueil des touristes <ol style="list-style-type: none"> a. aménagement d'une aire d'accueil des camping-car
<p>Axe d'action C : renforcement de l'identité</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Développement des actions du plan paysage <ol style="list-style-type: none"> a. désignation d'un animateur 2. Définir une identité commune au travers d'aménagements types et d'une palette de matériaux communs <ol style="list-style-type: none"> a. mise au point d'une palette de mobilier et de signalétique communs c. traitement des clôtures en zone urbaine : le mur et le muret 3. Sensibiliser les habitants à l'appartenance au Pays <ol style="list-style-type: none"> b. prescriptions architecturales pour le bâti c. mise en place d'une exposition et d'un guide de lecture des paysages 4. Protection des paysages <ol style="list-style-type: none"> a. identification et protection des paysages remarquables et des continuités écologiques 5. Reconversion de sites emblématiques <ol style="list-style-type: none"> c. reconversion d'une mare à des fins pédagogiques ou ludiques 	<p>Axe d'action D : environnement et paysage</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Protection et renforcement des trames végétales <ol style="list-style-type: none"> a. plantation de structures végétales dans l'espace agricole : vergers en limite urbaine, haies.. 2. Entretien du paysage <ol style="list-style-type: none"> a. entretien des paysages par l'activité agricole 3. Intégration des ouvrages techniques <ol style="list-style-type: none"> a. intégration des bornes à verre 4. Gestion de l'eau <ol style="list-style-type: none"> b. traitement des eaux usées : techniques et alternatives 5. Soutien à l'agriculture durable <ol style="list-style-type: none"> a. multiplication des jachères apicoles

- **Les orientations du Plan Paysage**

Dans le cadre du Plan Paysage, les orientations potentielles suivantes ont été identifiées à Bignoux :

- › La recomposition du maillage de haies autour de « Château Fromage ».
- › L'aménagement paysager et pédagogique de la « mare de Jinchou ».
- › La création d'un lien entre le Bourg et la Forêt de Moulière.
- › La création d'un front végétal en entrée de Bourg depuis l'Est/Sud-Est.

Extrait des orientations du Plan Paysage de la Communauté de Communes « Vienne et Moulière »



Source : site Internet de la Communauté de Communes « Vienne et Moulière »

- **Mise en œuvre des orientations du Plan Paysage**

Le travail réalisé au niveau du Plan Paysage « Vienne et Moulière » et les orientations arrêtées en matière d'actions à conduire sont retenues dans la globalité. Ce travail nourrit l'action communale, sans impératif d'exécution.

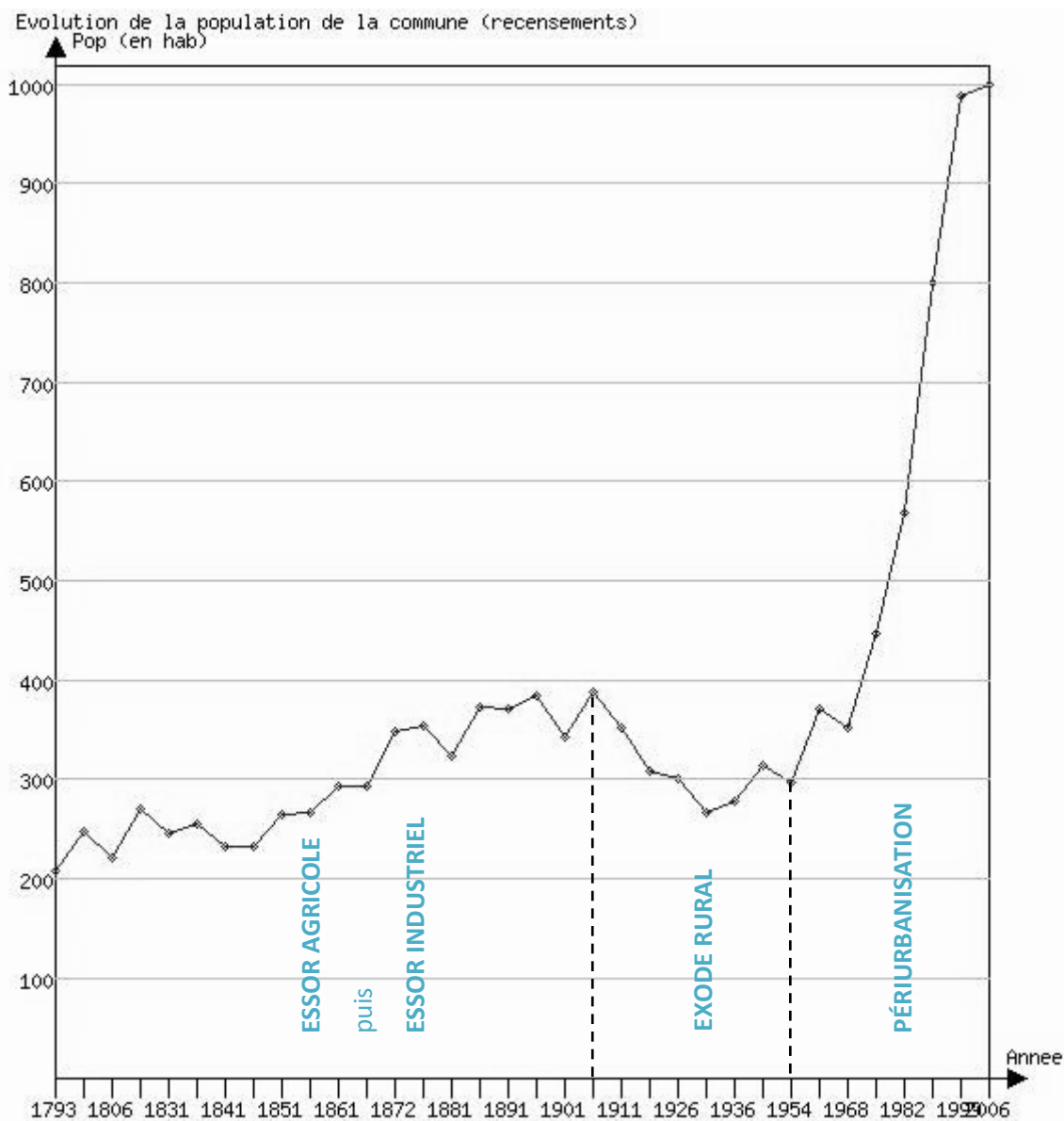
Une attention particulière est portée à la qualité globale des paysages de la commune en matière de cadre de vie. Celle-ci est considérée comme un facteur essentiel de l'attrait de la commune dans l'espace périurbain du « Grand Poitiers ». Elle doit être préservée pour maintenir le dynamisme communal. Les outils nécessaires doivent être mis en œuvre.

LA SITUATION DEMOGRAPHIQUE ET LE LOGEMENT : ETAT DES LIEUX ET PROSPECTIVE

LA DEMOGRAPHIE

Évolution historique de la population

Historiquement, Bignoux est une commune rurale qui est directement concernée par les grandes évolutions spatiales qui marquent les territoires.



Durant le XIX^{ème} siècle et le début du XX^{ème} siècle, l'amélioration des techniques agricoles (mécanisation, engrais chimiques...) engendre une forte hausse des rendements. Cette révolution agricole permet d'éviter les grandes famines qui décimaient périodiquement une partie de la population. Associée aux premiers

comportements hygiénistes, elle engendre une croissance démographique forte dont bénéficie la commune qui compte environ 240 habitants en 1800 et presque 400 habitants en 1880.

La période de 1900 à 1930 est marquée par une baisse marquée de la population, qui retrouve presque ses niveaux d'avant l'essor agricole. Les premiers départs, liés à la montée en dynamisme des bassins industriels de la Vienne, sont enregistrés. Les habitants en recherche d'emploi quittent Bignoux pour travailler dans des industries fortement consommatrices de main d'œuvre, dans la vallée de la Vienne notamment.

À partir de 1930, la commune retrouve une progression démographique qui ne sera démentie que par l'impact de la Seconde guerre mondiale, très perceptible dans la population communale, et le début des années 1960 où de nombreuses personnes s'installent à Poitiers, délaissant les espaces périurbains.

L'ensemble du territoire national est globalement concerné, depuis la Seconde guerre mondiale, par un phénomène global d'urbanisation : la population des villes augmente de manière très importante, sous l'effet de la tertiarisation de l'économie et des progrès techniques. L'agriculture, qui constituait une source importante d'emplois dans les espaces ruraux connaît également une deuxième révolution et devient de moins en moins utilisatrice de main d'œuvre.

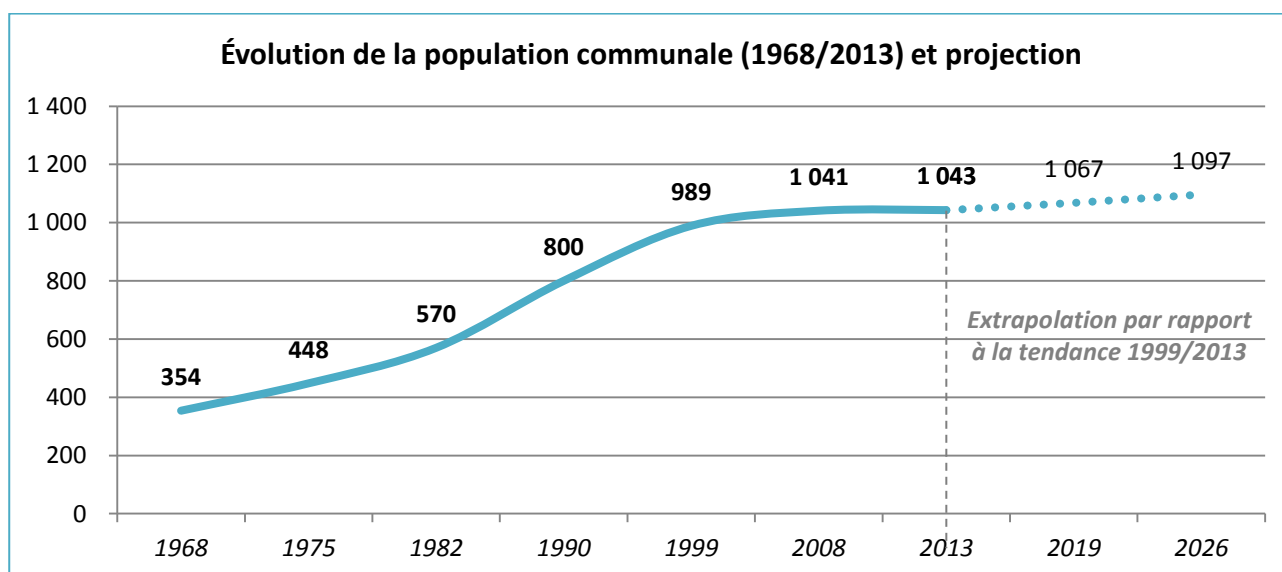
Cette tendance est particulièrement marquée à Bignoux depuis les années 1970, avec une augmentation très importante de la population communale (multiplication par trois) en raison du développement de la fonction résidentielle de la commune, liée à la proximité du bassin économique de Poitiers. Bignoux accueille de nouveaux habitants qui travaillent majoritairement dans les pôles d'emplois alentours.

C'est l'extension du phénomène de périurbanisation, qui désigne la redistribution actuelle de la population dans les espaces ruraux à partir des centres urbains. De nombreux actifs s'installent en effet dans les communes périphériques des agglomérations pour bénéficier d'un meilleur cadre de vie et de prix immobiliers plus abordables, tout en continuant à travailler dans la ville centre.

Évolution récente de la population : une progression démographique plus mesurée

- **Au niveau communal**

La commune de Bignoux compte 1 043 habitants en 2013. Elle en comptait 354 en 1968, soit une augmentation globale de 194,6 % en quatre décennies et une augmentation de 4,3 % en moyenne annuelle.



Source : INSEE, RP 1968 à 1990 dénombrements, RP 1999 à 2013 exploitations principales

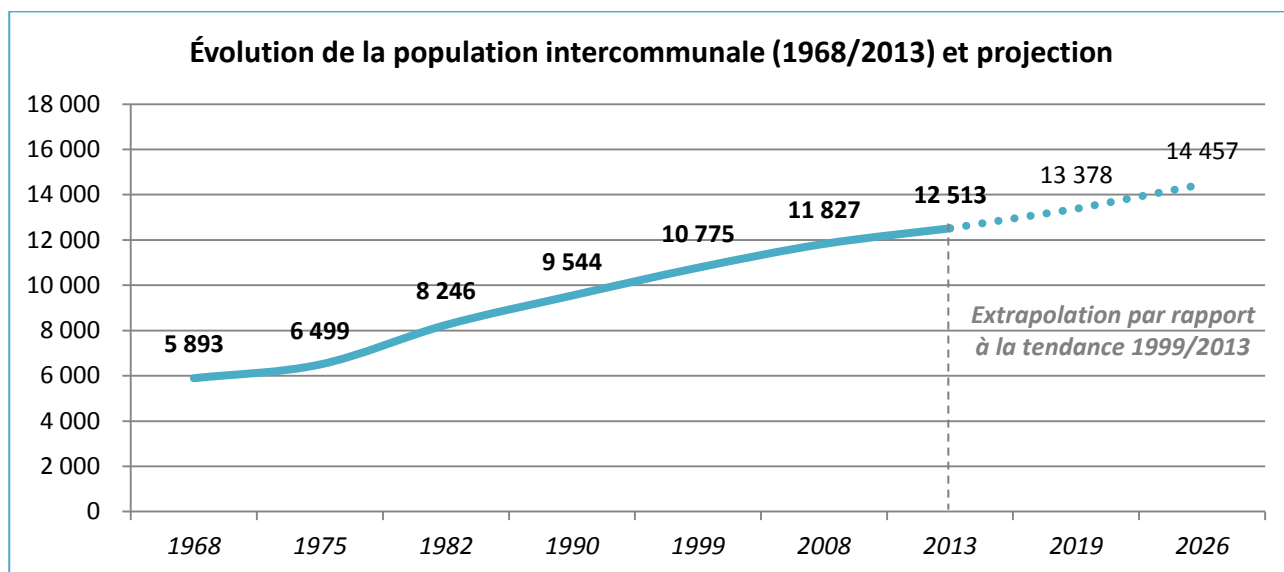
L'évolution dans le temps peut être observée selon plusieurs phases : la progression de population a été constante et soutenue depuis 1968 pendant toute la période de périurbanisation. Celle-ci n'a marqué une pause que depuis 1999 (+0,4 % d'augmentation en moyenne annuelle). Globalement, c'est entre 1982 et 1990 que la commune a accueilli le plus de nouveaux habitants.

L'absence de surface disponible à la construction sur les dernières années participe de la stagnation de population observée sur la période la plus récente (2008/2013), de même que la volonté de l'équipe municipale d'observer un développement raisonné de la commune.

La tendance observée entre 1999 et 2013 a été extrapolée pour définir une orientation démographique théorique entre 2016 et 2026, hors influence du projet de Plan Local d'urbanisme. Ainsi, si la population continuait à croître à ce rythme, selon une évolution dite « au fil de l'eau », elle serait, à l'horizon 2026, aux alentours de 14 100 habitants.

- **Au niveau intercommunal**

Les mêmes tendances s'observent à l'échelle de la Communauté de Communes « Vienne et Moulière », dont le poids démographique s'est accru de 112,3 % depuis 1968 et qui connaît une hausse marquée de population, plus particulièrement depuis 1975. Sur l'ensemble de la période observée, l'augmentation moyenne annuelle de population a été de 2,5 %, soit une dynamique démographique plus mesurée à l'échelle intercommunale qu'à Bignoux.



Source : INSEE, RP 1968 à 1990 dénombrements, RP 1999 à 2013 exploitations principales

La tendance observée entre 1999 et 2013 a été extrapolée pour définir une orientation démographique théorique entre 2016 et 2026. Ainsi, si la population continuait à croître à ce rythme, selon une évolution dite « au fil de l'eau », elle serait, à l'horizon 2026, aux alentours de 14 450 habitants.

- **Comparaison entre les différentes échelles du territoire**

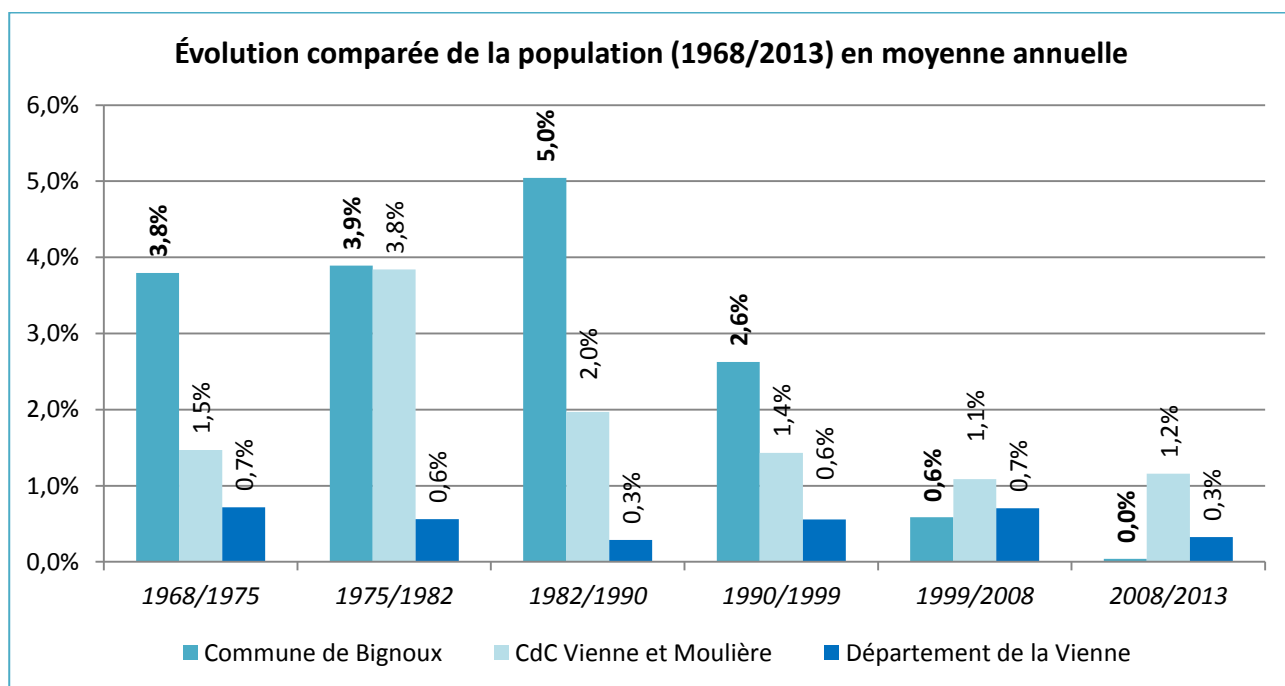
Les chiffres comparés des recensements de 1968 à 2013 montrent que les augmentations de population observées sur la commune de Bignoux sont globalement supérieures à la tendance démographique constatée à l'échelle de la Communauté de Communes « Vienne et Moulière » et, plus encore, à l'échelle du département de la Vienne, du moins sur les périodes les plus anciennes relatives à la première phase de périurbanisation de l'agglomération de Poitiers.

Sur l'espace départemental, la croissance moyenne annuelle de la population est restée comprise entre 0,3 et 0,7% sur la période 1968/2013. Parallèlement, la commune a connu une augmentation moyenne de population comprise entre 0,0 et 5,0 % et la Communauté de Communes entre 1,1 et 3,8 %.

De manière plus précise, la progression de la population a été plus marquée à l'échelle communale qu'intercommunale. L'augmentation moyenne de population est toujours restée supérieure sur Bignoux par rapport à l'intercommunalité et au département et ce jusqu'en 1999. Les augmentations de population constatées depuis sont sensiblement les mêmes selon les trois échelles d'analyse, à l'exception de la période 2008/2013 où la commune, par manque de disponibilités foncières, a connu une stagnation de sa population.

Il est à noter que la Communauté de Communes « Vienne et Moulière » a stabilisé sa dynamique démographique à un niveau assez soutenu, l'augmentation moyenne de population ne descendant pas sous les 1,1 % par an depuis 1990.

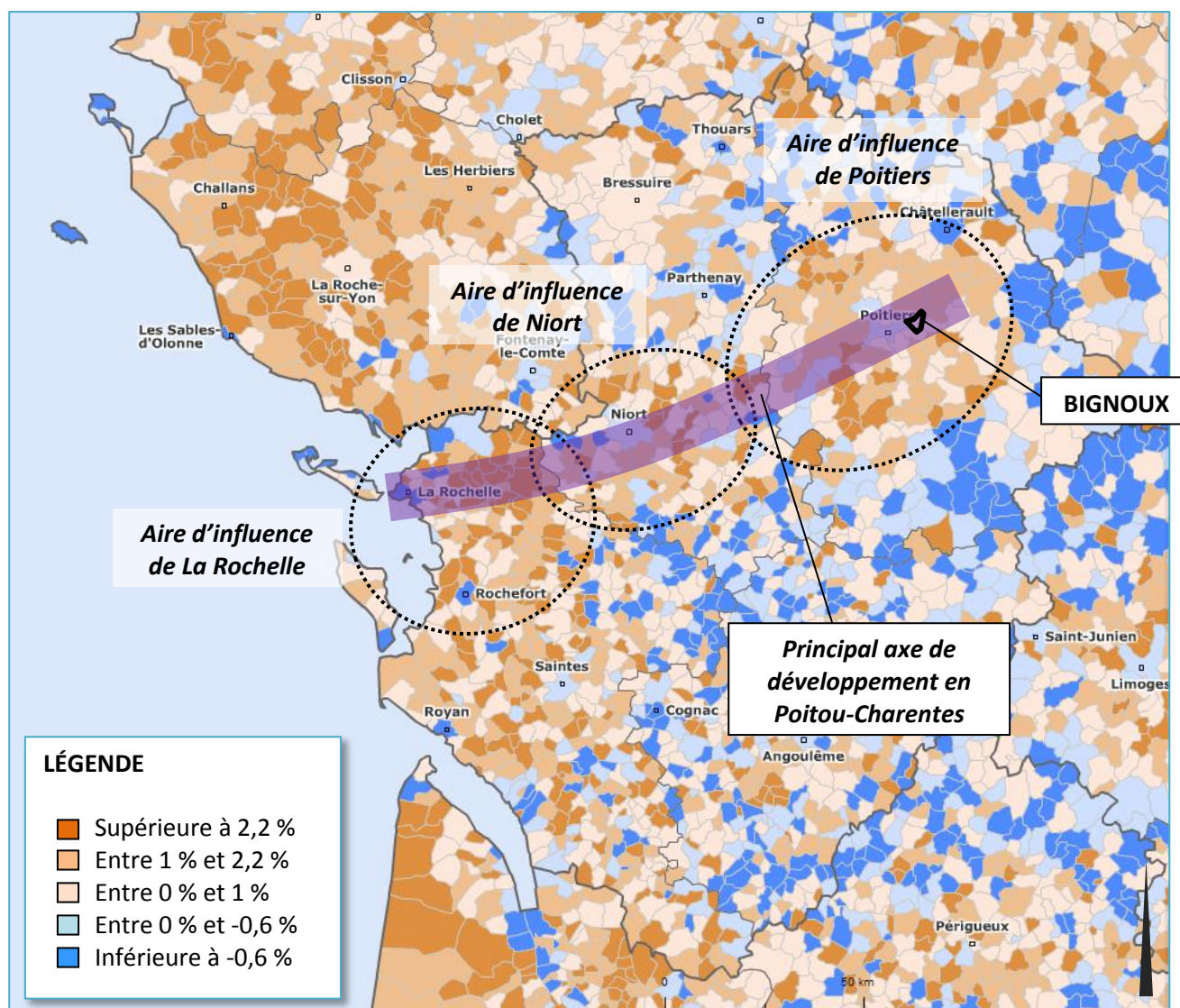
Au cours des deux dernières décennies, l'augmentation de la demande en logements et la recherche de marchés immobiliers plus abordables ont été à l'origine d'un accueil important de populations sur la couronne périurbaine de Poitiers. Les communes comme Bignoux, au plus près de Poitiers, ont bénéficié d'un important essor démographique qui se déplace désormais vers les communes plus éloignées, dont le marché immobilier est encore plus abordable.



Source : INSEE, RP 1968 à 1990 dénombrements, RP 1999 à 2013 exploitations principales

La cartographie statistique présentée en page suivante, constituée à partir des derniers recensements de la population (2007 et 2012), montre, à l'échelle régionale, l'intégration de la commune de Bignoux à l'aire d'influence de l'agglomération de Poitiers, ainsi que sur le principal axe de développement en Poitou-Charentes (axe La Rochelle/Niort/Poitiers).

Évolution de population entre 2007 et 2012 en moyenne annuelle



Source : Données INSEE Statistiques locales, GéoClip

Le solde migratoire, le solde naturel, les taux de natalité et de mortalité

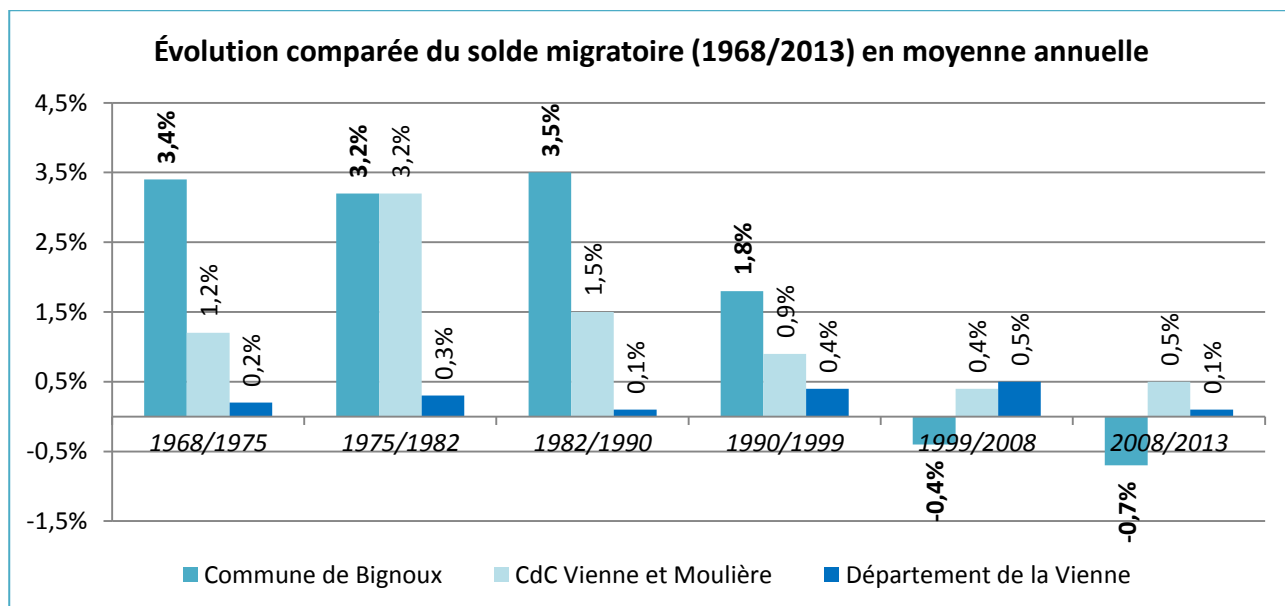
Les soldes migratoire et naturel permettent une analyse fine de l'évolution de la population communale.

- **Le solde migratoire : un attrait résidentiel de la commune à renouveler**

Le solde migratoire⁵ de Bignoux est toujours resté positif entre 1968 et 1999. Depuis 1999, il reflue de 0,4 % à 0,7 % en moyenne annuelle, ce qui justifie la stagnation de la population sur cette période. Les soldes de la Communauté de Communes et du département sont, quant à eux, restés positifs. Si les périodes d'installation les plus fortes se situent entre 1975 et 1990, dans un contexte de tertiarisation de l'économie, l'installation de nouveaux habitants sur la commune doit être maintenue afin de conserver une dynamique démographique pérenne.

L'attrait de jeunes actifs et de ménages en âge d'avoir des enfants est un enjeu démographique pour la commune dans une optique de vitalité du territoire.

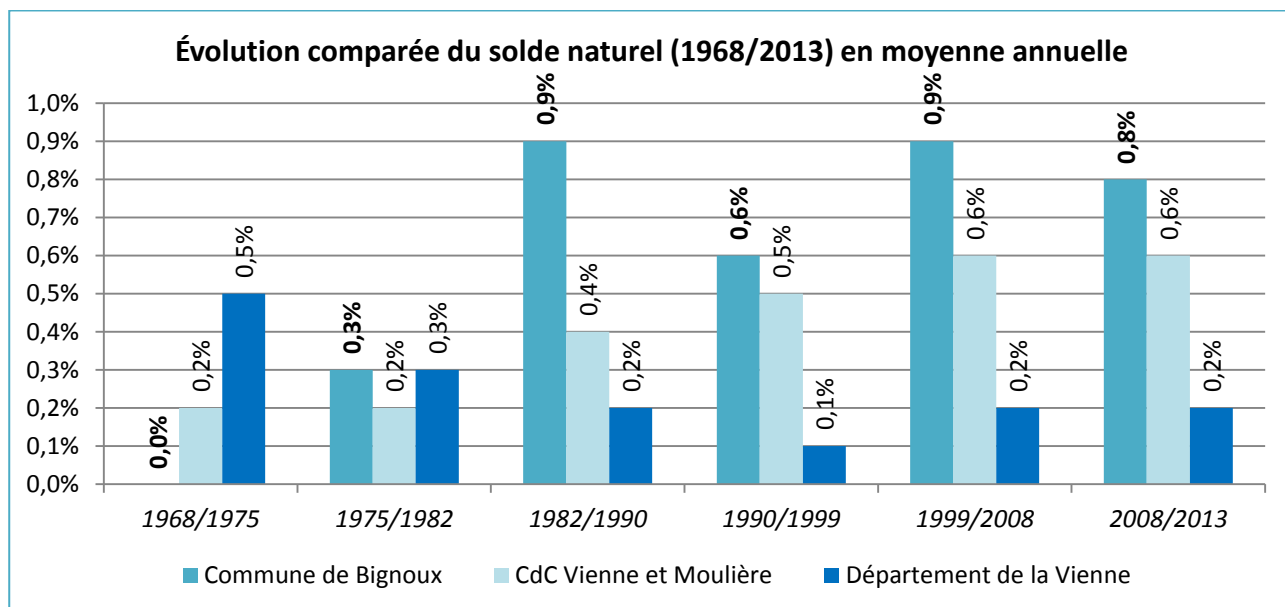
⁵ Solde migratoire : différence entre les personnes venant s'installer sur la commune et celles qui la quittent.



Source : INSEE, RP 1968 à 1990 dénombremments, RP 1999 à 2013 exploitations principales

- **Le solde naturel : une résultante de l'attrait résidentiel de la commune**

Le solde naturel⁶ de Bignoux, après avoir été nul entre 1968 et 1975, est resté positif depuis et, qui plus est, s'est stabilisé à un niveau assez élevé (entre 0,6 % et 0,9 % en moyenne annuelle depuis 1982). C'est ce solde qui maintient une dynamique démographique positive sur la commune. Cette situation résulte de l'installation de jeunes ménages actifs sur la commune dans les années 1975 à 1990, en âge d'avoir des enfants, ce qui est illustré par l'importance du solde naturel et notamment par rapport à la Communauté de Communes et au département. Par ailleurs, le coût du logement diminuant concentriquement en s'éloignant de Poitiers, les jeunes ménages ont tendance à s'installer dans des communes de plus en plus éloignées des grands centre urbains afin de trouver des conditions d'installation plus abordables, comme on peut le constater avec le solde naturel sur la Communauté de Communes « Vienne et Moulière » qui augmente de façon de plus en plus marquée, dans un contexte national d'augmentation du nombre de naissances.



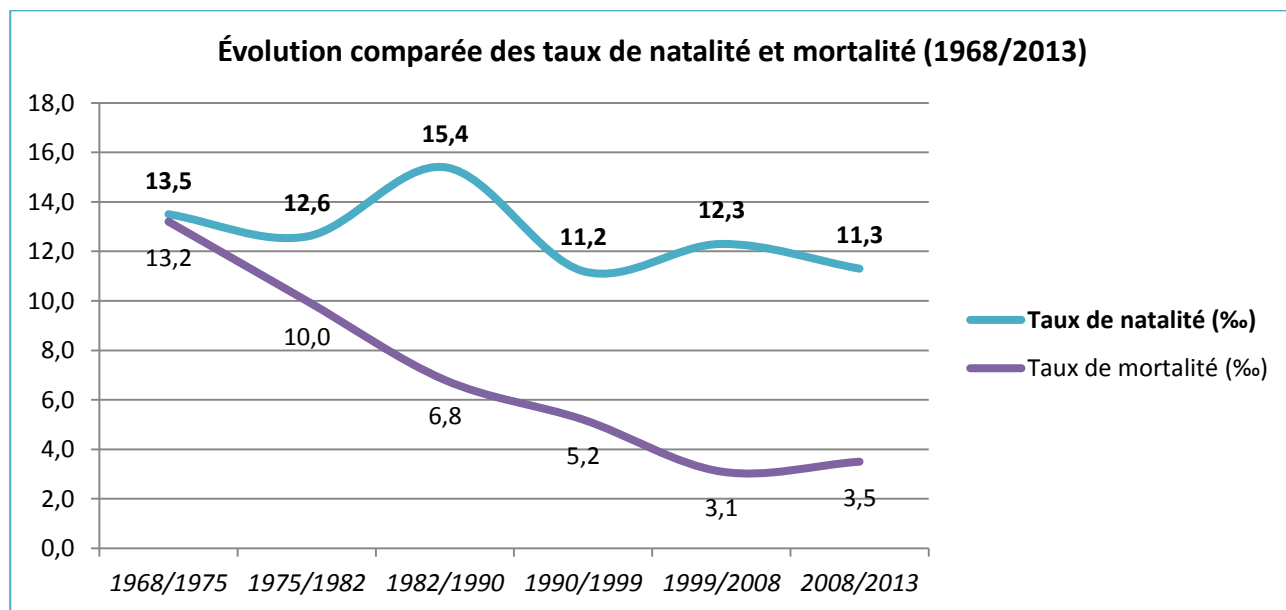
Source : INSEE, RP 1968 à 1990 dénombremments, RP 1999 à 2013 exploitations principales

⁶ Solde naturel : différence entre les naissances et les décès sur la commune.

- **Les taux de natalité et de mortalité**

L'installation de jeunes ménages favorise la natalité. C'est pourquoi le taux de natalité est resté assez relativement constant sur la commune depuis 1968, avec de légères variations et une pointe à 15,4 ‰ entre 1982 et 1990. À l'inverse, l'évolution du taux de mortalité, de 13,2 ‰ en 1968 à 3,5 ‰ entre 2008 et 2013, dénote, outre une amélioration de la longévité de la population, une population qui ne réside plus sur la commune à mesure que l'âge progresse, notamment du fait de l'absence de structures d'hébergement pour personnes âgées (maison de retraite, résidence pour seniors...).

Il importe de maintenir sur la commune un taux de natalité clairement supérieur au taux de mortalité afin de conserver à la commune une dynamique démographique pérenne. Dans ce contexte, il conviendra de noter la baisse de natalité enregistrée depuis 1999.



Source : INSEE, RP 1968 à 1990 dénombremments, RP 1999 à 2013 exploitations principales

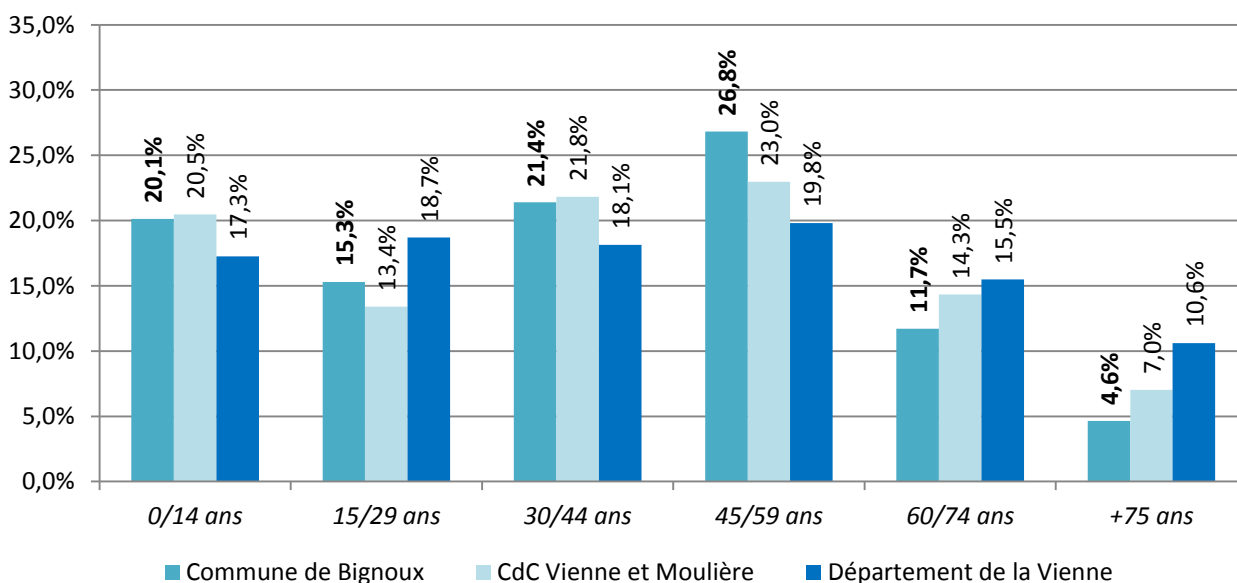
Structure par âge de la population : une population communale jeune

Les résultats du recensement de 2013 mettent à jour une structure de population plutôt jeune, caractérisée par une représentation sensible des tranches de 0 à 60 ans. Chacune de ces tranches est globalement de 3 à 7 points plus importante dans la population communale qu'à l'échelle départementale.

La tranche des 15/29 ans n'est pas nécessairement pertinente à l'analyse, en l'absence de structure d'enseignement supérieur sur la commune.

À l'inverse, les tranches des 60 à 75 ans et des plus de 75 ans sont inférieures de 4 à 6 points à la moyenne départementale. Le rajeunissement de la population peut, à terme, devenir un enjeu communal, notamment en matière d'adaptation des équipements d'accueil (crèches, haltes garderie, équipements scolaires). L'installation de ménages en âge d'avoir des enfants, qui s'est ralentie sur les dernières décennies, doit rester un objectif de renouvellement de la population.

Comparaison de la structure par âge des populations (2013)



Source : INSEE, RP 2013 exploitation principale

La caractéristique jeune d'une population s'exprime notamment à travers l'indice de jeunesse⁷. À Bignoux, il est de 1,57 ce qui est élevé. Les jeunes de moins de vingt ans sont ainsi beaucoup plus nombreux sur la commune que les personnes de plus de soixante ans.

À titre de comparaison, la part des moins de vingt ans dans la population de la Communauté de Communes est moins élevée mais toujours supérieure à l'équilibre (indice de jeunesse de 1,21), tandis que celle du département présente un léger déficit (indice de jeunesse de 0,90).

Indice de jeunesse	2013
Commune de Bignoux	1,57
Communauté de Communes « Vienne et Moulière »	1,21
Département de la Charente	0,90

Source : INSEE, RP 2013 exploitation principale

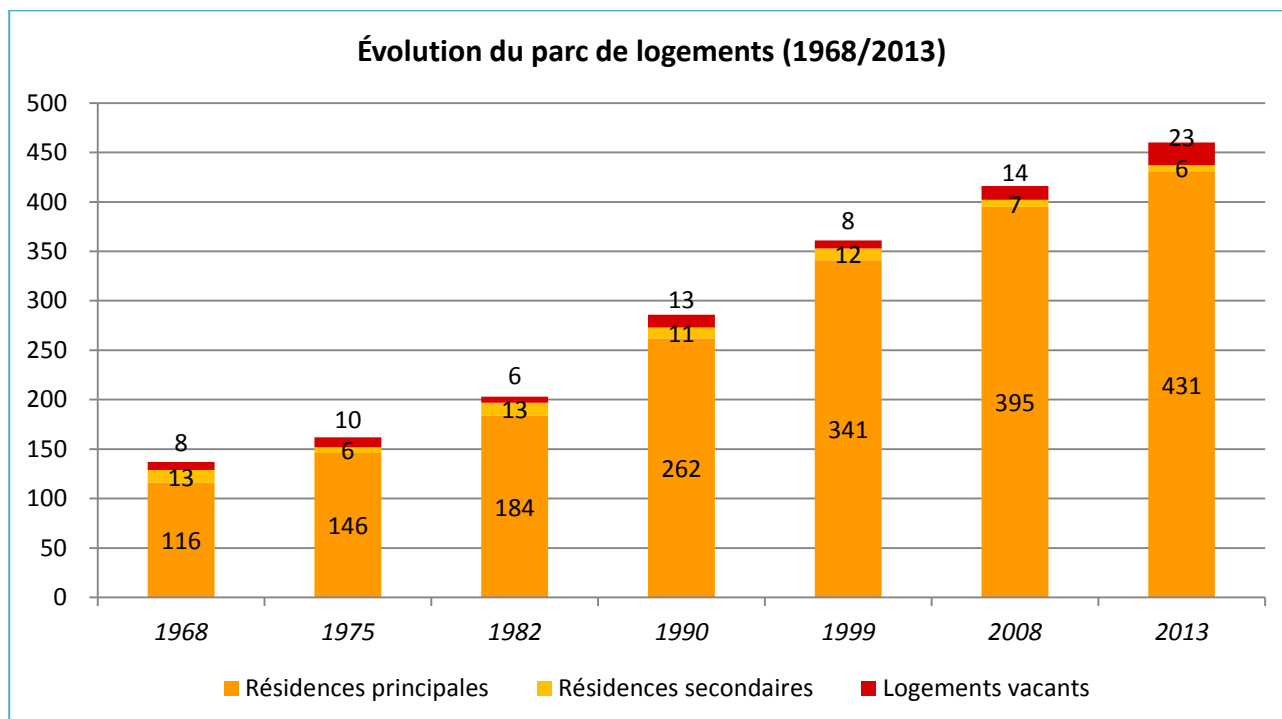
- La commune de Bignoux s'inscrit dans un contexte territorial plutôt favorable, caractérisé par une stabilité migratoire qui devra être améliorée et une bonne dynamique des excédents naturels. Il existe un potentiel de renouvellement de la population si la politique de logement est orientée vers l'accueil de jeunes ménages et d'actifs en âge d'avoir des enfants.

⁷ Indice de jeunesse : rapport entre les personnes âgées de moins de 20 ans et celles âgées de plus de 60 ans. Un indice de 1,0 montre un nombre égal de jeunes et de seniors. En-dessous, la proportion de seniors est plus importante.

LE PARC DE LOGEMENTS

Évolution du parc de logements : une augmentation importante du nombre d'unités

Bignoux compte 460 logements en 2013, soit une augmentation de 235,8 % du nombre d'unités depuis 1968, très représentative du phénomène périurbain qui touche la commune.



Source : INSEE, RP 1968 à 1990 dénombremments, RP 1999 à 2013 exploitations principales

L'augmentation est irrégulière dans le temps, comme détaillé ci-dessous :

- › 1968/1975 : + 2,6 % par an
- › 1975/1982 : + 3,6 % par an
- › 1982/1990 : + 5,1 % par an
- › 1990/1999 : + 2,9 % par an
- › 1999/2008 : + 1,7 % par an
- › 2008/2013 : + 2,1 % par an

La période 1982/1990 est marquée par une production très importante de nouveaux logements. La croissance du parc de logements sur la période récente (1999/2013), toujours marquée, correspond en partie à l'aménagement de lotissements ainsi qu'à la poursuite du développement urbain.

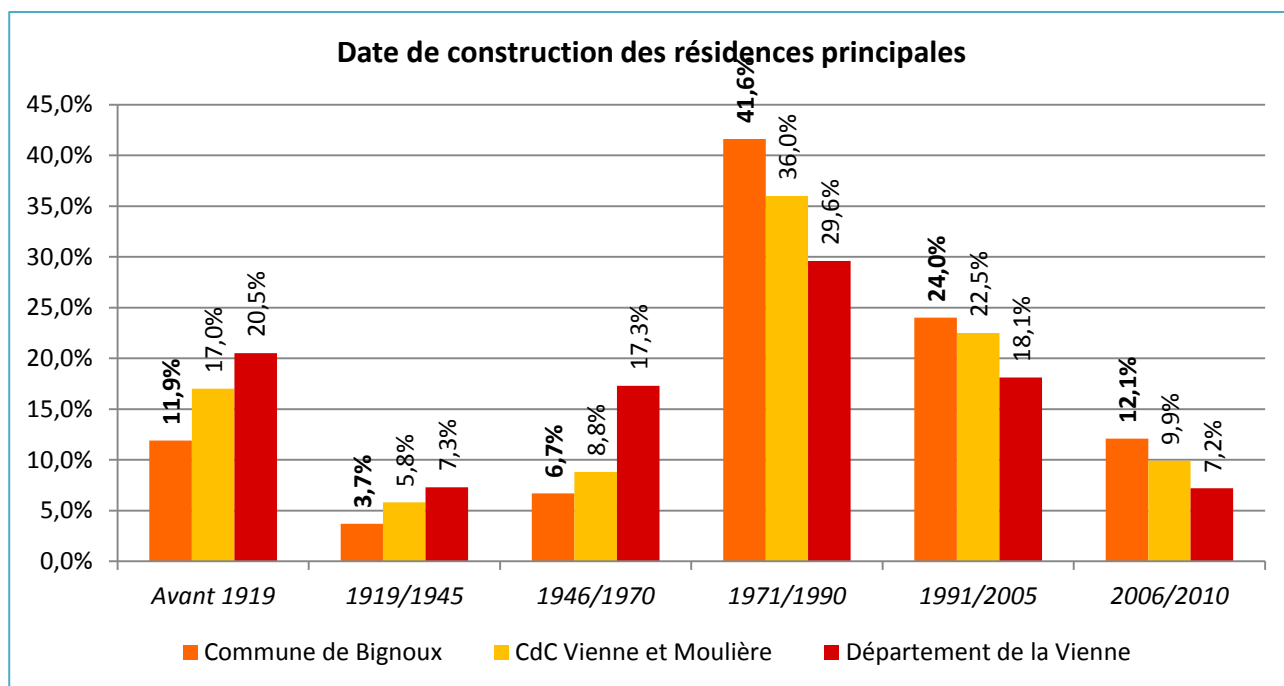
Globalement, l'augmentation du parc de logements entre 1968 et 2013 aura été de 5,2 % en moyenne annuelle. Cette augmentation est à mettre en rapport avec la hausse moyenne de la population communale qui a été de 4,3 % par an sur cette période. Cet écart s'explique également par la diminution du nombre moyen de personnes par résidence principale.

- **La relation entre développement du parc de logements et urbanisation des espaces naturels et agricoles devra être définie au projet de Plan Local d'Urbanisme. Le choix éventuel d'un rythme important de production de nouveaux logements est, en effet, conditionné à l'application du principe de gestion économe des sols. Cette démarche permettra de ne pas générer une urbanisation excessive et inadaptée au territoire, en orientant la politique d'urbanisme vers la production de formes urbaines moins consommatrices d'espace.**

Un parc de logements récent

Près de 8 logements sur 10 (77,7 %) ont été construits après 1970 à Bignoux. La proportion y est beaucoup plus importante que sur les autres territoires : 19,3 points supérieure à la Communauté de Communes « Vienne et Moulière » et 22,8 points supérieure à la moyenne départementale.

Cette situation est à mettre en relation avec le phénomène de périurbanisation qui a concerné les communes les plus proches de l'agglomération de Poitiers sur la période 1970/1990 à mesure que se développait le pôle urbain.



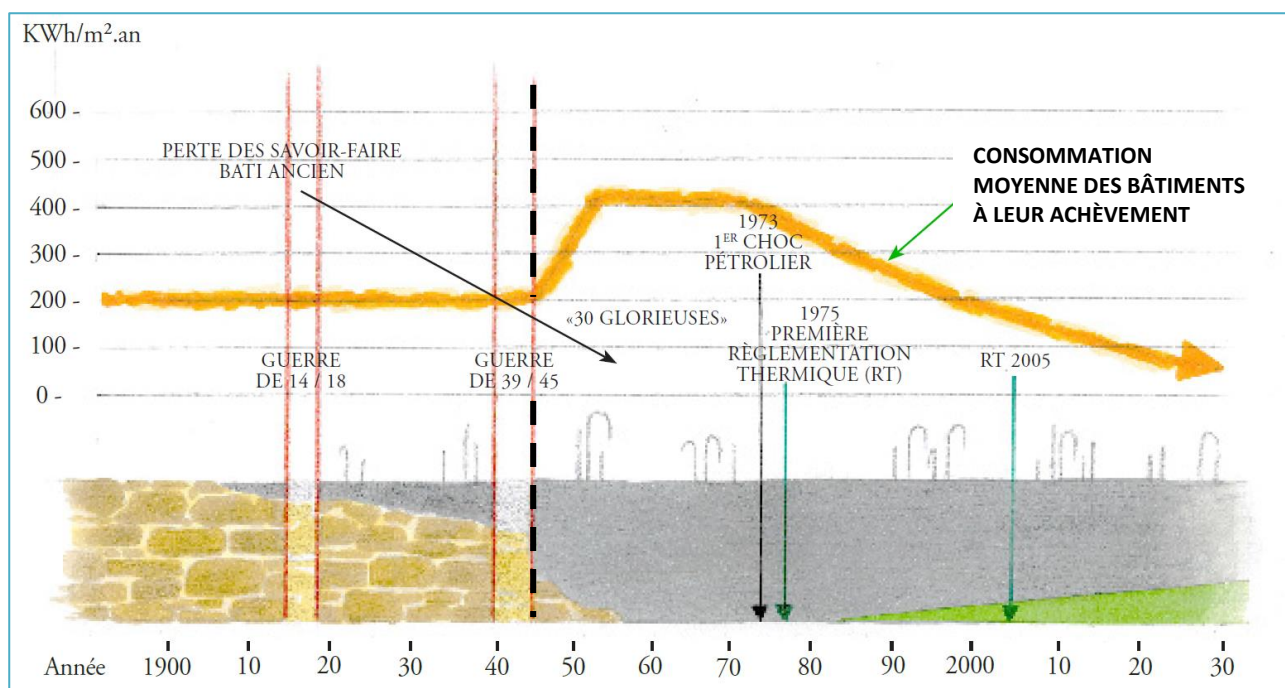
Source : INSEE, RP 2013 exploitation principale

- **La question de la précarité énergétique du logement**

Paradoxalement, les logements construits avant la Seconde Guerre mondiale affichent des performances énergétiques de très bonne tenue, comme illustré ci-après.

La consommation moyenne d'un logement à son achèvement est passée de 200 KWh/m² par an avant-guerre à plus de 400 KWh/m² par an par la suite, soit un doublement de la facture énergétique pour les ménages.

Les chocs pétroliers de 1973 et 1979 ont permis une prise de conscience à travers l'augmentation massive du prix de l'énergie ; en conséquence, un savoir-faire thermique a été développé et de nouvelles normes mises en œuvre sous le nom de « réglementation thermique » ou « RT ». Différentes versions (RT 1974, RT 1988, RT 2000, RT 2005, RT 2012), aux exigences et aux champs d'application croissants, ont permis de diminuer la consommation des logements dans les domaines du chauffage, de la ventilation, de la climatisation, de la production d'eau chaude sanitaire et de l'éclairage.



Source : Maisons paysannes de France, « ATHEBA, amélioration technique de l'habitat, fiche 1 « Connaissance du bâti ancien », Juin 2010

Une partie des résidences principales de Bignoux, dont 41,6 % ont été construites entre 1970 et 1990, est susceptible de créer une situation de précarité énergétique pour les ménages y résidant si ceux-ci ont des revenus modestes.

Évolution du nombre de résidences secondaires et de logements vacants

Bignoux compte 23 logements vacants et 6 résidences secondaires en 2013, soit un total de 6,3 % du parc de logements, ce qui est mesuré. Pour comparaison, le cumul de ces logements était de 15,3 % en 1968. Les habitations de la commune sont ainsi essentiellement des résidences principales, occupées à temps plein par leur propriétaire ou locataire.

Ces valeurs sont assez nettement inférieures aux moyennes observées sur la Communauté de Communes et le département de la Vienne où les taux de résidences secondaires et de logements vacants sont bien supérieurs (de 4,2 % pour les résidences secondaires et de 4,5 % pour les logements vacants sur le département de la Vienne).

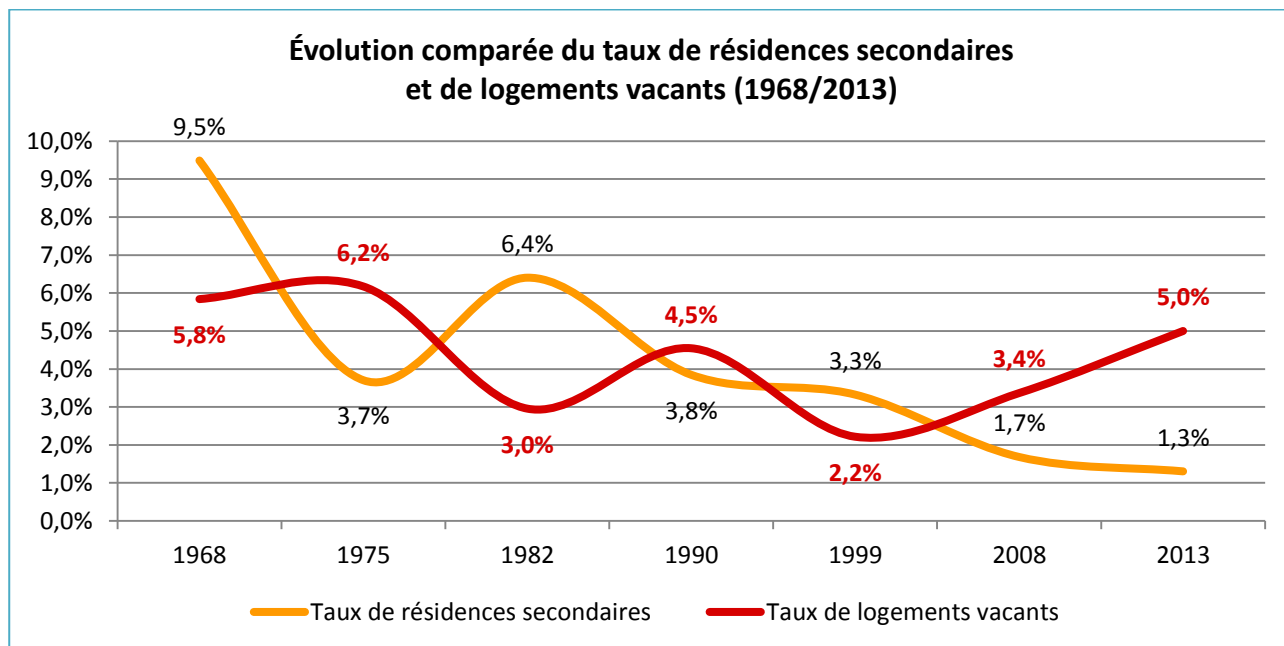
Répartition comparée du parc de logements	Résidences principales	Résidences secondaires	Logements vacants
Commune de Bignoux	93,7 %	1,3 %	5,0 %
Communauté de Communes « Vienne et Moulière »	91,0 %	3,7 %	5,3 %
Département de la Vienne	85,0 %	5,5 %	9,5 %

Source : INSEE, RP 2013 exploitation principale

Les faibles taux de résidences secondaires et de logements vacants témoignent de l'attractivité du territoire : la demande immobilière qui s'exprime sur Bignoux incite en effet à une occupation forte des logements. Les habitations sont rapidement louées ou vendues. Le taux de résidences secondaires est par ailleurs en très nette diminution sur les dernières décennies, ce qui illustre une bonne mobilisation du bâti pour son occupation constante.

La comparaison avec les autres territoires montre que les disponibilités d'accueil dans le parc de logements existants sont particulièrement faibles sur Bignoux. Les faibles taux de logements vacants et de résidences secondaires s'expliquent par un marché immobilier dynamique sur les espaces périurbains. La demande en logements est importante, ce qui incite les propriétaires à restaurer et à mettre sur le marché leurs biens immobiliers.

Une reprise du taux de vacance est cependant observée sur la période la plus récente (1999/2013). Dans le cadre de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme, une réflexion pourra être menée par l'équipe municipale sur la reprise des logements vacants.



Source : INSEE, RP 1968 à 1990 dénombrements, RP 1999 à 2013 exploitations principales

Le bâti à vocation secondaire est en diminution tendancielle depuis 1982. En 2013, il ne représente plus que 1,3 % du parc, soit seulement 6 résidences secondaires.

■ **Les disponibilités d'accueil dans le parc de logements existants apparaissent comme faibles. Pour porter le projet de développement démographique inscrit dans le Plan Local d'Urbanisme, le recours à la construction neuve sera donc nécessaire, en complément d'une réflexion sur la rénovation du bâti ancien ou vacant.**

Une mobilité résidentielle plus faible que sur les autres territoires

La mobilité résidentielle est définie par la fréquence de changement de logement par les ménages qui les occupent. Les chiffres publiés par l'INSEE montrent que les habitants de Bignoux, à l'image de ceux de la Communauté de Communes « Vienne et Moulière », restent plus longtemps dans leur logement qu'en moyenne sur le territoire départemental. Cela est particulièrement vrai pour les personnes ayant emménagé sur la commune depuis plus de 10 ans, dont la part est de 11,2 points supérieure à la moyenne de la Vienne.

Cette situation s'explique par la part importante des propriétaires-occupants à Bignoux en 2013 (78,3 %, en augmentation d'un point par rapport à 2008), pour une moyenne de 61,5 % dans la Vienne. Les personnes qui achètent un logement sur la commune sont majoritaires et ont de fait tendance à rester longtemps dans leur logement.

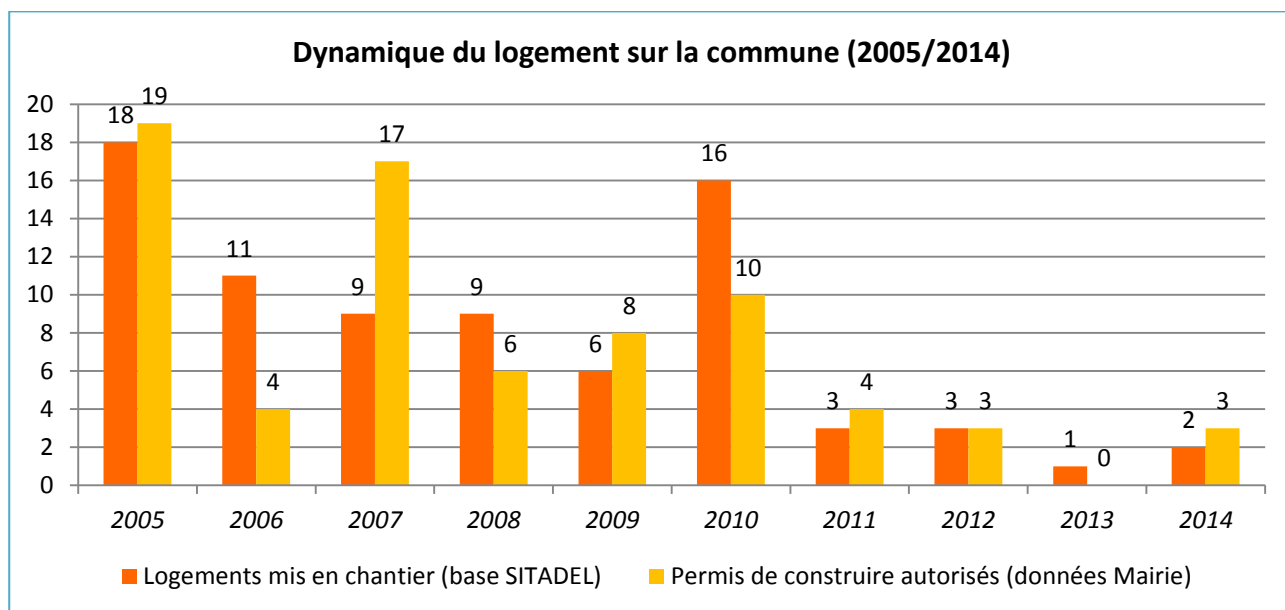
Ancienneté d'emménagement dans la résidence principale en 2013	Moins de 2 ans	De 2 à 4 ans	De 5 à 9 ans	Plus de 10 ans
Commune de Bignoux	9,5 %	18,9 %	11,8 %	59,8 %
Communauté de Communes « Vienne et Moulière »	9,1 %	15,3 %	17,1 %	58,5 %
Département de la Vienne	15,2 %	20,1 %	16,1 %	48,6 %

Source : INSEE, RP 2013 exploitation principale

La production de logements neufs

Le rythme moyen de la construction neuve sur la commune est de 7,8 nouveaux logements par an depuis 10 ans (période 2005/2014), comme illustré par le graphique ci-après qui recense les logements neufs (de tous types) par année de mise en chantier effective (en orange), ainsi que les permis de construire délivrés par la Mairie (en jaune).

On notera des disparités liées aux pics correspondant à des opérations d'ensemble (2005 et 2010 par exemple). Globalement, le rythme de la construction a faibli sur la période la plus récente. Ainsi, entre 2011 et 2014, le nombre de mises en chantier n'a pas dépassé 3 unités par an.



Source : Base de données SITADEL, Mairie de Bignoux

La demande en nouveaux logements est principalement satisfaite par la réalisation d'opérations d'ensemble dans le Bourg ou en continuité (lotissements).

L'implantation de constructions individuelles sur les villages serait un mode de développement urbain particulièrement consommateur d'espace et doit être découragée. Les habitations construites en dehors des opérations d'ensemble sont en effet généralement implantées sur des terrains de superficies plus importantes.



Logements collectifs réalisés en bordure Ouest du Bourg

La nécessaire réhabilitation de logements anciens

Afin de favoriser la réhabilitation de logements anciens en zone rurale, le Ministère du Logement a ouvert, à compter du 1^{er} Janvier 2015, l'accès au Prêt à Taux Zéro (PTZ) à tout acquéreur d'un logement ancien qui s'engage à accompagner son acquisition de travaux de rénovation à hauteur d'au moins 25% du montant total de l'opération.

Ce dispositif vise à revitaliser les centre-bourgs de 6 000 communes rurales où la construction neuve prédominait jusqu'à présent.

La commune de Bignoux n'est pas éligible au PTZ en zone rurale.

L'enjeu de la mixité sociale dans l'habitat

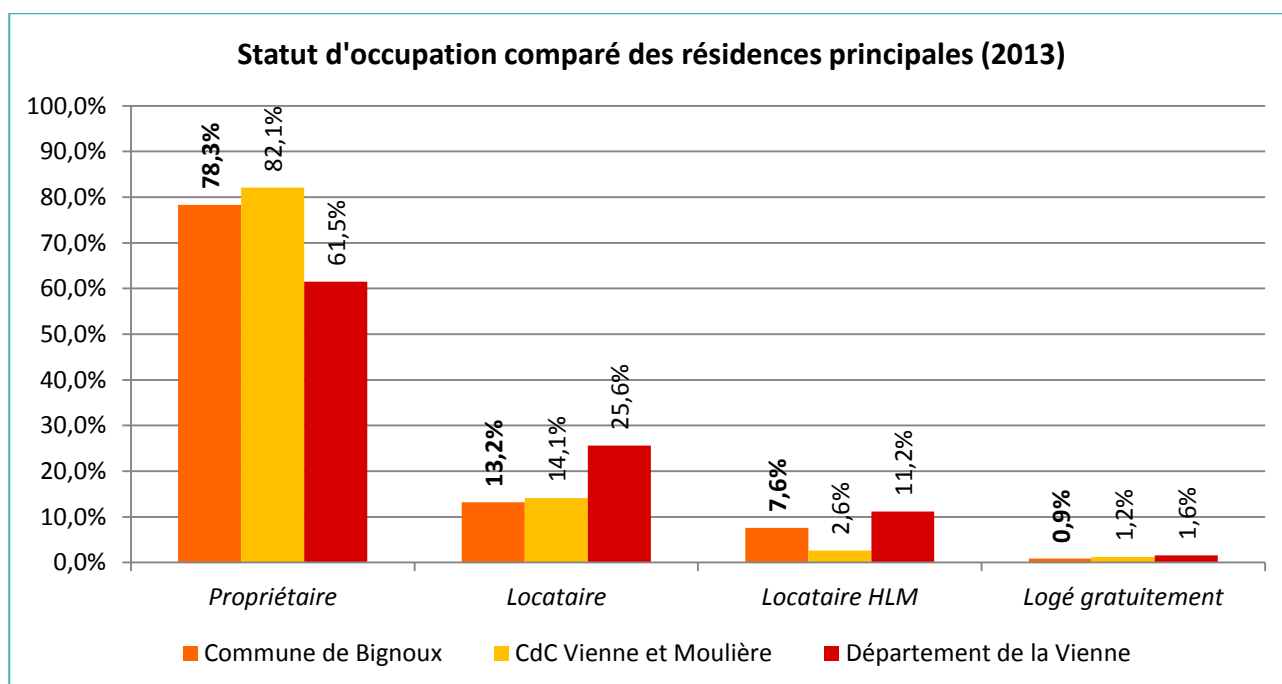
Le parc de logements de Bignoux était composé de 440 maisons individuelles (en progression de 39 unités par rapport à 2008) et de 18 appartements en 2013 (en progression de 4 unités par rapport à 2008). La prédominance de l'habitat individuel se manifeste bien sur la commune.

Évolution de la typologie du parc de logements	2008	2013
Maisons	401	440
Appartements	14	18

Source : INSEE, RP 2008 et RP 2013 exploitations principales

Le parc de logements, appartenant au parc social public, comptant 49 logements au total, se décompose en 18 logements T2, 19 logements T3, 11 logements T4 et 1 logement T5. Le développement d'une offre de logements de taille modeste (de type T1 à T3) est important en matière de mixité sociale et continuera à constituer un enjeu dans les prochaines années pour la commune afin d'adapter le parc de logements à l'accueil de jeunes couples primo-accédants, de familles monoparentales ou de personnes isolées. Ces dispositions seraient en outre à même de limiter la consommation d'espace et à favoriser la mixité sociale et générationnelle.

Comme évoqué précédemment, la proportion de propriétaires-occupants est de 78,3 % à Bignoux en 2013. Globalement, les chiffres des statuts d'occupation de la commune sont similaires à ceux de la Communauté de Communes « Vienne et Moulière » avec une part cependant plus importante de locataires sociaux.



En revanche, par comparaison avec le département de la Vienne, la proportion de locataires privés et de locataires d'un logement HLM est assez largement inférieure. 13,2 % des habitants de Bignoux sont locataires dans le parc privé, contre 25,6 % des habitants du département. De même, seulement 7,6 % sont des locataires d'une habitation à loyer modéré alors qu'ils sont 11,2 % dans la Vienne.

La prise en compte des besoins spécifiques

- **L'accueil des gens du voyage**

En référence à la Loi n°90-449 du 31 Mai 1990 et à la Loi n°2000-614 du 5 Juillet 2000 modifiée relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage, chaque département élabore un schéma départemental d'accueil des gens du voyage qui définit :

- › Les communes d'implantation des aires permanentes.
- › Les emplacements susceptibles d'être occupés temporairement à l'occasion de grands rassemblements traditionnels ou occasionnels.
- › La politique de sédentarisation, le cas échéant.

Dans la Vienne, le schéma couvrant la période 2010/2015 a été signé conjointement par le Préfet et le Président du Conseil Général le 9 Juin 2011 pour une durée de six ans.

La commune de Bignoux n'est pas concernée par le dispositif.

- **Lutte contre l'habitat indigne et dégradé**

La Loi n°2009-323 du 25 Mars 2009 pour le logement et de lutte contre l'exclusion définit comme habitat indigne trois catégories de logements :

- › Les bâtiments menaçant ruine, pour lesquels le Maire a autorité de police spéciale en application des articles L.511-1 et suivants du Code de la Construction et de l'Habitation.
- › Les bâtiments insalubres, que le Maire peut signaler au Préfet, qui a autorité de police spéciale en application des articles L.1311-4, L.1331-23, L.1331-26 à 31 et L.1336-3 du Code de la Santé Publique.

- › Les logements présentant un risque de saturnisme, que le Maire peut signaler au Préfet, qui a autorité de police spéciale en application des articles L.1334-1 à 13 du Code de la Santé Publique.

Dans le cadre du Plan Local d'Urbanisme, une réflexion pourra être menée sur ces logements, le cas échéant, ou plus globalement sur tout logement ancien pouvant être réhabilité à des fins de mixité sociale et d'amélioration de l'habitat.

- **Lutte contre la précarité**

Il y a lieu d'évaluer les besoins en logements des personnes ou des familles visées au Plan Départemental d'Action pour le Logement des Personnes Défavorisées (PDALPD) et de favoriser les conditions de développement de logements correspondant aux capacités contributives des ménages en prenant en compte leurs habitudes de vie et d'occupation.

Depuis la Loi n°2009-323 du 25 Mars 2009, le PDALPD inclut et prolonge les dispositions du Plan Départemental d'Accueil, Hébergement et Insertion (PDAHI).

Le PDALPD de la Vienne pour la période 2012/2016, élaboré conjointement par le Préfet et le Président du Conseil Général, a été arrêté au 27 Août 2012.

En matière de précarité, les habitants de la commune de Bignoux ont des revenus globalement supérieurs à la moyenne départementale, avec un revenu moyen net déclaré par foyer fiscal de 22 184 € en 2013 (sur les revenus de 2012), alors qu'il est de 21 983 € pour la Communauté de Communes et de 19 654 € pour le département de la Vienne.

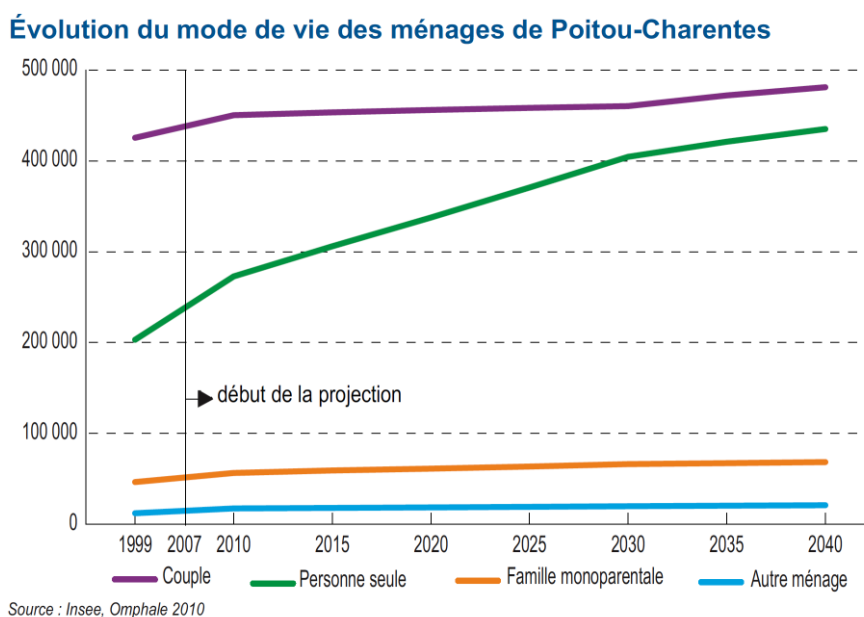
Évolution de la taille des ménages

- **Tendance générale et importance de prise en compte**

L'évolution générale de la taille des ménages est liée, au niveau global, à la conjonction de deux facteurs, le vieillissement de la population et le phénomène dit « de décohabitation », dont les effets peuvent être cumulatifs.

- › **L'allongement de la durée de la vie** a des conséquences sur l'adaptation des équipements publics, la fréquence de remise sur le marché des logements, ainsi que sur la nature des logements à construire. Le vieillissement peut s'accompagner de dépendance. En 2030, la région Poitou-Charentes devrait compter 61 000 personnes dépendantes, soit une augmentation de 38 % par rapport à 2010⁸. Pour maintenir ces personnes à domicile, les logements à construire devront tenir compte de cette contrainte et proposer des solutions appropriées.
- › **Le phénomène de « décohabitation »** tend à modifier les modes de vie. Les enfants quittent aujourd'hui plus tôt le foyer familial, davantage pour poursuivre des études que pour vivre en couple. De plus, les ruptures de couples continuent d'augmenter, entraînant une progression du nombre de familles monoparentales. Cette évolution des modes de vie doit ainsi être anticipée dès à présent afin de prévoir une production de logements adaptée, notamment en matière de superficie et de nombre de pièces. Une inadéquation du parc, composé à majorité de logements T4 et plus, est déjà constatée face aux demandes actuelles de logement social sollicitant, pour plus de 60 %, des 3 pièces ou moins.

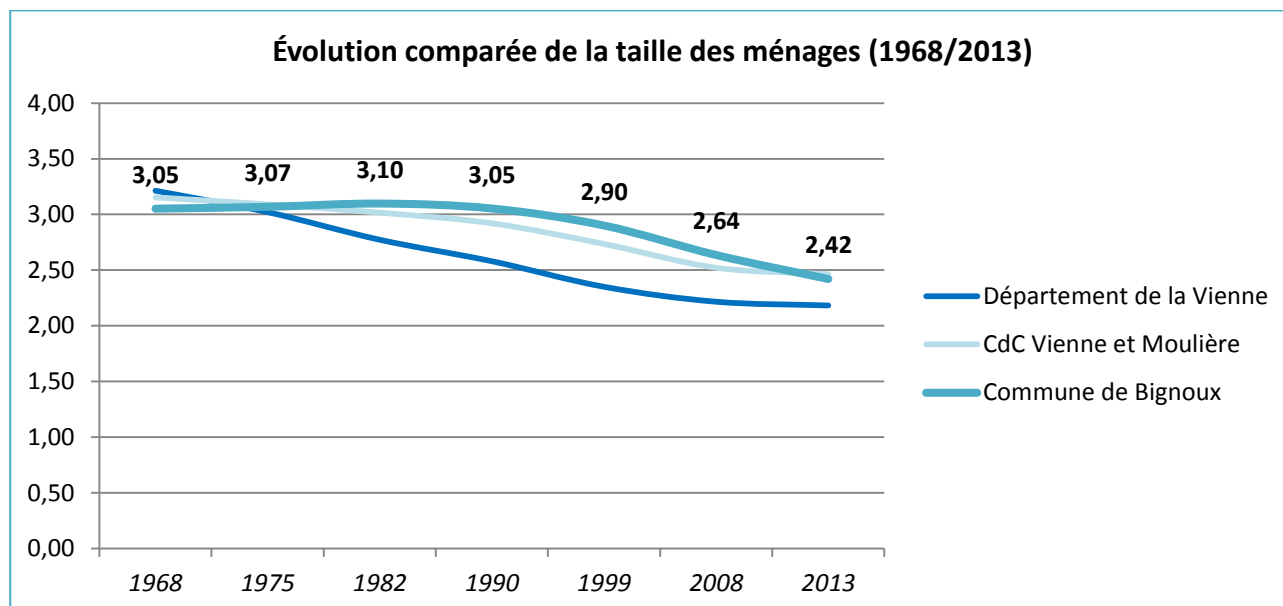
La conjonction de ces deux facteurs entraîne une **augmentation sensible du nombre de ménages**, qui évolue plus vite que l'augmentation de la population. Mécaniquement, la taille des ménages s'oriente à la baisse ; alors qu'un ménage comptait en moyenne 2,8 personnes en 1982 en Poitou-Charentes, il en compte 2,2 en 2010 et la projection de l'INSEE et de la DREAL Poitou-Charentes pour 2040 en prévoit 2,0 en moyenne à cet horizon. L'évolution du nombre de personnes vivant seules (cf. graphique ci-dessous) explique cette tendance démographique lourde.



⁸ Source : INSEE et DREAL Poitou-Charentes, revue Décimal n°317 – Juin 2012

- **Diagnostic sur la commune**

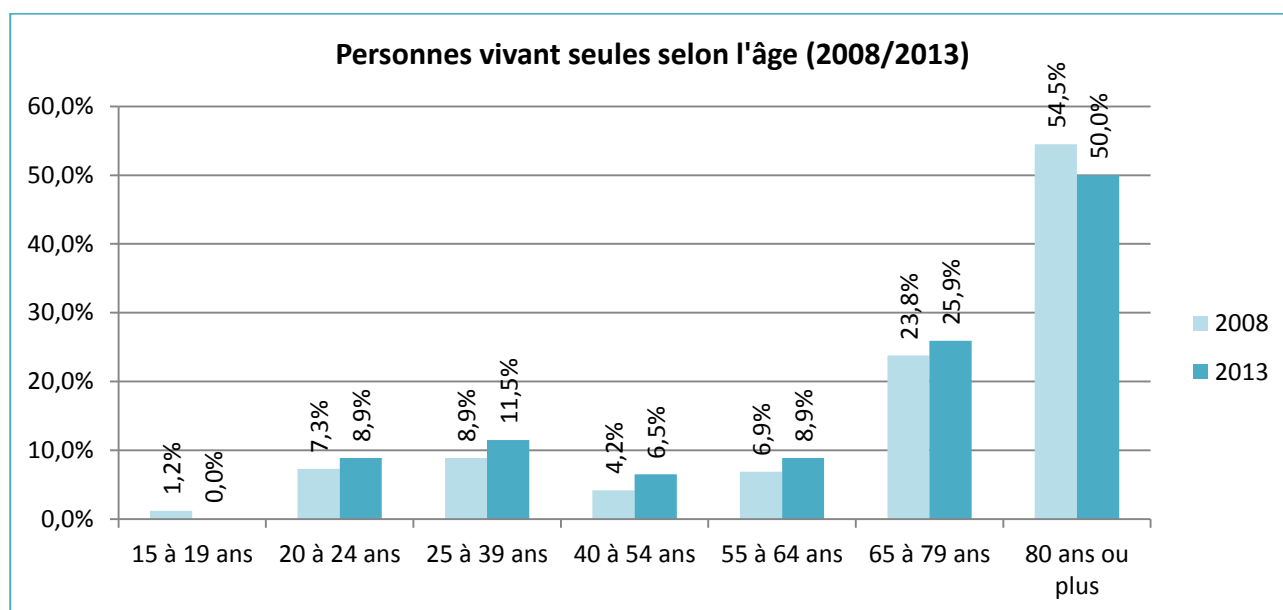
Après être restée longtemps stable, voire en légère augmentation (période 1968/1990), la taille des ménages à Bignoux a suivi une évolution comparable à celles observées sur la Communauté de Communes et le département de la Vienne. En 2013, la taille moyenne des ménages constatée à Bignoux était de 2,42 personnes par logement.



Source : INSEE, RP 1968 à 1990 dénombrements, RP 1999 à 2013 exploitations principales

Sur une échelle longue, la tendance reste à la diminution globale de la taille des ménages. Comme évoqué ci-avant, celle-ci participe du phénomène national de « décohabitation », dit aussi de « desserrement des ménages » : multiplication des ménages isolés, des personnes âgées vivant seules, des familles monoparentales, etc.

À titre d'exemple, comme illustré par le graphique ci-dessous, le nombre de personnes vivant seules a évolué à Bignoux entre 2008 et 2013 sur la quasi-totalité des tranches d'âge.

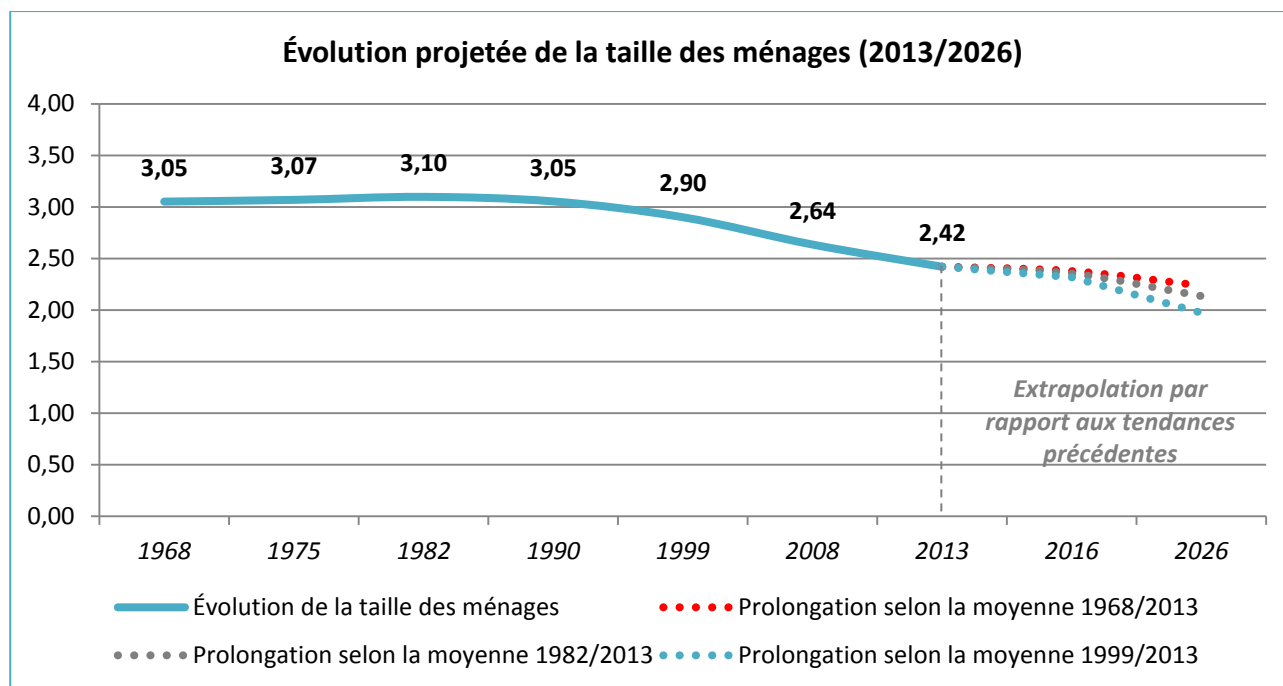


Source : INSEE, RP 2013 exploitation principale

• Évolution attendue

À l'échelle régionale, les projections réalisées mettent en évidence un ralentissement de la progression du nombre de ménages et une diminution moins rapide, au fil du temps, de la taille moyenne des ménages, notamment entre 2030 et 2040.

Plusieurs scénarii sont envisageables quant à l'évolution de la taille des ménages sur la commune de Bignoux, selon que celle-ci est extrapolée sur une période longue ou courte.



Source : INSEE, RP 1968 à 1990 dénombrements, RP 1999 à 2013 exploitations principales

Le graphique ci-dessus reprend l'évolution de la taille des ménages constatée entre 1968 et 2013 et extrapole l'évolution future selon qu'elle reprend la tendance observée depuis 1968, 1982 ou 1999. Sur ces bases respectives, le nombre moyen d'occupants par logements attendu en 2026 est de 2,24, 2,14 ou 1,97.

Corrélation entre taille des ménages et prévisions en matière de construction de logements

• Méthodologie employée

Selon la base de calcul employée, la différence dans le nombre de logements à prévoir pour compenser le phénomène de décohabitation peut être significative :

- › À 1,97 occupant par logement, 98 logements sont nécessaires pour atteindre le « point mort ».
- › À 2,14 occupants par logement, 56 logements sont nécessaires.
- › À 2,24 occupants par logement, 35 logements sont nécessaires.

Ces extrapolations sont analysées au sein du présent diagnostic sous un angle statistique. Le projet de Plan Local d'Urbanisme précisera les scénarii analysés et les choix retenus par la collectivité.

Par ailleurs, il est raisonnable de penser que les politiques mises en œuvre actuellement et visant à limiter l'étalement urbain vont permettre d'observer, dans les années à venir, un recentrage de la population au sein des pôles d'emplois et d'équipements. Cela permettrait notamment aux ménages de réduire leur budget consacré aux déplacements. Les besoins en logements vont donc suivre la même logique. Il n'en reste pas moins envisageable que les besoins en logements liés à la compensation du phénomène de

décohabitation représentent 50 % du parc de logements à construire, en moyenne, le reste des besoins étant lié à la croissance démographique⁹.

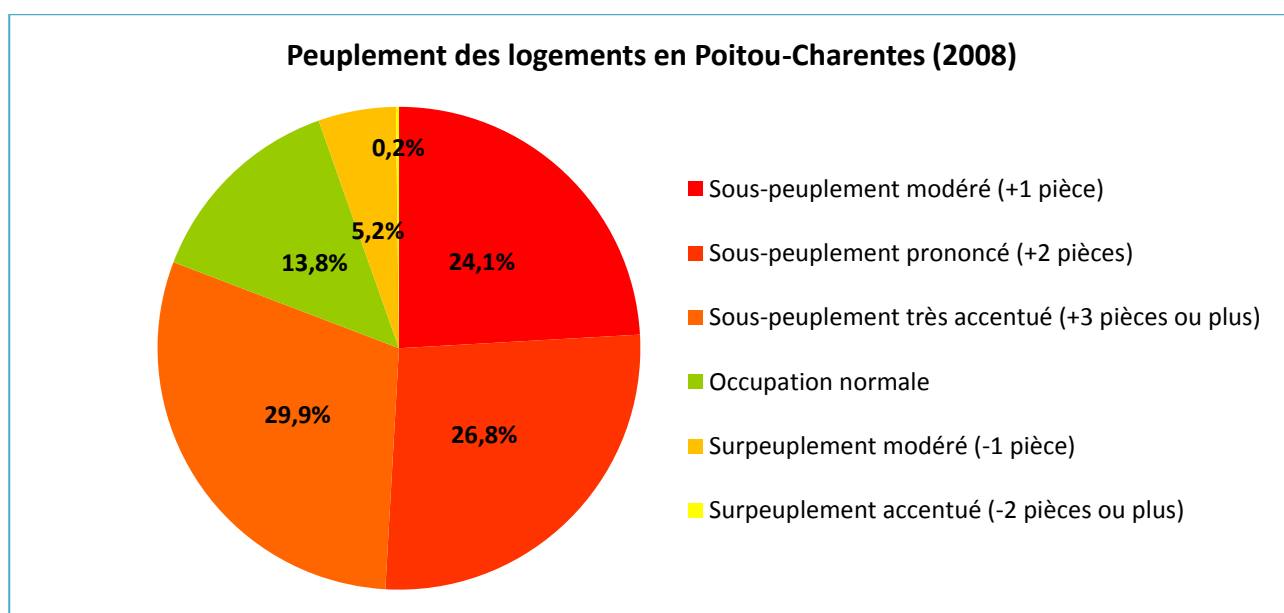
- **Adaptation de la taille des logements**

Comme évoqué ci-avant (Cf. paragraphe « l'enjeu de la mixité sociale dans l'habitat »), l'adaptation de la taille des logements aux usages et à l'évolution des modes de vie est une problématique à prendre en compte dans la définition des logements qui seront mis en chantier sur le territoire.

En Poitou-Charentes, la taille des logements est globalement inadaptée. 5,4 % des résidences principales sont en 2008 en situation de surpeuplement. Cela signifie que le nombre de pièces est insuffisant pour des conditions normales d'occupation du logement. Le phénomène se résorbe puisque 6,6 % des logements étaient dans cette situation en 1999.

13,8 % des logements sont en situation d'occupation normale, avec un nombre de pièces adapté au nombre d'occupants.

En revanche, 80,8 % des logements sont en situation de sous-peuplement (en augmentation de 3,7 % depuis 1999), c'est-à-dire que le logement comporte une ou plusieurs pièces de trop par rapport au nombre d'habitants. L'évolution dans le temps voit l'augmentation du nombre de logements en sous-peuplement prononcé (2 pièces de trop, +0,3 % par rapport à 1999) et en sous-peuplement très accentué (3 pièces de trop ou plus, +6,7 % par rapport à 1999).



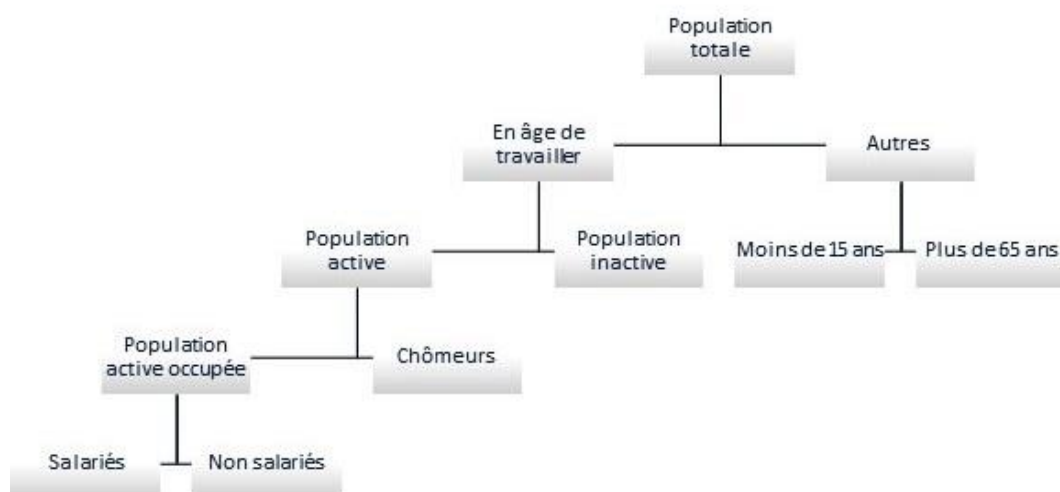
Source : INSEE et DREAL Poitou-Charentes, revue Décimal n°317 – Juin 2012

Au total en région Poitou-Charentes, ce sont 190 000 logements, soit près de 30 % du parc, qui sont en situation de sous-peuplement très accentué, alors que la moyenne nationale est de 23 %.

⁹ Source : INSEE et DREAL Poitou-Charentes, revue Décimal n°317 – Juin 2012

LA SITUATION SOCIO-ECONOMIQUE

ÉVOLUTION DE LA STRUCTURE SOCIO-ECONOMIQUE LOCALE



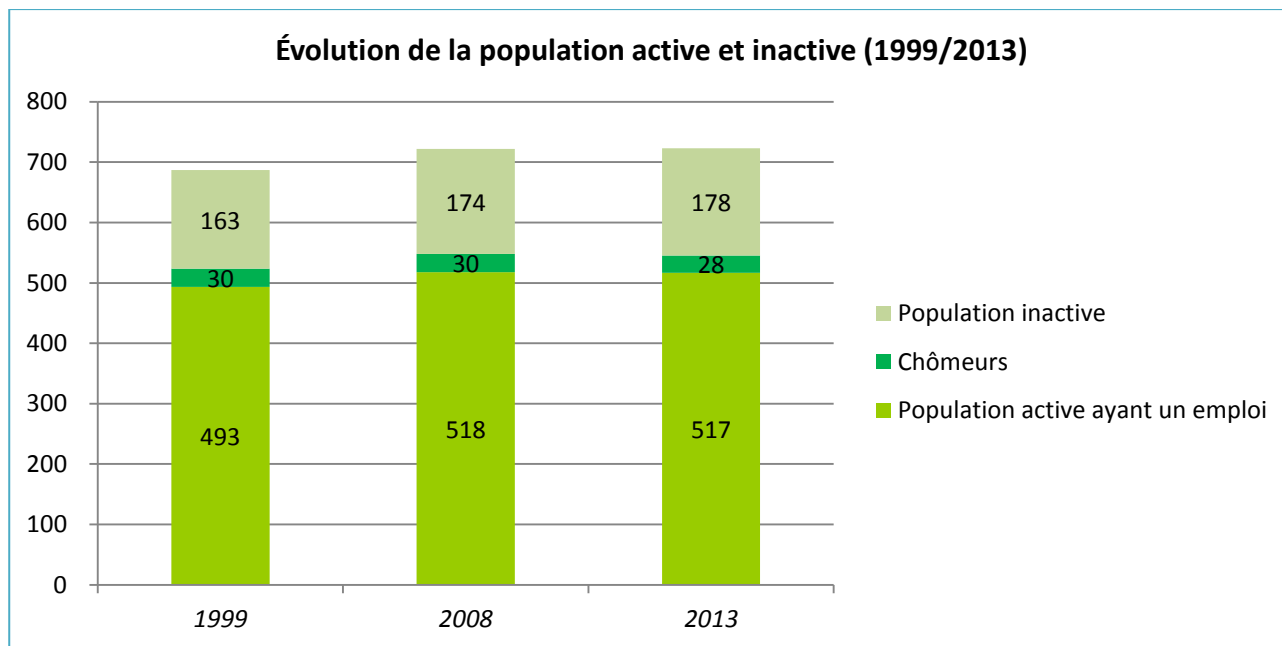
Évolution de la structure socio-économique communale	1999	2008	2013	Évolution
Population totale de la commune	989	1 041	1 043	+5,5 %
- dont population de 15 à 64 ans	688	722	723	+5,1 %
Population active totale	525	548	545	+3,8 %
- dont actifs ayant un emploi (population active occupée)	493	518	517	+4,9 %
- dont actifs au chômage	30	30	28	-6,7 %
Population inactive totale	163	174	178	+9,2 %
- dont élèves, étudiants et stagiaires	98	94	64	-34,7 %
- dont retraités et préretraités	38	55	93	+144,7 %
- dont autres inactifs	27	25	22	-18,5 %
Nombre d'emplois sur la commune	90	80	83	-7,8 %
Taux d'activité au sens de l'INSEE	76,3 %	75,9 %	75,4 %	-0,9 %
Taux d'activité par rapport à la population totale	53,1 %	52,6 %	52,3 %	-0,8 %
Taux de chômage	5,8 %	5,5 %	5,2 %	-0,6 %
Population active résidant et travaillant dans la commune	57	43	49	-14,0 %
Population active résidant mais travaillant hors commune	436	476	472	+8,3 %

Source : INSEE, RP 1999 à 2013 exploitations principales

La population active de Bignoux s'élève à 545 personnes en 2013. Elle est en augmentation de 20 personnes depuis 1999, soit une hausse de 3,8 %.

Le taux de chômage est en baisse entre 1999 et 2013, passant de 5,8 % à 5,2 % de la population active malgré un contexte national globalement défavorable. Comparativement, le nombre de chômeurs a augmenté de 21,3 % entre 2008 et 2013 à l'échelle de l'ensemble du département. Le nombre de chômeurs à Bignoux passe ainsi de 30 à 28 personnes entre 1999 et 2013.

Parallèlement, le taux d'activité de la population¹⁰ régresse de 0,8 % à cause de l'augmentation plus rapide de la population totale et de la population inactive que de la population active. Concernant la population inactive, on notera la très forte augmentation des retraités et préretraités (+144,7 %) entre 1999 et 2013.



Source : INSEE, 1999 à 2013 exploitations principales

Une dynamique économique stable

Les activités économiques présentes sur la commune génèrent un total de 83 emplois en 2013 (-7 unités par rapport à 1999, soit une baisse de 7,8 %) tandis que la population active occupée¹¹ de Bignoux comptabilise 517 personnes (en hausse de 4,9 % par rapport à 1999). Le ratio entre emplois et population active occupée (l'indicateur de concentration d'emploi) baisse donc légèrement. Il était de 15,4 en 2008 et il est de 15,9 en 2013. Malgré des perspectives globalement positives (recul du chômage, augmentation de la population active ...), le taux de concentration d'emploi est, dans l'absolu, très faible et ne permet qu'à peu d'actifs résidents de travailler sur leur lieu d'habitation. Cela génère notamment des déplacements domicile/travail plus nombreux (cf. partie « déplacements » du présent rapport).

Bignoux confirme son rôle de commune résidentielle puisqu'une très large part de ses actifs travaille sur le pôle d'emploi de Poitiers, de moins en moins d'emplois étant pourvus sur la commune.

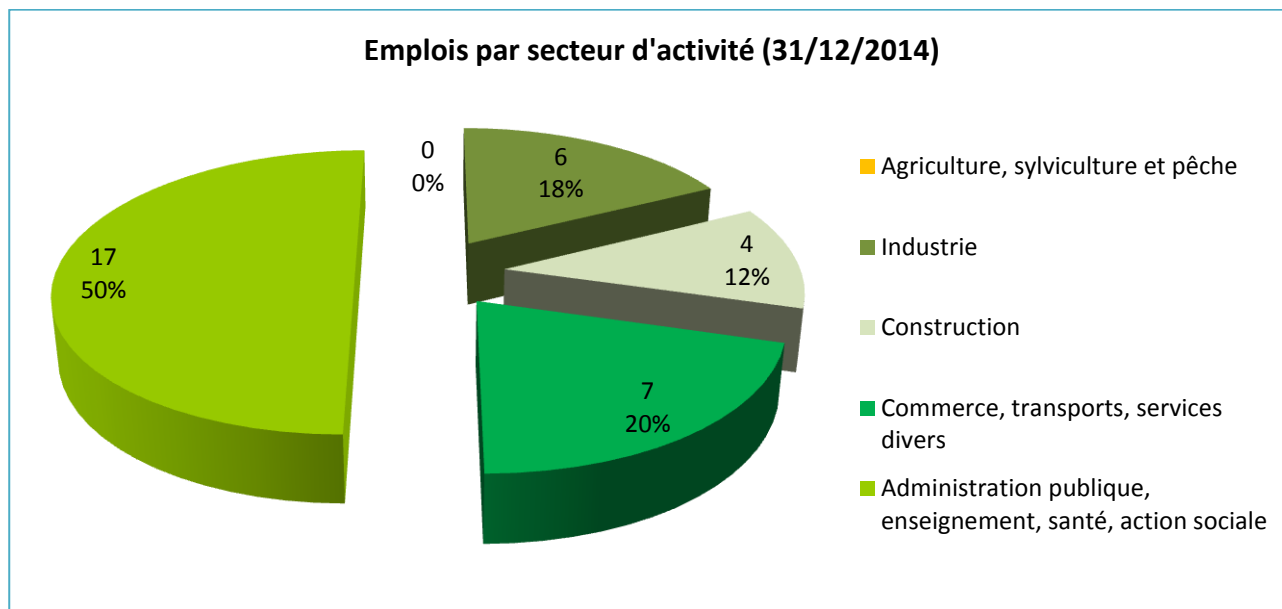
La répartition de ces emplois par secteur d'activité (chiffres au 31 Décembre 2012) montre une prédominance des emplois publics dans le tissu local (50 % des emplois) mais met également en évidence

¹⁰ Le taux d'activité s'entend en part de la population active (ayant un emploi, salarié ou non, ou au chômage) par rapport à la population totale de la commune.

¹¹ Population active occupée : part de la population active (15/64 ans) ayant un emploi.

une diversité du tissu économique local avec un nombre significatif d'emplois dans les secteurs du commerce, des transports, de l'industrie et de la construction, à mettre en rapport avec la liste des entreprises fournie par la Mairie, ci-après.

En revanche, dans le contexte périurbain qui est celui de Bignoux, l'emploi salarié dans le domaine agricole a disparu. Aucun emploi n'est lié sur la commune au secteur de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche. Comme expliqué ci-après (cf. partie « activités agricoles et sylvicoles »), l'emploi dans ce domaine est en recul constant sur les dernières décennies (12 emplois en 1988, 5 en 2010, tous non-salariés).



Source : INSEE et CLAP

Le tissu économique communal

Les entreprises suivantes ont été recensées sur la commune par la municipalité et sont cartographiées en page suivante.

Liste des entreprises présentes sur la commune

N°	Nom	Activités	Nb emplois
1	Au petit cochon gourmand	Charcutier, Traiteur	2
2	BARDET Christian	Pose menuiserie PVC, vérandas	1
3	BAZILE Hervé	Ébéniste	3
4	BRIX Bernard	Boulangerie, pâtisserie	6
5	Cabinet infirmier	Cabinet infirmier, podologue	3
6	Cabinet médical	Médecins, kinésithérapeutes, psychologue	7
7	Coiff'élégance	Coiffure	2
8	Le Bignolas	Bar, tabac, journaux	2
9	Les écuries de Champot	Centre équestre	1
10	Patricia coiffure	Coiffure	1
11	Taxi Bignoux – GOUGEON Ludovic	Taxi	1
12	TRICOT Marc	Couverture, zinguerie	1

Source : Mairie de Bignoux

Localisation des principaux commerces et services



Échelle : 1/5 000

■ Le maintien de ces entreprises est un enjeu à inscrire dans le Plan Local d'Urbanisme. Les besoins de développement de ces activités seront pris en compte et satisfaits dans le cadre réglementaire du document d'urbanisme.

Le développement économique mené dans le cadre intercommunal

Le développement économique est une compétence de la Communauté de Communes « Vienne et Moulière ».

En 2009, la Communauté de Communes a aménagé un hôtel d'entreprises à Saint-Julien-l'Ars. Le bâtiment se compose de 6 cellules indépendantes de 100 m² proposées en location aux entreprises.

De même, deux zones d'activité économique d'intérêt communautaire existent à Saint-Julien-l'Ars et Sèvres-Anxaumont. Ces zones possèdent actuellement des réserves foncières permettant l'accueil de nouvelles entreprises.

LES ACTIVITES AGRICOLES ET SYLVICOLES

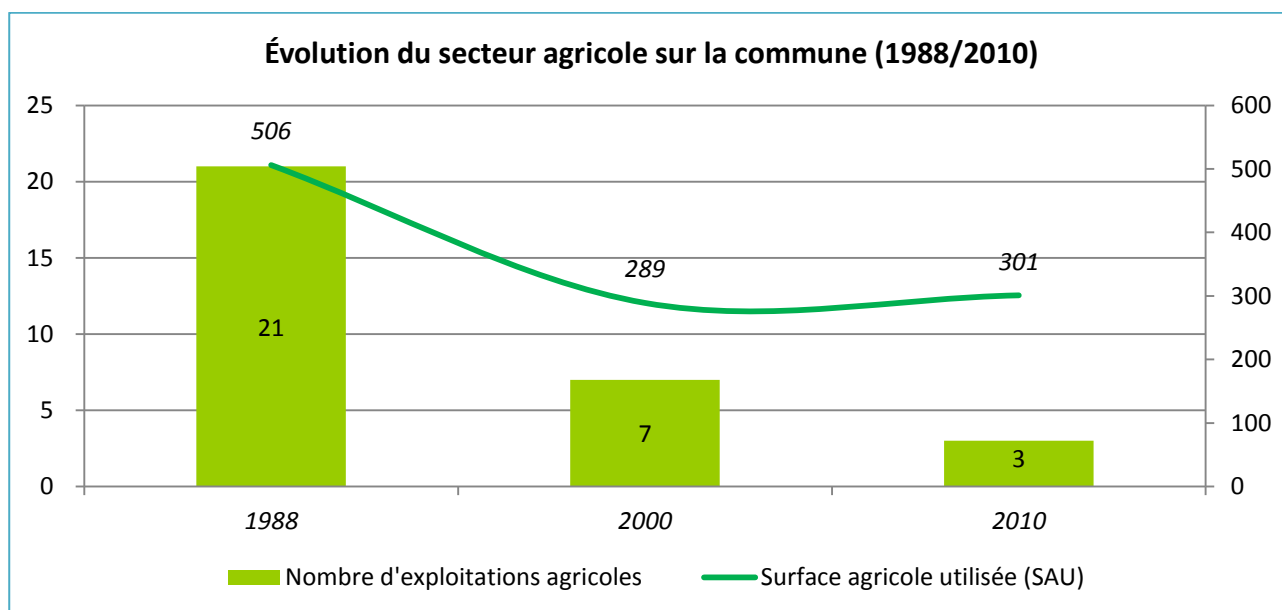
LE CONTEXTE AGRICOLE COMMUNAL

Évolution générale de l'activité agricole

Les surfaces agricoles utilisées¹² sont en diminution de 40,5 % par rapport au recensement général agricole de 1988. Selon les données du dernier recensement, 3 exploitations professionnelles étaient présentes à Bignoux en 2010, ce qui est sept fois moins qu'en 1988.

La superficie moyenne des exploitations a progressé en passant de 24,1 hectares en 1988 à 100,3 hectares en 2010 du fait de la diminution du nombre d'exploitations.

Dans le contexte national de réorganisation de cette activité économique, la diminution de la surface exploitée et du nombre d'exploitations s'inscrit dans une tendance lourde. La réorientation de l'activité agricole communale profite davantage aux activités de polycultures (légère reprise des terres labourables depuis 2000) qu'à l'élevage (diminution du cheptel de 92,9 % depuis 1988).



Source : Recensement Général Agricole (RGA) 2010

Enfin, l'emploi agricole subit l'effet de la mécanisation et des contraintes économiques qui touchent l'activité. On comptait 12 emplois agricoles (salariés et non-salariés) à Bignoux en 1988 ; ils ne sont plus que 5 en 2010.

¹² Les surfaces agricoles utilisées (SAU) des exploitations telles que définies par le Recensement Général Agricole comprennent **l'ensemble des terres exploitées, dans et hors commune, par les agriculteurs ayant leur siège sur la commune**. Elles ne comprennent donc pas, par exemple, les terres exploitées sur la commune par des agriculteurs ayant leur siège d'exploitation sur une commune limitrophe.

Évolution du secteur agricole communal	1988	2000	2010
Superficie agricole utilisée des exploitations (en hectares)	506	289	301
- dont terres labourables	405	270	290
- dont superficies toujours en herbe	96	17	0
Cheptel	141	159	10
Superficie moyenne des exploitations (en hectares)	24,10	41,29	100,33
Nombre d'emplois (salariés et non-salariés)	12	6	5

Source : Recensement Général Agricole (RGA) 2010

LA VALEUR ECONOMIQUE DES ESPACES AGRICOLES

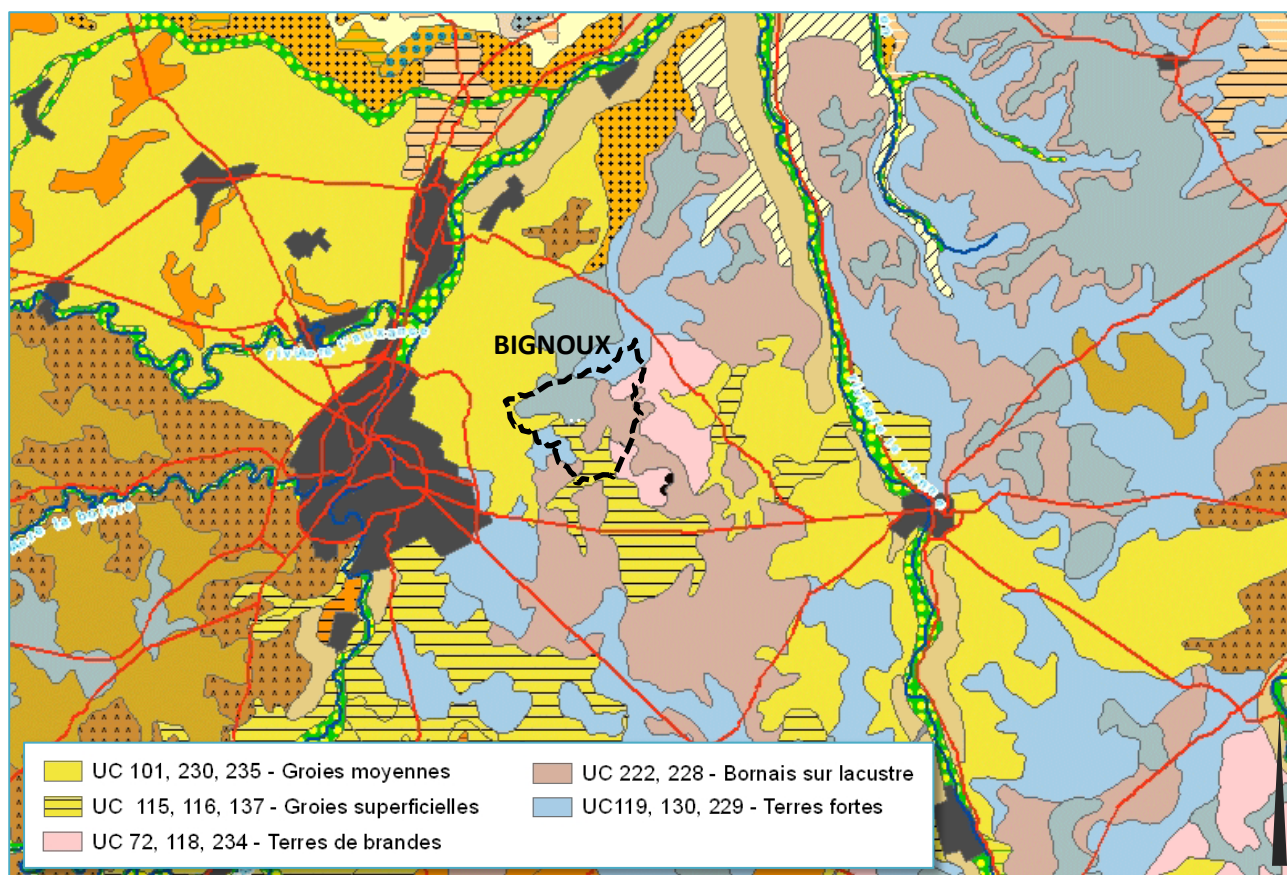
Valeur agronomique des terres agricoles

Bignoux est localisée dans le pédopaysage des plateaux du seuil du Poitou, avec la présence des sols suivants :

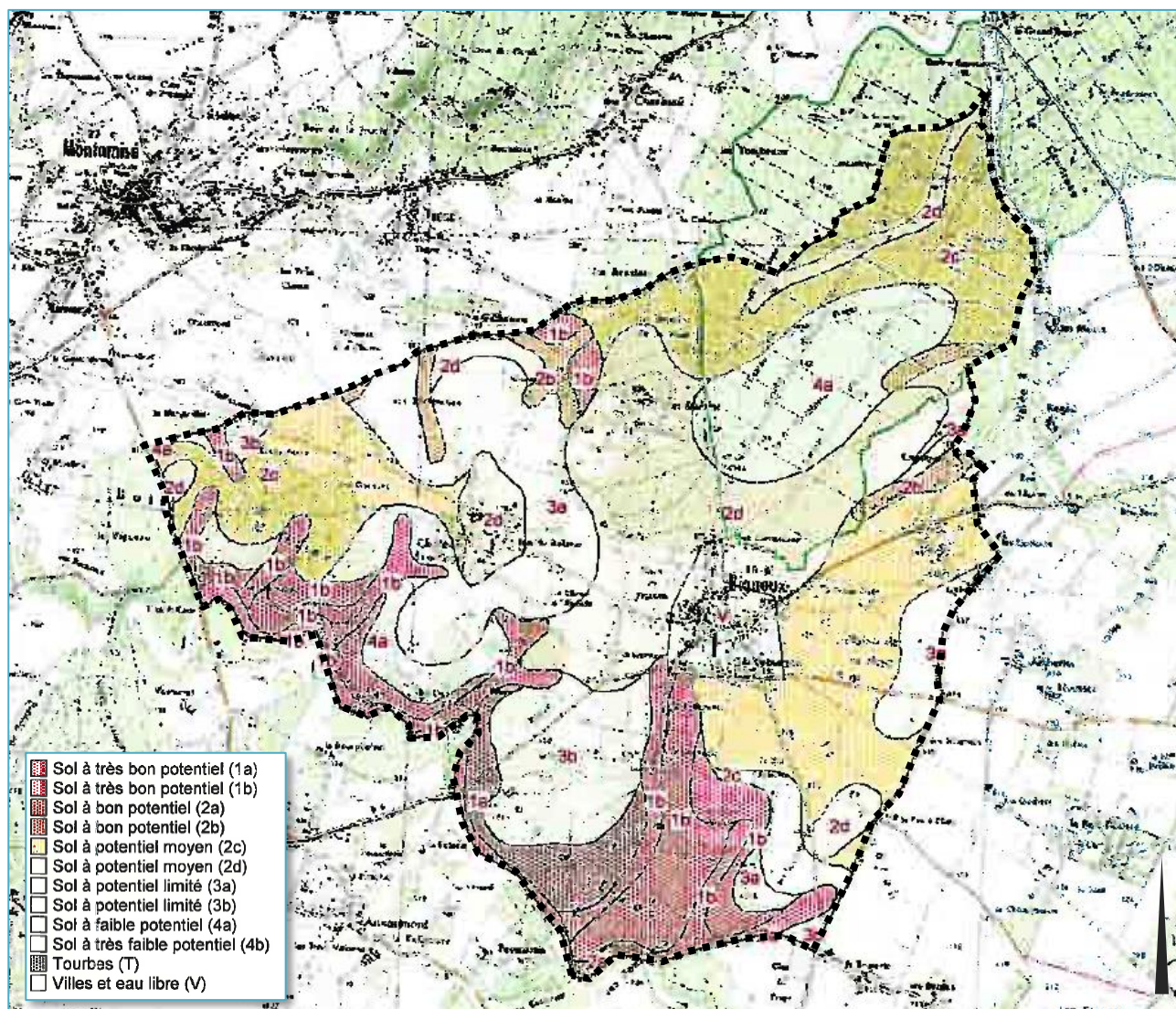
- › Terres de groies (au centre du territoire communal, hors espaces boisés).
- › Terres fortes (à l'Ouest du massif de Moulière et du Bois de Lirec)
- › Terres de bornais (à l'Est du territoire communal).
- › Terres de brandes (en limites Sud-Est et Nord-Est du territoire communal).

Ces éléments conditionnent le potentiel agronomique des sols, présenté à la page ci-après.

La commune dans les pédopaysages de Poitou-Charentes – Référentiel régional pédologique



Carte d'aptitude agricole des sols



Source : Chambre d'Agriculture de la Vienne

La carte d'aptitude des sols montre un très bon potentiel dans toute la partie Sud de la commune, autour des vallées sèches et du Bois de Lirec. Les espaces à l'Ouest de « Château Fromage » et au Nord de la commune, dans la Forêt de Moulière, présentent un potentiel agricole moyen mais intéressant.

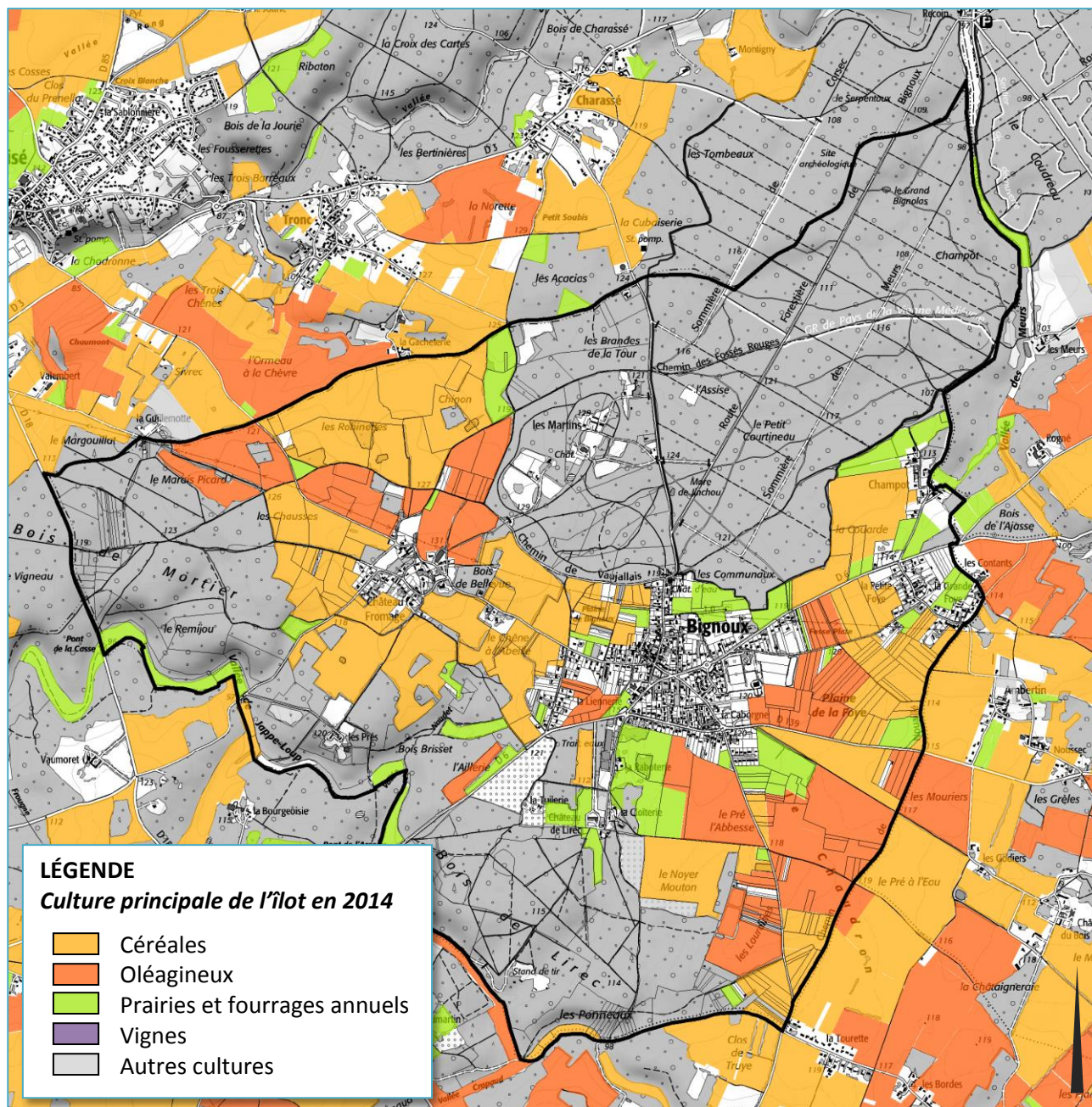
À l'inverse, le reste du territoire communal est globalement peu propice à l'exercice d'une activité agricole (potentiel limité à faible).

Exploitation des terres agricoles

En raison de la présence de nombreux boisements et massifs boisés sur la commune, les terres de Bignoux sont modérément mises en valeur sur le plan agricole.

Elles sont essentiellement cultivées pour la production de céréales et d'oléagineux, en partie centrale de la commune. On notera la présence de nombreuses prairies temporaires et permanentes, notamment autour du Bourg et en lisières des massifs boisés de la Forêt de Moulière et du Bois de Lirec.

Caractéristiques de l'exploitation des terres en 2014



Source : SIG PARCOURS, Cadastre DGFIP, IGN SCAN 25, données ASP RPG 2014, DRAAF Poitou-Charentes – Échelle : 1/30 000

Appellations d'Origine Contrôlée ou Protégée (AOC/AOP) et Indications Géographiques Protégées (IGP)

La commune de Bignoux est incluse dans les aires géographiques des signes d'identification de la qualité et de l'origine pour les produits suivants :

- **Appellations d'Origine Contrôlées et Protégées (AOC/AOP)**
 - › Beurre Charentes-Poitou
 - › Beurre des Charentes
 - › Beurre des Deux-Sèvres
 - › Chabichou du Poitou

- **Indications Géographiques Protégées (IGP)**

- › Agneau du Poitou-Charentes
- › Jambon de Bayonne
- › Veau du Limousin

La plupart de ces appellations ou indications ne fait pas l'objet d'une délimitation à l'échelle de la parcelle.

LES EXPLOITATIONS AGRICOLES ET SYLVICOLES ET LEURS PRODUCTIONS

Liste et localisation des exploitations agricoles et sylvicoles présentes sur la commune

Une démarche de diagnostic agricole a été mise en place dans le cadre de l'élaboration du PLU afin de recenser les activités agricoles présentes sur la commune, d'envisager les évolutions possibles de cette activité et de connaître les besoins des exploitations agricoles en matière d'urbanisme et d'occupation du sol. Ce diagnostic s'est appuyé sur un recensement initial des sièges d'exploitations, effectué par la commune de Bignoux, complété par l'analyse du bureau d'études et par les informations transmises par l'État dans le cadre du Porter-À-Connaissance.

N°*	Nom de l'exploitant ou de la structure	Statut juridique	Localisation	Activité principale	Début d'activité
1	LUMINEAU Patrick		« Château-Fromage »	Céréales	
2	ROYOUX Emmanuel		« Château-Fromage »	Céréales	
3	ROLAND-GOSSELIN Hélène	Individuel	Bois de Lirec	Céréales	2010
4	SCEA de Lirec	SCEA	Bois de Lirec	Céréales	2012

Source : InfoGreffé, INSEE - * Le numéro correspond à la localisation de l'exploitation sur la carte ci-après.

La plupart des sièges d'exploitation sont situés aux abords du village de « Château-Fromage » ou du Bois de Lirec.

Les installations agricoles classées

Lors de la création de ce type d'établissement classé, la réglementation prévoit que les bâtiments respectent une distance minimale de 100 mètres vis à vis des tiers (hormis logements occupés par des personnels de l'installation et gîtes ruraux dont l'exploitant a la jouissance), stades, campings agréés et zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers.

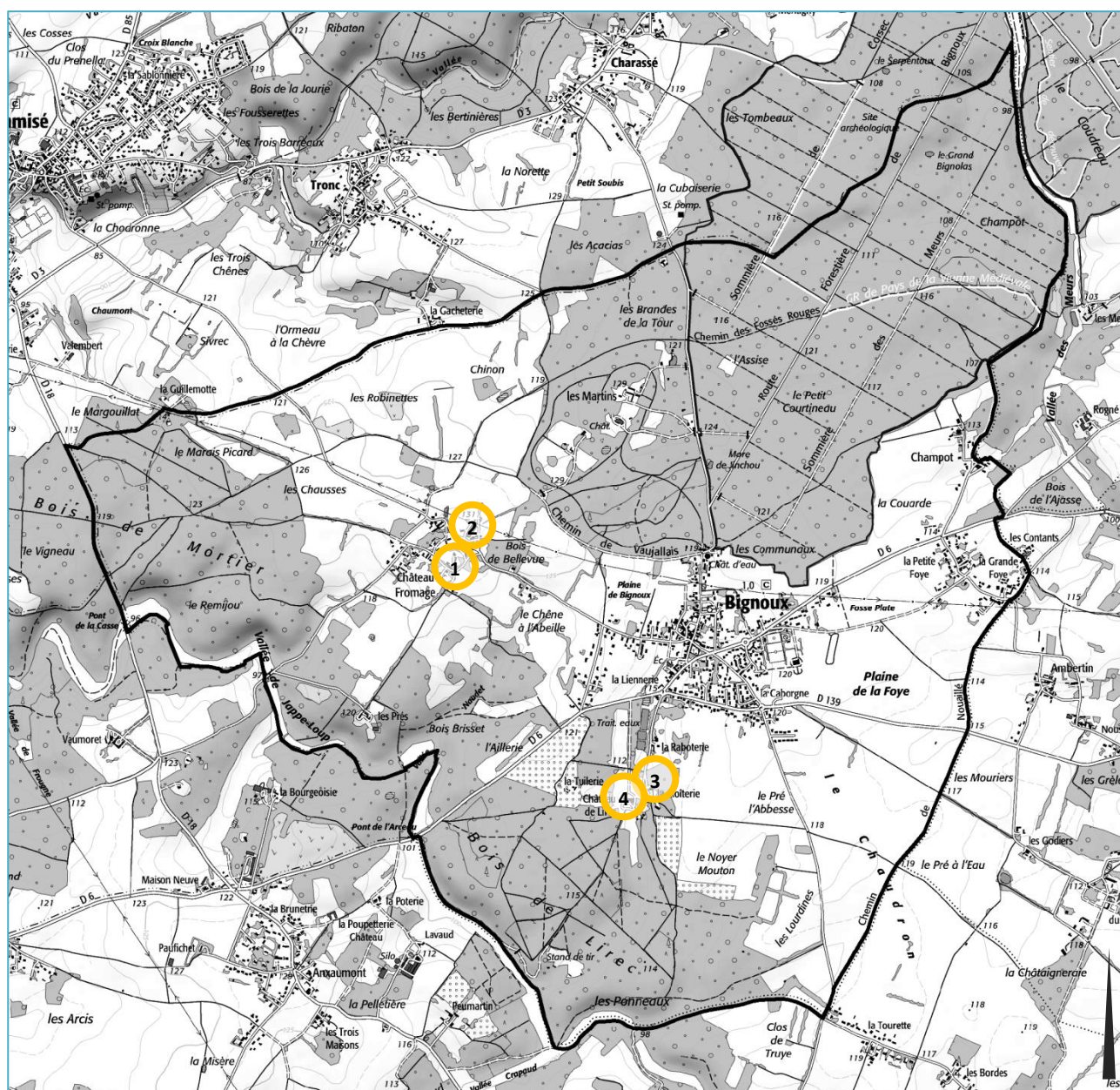
L'article L.111-3 du Code Rural introduit la réciprocité des distances d'éloignement à respecter entre bâtiments agricoles abritant des élevages et habitations et immeubles habituellement occupés par des tiers. Elle prévoit en effet les mêmes contraintes lorsque ce sont des tiers qui doivent s'implanter à proximité de bâtiments d'élevage existants et de leurs annexes (bâtiments, plateformes à fumier, fosses à lisier, parcs d'ébat pour les chiens, etc.).

Ces distances d'éloignement visent à éviter les conflits générés par des exploitations trop proches des habitations.

Un établissement classé est répertorié sur la commune de Bignoux :

- › 0586 00055 - Élevage de gibier.

Prélocalisation des exploitations agricoles



Source : SIG PARCOURS, Cadastre DGFIP, IGN SCAN 25 – Échelle : 1/30 000

Maîtrise des pollutions et modernisation des installations

Dans le cadre d'une relation concertée entre pérennité des activités agricoles d'élevage et protection de l'environnement, les éleveurs de la commune peuvent souscrire, s'ils le souhaitent, à l'élaboration d'un Programme de Maîtrise des Pollutions d'Origine Agricole (PMPOA) qui implique, entre autres, de procéder à l'épandage des effluents d'origine agricole.

Mesures Agro-Environnementales Territorialisées (MAET)

Les mesures agro-environnementales territorialisées sont des contrats rémunérés d'une durée de 5 ans visant à mettre en place des pratiques spécifiques pour la protection de l'environnement. Les agriculteurs de la commune peuvent contractualiser, s'ils le souhaitent, un programme de mesures agro-environnementales.

Les MAET sont localisées sur des zones à protéger : sites Natura 2000, périmètres de protection de captage d'eau potable, zones humides...

LES ACTIVITES SYLVICOLES

Diagnostic des activités en place

Sur la commune de Bignoux se situent de nombreuses unités boisées, principalement réparties au Nord et au Sud de la commune selon les massifs évoqués précédemment. Ce sont les unités les plus vastes (Massif de Moulière au Nord, Bois de Mortier et de Lirec au Sud).

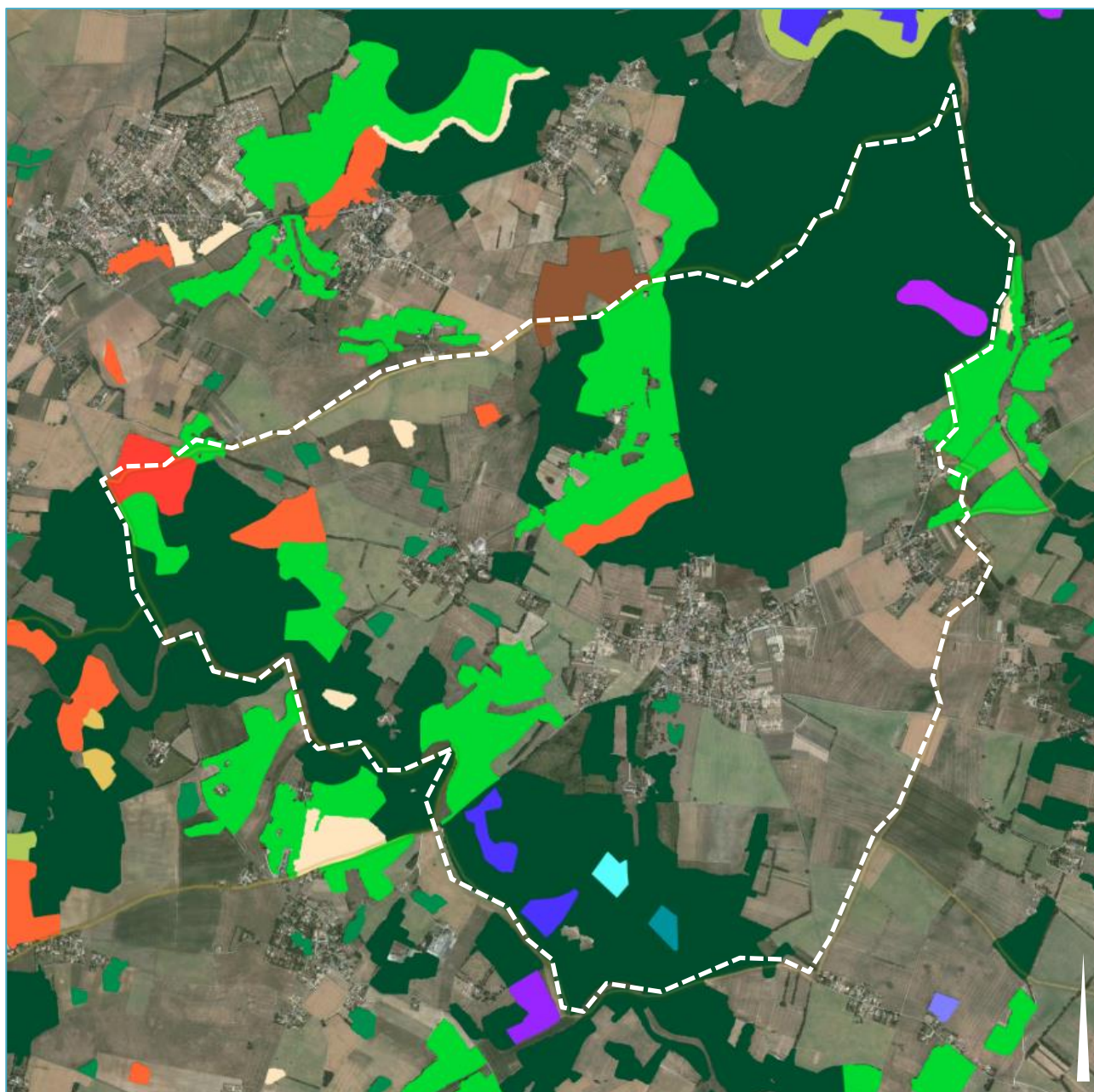
Selon les données de l'Inventaire Forestier National (IFN), les boisements et forêts de la commune de Bignoux représentent 50,4% du territoire communal, soit 731,3 hectares. Ce taux de boisement est largement supérieur à la moyenne départementale qui est de 18 %. La commune est incluse dans la région forestière « Brenne et Brandes » (gestion par l'Inventaire Forestier National, IFN), pour laquelle le taux moyen de boisement est de 18,2 %.

Cette sylvoécoringion est formée de deux sous-entités : les Brandes, à l'Ouest, sous-région à laquelle appartient Bignoux, et la Brenne, à l'Est (département de l'Indre), dont le territoire est classé Parc Naturel Régional.

Les forêts de la commune sont assez homogènes. Elles sont majoritairement composées de forêts fermées de feuillus (590 hectares) où les Chênes et Châtaigniers prédominent. En limite avec Montamisé, un espace d'implantation du Robinier est présent. Par endroits, des bandes de Pins ou des mélanges entre feuillus (121 hectares) et conifères se sont développées.

La forêt privée est, pour partie, morcelée. Il coexiste également sur la commune de vastes propriétés de plus de 25 hectares. Ce seuil réglementaire détermine la rédaction d'un Plan Simple de Gestion. Ceux-ci concernent quatre propriétés à Bignoux, comme cartographié ci-après.

Caractéristiques du couvert forestier



Source : IGN Géoportail, base forestière v.2 – Échelle : 1/30 000

LÉGENDE de la Carte forestière en page précédente

Forêt fermée de feuillus	
	Feuillus en îlots
	Chênes décidus
	Chênes sempervirents
	Hêtre
	Châtaignier
	Robinier
	Autre feuillu
	Mélange de feuillus
Forêt fermée de conifères	
	Conifères en îlots
	Pin maritime
	Pin sylvestre
	Pin laricio ou pin noir
	Pin d'Alep
	Pin à crochets ou pin cembro
	Autre pin
	Sapin ou épicéa
	Mélèze
	Douglas
	Autre conifères autre que pin
	Mélange d'autres conifères
	Mélange de conifères
Forêt fermée mixte	
	Mélange de feuillus et conifères
	Mélange de conifères et feuillus
Forêt fermée non discriminée	
	Jeunes peuplements, coups rases ou incidents
Forêt ouverte	
	Incident en forêt ouverte
	Forêt ouverte de feuillus
	Forêt ouverte de conifères
	Forêt ouverte à mélange de conifères et feuillus
Peupleraie	
	Peupleraie
Landes	
	Lande ligneuse
	Formation herbacée

Le rôle économique des espaces boisés

La sous-région forestière des brandes est globalement caractérisée par une large diminution du couvert forestier sur les derniers siècles.

En effet, la forêt fut surexploitée au XVII^e siècle pour alimenter en combustible les forges de la Vienne et de la Charente, notamment. Cette industrie a appauvri un sol déjà peu riche par nature (de tendance argileuse ou argilo-limoneuse à Bignoux et plutôt acide) et déclenché une dynamique végétale régressive vers la lande : les brandes, composées de bruyères, genêts, ajoncs et fougères, ont alors colonisé le territoire.

Le terme de « brande », nom commun donné à la bruyère à balais qui domine souvent dans ces formations, signifie, en vieux Français, « brûler ». Elle était souvent utilisée comme combustible, comme fourrage par les paysans pauvres et, surtout, comme matériau pour le toit des habitations.

Au XIX^e siècle, avec l'essor de l'agriculture mécanisée, ces brandes ont progressivement disparu.

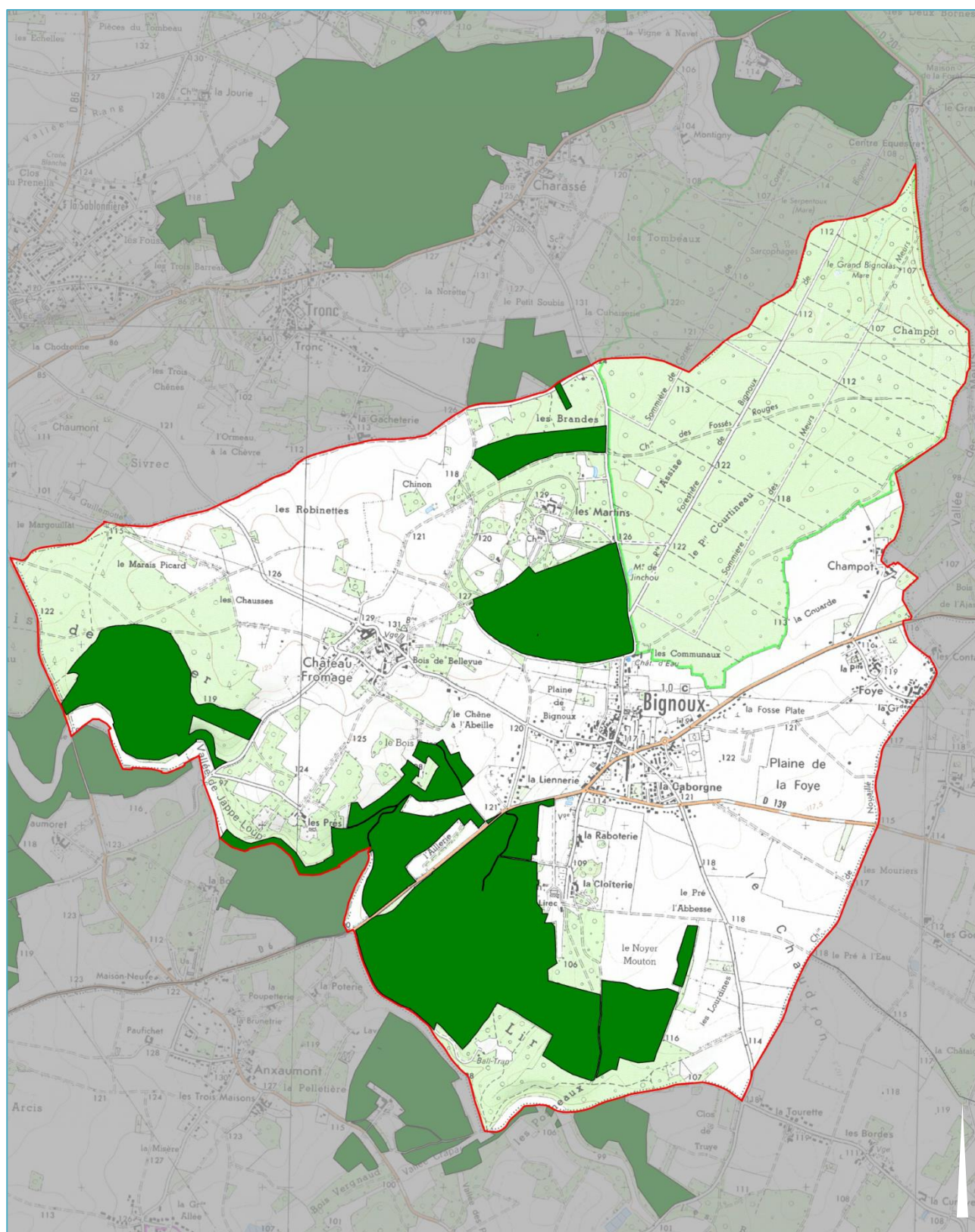
Le couvert forestier sur la commune de Bignoux est le reliquat de ce développement. Le foncier forestier, morcelé, à l'exception des quatre propriétés qui font l'objet d'un plan de gestion simple, est caractéristique d'une agriculture qui était, jusqu'à récemment, diversifiée, mêlant élevage, grandes cultures et petite exploitation forestière.

Les boisements de la commune conservent un intérêt économique pour l'exploitation de bois de petit œuvre ou de bois de chauffage (cf. partie « développement des énergies renouvelables » ci-après).

Le potentiel économique des boisements de la commune est globalement variable. Les facteurs limitant une bonne production forestière tiennent au climat local avec, notamment, un déficit hydrique estival, et à des sols parfois médiocres et, surtout, présentant une forte variabilité. Toutefois, de très bonnes stations forestières peuvent se rencontrer au bénéfice d'une exposition favorable ou d'une situation topographique particulière.

Les coupes de taillis traditionnelles peuvent entraîner, du fait de la forte pression exercée par les Chevreuils, dont le cheptel s'accroît de façon très significative, une évolution régressive des peuplements vers une lande plus ou moins arborée. Les abrouissements répétés peuvent en effet supprimer toute repousse de taillis de Chênes au bénéfice du Noisetier.

Propriétés soumises à Plan Simple de Gestion



Source : Centre Régional de la Propriété Forestière (CRPF)

L'EXPOSITION DE LA POPULATION AUX RISQUES

LA CONNAISSANCE ET LA LEÇON DES RISQUES PASSES

La commune de Bignoux a fait l'objet de neuf arrêtés de reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle. Ces arrêtés sont pris en application du Code des Assurances à l'échelle de la commune. Ils précisent le type de catastrophe naturelle ouvrant droit à indemnisation des dommages mais ne localisent pas les phénomènes concernés. Ils sont donc donnés ci-après pour information.

Type de catastrophe	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le JO du
Inondations et coulées de boue	08/12/1982	31/12/1982	11/01/1983	13/01/1983
Inondations et coulées de boue	06/04/1983	10/04/1983	16/05/1983	18/05/1983
Mouvements de terrain consécutifs à la sécheresse	01/06/1989	31/12/1990	10/06/1991	19/07/1991
Mouvements de terrain différentiels consécutifs à la sécheresse et à la réhydratation des sols	01/01/1991	31/12/1996	17/12/1997	30/12/1997
Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/1999	29/12/1999	29/12/1999	30/12/1999
Inondations et coulées de boue	29/08/2001	29/08/2001	26/04/2002	05/05/2002
Mouvements de terrain différentiels consécutifs à la sécheresse et à la réhydratation des sols	01/07/2003	30/09/2003	25/08/2004	26/08/2004
Mouvements de terrain différentiels consécutifs à la sécheresse et à la réhydratation des sols	01/07/2005	30/09/2005	20/02/2008	22/02/2008
Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	27/02/2010	01/03/2010	01/03/2010	02/03/2010

Source : PRIM, Portail d'Information sur les Risques Majeurs

Les risques identifiés comme générateurs d'atteintes aux biens ou aux personnes, soit par la récurrence d'événements déjà survenus, soit par l'importance du risque potentiel, sont les suivants :

- › Incendies et feux de forêts.
- › Mouvements de terrain et mouvements de terrain par affaissements ou effondrements (cavités).
- › Sismicité.
- › Phénomènes météorologiques.
- › Transport de marchandises dangereuses.

La localisation de ces risques est présentée aux pages ci-après.

Rappel des obligations réglementaires des collectivités

En vertu de l'article R.125-11 et suivants du Code de l'Environnement, toutes les communes du département de la Vienne sont concernées par l'obligation de réaliser un Dossier d'Information Communal sur les Risques Majeurs (DICRIM).

Ce document, élaboré dans le but d'informer la population, indique les mesures de prévention, de protection et de sauvegarde répondant aux risques majeurs susceptibles d'affecter la commune. Ces mesures comprennent, en tant que de besoin, les consignes de sécurité devant être mises en œuvre en cas de survenue du risque.

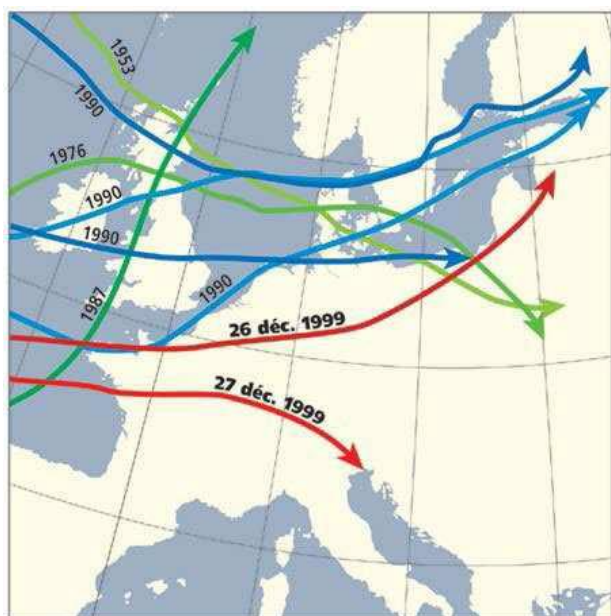
L'article 13 de la Loi de modernisation de la Sécurité Civile du 13 Août 2004 rend obligatoire la réalisation par le Maire d'un Plan Communal de Sauvegarde (PCS) pour les communes disposant d'un Plan de Prévention des Risques Naturels (PPRN) approuvé ou celles comprises dans le champ d'application d'un Plan Particulier d'Intervention (PPI).

Ce document est un outil opérationnel à l'échelle communale pour gérer les secours en cas de crise majeure. Il comprend les mesures qui permettent d'organiser la sauvegarde et la protection des personnes, la diffusion de l'alerte et des consignes de sécurité, les moyens d'accompagnement et de soutien de la population. Le DICRIM constitue la première partie du PCS sur le volet relatif à l'information sur les risques majeurs.

Les communes qui ne sont pas soumises à cette obligation réglementaire sont fortement incitées à réaliser également un PCS.

LES RISQUES METEOROLOGIQUES

Le risque de tempêtes océaniques



**Trajectoires de quelques tempêtes ayant touché l'Europe
(1950/2000) - Source : Portail des Risques Majeurs**

Une tempête correspond à l'évolution d'une perturbation atmosphérique (ou dépression), dans laquelle s'affrontent deux masses d'air aux caractéristiques distinctes en température et en teneur d'eau. De cette confrontation naissent des vents parfois très violents. On parle de tempête quand les vents dépassent 89 km/heure.

Le risque tempête (passage de « Martin » en 1999 et de « Xynthia » en 2010) est possible sur la commune.

Impuissants face à l'occurrence du phénomène, il est possible d'en prévenir les effets par le biais de mesures d'ordre constructif, par la surveillance météorologique (prévision) et par l'information de la population et l'alerte.

Le risque de phénomènes orageux violents

Un orage est une perturbation atmosphérique d'origine convective associée à un type de nuage particulier : le cumulonimbus. Les orages peuvent générer des pluies fortes à diluviennes, des coups de foudre, des chutes de grêle, des vents très violents et, rarement, des tornades.

À nos latitudes, le risque orageux est essentiellement présent durant la saison chaude, de la moitié du printemps à la moitié de l'automne. La région Poitou-Charentes est particulièrement exposée à ce risque en raison de sa localisation en bordure du principal couloir d'orages allant de l'Aquitaine à la Bourgogne. Des épisodes orageux violents se produisent régulièrement, plus spécifiquement sur la Charente et la Vienne.

Bignoux est particulièrement concernée par le risque d'orages. Un épisode mémorable est par exemple relevé dans les archives historiques, le 3 Juillet 1777, sur le canton de Saint Julien l'Ars, comme en atteste le témoignage suivant :

« Vous êtes sans doute déjà informé [...] de l'ouragan terrible qui vient de tout dévaster dans ce canton. Il a enlevé les espérances non seulement de la récolte prochaine, mais de celles qui l'auraient suivie pendant plusieurs années. Il s'est fait retentir le 3 de ce mois [3 Juillet 1777] à 6 heures du soir. Le vent était Sud-Ouest, le ciel était serein ; tout d'un coup il s'est couvert de nuages ; le tonnerre s'est fait entendre ; le vent, toujours dans la même direction, s'est accru et a soufflé avec tant de violence, qu'il a dans un clin d'œil, renversé tout ce qui s'est trouvé dans son passage. [...] Le produit le plus considérable de ce canton était en châtaigniers et en noyers. Il n'en est pas resté un seul sur pied dans un espace dont on ignore encore la longueur, mais qui a plus de deux lieues de largeur. Notre ville, nos métairies se sont malheureusement trouvées dans cette direction. On ne peut voir la campagne sans être attendri. Les maisons sur lesquelles il ne reste que quelques chevrons, ont l'air d'avoir été incendiées. Des arbres qui existaient depuis un siècle, d'autres qui nous donnaient les plus belles espérances pour l'avenir, tous ont les racines hors de terre. Les chemins en sont tellement jonchés et embarrassés qu'il est impossible de s'y frayer un passage. Il faut y faire le même ouvrage que si on voulait traverser une Forêt. [...] »

Source : affiches du Poitou

LES RISQUES LIES A LA GEOLOGIE

Le risque « cavités souterraines »

L'attention de la collectivité locale est attirée sur les dispositions résultant de la loi du 30 Juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages qui modifient le Code de l'Environnement (article L.536) en confiant aux communes ou à leurs groupements compétents en matière de documents d'urbanisme le soin d'élaborer en tant que de besoin des cartes délimitant les sites où sont situés des cavités souterraines et des marnières susceptibles de provoquer l'effondrement du sol. Le Maire a la responsabilité de communiquer, sans délai, au représentant de l'État dans le département et au Président du Conseil Général les éléments dont il dispose à ce sujet.

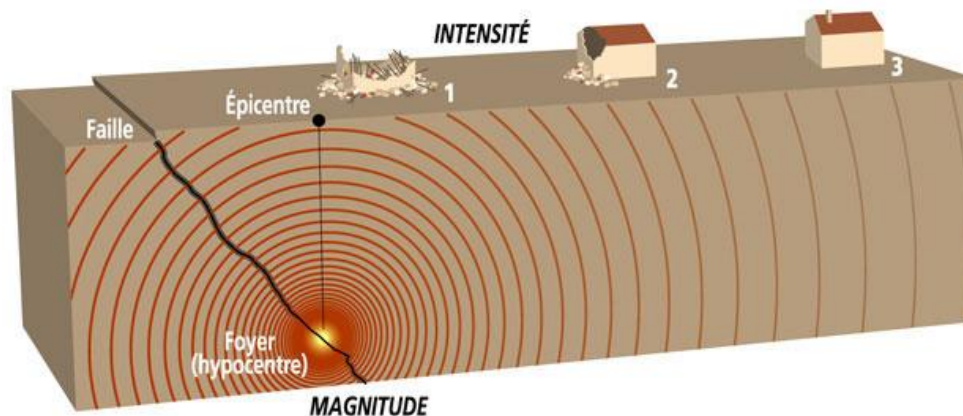
Des précautions liées aux dispositifs de construction sont donc à préconiser et l'attention des constructeurs doit être sensibilisée sur ce point. En tout état de cause, il y a lieu d'éviter le développement des constructions dans les zones connues comme susceptibles de comporter des cavités en sous-sol.

Une cavité a été identifiée à ce jour par le BRGM sur le territoire communal. Elle porte le numéro POCAW0010819 (« Carrière du Château de Lirec », au Sud du Bourg). Cette cavité a été cartographiée de manière approchée. Sa localisation est reportée au plan de zonage du présent PLU. L'attention de la collectivité est attirée sur le fait que l'inventaire préalable du BRGM ne préjuge pas de l'absence de cavités non encore répertoriées.

Le risque sismique

Le ministère de l'Écologie, du Développement Durable a élaboré un Programme National de Prévention du Risque Sismique présenté en Novembre 2005.

Ce programme s'inscrit pleinement dans le cadre de la politique gouvernementale de Développement Durable et s'attache à responsabiliser les élus locaux. En réduisant la vulnérabilité des personnes et des biens, il valorise le patrimoine national et améliore la qualité de construction.



Suite au zonage sismique de la France, élaboré le 21 Novembre 2005, la commune est classée en zone de sismicité 3 (modérée), avec des accélérations du sol pouvant aller de 0,7 m/s² à 1.1 m/s². La mise en œuvre de ce plan a pour effet de renforcer les mesures constructives des bâtiments existants ou futurs.

La Direction Départementale des Territoires de la Vienne a élaboré, en Décembre 2010, une délimitation des zones de sismicité sur le territoire départemental, conformément aux Décrets n°2010-245 et n°2010-1255 et à l'Arrêté du 22 Octobre 2010, complété par l'Arrêté du 11 Juillet 2011 relatif à la classification et aux règles de construction parasismique applicables aux bâtiments de la classe dite « à risque normal ».

Le risque « retrait et gonflement des argiles »

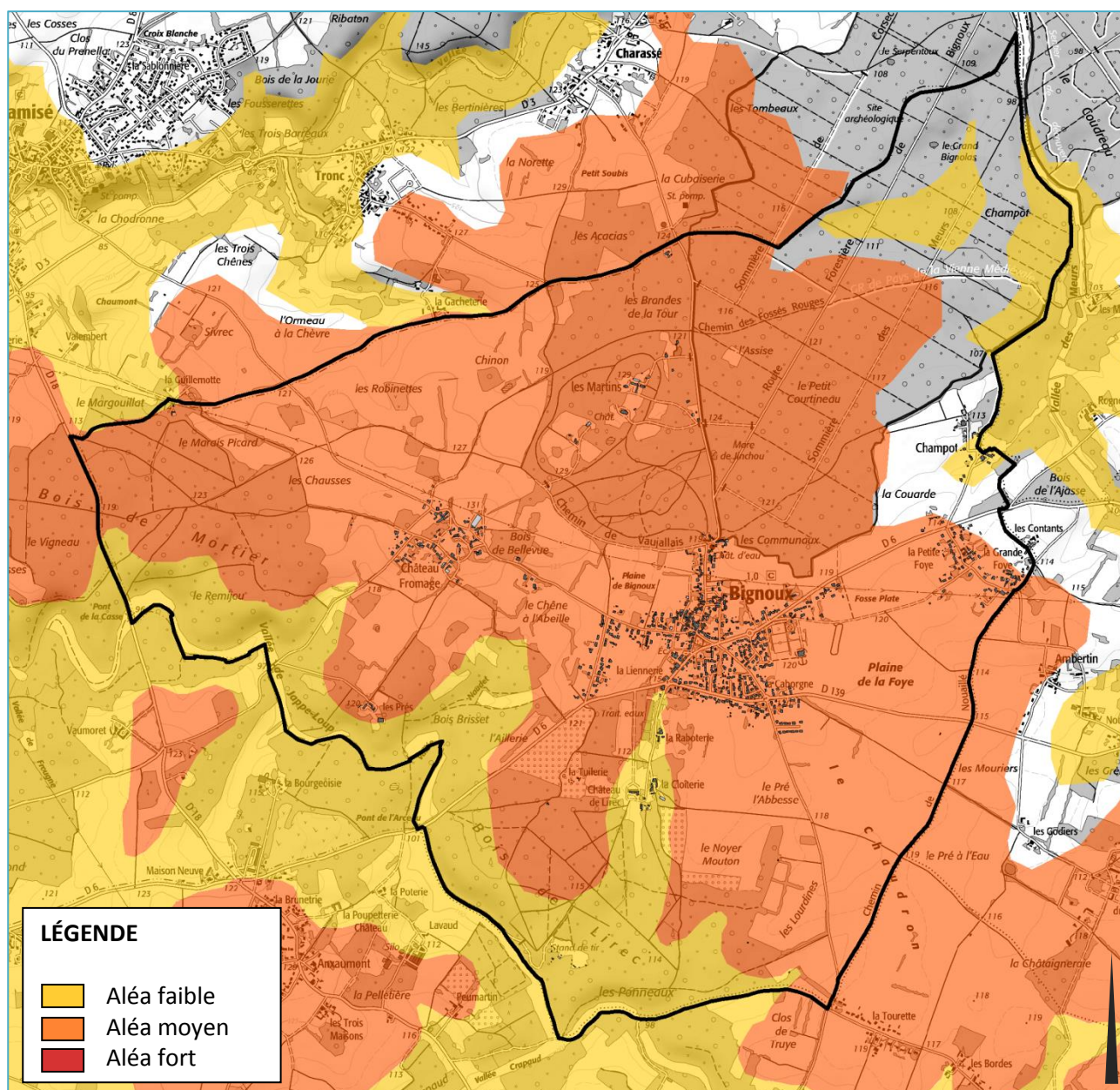
Ce phénomène est également connu sous le nom de « risque sécheresse ». Les argiles sont sensibles à la teneur en eau du sol : elles gonflent en présence d'eau puis se rétractent quand la teneur en eau diminue. La présence d'argile dans le sol ou le sous-sol peut donc conduire à des mouvements de terrain différentiels qui peuvent être à l'origine de désordres aux bâtiments (fissuration des murs, etc.).

Afin de se prémunir des désordres, un certain nombre de dispositions doivent être respectées :

- › Dispositions constructives pour ce qui concerne les fondations et la structure des bâtiments (profondeur des fondations, chaînage, etc.)
- › Dispositions relatives à l'environnement des bâtiments en vue de limiter les variations de teneur en eau du sol à proximité des bâtiments (gestion des eaux pluviales, etc.)

Le phénomène concerne presque intégralement la commune de Bignoux. Les vallées sèches, au Sud et à l'Est de la commune, sont concernées par un aléa faible, de même que le hameau de « Champot ». L'ensemble du bâti est concerné par un aléa moyen, incluant le Bourg et les villages de « Château Fromage », « La Grande Foye » et « La Petite Foye ». Il est à noter que les limites entre ces zones d'aléas, signalant généralement une différence de densité argileuse, peuvent être des points de friction pour le bâti.

Localisation du risque « argiles » sur la commune



Source : SIG PARCOURS, Cadastre DGFIP, IGN SCAN 25, données BRGM – Échelle : 1/30 000

- Le risque « argiles » doit d'une part, être pris en compte dans les choix des secteurs à ouvrir à l'urbanisation, et d'autre part, être porté à la connaissance des tiers envisageant des projets.

L'attention des porteurs de projets est attirée sur l'existence de ce risque. Une étude de sol détaillée doit être réalisée et la conception des constructions doit être adaptée à la situation pédologique, y compris dans les zones définies comme constructibles au Plan Local d'Urbanisme.

Le risque incendie et feux de forêt

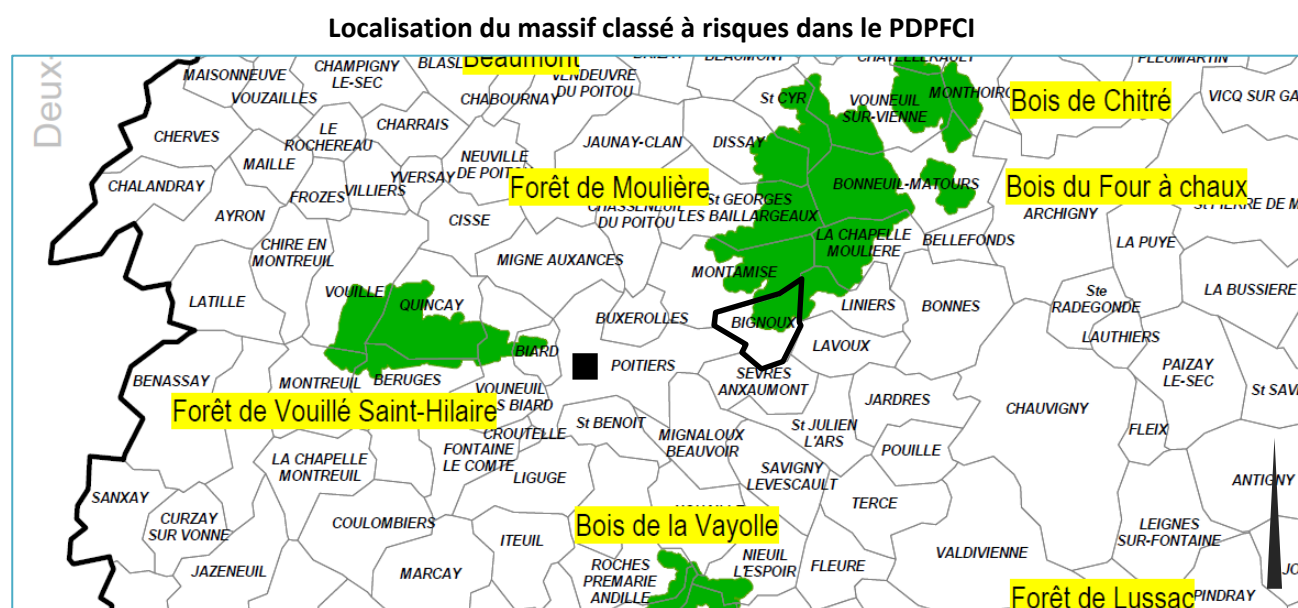
La moitié Nord-Est de la commune de Bignoux est concernée par la Forêt de Moulière, massif classé à risque dans le Plan Départemental de Protection des Forêts Contre l'Incendie (PDPFCI), approuvé par Arrêté Préfectoral n°2014-DDT-748 du 12 Novembre 2014, pour sa version 2015/2024.

L'Arrêté n°2009/DDAF/SFEE, relatif à la prévention du risque incendie de végétation sur le département de la Vienne, s'applique sur le territoire communal de Bignoux.

En vertu de l'article L.321-1 et suivants du Code Forestier, une obligation de débroussaillage sur 50 mètres s'impose autour de toute construction située à ou à moins de 200 mètres des massifs à risques. Toute construction à moins de 50 mètres des lisières du massif boisé impliquera donc des mesures de protection particulières susceptibles d'engendrer des coûts élevés.

Dans ce contexte, il est recommandé de respecter une distance d'éloignement des zones urbanisables par rapport aux boisements pour limiter les départs de feux accidentels et pour limiter les conflits de voisinage dus à des chutes de branches ou à des ombrages.

Cette disposition permet aussi de maintenir un accès aux zones boisées pour leur exploitation et leur mise en valeur ainsi que la conservation de lisières étagées favorables à un bon équilibre du massif. La délimitation des zones urbanisées ou urbanisables sera donc adaptée.



LES RISQUES LIES A L'HYDROLOGIE

Le risque d'inondation par débordement de cours d'eau

En l'absence de cours d'eau permanent et significatif, la commune n'est pas concernée par ce risque.

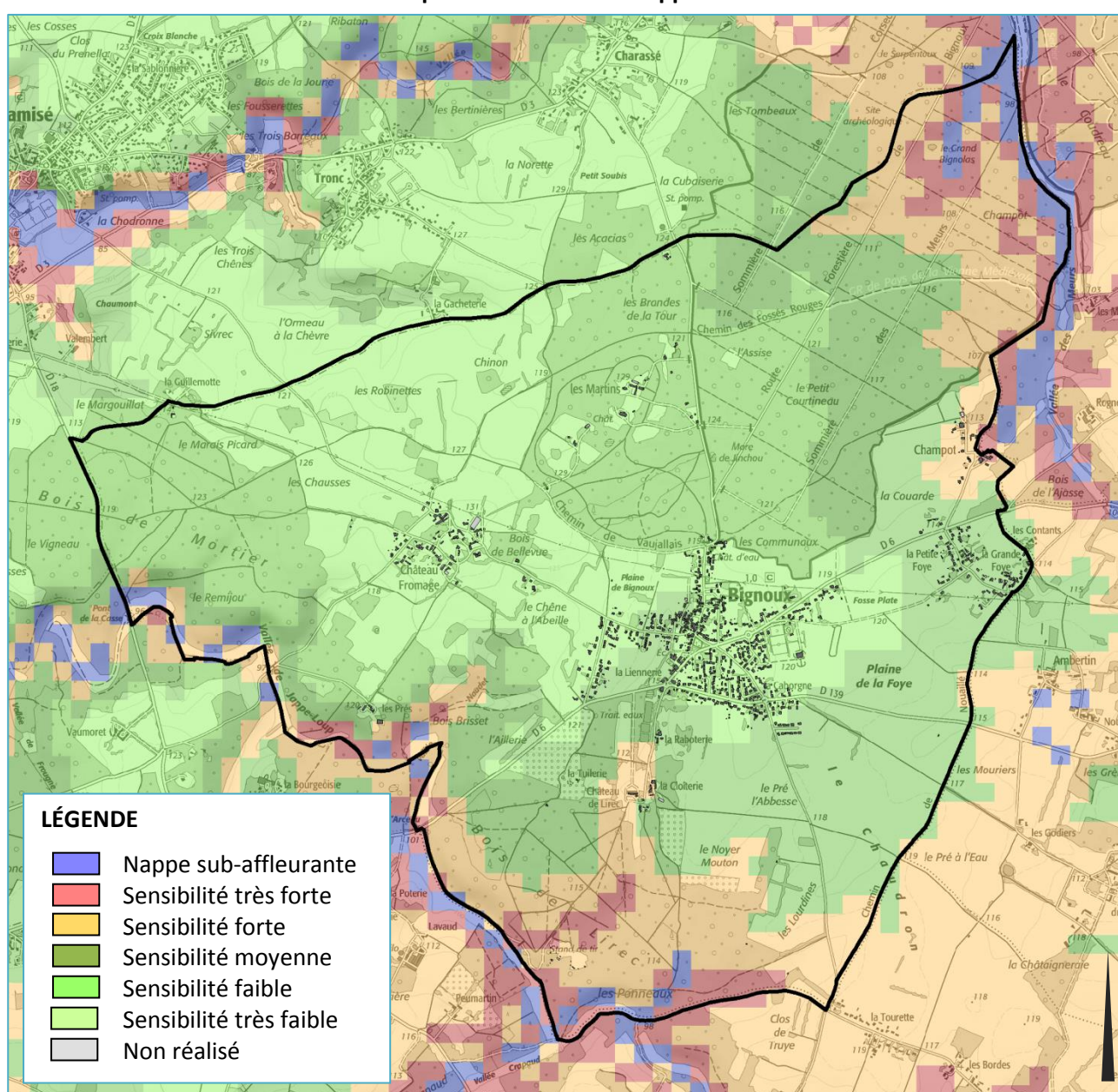
Le risque de remontées de nappes

Lorsque le sol est saturé d'eau, par exemple au cours de longs épisodes pluvieux en saison hivernale ou estivale, il arrive que les nappes phréatiques affleurent et qu'une inondation spontanée se produise. Ce phénomène concerne particulièrement les terrains bas ou mal drainés et peut perdurer.

La remontée de nappes phréatiques peut par ailleurs générer des dommages aux fondations des bâtiments et perturber le fonctionnement de certains réseaux, et en particulier des systèmes d'assainissement non collectifs. Il convient donc de prendre en compte ce phénomène.

Les secteurs de la commune dont le sous-sol est constitué de roches cristallines imperméables ne sont pas concernés par ce risque. Celles-ci présentent en effet un trop faible potentiel de retenue d'eau pour générer des remontées de nappes phréatiques. En revanche, les secteurs de la commune dont le sous-sol est constitué de roches calcaires, sont concernés de manière variable par ce risque.

Localisation du risque « remontées de nappes » sur la commune



Source : SIG PARCOURS, Cadastre DGFIP, IGN SCAN 25, données BRGM – Échelle : 1/30 000

La commune est très peu concernée par ce risque. En effet, seules les vallées sèches seraient potentiellement impactées en cas de remontée de nappe(s). Les seuls dommages peuvent donc survenir sur le lieu-dit « Champot ». Le Bourg et les autres villages de la commune ont une sensibilité faible à très faible à ce risque.

LES RISQUES INDUSTRIELS ET TECHNOLOGIQUES

Le risque « rupture de barrage » et onde de submersion

La commune n'est pas concernée par le risque « rupture de barrage ».

Le risque nucléaire

La commune n'est pas directement concernée par un risque nucléaire. Un PPI (Plan Particulier d'Intervention) est en vigueur concernant le Centre Nucléaire de Production d'Électricité (CNPE) de Civaux, situé à 20 kilomètres du Bourg de Bignoux. Ce PPI ne s'applique qu'aux communes à proximité immédiate de Civaux, le risque d'accident étant extrêmement faible.

En revanche, un accident impliquant un transport de matières radioactives peut aussi être à l'origine d'un événement radiologique grave. En conséquence, un volet ORSEC « transport de matières radioactives » a été signé par le Préfet de la Vienne le 1^{er} Octobre 2007.

Le risque lié au transport d'énergies : le gaz

GRT Gaz ne possède pas d'ouvrage de transport de gaz sur le territoire de la commune de Bignoux.

Le risque lié à l'exploitation de carrières

La Loi n°93-3 du 4 Janvier 1993 relative aux carrières a introduit dans son article 8 l'obligation d'élaborer un schéma départemental des carrières. Le Décret n°94-603 du 11 Juillet 1994 en a précisé le contenu et les modalités d'élaboration.

Il n'y a pas de carrière en activité sur le territoire de la commune de Bignoux.

Le risque industriel (installations ICPE)

Le risque industriel majeur est un événement accidentel se produisant sur un site industriel et entraînant des conséquences immédiates graves pour le personnel, les populations avoisinantes, les biens et/ou l'environnement.

Il est indispensable de tenir compte de l'existant sur la commune de façon à ce que les futurs secteurs à urbaniser soient préservés d'éventuelles nuisances liées à la présence de ces établissements.

Les mesures à prendre sont celles veillant à assurer la mise en sécurité des personnes, la non aggravation d'un risque, ainsi que des dispositions liées aux gênes sonores ou/et olfactives lors du fonctionnement des installations.

La présence de tiers-habitants n'est pas recommandée dans un périmètre variable entre 50 et 100 mètres en fonction de la nature du site, sauf en cas d'antériorité constructive et de dérogation préfectorale accordée.

La base ICPE du Ministère de l'Écologie, du Développement Durable et de l'Énergie ne fait état d'aucune installation ICPE recensée sur la commune Bignoux¹³.

Le risque lié aux émissions polluantes

Le Registre Français des Émissions Polluantes a pour objet de faciliter l'accès au public à l'information en matière d'environnement en ce qui concerne les émissions dans l'eau, dans l'air, dans le sol ainsi que la production de déchets dangereux des installations industrielles et des élevages. Ce registre, réalisé avec l'appui technique de l'Office International de l'Eau, contribue ainsi à l'amélioration de la connaissance environnementale, à la prévention et à la réduction de la pollution et des risques pour l'environnement.

Ce registre est constitué des données déclarées chaque année par les exploitants. L'obligation de déclaration par les exploitants des installations industrielles et des élevages est fixée (polluants concernés et seuils de déclaration) par l'Arrêté du 24 décembre 2002 relatif à la déclaration annuelle des émissions polluantes des installations classées soumises à autorisation (JO du 7 Mars 2003).

Les installations concernées sont les installations classées soumises à autorisation préfectorale, et plus particulièrement les installations relevant de la directive IPPC (Directive 96/61/CE relative à la prévention et à la réduction intégrées de la pollution). Le registre vise cent polluants pour les émissions dans l'eau, cinquante pour les émissions dans l'air (notamment des substances toxiques et cancérigènes) et 400 catégories de déchets dangereux.

Ces données sont notamment utilisées par l'Administration dans les diverses actions de réduction des pollutions qui sont engagées par l'inspection des installations classées. Elles permettent de réaliser les synthèses nationales sur la qualité de l'air, de justifier du respect par la France de ses engagements internationaux, de la mise en œuvre des directives européennes, d'alimenter le registre national CO₂ créé pour la mise en œuvre de la directive du 13 Octobre 2003 établissant un système d'échange de quotas d'émissions de gaz à effet de serre dans la communauté.

Aucune installation n'a été recensée dans la base iREP pour la commune de Bignoux¹⁴.

Le risque lié à la pollution des sols

Deux bases de données du Ministère de l'Écologie, du Développement Durable et de l'Énergie (MEDDE) recensent les sites et sols pollués (ou potentiellement pollués) :

- › BASIAS : Base de données d'Anciens Sites Industriels et Activités de Service.
- › BASOL : sites pollués appelant une action des pouvoirs publics, à titre préventif ou curatif.

On notera que l'inscription d'un site dans la banque de données BASIAS ne signifie pas obligatoirement qu'une pollution du sol existe à son endroit, mais seulement qu'une activité polluante a occupé ou occupe le site et qu'en conséquence les sols peuvent avoir été souillés ou peuvent l'être.

¹³ Source : Base ICPE – Ministère de l'Écologie, du Développement Durable et de l'Énergie – Mars 2015

¹⁴ Source : Base iREP – Ministère de l'Écologie, du Développement Durable et de l'Énergie – Mars 2015

Sur la commune de Bignoux, aucun site BASOL n'est recensé. En revanche, deux sites BASIAS sont recensés, comme présentés dans le tableau suivant¹⁵.

Liste des installations BASIAS sur la commune

Code	Propriétaire	Activité	Statut
POC8602506	LEGRAND Maurice	v89.07z – Dépôt de gaz combustible liquéfié	Inconnu
POC8601313	RIVALLET Georges	v89.07z – Dépôt de gaz combustible liquéfié	Activité terminée

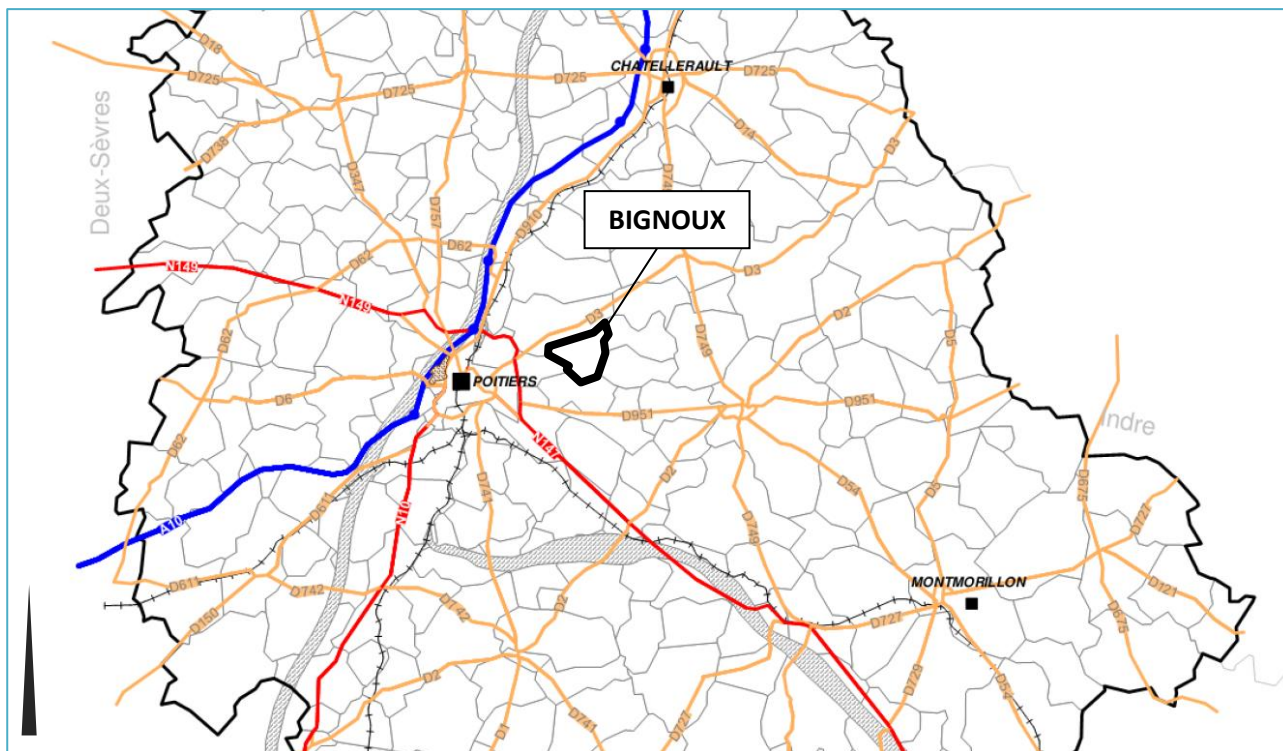
Le risque lié au transport de matières dangereuses

La situation stratégique occupée par la région Poitou-Charentes sur l'Arc Atlantique, combinée à l'activité portuaire en constante augmentation en font une véritable plaque tournante des échanges Est/Ouest et Nord/Sud et, de ce fait, un important trafic de matières dangereuses transite par la région Poitou-Charentes avec tous les risques que cela peut engendrer.

Il est estimé que le transport de matières dangereuses par route est de l'ordre de 5% du trafic total de poids-lourds sur le département de la Vienne¹⁶.

Les conséquences d'un accident de transport de matières dangereuses se traduisent de plusieurs manières : explosion, incendie, dispersion toxique dans l'air notamment, et peuvent avoir des répercussions importantes voire irréversibles pour la population qui s'y trouve exposée.

Le risque de transport de matières dangereuses à et à proximité de Bignoux



Source : DDT 86, Dossier Départemental des Risques Majeurs

¹⁵ Sources : Bases BASIAS et BASOL – BRGM – Mars 2015

¹⁶ Source : Dossier Départemental des Risques Majeurs (DDRM) - Préfecture de la Vienne

Sur la commune de Bignoux, aucune infrastructure d'importance n'est concernée par le risque de transport de matières dangereuses. Dans l'absolu toutefois, tout le réseau départemental de la Vienne est susceptible de voir évoluer des véhicules transportant des matières dangereuses.

Le risque routier

La Commission Européenne, réunie le 20 Juillet 2010, a donné les orientations politiques en matière de sécurité routière pour la période 2011/2020. Il s'agit de fournir un cadre général et des objectifs qui devraient orienter les stratégies nationales.

L'ambition première est de réduire de moitié le nombre de tués sur les routes. Elle passe par la mise en application de plusieurs mesures :

- › Améliorer l'éducation et la formation des usagers de la route.
- › Améliorer le contrôle de l'application de la réglementation.
- › Rendre les infrastructures routières plus sûres.
- › Rendre les véhicules plus sûrs.
- › Promouvoir l'utilisation de la technologie moderne pour améliorer la sécurité routière.
- › Améliorer les services d'urgence et la prise en charge des blessés.
- › Protéger les usagers vulnérables.

Les principales voies de circulation à Bignoux sont les RD 6 (Poitiers/Bonnes/RD 2) et RD 139 (Bignoux/Lavoux). Ces deux voies convergent à l'entrée Sud-Ouest du Bourg de Bignoux.

Des comptages routiers ont été réalisés en 2013 afin de chiffrer le trafic :

- › RD 6 (PR 34) : 2 680 véhicules/jour

Les données de l'accidentologie sur la commune, sur la période allant du 1^{er} Janvier 2009 au 31 Décembre 2013, dénombrent un seul accident à Bignoux ayant totalisé **un blessé léger**. L'accident a eu lieu sur la RD 6, au niveau du « Bois de Lirec », en direction de Poitiers, où un véhicule a percuté un arbre. L'alcoolémie est en cause.

■ **Les données de l'accidentologie sur la commune doivent guider la collectivité dans les choix retenus pour la sécurisation des déplacements et des cheminements arrêtés au Plan Local d'Urbanisme.**

Les nuisances liées au bruit

La Loi cadre n°92-1444 du 31 Décembre 1992 a pour objet principal d'offrir un cadre législatif complet à la problématique du bruit et de poser des bases cohérentes de traitement réglementaire de cette nuisance. Les dispositions prévues par cette Loi concernent :

- › La prévention des nuisances sonores : troubles du voisinage, activités de loisirs bruyantes...
- › L'urbanisme et la construction au voisinage des infrastructures de transport.
- › La protection des riverains des aérodromes.
- › Le renforcement des modalités de contrôle et de surveillance.
- › Le renforcement des sanctions en matière de nuisances sonores.

La commune de Bignoux n'est pas concernée par le classement d'infrastructures de transport terrestre au titre des secteurs affectés par le bruit.

LES RISQUES LIES AU LOGEMENT

Le risque d'exposition au plomb

En application de l'article R.123-13 du Code de l'Urbanisme, le plan des zones à risque d'exposition au plomb doit être annexé au Plan Local d'Urbanisme.

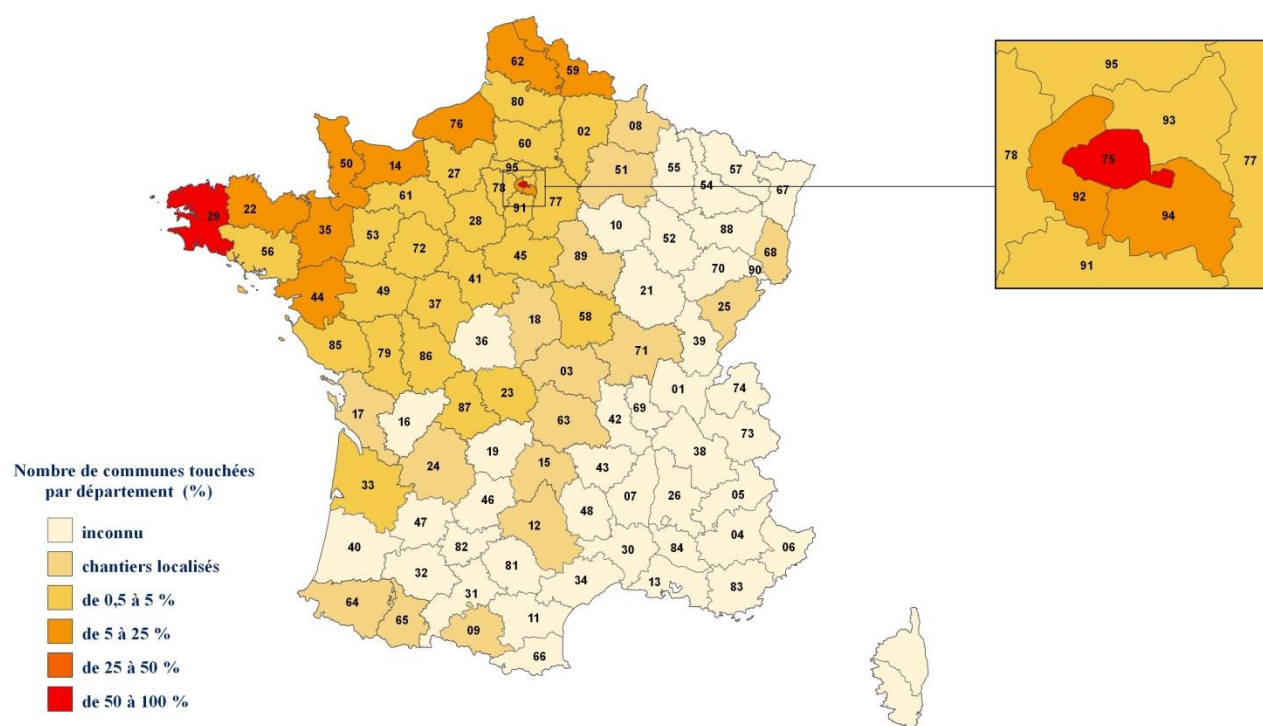
Dans le cadre des mesures d'urgence contre le saturnisme et conformément à l'Arrêté Préfectoral du 15 Juillet 2002, l'ensemble du département de la Vienne est déclaré zone à risque d'exposition au plomb.

Par suite, pour toutes les transactions afférentes à des logements d'avant 1948, un état des risques d'accessibilité au plomb devra être produit.

Le risque mérules et autres champignons lignivores

La loi n°2014-366 du 24 Mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (dite « Loi ALUR ») crée, dans son article 76, de nouvelles obligations constructives et destructives pour lutter contre la propagation des mérules et autres champignons lignivores. Ceux-ci attaquent les constructions bois, charpentes et structures et confèrent au bois un aspect spongieux.

La Vienne est un département potentiellement impacté par ce phénomène. L'attention de la collectivité est donc appelée sur l'obligation de signalisation en Préfecture de tout chantier ou un foyer de mérules est identifié, afin que les services de l'État puissent prendre, le cas échéant, un arrêté de délimitation des zones où un risque est présent.



Source : Institut technologique FCBA, Octobre 2012

Le risque lié au Radon

Le radon est un gaz radioactif d'origine naturelle. Il est issu de la désintégration de l'uranium et du radium présents dans la croûte terrestre. Il est présent partout à la surface de la planète et provient surtout des

sous-sols granitiques et volcaniques ainsi que de certains matériaux de construction. Le radon est un des agents responsables du cancer du poumon.

Le radon peut s'accumuler dans les espaces clos, notamment dans les maisons. Dans plusieurs parties du territoire national, le radon accumulé dans certains logements ou autres locaux, peut constituer une source significative d'exposition de la population aux rayonnements ionisants.

C'est le risque de cancer du poumon qui motive la vigilance à l'égard du radon dans les habitations ou autres locaux. Le radon et ses descendants solides pénètrent dans les poumons avec l'air respiré. Ces descendants émettent des rayonnements alpha qui peuvent induire le développement d'un cancer. L'exposition des populations au radon dans les habitations, peut atteindre des niveaux d'exposition proches de ceux qui ont été observés dans les mines d'uranium en France. Plusieurs organismes internationaux (UNSCEAR, OMS, etc.) élaborent actuellement une synthèse des données disponibles afin de définir une politique globale de gestion du risque associé à l'exposition domestique au radon.

En 1992, l'IRSN et la Direction Générale de la Santé (DGS) ont décidé de relancer la campagne nationale de mesure de l'exposition domestique au radon, avec la collaboration des Directions Départementales des Affaires Sanitaires et Sociales (DDASS).

Les résultats présentés sont des résultats bruts. La moyenne arithmétique actuelle des mesures en France est égale à 90 Bq.m^3 , la médiane est 50 Bq.m^3 et la moyenne géométrique est 54 Bq.m^3 .

Les mesures de l'activité volumique du radon ont été réalisées du 10 Novembre 1994 au 5 Février 1996. Dans le département de la Vienne, 155 mesures ont été réalisées dans 141 communes.

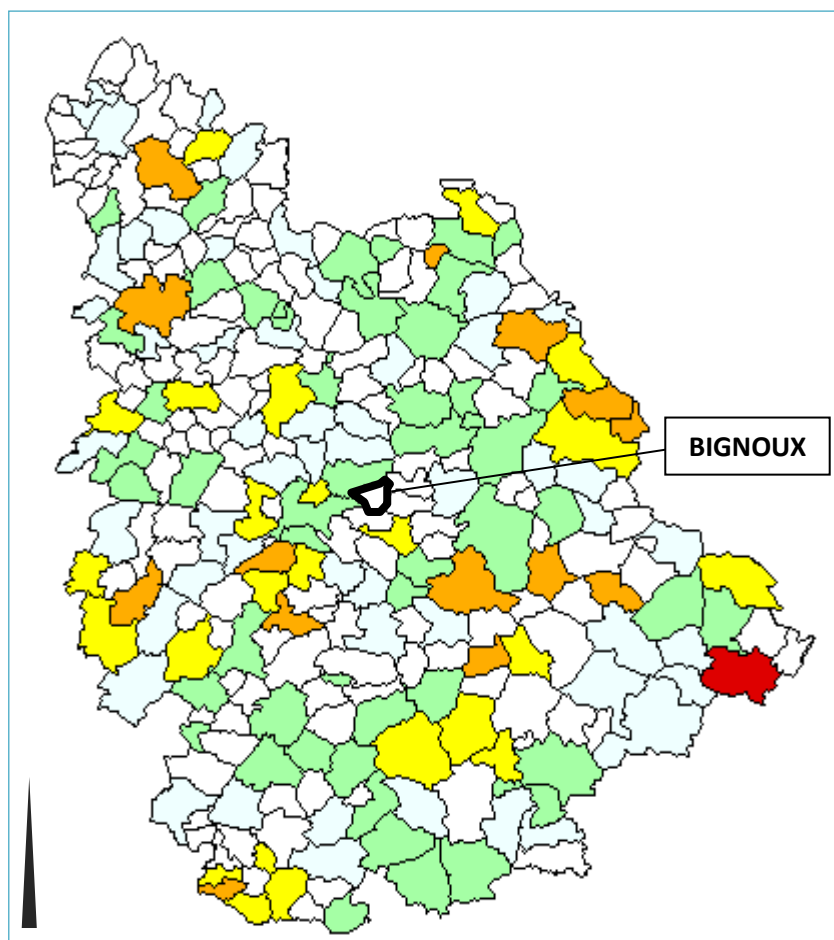
Plus spécifiquement pour la commune de Bignoux, la mesure du risque lié au Radon n'a pas été prise. Par extrapolation avec les communes limitrophes de Poitiers ou de Montamisé, on peut supposer un taux volumique similaire à la moyenne arithmétique française, de l'ordre de $50 \text{ à } 99 \text{ Bq.m}^3$.

LÉGENDE

Activité volumique en Bq.m^3

- Moins de 50
- De 50 à 99
- De 100 à 199
- De 200 à 399
- 400 et plus

Source : Institut de Radioprotection
et de Sécurité Nucléaire (IRSN)



Le risque termites et autres insectes xylophages

Le département de la Vienne est en partie concerné par la contamination des termites dans les habitations, comme une large partie des départements du Sud et de l'Ouest de la France.

La commune de Bignoux est concernée par l'Arrêté Préfectoral n°2017-DDT-161 du 8 Mars 2017, relatif à la présence de termites. Par suite, pour toutes les transactions immobilières, un état parasite relatif aux termites et insectes xylophages devra être produit.

LES EQUIPEMENTS ET LES SERVICES

LES EQUIPEMENTS ET SERVICES COMMUNAUX

Les équipements scolaires

La commune de Bignoux est dotée d'une école publique Jacques-Yves Cousteau, située à proximité de la place centrale de la commune. Les effectifs sont compris entre 100 et 115 élèves en moyenne sur les dix dernières années (2005 à 2015).

Les équipements culturels, sportifs et de loisirs

Les habitants de la commune disposent d'une salle des fêtes (salle Roland Copin), d'une salle socioculturelle, d'une médiathèque (à côté de l'école) et de nombreux équipements sportifs (stades, courts de tennis, situés à l'Est du Bourg en bordure de la RD 6).



La salle Roland Copin



La salle socio-culturelle

La vie culturelle et sociale locale est également enrichie de la présence de nombreuses associations qui proposent des activités récréatives, culturelles ou sportives.



La médiathèque

Les services publics

La commune a pour projet la création d'un nouveau cimetière, l'équipement actuel étant situé sur la place centrale de la commune et son extension étant impossible. La commune s'est rendu propriétaire des parcelles cadastrées 101 et 102 en section AV, au Nord-Ouest du Bourg.

Les services médicaux

Avec plusieurs structures sur la commune (cabinet médical, cabinet infirmier) regroupant une pluralité de spécialités, la commune est bien pourvue en matière d'accès aux soins.

L'APPROVISIONNEMENT EN EAU POTABLE

Origine et qualité de l'eau potable distribuée

L'approvisionnement en eau potable de la commune dépend du **Syndicat Intercommunal d'Adduction d'Eau Potable (SIAEP) de Saint-Julien-l'Ars**. Au sein de ce SIAEP, deux Unités de Distribution d'eau (UDI) ont été définies. Bignoux dépend de l'UDI A qui dessert également les communes de Bonnes, Jardres, La Chapelle Moulière, Lavoux, Liniers, Saint-Julien l'Ars et Sèvres-Anxaumont.

La gestion de la distribution d'eau est assurée par le Syndicat des Eaux de la Vienne, le **SIVEER**.

L'UDI est desservie principalement par le captage du « Bois des Douces » situé sur la commune de Bonnes, le captage des « Bords de Vienne » (même commune) servant de complément.

Traitement : l'eau pompée subit une simple désinfection par le chlore gazeux avant d'être distribuée à la population.

Contrôle : 60 prélèvements représentant 1 406 paramètres d'analyses ont été réalisés sur les différents points de surveillance, conformément aux modalités prévues dans le Code de la Santé Publique.

Protection des ressources : La procédure administrative (Arrêté Préfectoral de déclaration d'utilité publique avec une inscription au fichier des Hypothèques) est terminée pour le captage du « Bois des Douces ». Elle est en cours pour le captage de secours des « Bords de Vienne ».

Paramètres	Limites ou réf. de qualité	Résultats 2013 Réseau d'adduction	
		UDI A « Bonnes »	UDI B « Bertinière »
pH	6,5 / 9,0	7,6	7,5
Turbidité (en NFU)	2,00	0,15	0,13
Dureté (TH en °F)	Néant	29,6	30,3
TAC (en °F) ¹⁷	Néant	25,8	29,8
Fluor (en mg/l)	1,50	0,00	0,02
Nitrates (en mg/l)	50,0	32,1	17,8
Sélénium (en µg/l)	10,0	6,3	7,5

Bactériologie	Les analyses microbiologiques des eaux, qui comportent la recherche de germes témoins d'une contamination fécale, ont été d' excellente qualité .
---------------	--

¹⁷ TAC : Titre Alcalimétrique Complet

pH	Il indique l'acidité de l'eau quand il est inférieur à 7 ou la basicité quand il est supérieur à 7. Les eaux distribuées sont légèrement basiques .
Turbidité	Les eaux distribuées sont caractérisées par une bonne limpidité et transparence qui s'est traduite par une faible turbidité, inférieure ou égale à 0,2 NFU.
Dureté	<p>La dureté provient de la présence d'ions calcium et magnésium dans l'eau. On l'exprime par la mesure du Titre Hydrotimétrique (TH) en degrés français (1°F = 4 mg/l de calcium et 0.7° anglais ou 0.56° allemand). Les eaux distribuées renferment une dureté importante.</p> <p><i>Dans l'hypothèse de l'installation d'un traitement individuel, il est rappelé qu'il convient de conserver pour l'alimentation un point d'eau froide non soumis à ce traitement complémentaire. Il est conseillé par ailleurs de maintenir un résiduel de dureté entre 10 et 15°F sur les réseaux de distribution afin de limiter les phénomènes de corrosion pouvant être induits par de l'eau adoucie à 100%, et afin de limiter l'augmentation des teneurs en sodium dans l'eau (l'élimination d'un °F de TH sur une résine apporte 4.6 mg/l de sodium en plus dans l'eau).</i></p>
Fluor	Le fluor, oligo-élément pouvant être présent naturellement dans l'eau, est bénéfique à doses modérées (entre 0.5 et 1.5 mg/l) pour la prévention des caries dentaires. Les eaux alimentant le syndicat en sont dépourvues. Des apports complémentaires (sel fluoré ou comprimés fluorés) peuvent être conseillés sur avis médical .
Nitrates	Les concentrations en nitrates sur le réseau sont faibles à modérées .
Pesticides	Les recherches réalisées sur 190 substances ont révélé essentiellement une présence de métabolites de triazines, inférieure cependant à la valeur limite de qualité fixée à 0,1 µg/l par substance , au titre du principe de précaution.
Sélénium	Une présence naturelle de Sélénium (5 à 8 µg/l) est à signaler. Une valeur provisoire pour la consommation des eaux de boissons a été fixée à 40 µg/l par l'Organisation Mondiale de la Santé en 2011. L'Agence Nationale de Sécurité Sanitaire (ANSES) a réévalué les risques en Octobre 2012 pour le Sélénium et aucune restriction de consommation n'est proposée jusqu'à 30 µg/l.

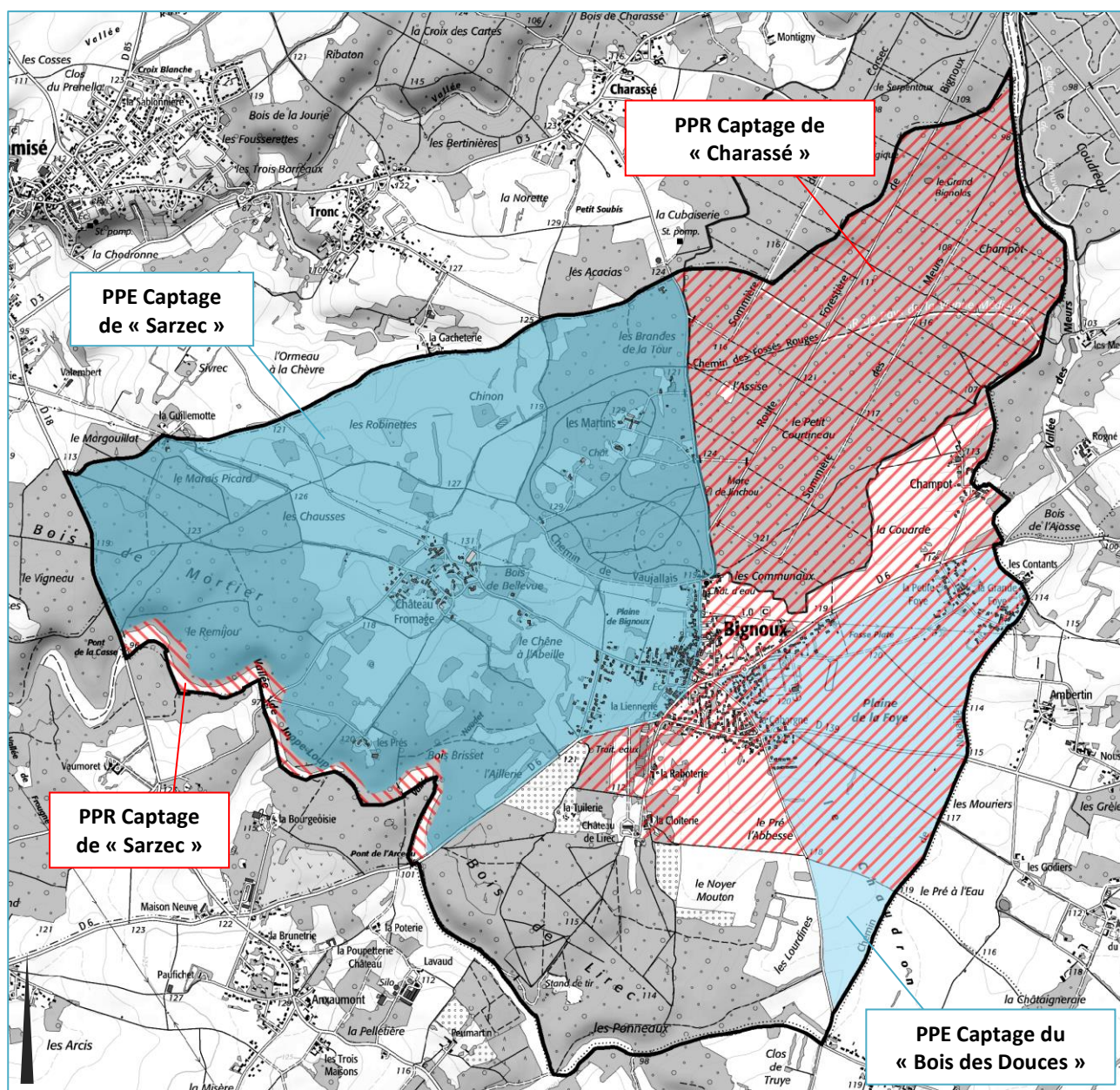
Source : Qualité de l'eau distribuée en 2013 – Agence Régionale de Santé (ARS) Poitou-Charentes

Protection de la ressource en eau

Le territoire communal de Bignoux est concerné par des périmètres de trois captages :

- › **Captage du « Bois des Douces »** situé sur la commune de Bonnes. Celui-ci a été déclaré d'utilité publique par Arrêté Préfectoral n°2007/DDASS/SE/002 le 08 Juin 2007.
- › **Captage de « Charassé »** situé sur la commune de Montamisé. Celui-ci a été déclaré d'utilité publique par Arrêté Préfectoral n°2000/DDAF/SFEE/471 le 28 Septembre 2000.
- › **Captage de « Sarzec »** situé sur la commune de Montamisé. Celui-ci a été déclaré d'utilité publique par Arrêté Préfectorale n°93-D2/B3-143 le 19 Mai 1993

Périmètres de protection de captages impactant la commune



Source : SIG PARCOURS, Cadastre DGFIP, IGN SCAN 25, données DDT 86 et ARS Poitou-Charentes – Échelle : 1/30 000

Les périmètres du captage de « Sarzec » impactent la moitié Ouest de la commune : périmètre de protection rapprochée autour de la vallée sèche « de Jappe-Loup » et périmètre de protection éloignée qui concerne, notamment, « Château Fromage », l'Ouest du Bourg (à l'Ouest de la RD 6 et de la Rue de la Forêt) et le hameau des « Martins »

Le périmètre de protection rapprochée du captage de « Charassé » concerne la majeure partie du Bourg (à l'Est de la RD 6 et de la Rue de la Forêt), ainsi que toute la partie Nord-Est de la commune : « La Petite Foye », « La Grande Foye », « Champot » et la Forêt de Moulière.

Enfin, le périmètre de protection éloignée du captage du « Bois des Douces » impacte la partie Est de la commune : « La Grande Foye », « La Petite Foye » et l'Est du Bourg.

La multiplicité des périmètres de protection de captages sur la commune n'est pas sans conséquence en matière de prescriptions relatives à l'assainissement, notamment.

L'ASSAINISSEMENT DES EAUX USEES

L'assainissement collectif

L'ensemble du Bourg de Bignoux est raccordé à l'assainissement collectif, du fait notamment des prescriptions réglementaires s'appliquant aux périmètres de protection rapprochée des captages de « Charassé » et de « Sarzec ».

L'assainissement collectif est assuré par le biais de la station d'épuration située au Sud du Bourg au niveau du lieu-dit « La Raboterie ». Cet équipement, d'une capacité nominale de 800 EH (Équivalents Habitants), fonctionne par lagunage naturel. Son débit de référence est de 160 m³/jour.

En 2015, la charge nominale constatée était de 695 EH, soit 86,9 % de la capacité totale de la station. La conformité des équipements aux réglementations est attestée. En revanche, les performances de la station ont été jugées non-conformes. En raison du transfert de compétences vers le syndicat Eaux de Vienne, c'est à l'exploitant de l'ouvrage qu'il incombe d'envisager une modernisation de l'équipement. Une réflexion est engagée en ce sens.

Un autre ouvrage a été réalisé en 2015 afin d'assurer le raccordement au réseau collectif des villages de « Champot », « La Petite Foye » et « La Grande Foye ». Cet équipement, fonctionnant par filtres plantés de roseaux, a une capacité nominale de 190 EH.

L'assainissement non collectif

Le village de « Château Fromage » et divers petits écarts (« Lirec », « Les Martins », « Les Prés ») sont soumis à l'assainissement individuel.

Il est prévu, à terme, le raccordement de « Château Fromage » à l'assainissement collectif.

Chaque habitation nouvelle doit traiter ses eaux usées domestiques selon des techniques conformes à la réglementation, dont la conception et la mise en œuvre sont normalisées depuis Décembre 1992 dans un Document Technique Unifié (DTU 64.1, modifié en 1998) « Mise en œuvre des dispositifs d'assainissement autonome ».

L'assainissement non collectif (ou individuel) se caractérise par la mise en place d'un prétraitement et d'un traitement des eaux usées.

- Le prétraitement est réalisé à l'aide d'une fosse septique toutes eaux collectant l'intégralité des eaux usées domestiques de l'habitation (cuisine, salle de bain, WC), dont le volume est fonction de la capacité d'accueil de l'habitation.
- Le traitement dépend étroitement des caractéristiques des sols. Figurent en annexe, les principales filières techniques d'assainissement individuel, ainsi que leur règle de dimensionnement.

Dans le cadre d'une autorisation de construire, pour les parcelles non desservies par un assainissement collectif, il est recommandé de faire une étude de sol afin de déterminer la filière d'assainissement individuel à réaliser.

Il est rappelé que les vidanges de fosses toutes eaux doivent être réalisées par une structure spécialisée devant donner la destination des boues. L'épandage agricole des matières de vidange est possible, mais est fortement réglementé. Il doit apporter toutes les garanties nécessaires quant à la protection de la salubrité publique, les dépotages sauvages étant interdits.

LA GESTION DES DECHETS

Au niveau régional, en application de la Loi n°2002-276 du 27 Février 2002, le Plan Régional de Réduction et d'Élimination des Déchets Dangereux (PRREDD) relève de la compétence du Conseil Régional. Il a été révisé et approuvé le 23 Mars 2012. Il a par ailleurs été soumis à évaluation environnementale.

Le Conseil Général de la Vienne, en application de l'article L.541-14 du Code de l'Environnement, est chargé de l'élaboration du plan départemental de prévention et de gestion des déchets non dangereux ou Plan Départemental d'Élimination des Déchets Ménagers et Assimilés (PDEDMA). Ce dernier, révisé et approuvé en Avril 2010 par le Comité Départemental des Risques Sanitaires et Technologiques, couvre la période 2009/2018. Il intègre la gestion des déchets industriels banals.

Le Conseil Général est par ailleurs chargé du Plan Départemental de Gestion des Déchets du Bâtiment et Travaux Publics qui recouvre les activités de construction, de réhabilitation et de démolition et qui vise à lutter contre les installations sauvages. Ce plan doit notamment prévoir des Installations de Stockage de Déchets Inertes (ISDI) ainsi que la définition d'une organisation de collecte sélective et de valorisation des déchets. Ces installations font par ailleurs l'objet, depuis 2006, d'une procédure d'autorisation délivrée par Arrêté Préfectoral. En Vienne, cet Arrêté relatif aux ISDI a été pris le 28 Octobre 2010.

Depuis Mars 2012, les ISDI ne peuvent plus réceptionner et stocker des déchets d'amiante qui doivent être acheminés spécifiquement dans des installations de stockage de déchets dangereux. Il n'existe pas d'ISDI sur la commune de Bignoux mais il est à noter que les dépôts sauvages relèvent des compétences de police du Maire.

La collecte et le recyclage des déchets sur Bignoux est une compétence communautaire. Depuis le 1^{er} Janvier 2002, une collecte de tri collectif a lieu sur la Communauté de Communes « Vienne et Moulière ». Le ramassage à Bignoux a lieu le Mercredi après-midi.

Les habitants disposent de sacs jaunes (métal, plastique, carton), bleus (papier) et noirs (autres) pour le tri des déchets ménagers. La commune de Bignoux dispose également d'une borne d'apport volontaire pour la collecte du verre.

Les sacs noirs sont ramassés en porte-à-porte une fois par semaine. Les sacs jaunes et bleus sont ramassés une fois par quinzaine en alternance. Les déchets sont acheminés par la société SITA Centre-Ouest au centre de recyclage et d'incinération de Poitiers Saint-Éloi (86) où ils sont triés manuellement et mécaniquement. Les déchets non recyclés sont incinérés selon un principe de valorisation énergétique, alimentant en chauffage les logements collectifs.

Le verre est collecté par la société VEOLIA et acheminé à Châteaubernard (16) pour y être recyclé.

Par ailleurs, la Communauté de Communes gère trois déchetteries, situées à Saint-Julien-l'Ars, Sèvres-Anxaumont et Bonnes.

L'APPROVISIONNEMENT ENERGETIQUE

Enjeux

Pour répondre aux objectifs de maîtrise des consommations d'énergie et de réduction des émissions de gaz à effet de serre, un recours plus important aux énergies renouvelables est nécessaire. Les énergies renouvelables sont fournies par le soleil, le vent, la chaleur de la terre, la biomasse (bois énergie, biocarburant, biogaz) et la mer. Leur exploitation n'engendre pas ou peu de déchets ou de gaz à effet de serre.

Situation actuelle

L'électricité est le mode d'approvisionnement énergétique unique sur la commune. Toutefois, trois sources d'énergies renouvelables principales sont potentiellement mobilisables sur le territoire de cette commune : le solaire (thermique ou photovoltaïque), l'éolien et éventuellement le bois-énergie.

Développement de l'énergie bois

On notera que le bois constitue une ressource très bien représentée sur le territoire de la commune. Le développement d'une filière bois locale, gérée de manière durable, peut être envisagé.

Développement de la méthanisation

Un recensement des entreprises et des installations agricoles (notamment dans le cadre du diagnostic agricole) produisant des déchets fermentescibles pourrait être pertinent. En effet, dans le cas où le territoire de commune hébergerait de tels établissements, la question de la mise en place d'une filière de méthanisation serait opportune.

La méthanisation a été reconnue par le « Grenelle II » comme une activité agricole lorsqu'il s'agit majoritairement de déchets issus des effluents d'élevage.

Développement de la biomasse

Dans le cadre de la réflexion sur le choix des énergies des bâtiments publics et/ou collectifs, voire des opérations d'ensemble, la question de la mise en place de la filière biomasse (utilisation de l'énergie issue de la combustion de matières organiques : paille, bois, palettes, etc.) serait opportune, notamment pour les réseaux de chaleur.

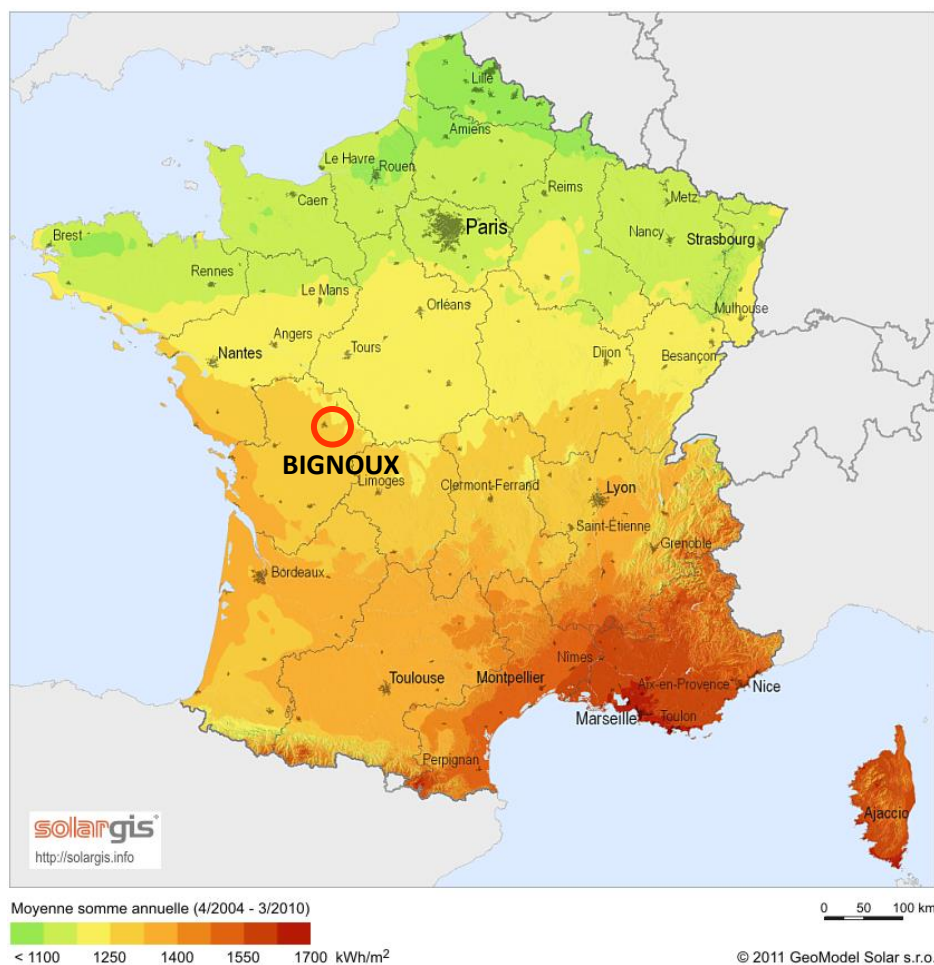
Développement de l'énergie solaire

Comme illustré sur la cartographie suivante, l'irradiation globale horizontale est d'environ 1 250 à 1 325 kwh/m² par an sur le secteur de Bignoux. Cette valeur est assez favorable au développement de la fourniture d'énergie par les apports solaires.

Les équipements mis en place devront toutefois prendre en considération les principes suivants :

- › L'implantation de centrales solaires au sol est à éviter en raison de la sensibilité environnementale du territoire communal et des impacts potentiels sur l'activité agricole.
- › La mise en place de panneaux solaires sur les bâtiments devra être réalisée avec discrétion afin d'éviter un impact visuel trop important, notamment autour du Bourg, en référence aux périmètres de protection de monuments historiques.

Irradiation globale horizontale



Développement de l'énergie éolienne

La mise en place du Schéma Régional « Climat, Air, Énergie » (SRCAE) constitue une des déclinaisons du Grenelle de l'Environnement¹⁸.

Prévu à l'article L.222-1 du Code de l'Environnement, il définit les orientations et objectifs régionaux à l'horizon 2020 et 2050 pour la réduction des émissions de gaz à effet de serre, la maîtrise de la consommation énergétique, le développement des énergies renouvelables, la lutte contre la pollution atmosphérique et l'adaptation au changement climatique. Il comprend un rapport et un document d'orientations assorti de documents cartographiques indicatifs et un volet annexé intitulé « schéma régional éolien ». Son contenu est fixé par le Décret n°2011-678 du 16 Juin 2011 relatif aux Schémas Régionaux « Climat, Air, Énergie ».

- › L'élaboration des Schémas Régionaux du Climat, de l'Air et de l'Énergie découle de l'article 68 de la Loi n°2010-788 du 12 Juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement, dite Loi « Grenelle 2 ».
- › Cette Loi « Grenelle 2 » est une application territorialisée de la Loi de programmation n°2009-967 du 3 Août 2009 relative à la mise en œuvre du « Grenelle de l'environnement », dites Loi « Grenelle 1 ».

¹⁸ Source : Schéma Régional Éolien Poitou-Charentes (DREAL Poitou-Charentes et Conseil Régional) – Septembre 2012

La Loi « Grenelle 2 », qui prévoit l'élaboration du SRCAE, précise dans son article 90 que le Schéma Régional Éolien (SRE) constitue un volet annexé à ce document. En cohérence avec les objectifs issus de la législation européenne relative à l'énergie et au climat, le SRE a pour vocation d'identifier la contribution du Poitou-Charentes à l'effort national en matière d'énergie renouvelable d'origine éolienne terrestre. Il a pour objet de définir les parties du territoire régional favorables au développement de l'énergie éolienne en s'assurant que l'objectif quantitatif régional puisse être effectivement atteint.

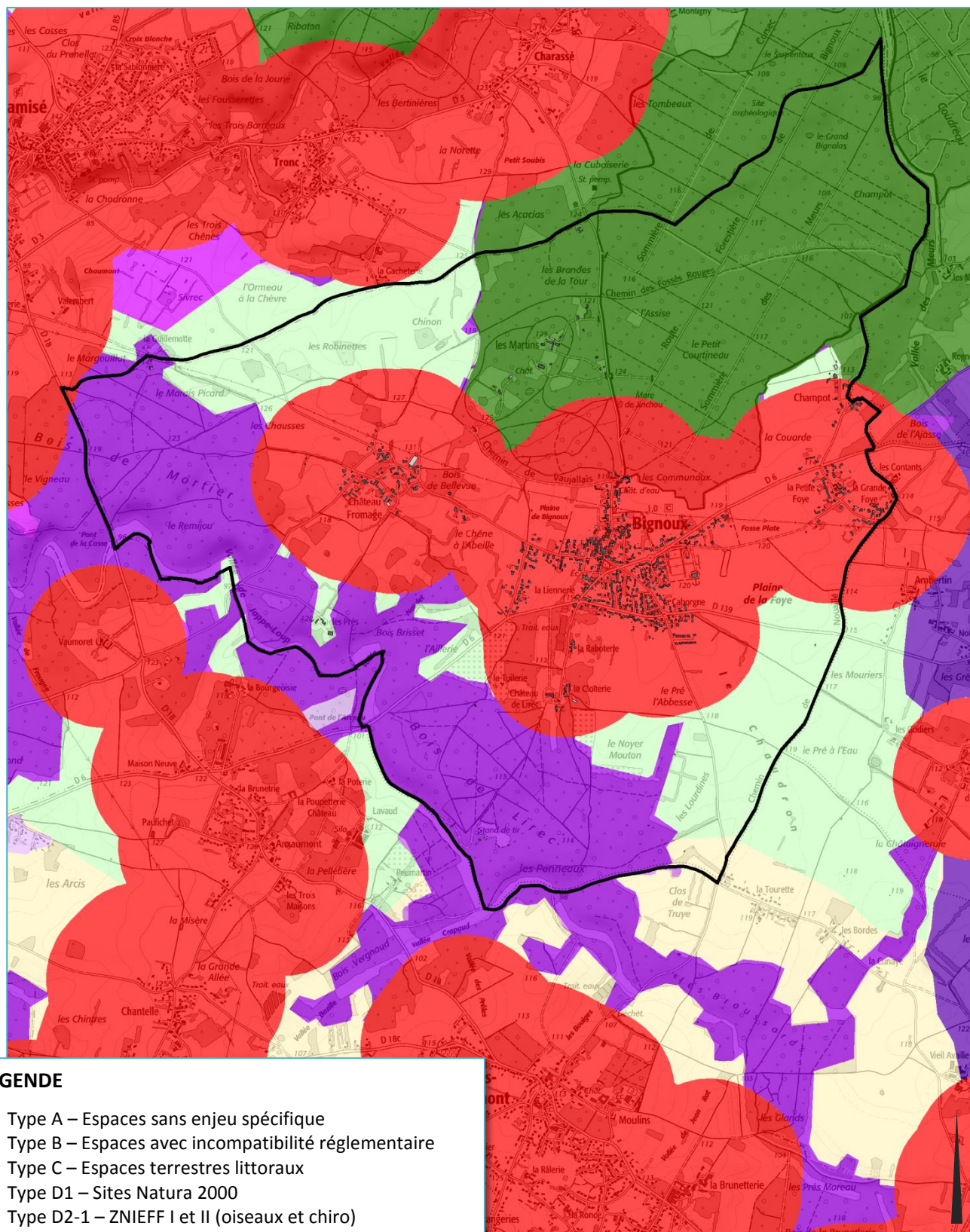
Le Schéma Régional Éolien a cartographié les espaces régionaux en fonction de la typologie dominante du secteur et en corrélation avec les contraintes découlant d'incompatibilités réglementaires ou d'enjeux importants liés à l'application de politiques publiques (ZNIEFF de type I et II, ZPS, ZSC, ZICO, Arrêtés Préfectoraux de Biotopie, réserves naturelles, espaces littoraux importants, ZPPAUP et/ou périmètre de site classé ou inscrit, sites UNESCO, zones archéologiques, territoires emblématiques sur le plan paysager, massifs forestiers, vallées, zones urbanisées, servitudes techniques de l'aviation civile, servitudes radioélectriques, voies de communication).

■ **Le Schéma Régional Éolien ne fait apparaître aucune zone sur le territoire communal qui ne soit contrainte pour l'implantation d'éolienne(s), comme illustré en page suivante.**

Le Bourg et les principaux villages (« Château Fromage », « La Grande Foye », « La Petite Foye », « Champot ») sont couverts par des incompatibilités réglementaires (proximité d'habitations, servitudes d'urbanisme...).

Le massif forestier de Moulière est classé au titre de la protection Natura 2000. Les espèces qui y sont protégées pourraient être impactées par des installations lourdes. De même, les Bois de Mortier ou de Lirec, en tant qu'espaces boisés, ne sont pas propres à l'installation d'éolienne.

Typologie des espaces de la commune dans le cadre du Schéma Régional Éolien



LÉGENDE

- Type A – Espaces sans enjeu spécifique
- Type B – Espaces avec incompatibilité réglementaire
- Type C – Espaces terrestres littoraux
- Type D1 – Sites Natura 2000
- Type D2-1 – ZNIEFF I et II (oiseaux et chiro)
- Type D2-2 – Zones de connectivité
- Type E1 – Espaces culturels et paysagers emblématiques
- Type E2 – Massifs forestiers
- Type E3 – Vallées
- Type E4 – ZNIEFF I et II (non oiseaux et chiro)
- Type E5 – Bocages
- Type F – Autres espaces présentant des contraintes

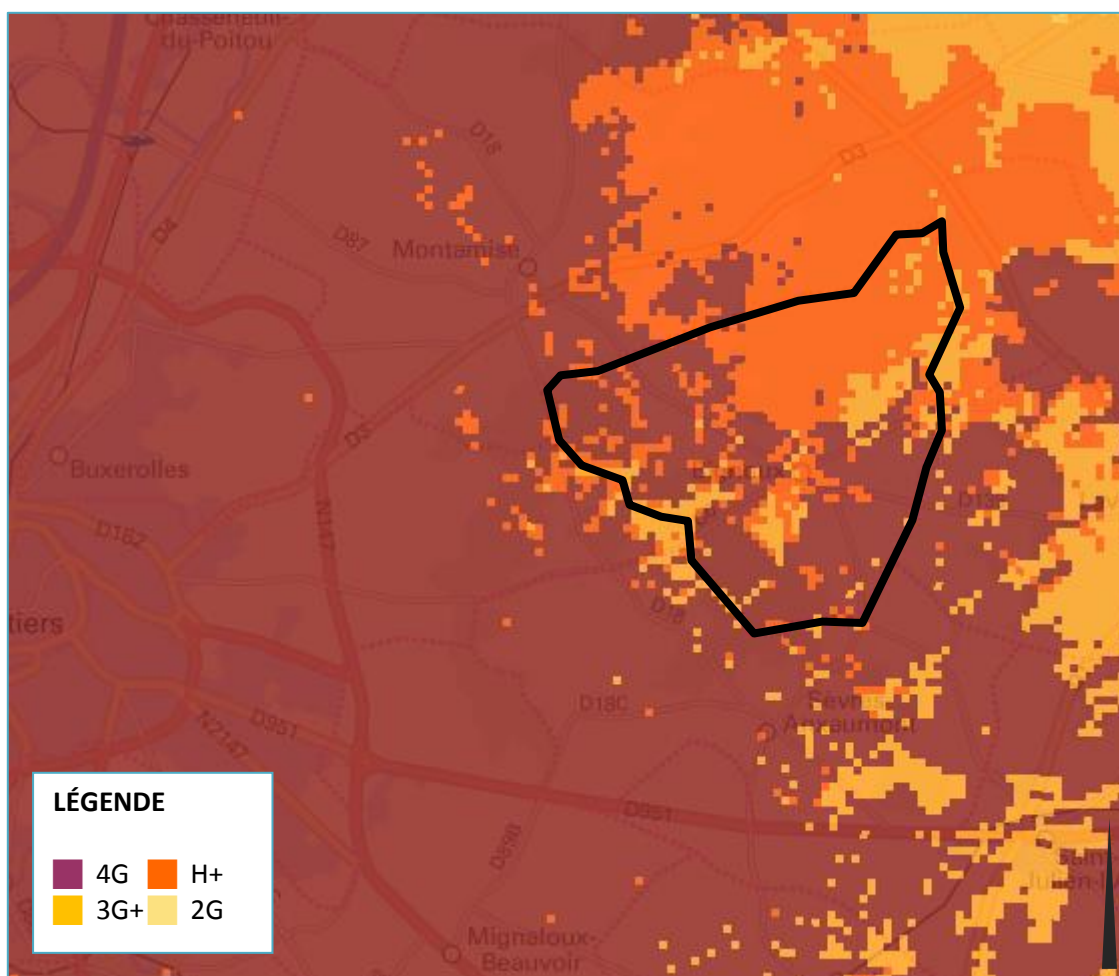
Source : SIG PARCOURS, Cadastre DGFIP,
IGN SCAN 25, données Schéma Régional Éolien
Poitou-Charentes – Échelle : 1/30 000

L'ACCES AUX TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION

Le réseau de téléphonie mobile

En raison de sa localisation sur un territoire périurbain proche d'une grande ville, Bignoux n'est pas concernée par l'absence ou la faiblesse des signaux permettant d'accéder à la téléphonie mobile. Sa situation géographique par rapport à Poitiers contribue d'ailleurs à l'amélioration très sensible des réseaux de communication mobile de par le déploiement rapide de toute nouvelle technologie sur les grands centres urbains.

Couverture des réseaux de téléphonie mobile sur la commune



Source : Portail d'information ORANGE

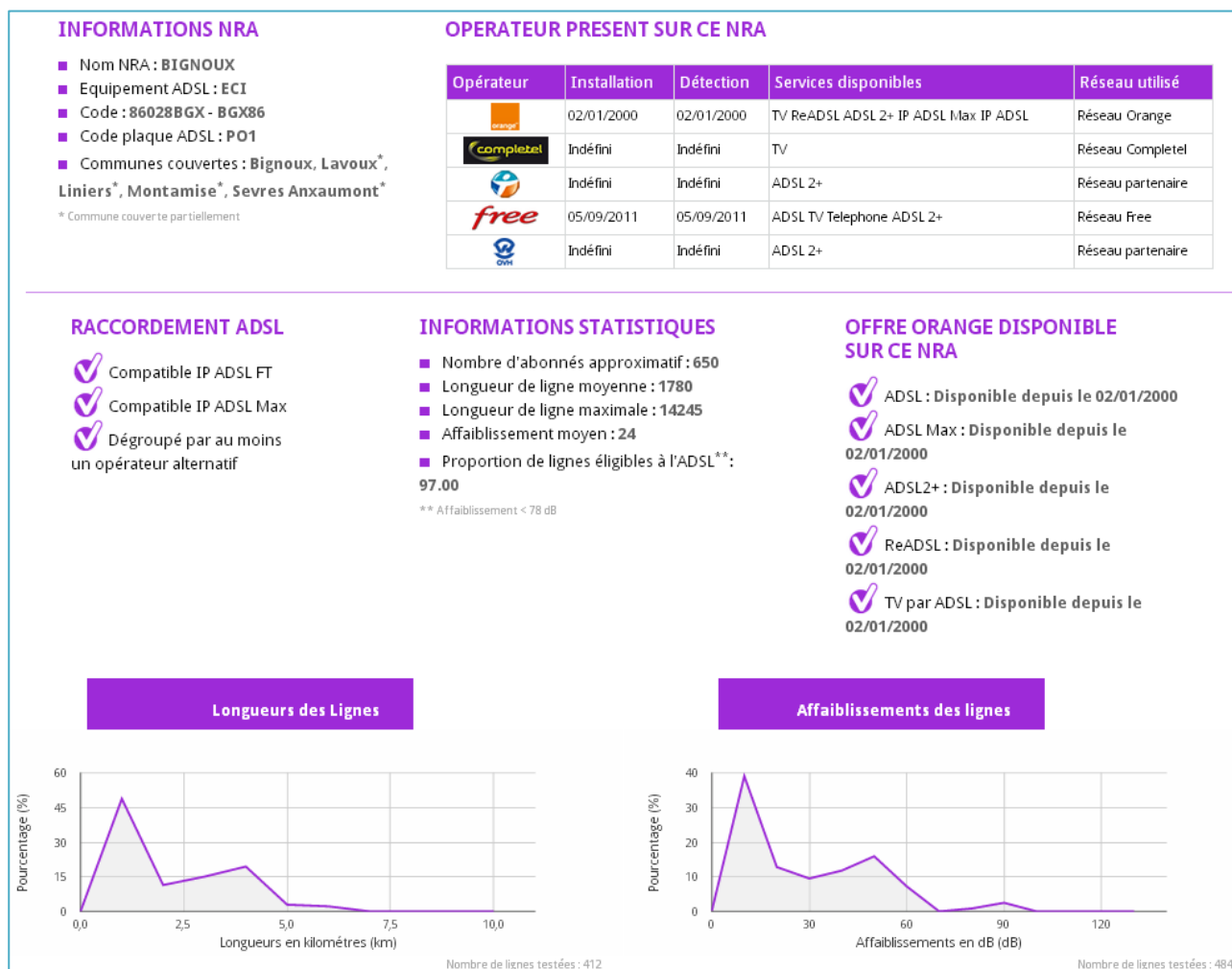
En 2015, la majeure partie du territoire communal, incluant le Bourg et les principaux villages, est couverte par un réseau 4G de haut débit. Les autres espaces disposent d'une couverture 3G simple ou H+ (*HSPA*¹⁹ + *dual carrier*), plus puissante que la 3G. Aucun espace de Bignoux n'est concerné par des zones de faible débit.

Le réseau internet à haut-débit

La commune est desservie par un central téléphonique (NRA) situé sur la commune. 97% des lignes de ce répartiteur sont éligibles à l'ADSL et relèvent d'une technologie ADSL 2+ permettant l'accès à des services à

¹⁹ HSPA : High Speed Packet Access

haut-débit (ADSL Max, *Triple Play*²⁰...). L'affaiblissement moyen du signal peut-être cependant conséquent, la longueur moyenne des lignes étant de 1 700 mètres et jusqu'à 14 000 mètres pour les abonnés les plus éloignés. Plusieurs opérateurs alternatifs proposent des offres sur ce répartiteur.



Source : Site internet DegroupNews

Les stratégies locales en faveur du développement du numérique

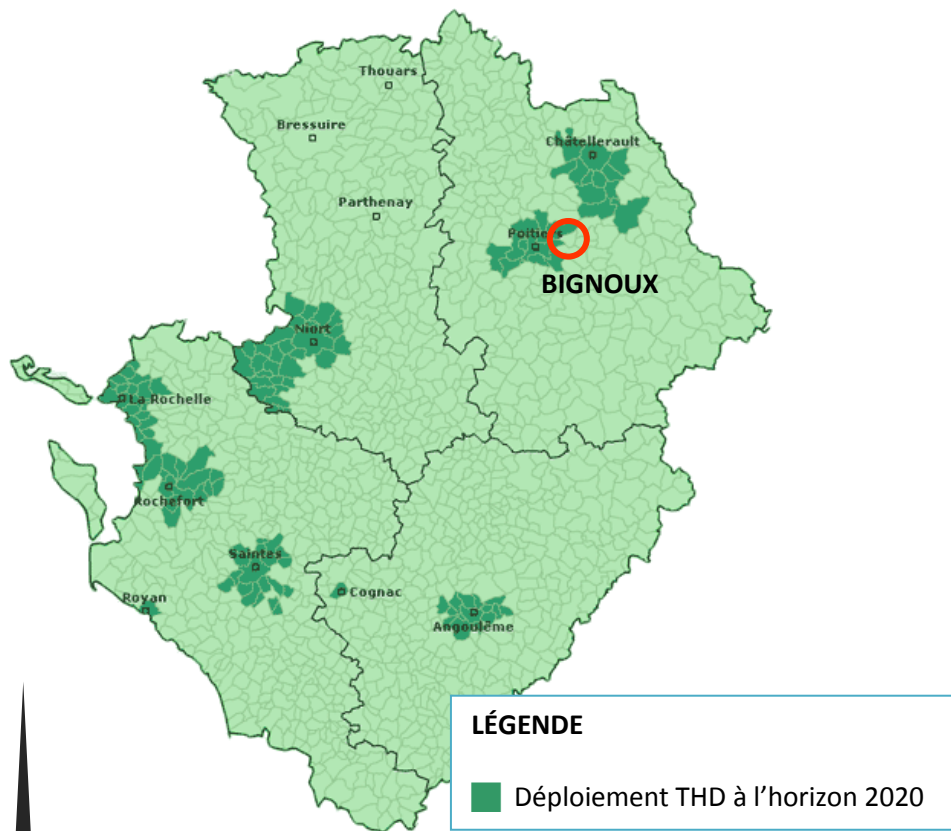
• La Stratégie de Cohérence Régionale d'Aménagement Numérique (SCORAN)

La Région Poitou-Charentes a mis en œuvre une Stratégie de Cohérence Régionale d'Aménagement Numérique (SCORAN) afin de permettre à l'ensemble des territoires régionaux d'être desservis par Internet à haut débit, en évitant la création de « zones blanches », moins densément peuplées et donc à l'écart des principales infrastructures des opérateurs privés.

Par ailleurs, la Région anticipe l'arrivée du Très Haut Débit (THD) sur le territoire régional en développant une répartition homogène de la technologie THD sur l'ensemble du territoire. Ainsi, comme cartographié ci-après, le THD devrait concerner l'ensemble des grandes villes de la région à l'horizon 2020, incluant notamment l'agglomération de Poitiers.

²⁰ Triple Play : Internet + Téléphone + Télévision

Bignoux, de par sa proximité immédiate avec les agglomérations de Poitiers et de Châtelleraut, peut espérer tirer parti, à court terme, du déploiement du très haut-débit pour une amélioration du débit proposé sur le territoire communal.



Source : Conseil Régional Poitou-Charentes

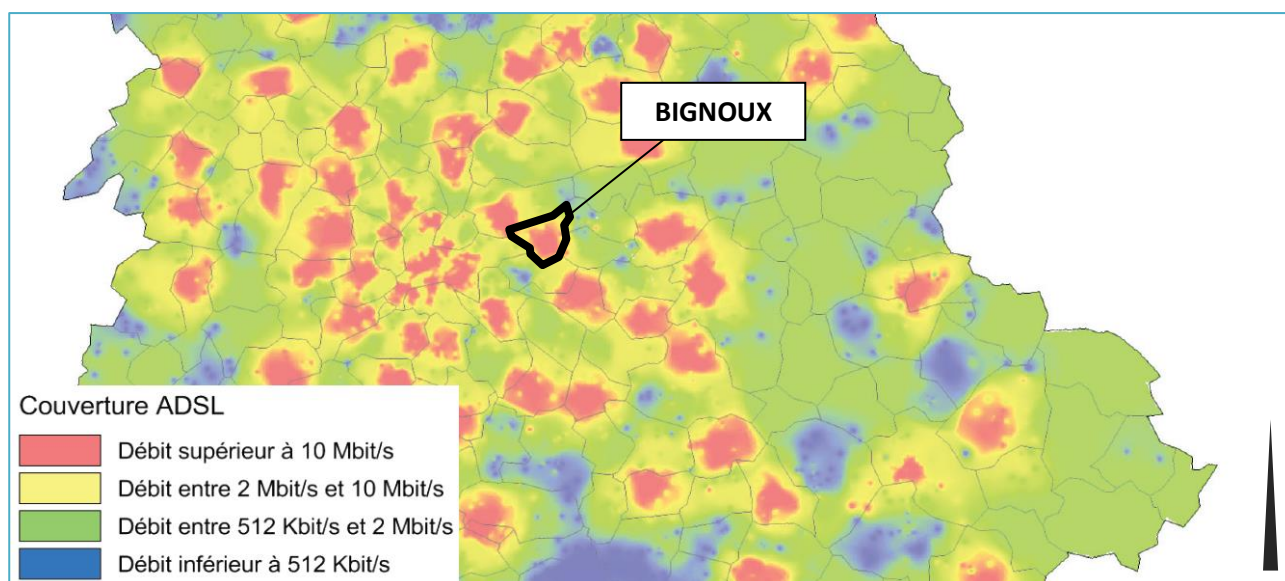
Par ailleurs, le Conseil Général de la Vienne a choisi de développer le très haut débit sur l'ensemble du département afin d'offrir aux particuliers et aux entreprises un accès facilité et rapide à Internet et à l'ensemble des services que le très haut débit autorise. Cette politique est guidée par le lancement, en Septembre 2010, de l'élaboration du Schéma Directeur Territorial d'Aménagement Numérique (SDTAN).

Ce schéma les objectifs suivants :

- › Fixer l'ambition départementale pour l'aménagement numérique de son territoire.
- › Parvenir à une équité départementale.
- › Favoriser l'appropriation des services numériques et contribuer à leur développement.
- › Rendre plus cohérente et plus efficace l'offre en infrastructures.
- › Favoriser les synergies entre les pratiques numériques.
- › Contribuer au développement économique et à l'attractivité du territoire.
- › Valoriser les infrastructures existantes et à créer.
- › Favoriser le travail collaboratif et les échanges entre acteurs de l'aménagement numérique.

S'agissant de la commune de Bignoux, la situation est très bonne, la quasi-totalité des lignes ayant un débit élevé, supérieur à 10 Mbits/s, compte tenu de la présence d'un NRA dans le Bourg, au centre d'une commune de superficie restreinte. L'affaiblissement du signal ADSL ne peut donc être conséquent sur les espaces périphériques au Bourg.

Couverture ADSL de la Vienne (extrait)

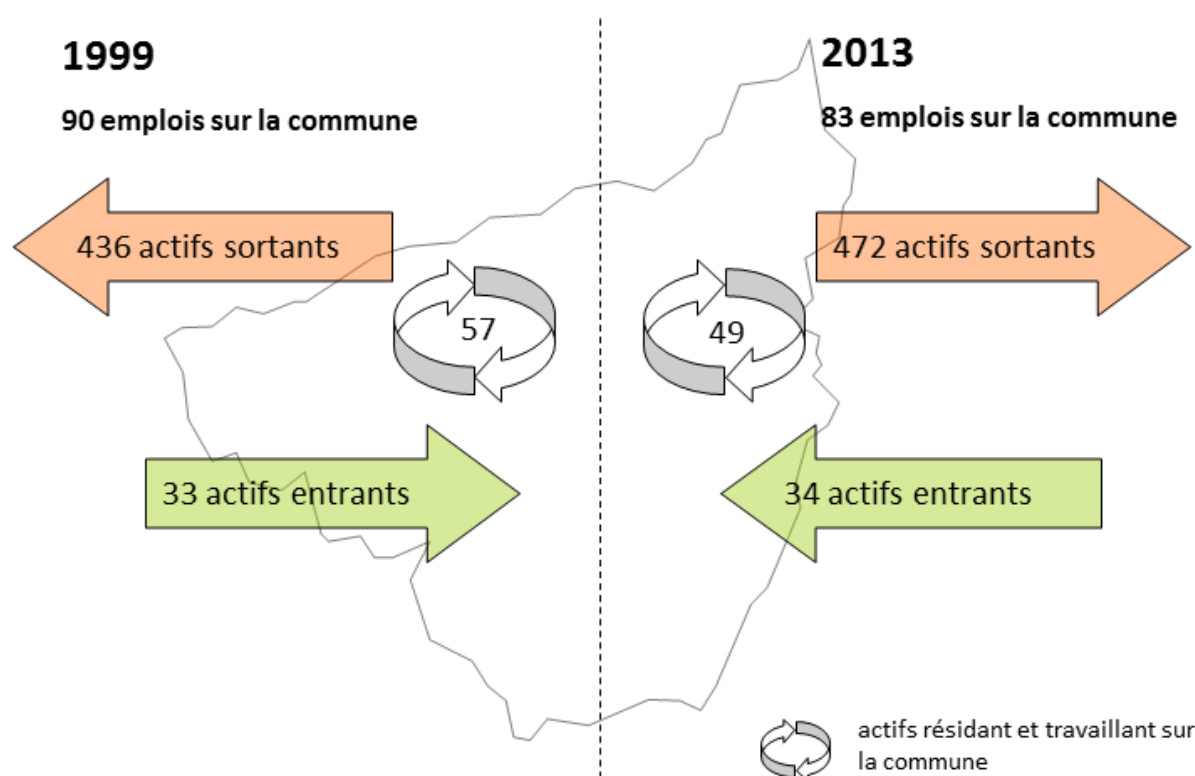


Source : Schéma Directeur Territorial d'Aménagement Numérique (SDTAN) de la Vienne, page 138

LES DEPLACEMENTS DOMICILE-TRAVAIL

Évolution des déplacements d'actifs

L'analyse des données recueillies dans le cadre du recensement général de la population permet d'établir la situation suivante en matière de mobilité domicile/travail.



Sur la dernière décennie, les phénomènes suivants sont observés :

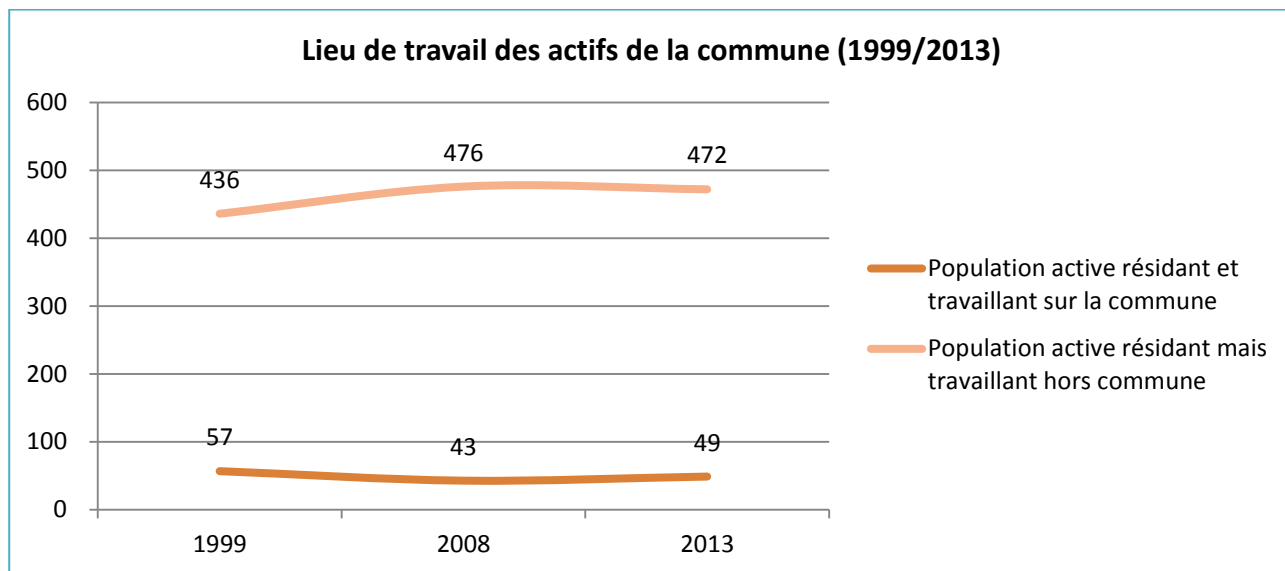
- › Le nombre de personnes actives exerçant un emploi a augmenté, passant de 493 en 1999 à 517 en 2013 (+4,9 %) tandis que le nombre d'emplois disponibles sur le territoire régressait (-7,8 %, soit 7 emplois en moins sur la commune).
- › De plus en plus d'actifs partent travailler quotidiennement à l'extérieur de la commune (+8,3 %). À l'inverse, le nombre d'actifs travaillant et résidant sur la commune régresse (-14 %) et le nombre d'actifs extérieurs venant travailler quotidiennement à Bignoux reste stable.

La conjugaison de ces phénomènes entraîne une augmentation globale du volume de déplacements : 1 110 mouvements quotidiens²¹ d'actifs étaient enregistrés en 2011 contre 1 052 mouvements en 1999, soit une augmentation de 6,1 %.

²¹ Mouvements quotidiens calculés sur la base d'un aller/retour par jour par actif entrant, sortant ou circulant dans la commune.

Évolution des relations domicile/travail

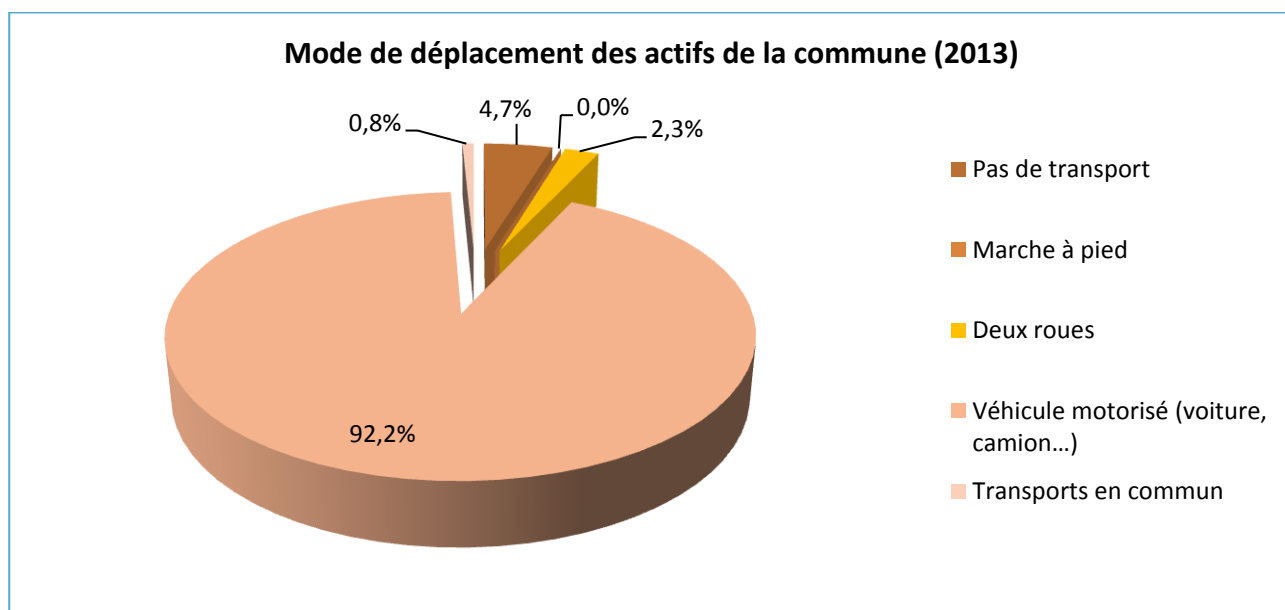
Comme illustré par le graphique ci-après, l'écart entre population active résidant et travaillant dans la commune ou hors commune s'était déjà creusé avant les dernières périodes d'observation. On notera une légère augmentation des actifs travaillant hors commune et une légère diminution des actifs résidant et travaillant sur la commune.



Source : INSEE, RP 1999 à RP 2013 exploitations principales

Les modes de déplacements domicile/travail

Comme illustré par le graphique ci-après, les déplacements dans le cadre domicile/travail sont très majoritairement effectués par le biais de véhicules motorisés (voitures, fourgonnettes, camions...), à plus de 92 %.



Source : INSEE – RP 2013, fichier « mobilités professionnelles »

L'usage d'un deux roues ou des transports en commun représentent, respectivement, 2,3 et 0,8 % des actifs, soit 3,1 % des actifs utilisant des transports alternatifs à l'usage de l'automobile.

L'équipement automobile des ménages

En raison des distances parcourues, le nombre de véhicules par foyer est en augmentation constante sur la dernière décennie. La commune se situe ainsi largement au-dessus la moyenne départementale. Par exemple, 64,7 % des ménages disposent de deux automobiles ou plus en 2013 à Bignoux alors qu'ils ne sont que 40 % sur l'ensemble de la Vienne.

Équipement automobile	2008		2013	
	Bignoux	Dpt. de la Vienne	Bignoux	Dpt. de la Vienne
Au moins 1 voiture	95,3 %	85,0 %	96,3 %	86,0 %
1 voiture	28,0 %	45,8 %	31,6 %	45,5 %
2 voitures ou plus	67,3 %	39,2 %	64,7 %	40,5 %

Source : INSEE – RP 2008 et 2013 exploitations principales

L'augmentation des besoins en déplacements est corrélée avec une augmentation de l'usage du véhicule automobile, en raison de la faiblesse de l'offre de transports alternatifs sur le territoire.

L'augmentation de la population active constatée ces dernières années et induite par le développement des pôles d'emplois extérieurs explique également l'augmentation des taux de motorisation.

En territoire périurbain, les déplacements automobiles sont indispensables pour rejoindre les lieux de travail, de domicile, de commerce et de services, de loisirs et de culture qui sont éloignés les uns des autres. Les ménages s'installant sur la commune comportent souvent deux personnes actives qui exercent leur profession sur deux lieux différents. Les trajets domicile-travail sont organisés selon tous ces motifs (courses, école, loisirs, etc.).

Une estimation des émissions de dioxyde de carbone par les ménages de Bignoux se déplaçant quotidiennement à l'extérieur de la commune peut être faite sur les bases statistiques suivantes :

Bilan carbone des déplacements d'actifs en 2013

Personnes exerçant leur emploi à l'extérieur de la commune	472
Longueur des déplacements quotidiens ²²	14 160 kilomètres
Émissions moyennes des voitures en France ²³	111 g. de CO ₂ / km
Émissions journalières occasionnées par les déplacements quotidiens des actifs	1 571,8 kg de CO ₂
Émissions à l'année ²⁴	408,7 tonnes de CO ₂

Cette approche ne prend pas en compte les déplacements générés par d'autres motifs que la mobilité domicile/travail. Le bilan carbone annuel est donc plus élevé que le chiffre annuel de 408,7 tonnes de CO₂.

²² Estimation sur la base d'un aller-retour quotidien par actif et d'une distance de 15 kilomètres par trajet.

²³ Source : Agence pour le Développement et la Maîtrise de l'Énergie (ADEME), chiffres Car Labelling 2015.

²⁴ Sur la base de 260 jours de travail par an.

Les rejets atmosphériques liés au trafic automobile

Une campagne de mesure de la qualité de l'air réalisée par ATMO Poitou-Charentes en 2010 permet d'estimer la part du trafic routier dans les émissions de gaz à effet de serre sur la commune, ainsi que sa contribution à l'émission de polluants atmosphériques.

Polluant	Agriculture	Autres sources	Extraction, transformation et distribution de l'énergie	Industries	Résidentiel, tertiaire	Transport routier
CO	2,5 %	0 %	0 %	0,7 %	80,1 %	16,7 %
CO2TOT	2,2 %	0 %	0 %	3,4 %	49,3 %	45,1 %
COVNM	0,4 %	82,2 %	0,6 %	0,9 %	14,2 %	1,7 %
NH3	92,1 %	0 %	0 %	0 %	0 %	7,9 %
NOX	7,8 %	4,3 %	0 %	8,4 %	12,5 %	67,0 %
PM10	8,1 %	0 %	0 %	6,2 %	67,7 %	18,0 %
PM2_5	4,0 %	0 %	0 %	3,5 %	77,6 %	14,9 %
SO2	7,6 %	0 %	0 %	23,0 %	68,0 %	1,4 %
TSP	18,3 %	0 %	0 %	16,7 %	47,1 %	17,9 %

Source : ATMO Poitou-Charentes, inventaire 2010V3.0 - 2010

Selon ces données, les déplacements motorisés génèrent presque un peu moins de la moitié des émissions de dioxyde de carbone (CO₂) sur la commune. L'impact sur les émissions de dioxyde d'azote (NOX) est également notable, avec 67 % des émissions.

Analyse des capacités de stationnement

Lors de la phase de concertation, il a été établi « un inventaire des capacités de stationnement de véhicules motorisés, de véhicules hybrides et électriques, et de vélos, des parcs ouverts au public et des possibilités de mutualisation de ces capacités », conformément à la Loi.

S'agissant des capacités de stationnement, les capacités suivantes ont été constatées :

- › Parking de l'école et de la médiathèque : 20 places environ
- › Parking du pôle médical : 20 places environ
- › Parking de la salle socio-culturelle : 10 places environ
- › Parking des commerces Rue des Charmilles : 15 places environ
- › Parking du stade : 35 places environ
- › Parking de la salle des fêtes : 50 places environ
- › Places de stationnement le long du cimetière : 15 places environ

Aucune aire de stationnement pour les véhicules hybrides ou électriques n'est présente sur la commune.

Inventaire des capacités de stationnement sur la commune et lien avec les transports en commun



Source : SIG PARCOURS, BD Ortho 50cm, relevés de terrain - Échelle : 1/5 000

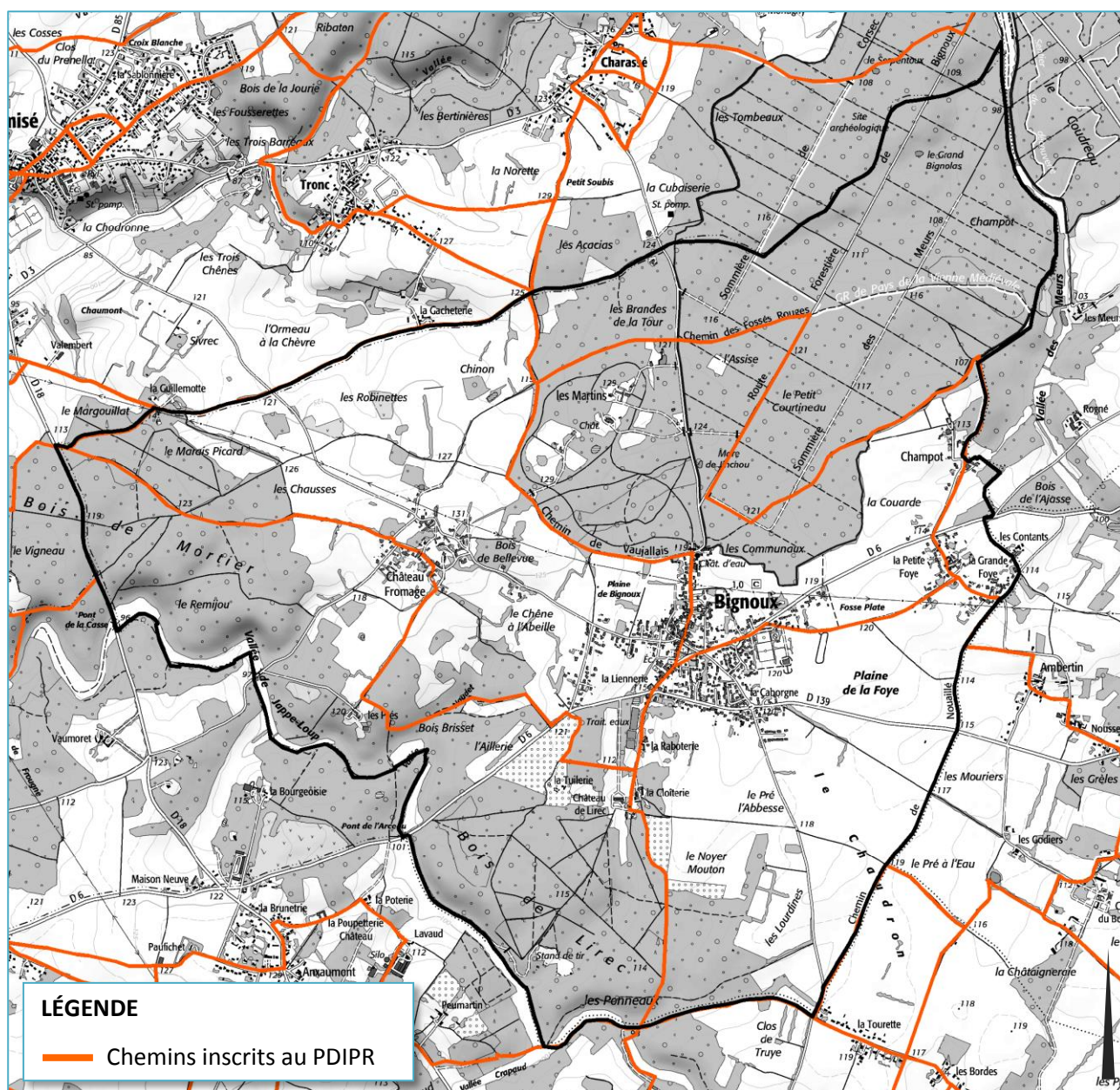
LES DEPLACEMENTS DE LOISIRS

Les espaces ruraux de la commune de Bignoux, ponctués d'un bâti vernaculaire de qualité, constituent un cadre favorable à la pratique de la randonnée. Les chemins ruraux sont un atout pour la commune en matière de cadre de vie. La continuité des cheminements en place doit être préservée de même que la qualité des éléments qui les constituent où qu'ils contribuent à mettre en valeur (arbres, haies, petit patrimoine bâti, lieux-dits, etc.).

Deux collectivités ont mis en place une politique d'organisation et de gestion des itinéraires de randonnée :

- › Le Conseil Départemental de la Vienne établit un Plan Départemental des Itinéraires de Promenade et de Randonnée (PDIPR) qui identifie un certain nombre de chemins sur la commune de Bignoux comme intéressants pour la pratique de la randonnée. La cartographie de ces chemins inscrits au PDIPR est présentée en page suivante.
- › La Communauté de Communes « Vienne et Moulière » a créé un réseau de 11 itinéraires de petite randonnée, d'une longueur moyenne de 15 km et totalisant 220 km de chemins balisés sur l'espace communautaire. Une vingtaine de points d'orientation, régulièrement disposés sur les parcours, ainsi qu'un ensemble de poteaux directionnels, guident les randonneurs. Une cinquantaine de pupitres d'information culturelle installés en pleine nature révèlent l'histoire et le patrimoine du pays.

Itinéraires de randonnée identifiés sur le territoire communal



Source : SIG PARCOURS, Cadastre DGFIP, IGN SCAN 25, données Conseil Départemental de la Vienne, Plan Départemental des Itinéraires de Promenade et de Randonnée 2012 (PDIPR) – Échelle : 1/30 000

LES DEPLACEMENTS DOUX ET EN COMMUN

Les services de covoiturage

Une aire de covoiturage existe sur la commune, en sortie Est du Bourg, sur la RD 6, tout à côté des équipements sportifs.

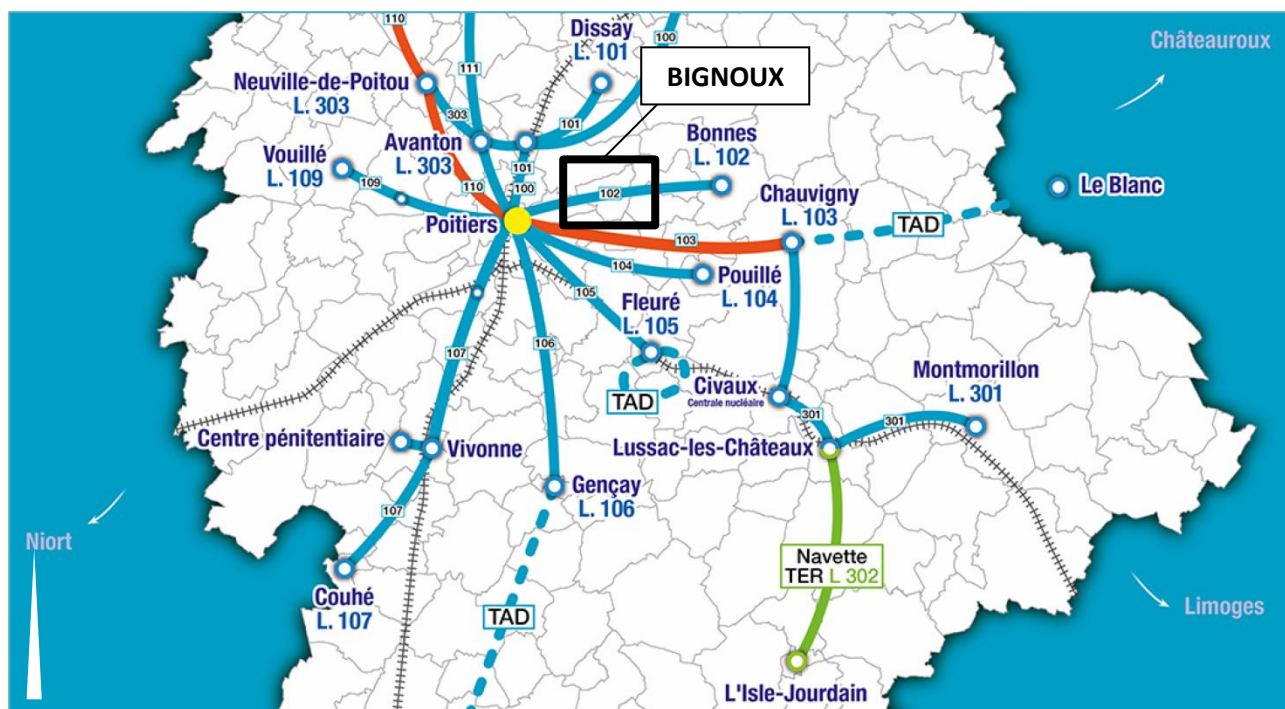
Le Conseil Régional Poitou-Charentes a par ailleurs mis en place un service d'aide au covoiturage avec un site Internet dédié : www.covoiturage.poitou-charentes.fr.

L'offre de transports en commun

La commune de Bignoux est desservie par la ligne de transports en commun n°102 (Poitiers/Bonne), qui permet une liaison directe vers l'agglomération poitevine. Un point d'accès est présent en centre-bourg de Bignoux, de même qu'à côté du stade.

Des dessertes spécifiques sont assurées dans le cadre du ramassage scolaire. La compétence en matière de transports en commun est du ressort du Conseil Départemental de la Vienne en tant qu'Autorité Organisatrice des Transports (AOT).

Le réseau de transports en commun de la Vienne (extrait)



Source : Conseil Départemental de la Vienne, service « Lignes en Vienne »

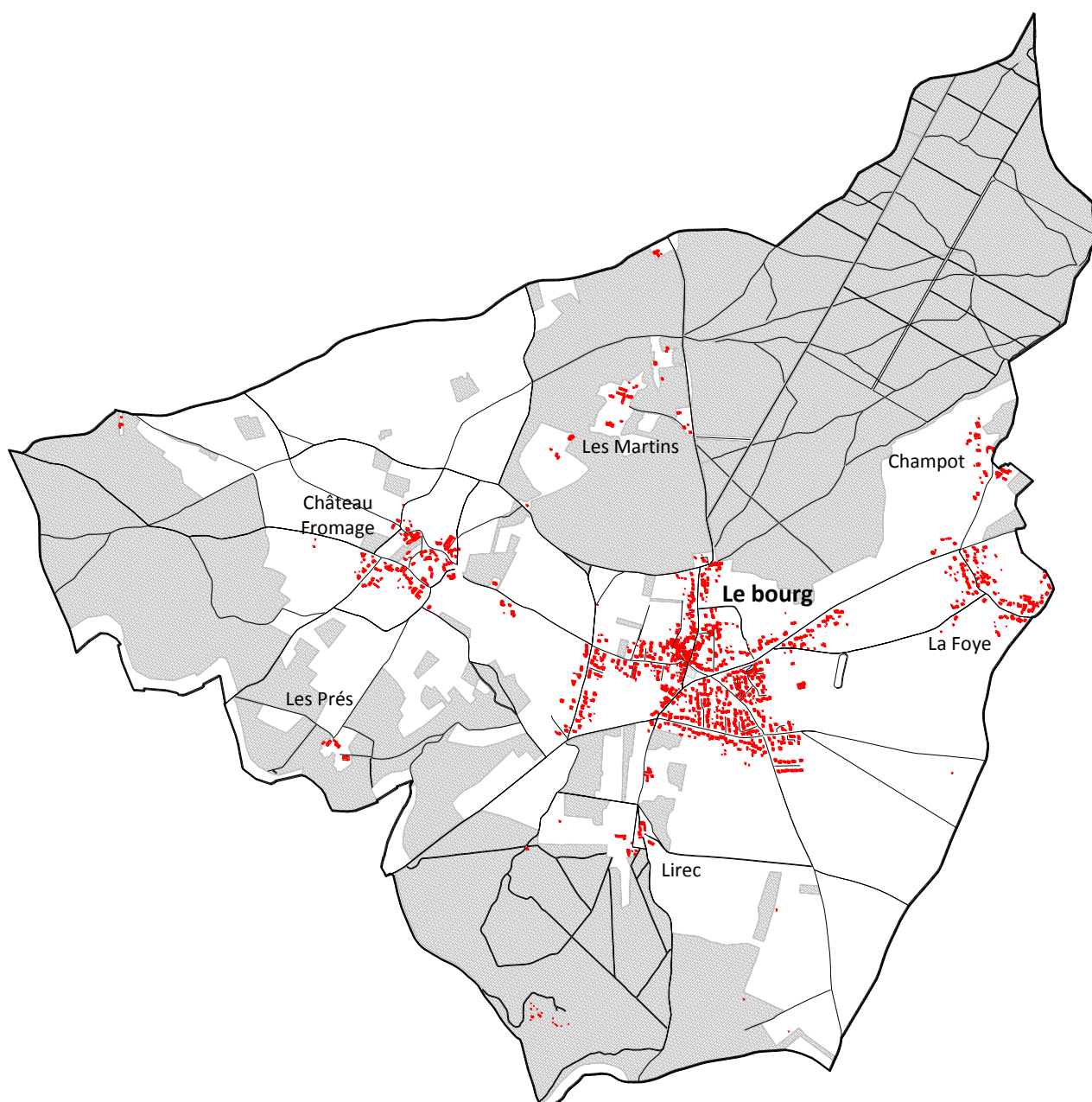
L'accès au réseau ferré le plus proche est situé à Poitiers (ligne TGV Paris/Bordeaux et réseau de transport régional TER).

L'ORGANISATION DES ESPACES BATIS

REPARTITION GENERALE DES ESPACES BATIS

À l'échelle du territoire communal, le bâti est assez regroupé. La perméabilité des sols doit être un élément explicatif, en contraignant l'accès à l'eau. Trois sites doivent être retenus : le Bourg, « Château Fromage » et « La Foye ».

Répartition des espaces bâtis (en rouge)



Échelle : 1/30 000

LE BOURG

Historiquement, l'emprise du Bourg de Bignoux est très réduite. Les limites de cette implantation sont à trouver dans la nature du bâti en place (bâti en mitoyenneté, le plus souvent à étage), à proximité de l'église et de la Mairie.



Ci-dessus : exemple de bâti mitoyen Rue de la Forêt



*Ci-contre : Carte d'État-Major (milieu du XIX^{ème} siècle)
L'implantation restreinte du Bourg est clairement visible*

Les parties récentes du Bourg (phénomène pavillonnaire à compter des années 1950 et 1960) se sont structurées autour des axes routiers : RD 6, RD 139 et les diverses voiries communales qui convergent dans le Bourg. Le maillage de voirie est assez dense. Le cœur historique de la commune est désormais à l'écart des principaux axes routiers. C'est le cimetière qui est le cœur du Bourg.

L'extension pavillonnaire s'est faite à partir d'opérations d'ensemble (permis de lotir, permis groupés). C'est un urbanisme assez dense qui s'est donc constitué. Le grand nombre de voies en impasse et le peu d'espaces publics doivent cependant être relevés. Des mesures correctives peuvent être réfléchies. Bien que très ponctuel, l'aménagement de la Place de la Moulière est à noter. C'est un lieu spécifique, composé, point de repère à l'échelle du tissu bâti.

« LA PETITE FOYE » ET « LA GRANDE FOYE »

À l'Est du Bourg, et reliés au Bourg par la RD 6, ces écarts pavillonnaires se sont développés de manière récente. Un seul bâti ancien y est présent (cf. photo ci-contre).

Il est nécessaire de contenir le risque de développement linéaire le long de la RD 6. C'est une route dangereuse, fréquentée, qui n'est pas assez large pour ménager de l'espace pour les cheminements doux (piétons, vélos...). Le chemin du Vieux Chêne, parallèle à la RD 6, pourrait jouer ce rôle.

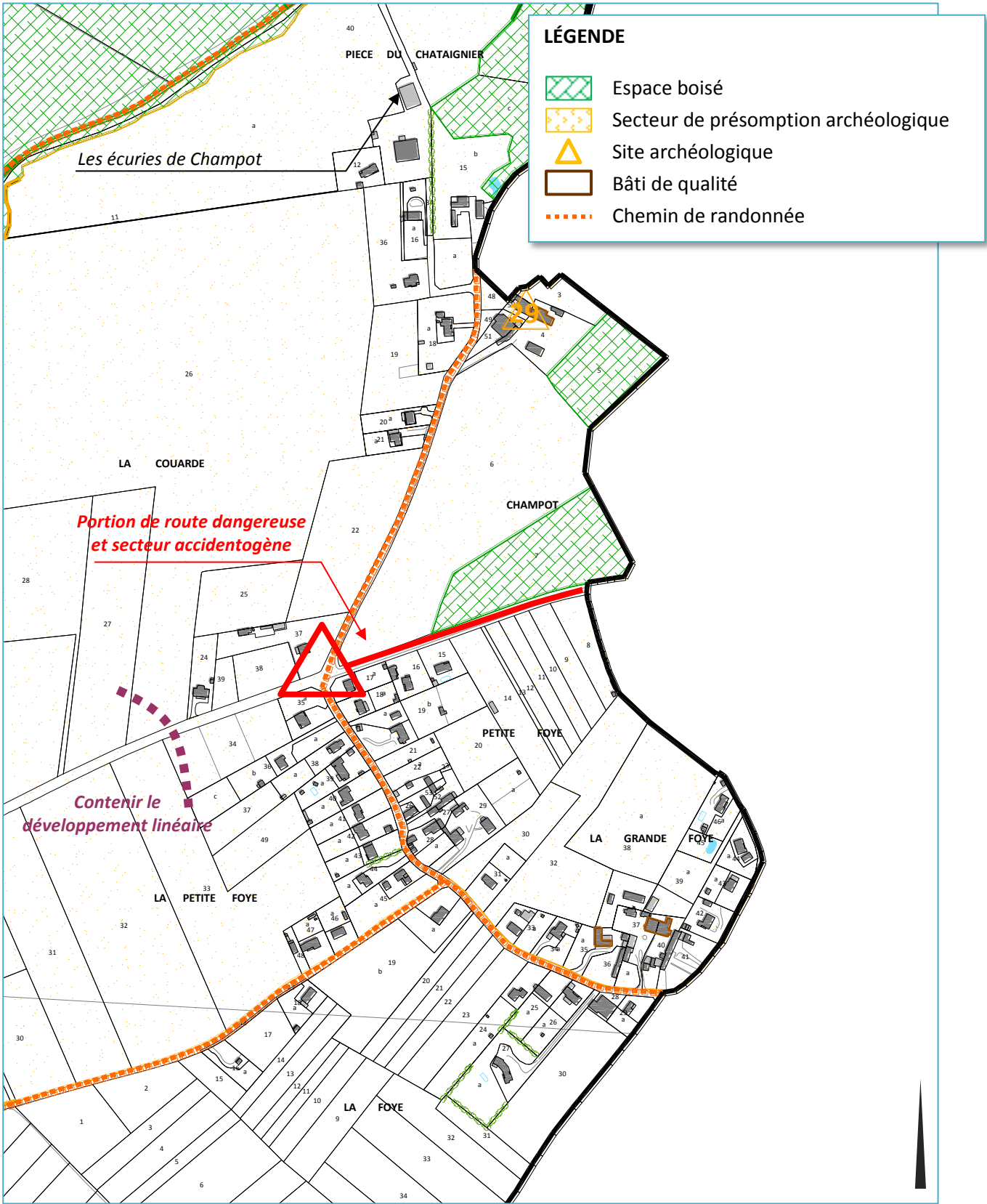


Bâti ancien à « La Grande Foye » (en arrière-plan)

Au Nord de « La Petite Foye », « Champot » est un lieu-dit agricole où une activité équestre est en place. Un développement pavillonnaire y est également constaté. Le carrefour de la RD 6 et des deux voies

communales (Route de Champot, Route de La Foye) constitue un lieu accidentogène réel qu'il conviendra de prendre en compte.

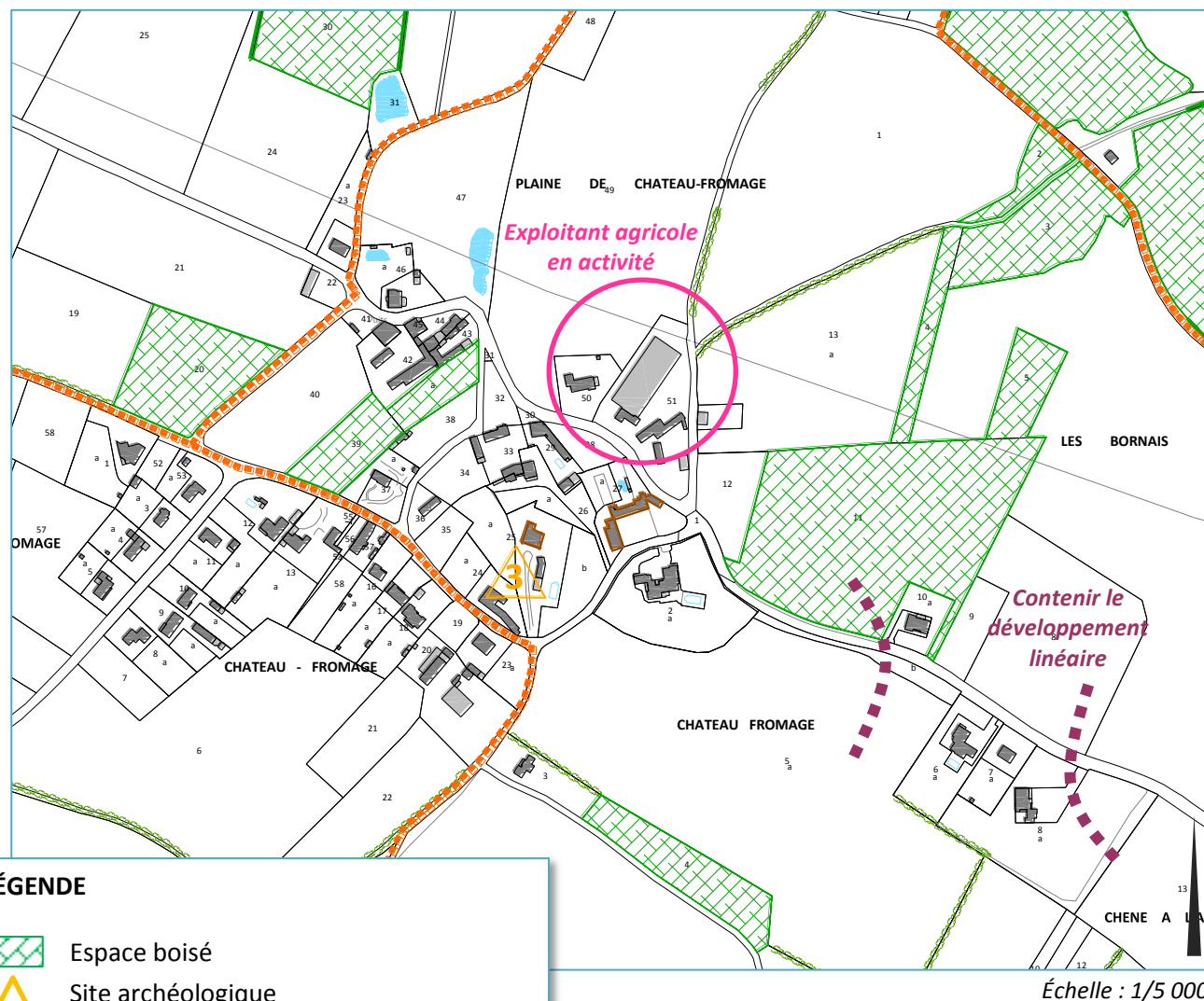
Enjeux d'urbanisme sur les villages de « La Foye » et « Champot »



« CHATEAU FROMAGE »

À l'Ouest du Bourg, en point haut, le site de « Château Fromage » est un ancien site médiéval (distribution circulaire). Les implantations pavillonnaires y sont nombreuses. Le risque d'un développement le long de la route vers Bignoux est également réel et doit être contenu.

Enjeux d'urbanisme sur le village de « Château Fromage »



DEUXIEME PARTIE

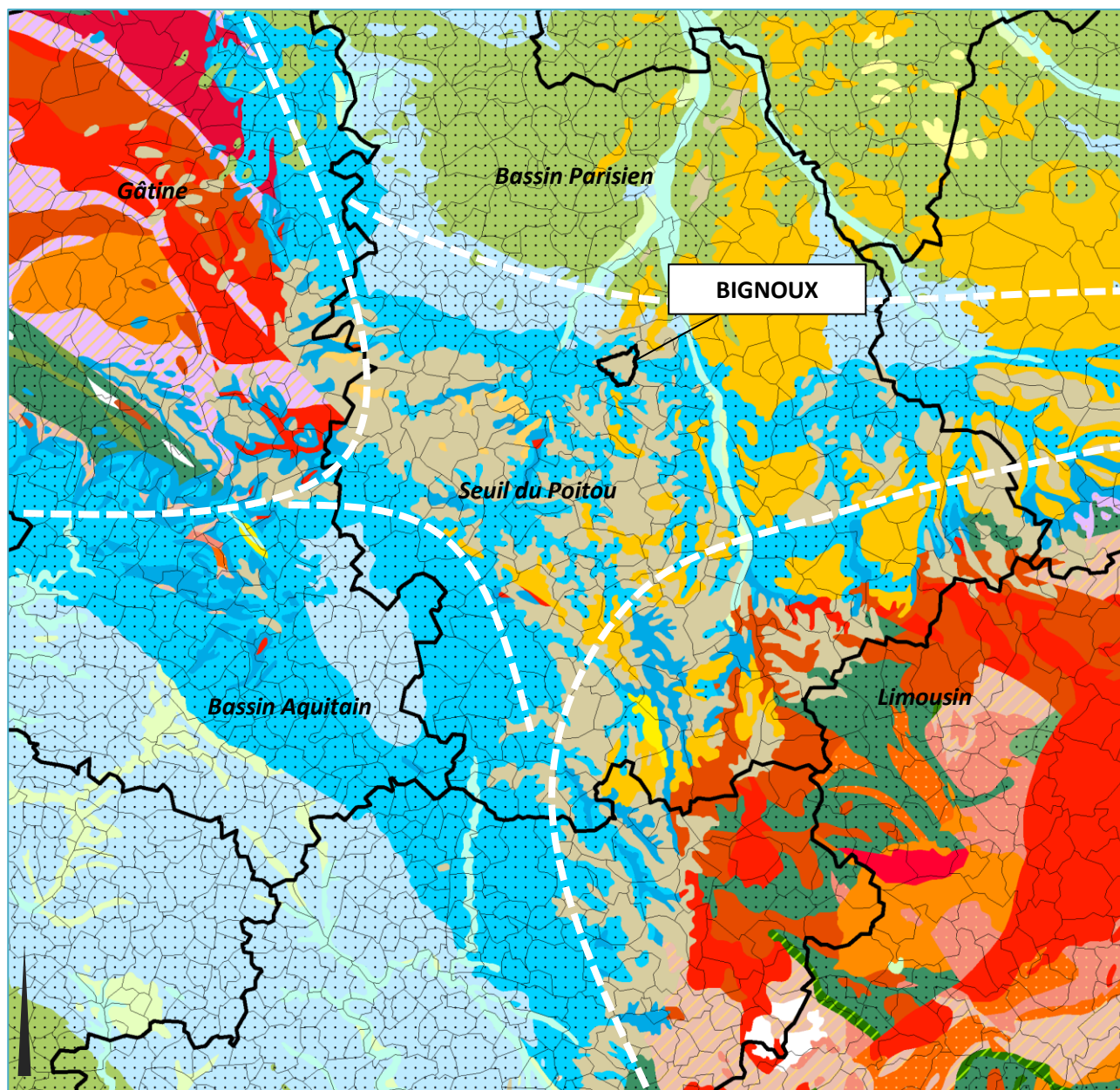
ÉTAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

LA GEOLOGIE ET LA TOPOGRAPHIE

Contexte géologique régional

Le Seuil du Poitou correspond à un plateau (altitude allant de 70 à 150 mètres) qui se relève, au Nord-Ouest, vers la Gâtine vendéenne et, au Sud-Est, vers le Limousin et le Massif Central. Le territoire de Bignoux (feuille géologique de Chauvigny) est situé dans la partie centrale du Seuil du Poitou, également au centre d'un secteur défini comme le « détroit poitevin » (entre Vienne et Clain), plateau interfluve où les calcaires du Jurassique moyen s'enfoncent en direction du bassin parisien.

Contexte géologique micro-régional



Source : SIG PARCOURS, IGN GeoFLA, données BRGM - Échelle : 1/750 000

L'histoire géologique du Chauvinois, telle que décrite dans la notice de la carte géologique n° 590, peut se résumer ainsi :

- 1) Immersion du seuil à partir du Lias inférieur jusqu'au Jurassique supérieur.
- 2) Émersion au Crétacé inférieur et érosion des terrains du Jurassique supérieur.
- 3) Immersion probable au Crétacé supérieur. Les dépôts de la transgression cénomaniennne sont visibles à quelques kilomètres au Nord de la feuille.
- 4) Émersion durant l'ère tertiaire. Les dépôts de formations continentales et lacustres permettent de distinguer plusieurs phases durant cette période :
 - a) À l'Éocène, l'érosion met à nu les calcaires du Jurassique moyen (Bajocien-Bathonien) qui subissent une karstification. Ces karsts disparaissent sous un épandage d'origine continentale en provenance des massifs anciens. Une nouvelle phase érosive détruit partiellement cette formation.
 - b) À la fin de l'Éocène et au début de l'Oligocène, des dépôts lacustres recouvrent les terrains jurassiques et éocènes.
 - c) Au Pliocène et au Quaternaire, l'érosion se poursuit, localement compensée par des dépôts continentaux. Le réseau hydrographique se met progressivement en place.

Contexte géologique local

Les entités géologiques affleurant avec la surface sont les suivantes. Elles sont présentées dans un ordre chronologique de formation et cartographiées en page suivante.

J2 - Bathonien. Calcaire oolithique, calcaire fin (40 à 60 mètres). L'étage bathonien est très largement développé sur la feuille. Il est caractérisé par les variations notables d'épaisseur et de faciès. La barre de calcaires à silex (40 mètres) de la vallée du Clain passe latéralement dans la vallée de la Vienne à des calcaires crayeux et oolithiques (60 mètres).

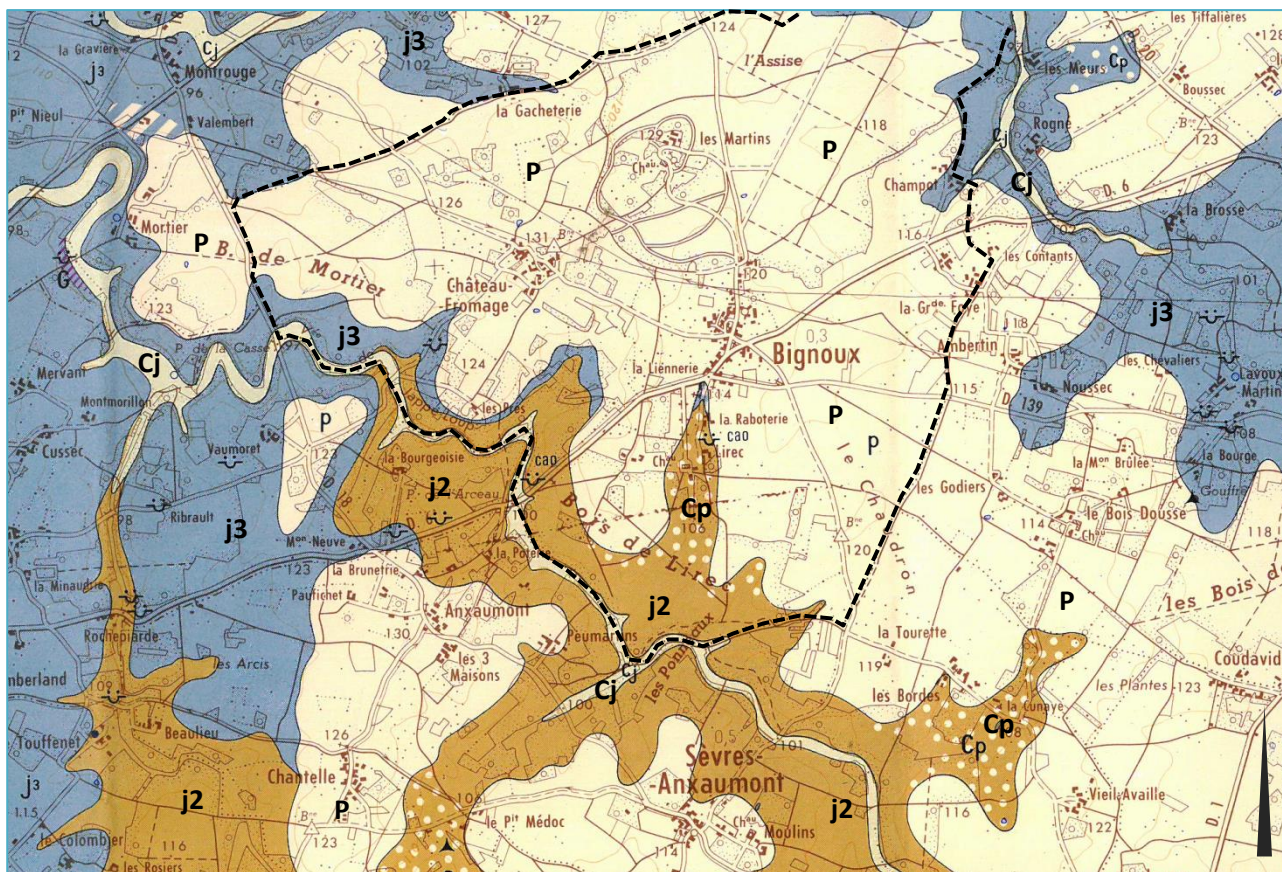
J3 - Callovien. Calcaire oolithique, calcaire fin (35 à 45 mètres). Les calcaires attribués au Callovien occupent la partie Nord de la feuille. Cette étage géologique se présente, d'Ouest en Est, sous plusieurs faciès.

P - Dépôts alluviaux (0,50 à 10 mètres). Le plateau situé entre Vienne et Clain est tapissé par un important épandage détritique qui recouvre les terrains jurassiques, éocènes et oligocènes. Ce sont des argiles bariolées blanches et rouges, sableuses, à graviers de quartz et pisolithes ferrugineuses.

Cj - Colluvions calcaires. Remblaiement de vallons secs. La représentation du colluvionnement à partir des produits d'altération des calcaires jurassiques a été limitée aux vallons secs dont le fond est tapissé d'argile et de débris anguleux calcaires.

Cp - Colluvions dont les matériaux proviennent des formations plio-quaternaires et éocènes. Les argiles sableuses à graviers de quartz ont très largement alimenté les colluvions qui empâtent les têtes de vallons comme à Saint-Julien l'Ars, Tercé, Savigny-Lévescault... La distinction entre formation en place et formation colluvionnée est difficile à faire dans des assises aussi meubles et, bien souvent, leur différenciation est basée sur des considérations altimétriques.

Contexte géologique local



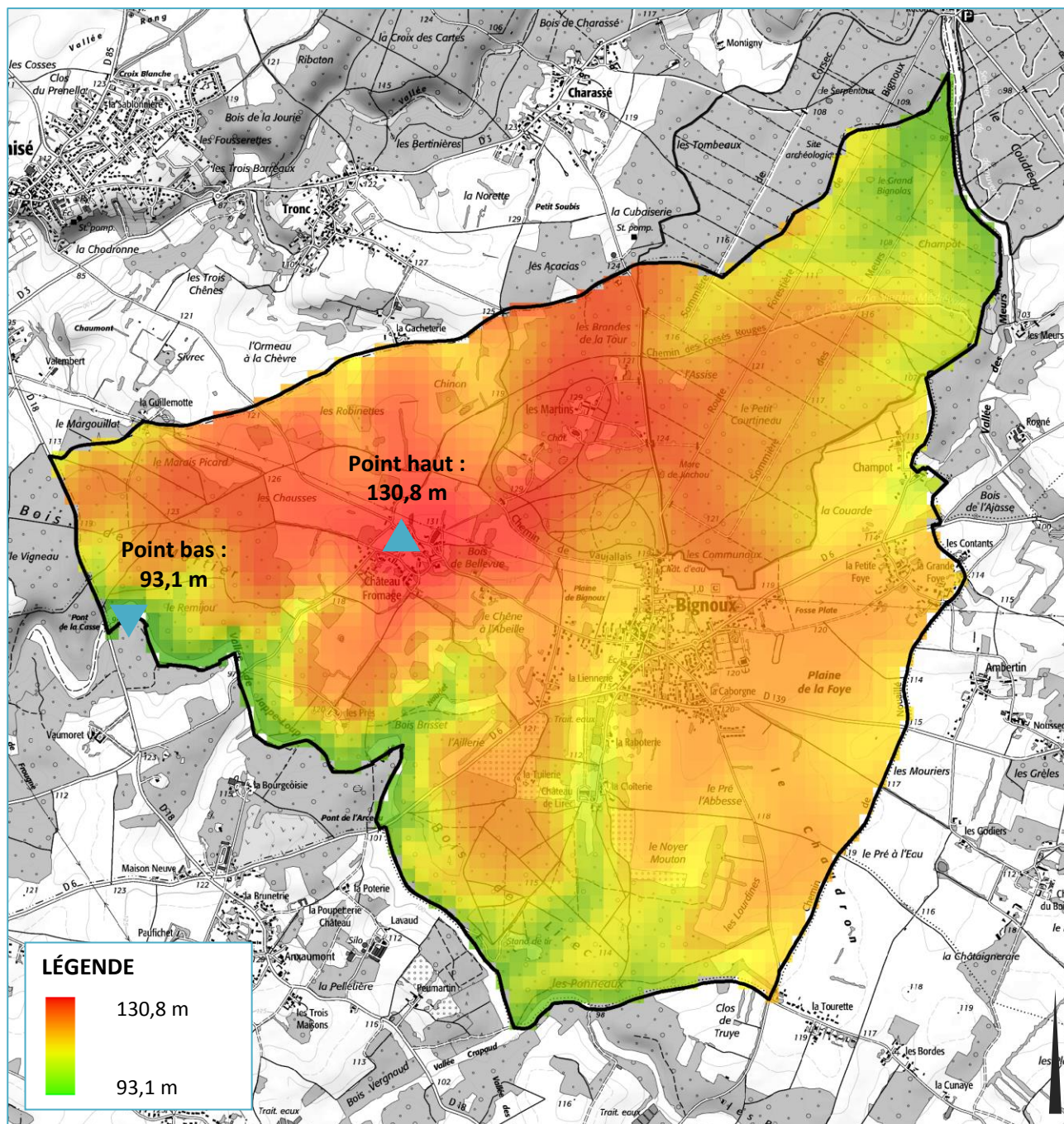
Source : Carte géologique n°590 (Chauvigny), BRGM – Échelle approximative : 1/50 000

La topographie

La commune de Bignoux est localisée sur un plateau au relief peu marqué, d'altitude moyenne comprise entre 110 et 115 mètres. Le dénivelé global est relativement faible : le point le plus bas du territoire communal est situé à une altitude de 93,09 mètres, dans la « Vallée de Jappe-Loup », à l'Ouest de la commune, et le point le plus haut est situé à une altitude de 130,75 mètres dans le village de « Château Fromage » qui se présente en légère éminence dans le paysage de Bignoux.

La topographie de la commune subit une légère déclivité selon un axe Nord-Ouest/Sud-Est. Le léger relief est marqué, au Nord, par la dépression que constitue la vallée sèche « des Meurs » et, au Sud-Ouest, par celle « de Jappe-Loup ». Ces deux vallées peuvent recueillir, en cas d'épisodes pluvieux importants, les eaux de ruissellement des espaces avoisinants. Elles sont légèrement marquées par des creusements perpendiculaires, dont l'un en direction du Bourg, qui se situe à une altitude moyenne de 120 mètres.

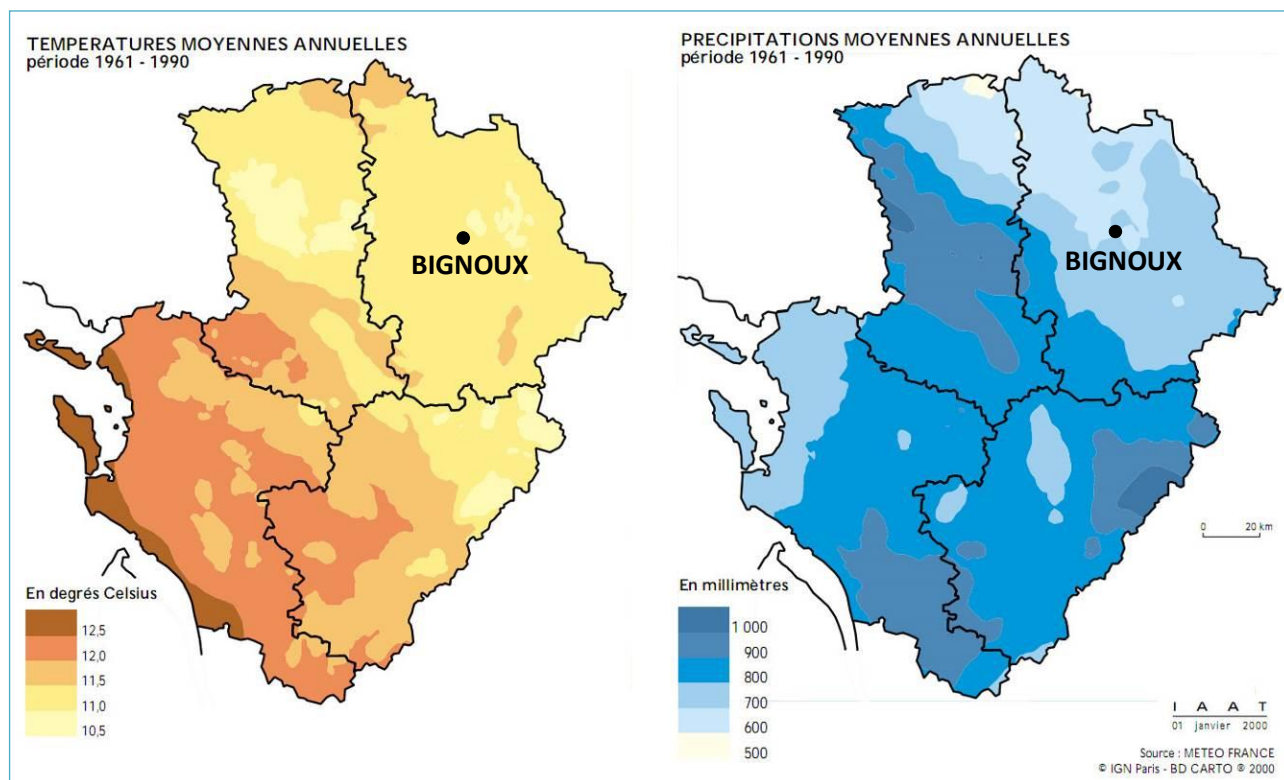
Relief de la commune



Source : SIG PARCOURS, Cadastre DGFIP, IGN SCAN 25 et IGN BD Alti 75 – Échelle : 1/30 000

LE CLIMAT

Le climat local présente un caractère doux et sec affirmé. La hauteur mesurée des précipitations s'explique en particulier par un effet d'abri généré par les faibles reliefs de la Vendée et de la Gâtine. Ces secteurs concentrent en effet les précipitations venues de l'Atlantique, ce qui assèche les masses d'air et réduit les précipitations sur la moitié Nord-Est de la Vienne.



Source : Météo France, données IGN BD Carto
Réalisation : IAAT, Janvier 2000

Les données statistiques sur la climatologie au niveau du secteur d'étude proviennent de la station Météo-France de Poitiers-Biard (aéroport situé à l'Ouest de l'agglomération de Poitiers, à environ 12 kilomètres à l'Ouest de Bignoux). La période d'observation est suffisamment longue pour permettre d'étudier les précipitations, les températures et les vents de façon fiable et significative. Elle couvre ainsi 30 années : de 1981 à 2010 pour les températures et les précipitations, de 1968 à 1997 pour les données relatives au vent.

Les températures

Les températures moyennes s'échelonnent de 4,6°C en hiver à plus de 19,4°C en été.

Période de référence Avril 2014	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D
Températures moy. mini. (°C)	1,5	1,3	3,1	4,9	8,6	11,5	13,4	13,1	10,4	8,2	4,0	2,0
Températures mini. record (°C)	-17,9	-17,3	-13,1	-5,6	-2,7	0,8	1,5	0,8	0,8	-6,5	-10,0	-16,5
Températures moy. maxi. (°C)	7,8	9,3	12,9	15,5	19,5	23,2	25,8	25,7	22,2	17,4	11,5	8,2
Températures maxi. record (°C)	17,7	21,8	25,1	29,3	33,6	38,0	10,8	39,6	34,8	30,9	22,4	19,0

Source : données météorologiques de la station Météo France de Poitiers

Les précipitations

Les précipitations annuelles sont de 685,6 mm par an en moyenne. 109 jours avec précipitations sont comptabilisés dans l'année. Les plus forts abats d'eau sont observés lors du passage des orages estivaux.

Période de référence Avril 2014	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D
Ht. moy. des précipitations (mm)	61,8	46,2	47,4	56,1	62,6	51,5	50,5	41,2	51,1	75,6	72,8	68,8
Ht. maxi. des précipitations (mm)	37,6	29,0	37,3	41,3	92,3	70,6	60,0	49,8	48,9	57,6	51,3	54,3

Source : données météorologiques de la station Météo France de Poitiers

L'ensoleillement

On comptabilise en moyenne 1 888 heures d'ensoleillement par an à Poitiers, ce qui est relativement important. Il est également relevé 131 jours avec faible ensoleillement et 69 jours avec fort ensoleillement en moyenne annuelle.

Période de référence Avril 2014	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D
Durée d'ensoleillement moy. (h)	69,7	96,1	153,8	174,6	206,5	232,9	242,7	241,8	194,2	128,8	82,6	65,2
Durée d'ensoleillement maxi. (h)	101,5	160,3	227,4	316,0	294,6	302,5	300,4	303,3	298,6	181,9	127,4	124,7

Source : données météorologiques de la station Météo France de Poitiers

L'HYDROLOGIE

Le réseau hydrographique souterrain

L'histoire géologique du territoire évoquée plus tôt induit des différences de perméabilité des roches. Les pendages des couches géologiques sont à l'origine de la présence, sous la commune, d'un aquifère²⁵ :

- › « Calcaires et marnes du Dogger du bassin versant du Clain ».

Cette situation a déterminé la délimitation du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux qui impacte la commune. Le SAGE du Clain recouvre en effet parfaitement les limites de l'aquifère.

L'hydrologie de surface

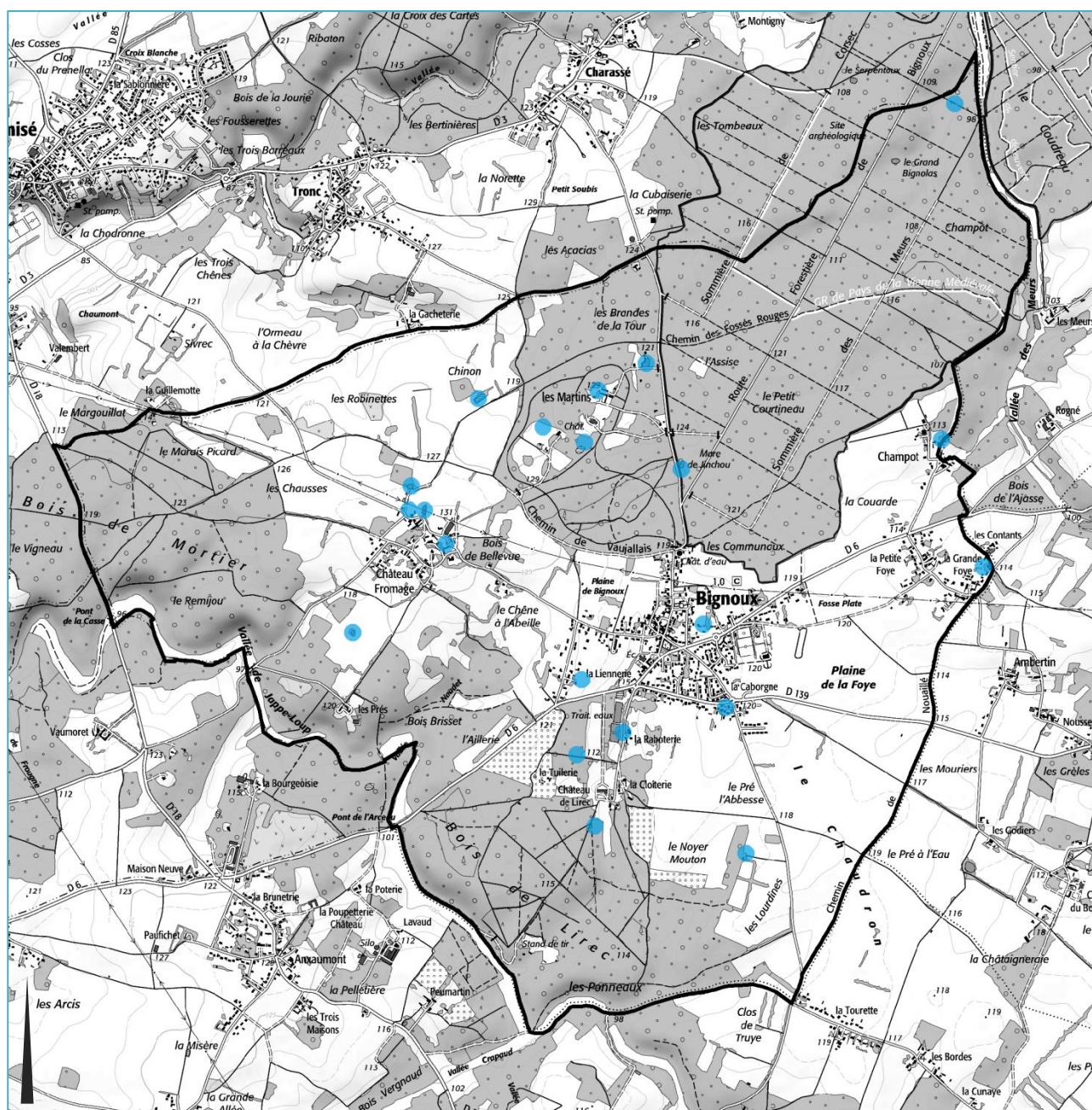
Les caractéristiques géologiques de la commune (sols calcaires perméables) induisent une rareté des écoulements d'eau superficiels. Les eaux de pluie s'infiltrant rapidement dans le sol et alimentent la nappe aquifère du jurassique citée précédemment.

Le réseau hydrologique est uniquement souterrain et l'eau n'est présente à la surface de la commune que sous forme de mares, existant grâce au caractère imperméable des argiles qui surmontent les couches calcaires. Elles sont repérées sur la cartographie en page suivante.

Les mares sont sensibles aux variations saisonnières et peuvent souffrir d'assecs en période estivale.

²⁵ Source : Office International de l'Eau, DREAL Poitou-Charentes, Base PEGASE.

Contexte hydrologique de la commune



Source : SIG PARCOURS – Données IGN SCAN 75, données SANDRE (Base Carthage),
Cadastre DGFIP – Échelle : 1/30 000

PROTECTION DE LA RESSOURCE HYDROGRAPHIQUE

Eutrophisation des eaux

La commune de Bignoux a été classée en zone sensible à l'eutrophisation de ses eaux superficielles selon l'Arrêté ministériel relatif au Bassin Loire-Bretagne en date du 9 Décembre 2009, en application de la Directive n°91/271/CEE du Conseil des Communautés Européennes du 21 Mai 1991 relative au traitement des eaux urbaines résiduaires.

Ce phénomène correspond à un enrichissement de l'eau en éléments nutritifs tels que l'Azote et/ou le Phosphore, qui provoquent un développement accéléré des algues et végétaux aquatiques. Il est ainsi à

l'origine d'un déséquilibre des organismes présents dans l'écosystème aquatique ainsi que d'une dégradation de la qualité des eaux.

Vulnérabilité aux nitrates

La commune de Bignoux a été classée en zone vulnérable aux nitrates d'origine agricole selon l'Arrêté du Préfet coordonnateur du Bassin Loire-Bretagne en date du 21 Décembre 2012.

Par conséquent, l'Arrêté relatif au programme d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole est applicable. Il définit les mesures et actions nécessaires à une bonne maîtrise de la fertilisation azotée et à une gestion adaptée des terres agricoles en vue de limiter les fuites de composés azotés à un niveau compatible avec les objectifs de restauration et de préservation, pour le paramètre nitrates, de la qualité des eaux superficielles et souterraines dans la zone vulnérable du département.

Zone de Répartition des Eaux (ZRE)

Une Zone de Répartition des Eaux (ZRE) se caractérise par une insuffisance chronique des ressources en eau par rapport aux besoins.

L'inscription d'un bassin en ZRE constitue un moyen, pour l'État, d'assurer une meilleure maîtrise de la demande en eau afin d'assurer au mieux la préservation des écosystèmes aquatiques et de concilier les usages économiques de l'eau.

Le Préfet coordonnateur de bassin arrête la délimitation des ZRE et les communes de bassins versants sont listées par Arrêtés Préfectoraux. Ainsi, selon l'Arrêté Préfectoral n°2010/DDT/SEB/974 du 30 Décembre 2010 modifié par l'Arrêté du 5 Avril 2011, la commune de Bignoux figure parmi les communes concernées par la Zone de Répartition des Eaux.

Réglementation concernant les plans d'eau

Les plans d'eau ont de nombreuses fonctions : loisirs, pêche, réserves pour l'irrigation... Ils sont souvent une composante de la culture locale et jouent un rôle social réel. Toutefois, leur multiplication entraîne des conséquences néfastes sur les milieux : atteinte aux peuplements piscicoles et à la continuité écologique. Pour les plans d'eau existants, il est nécessaire de sensibiliser les propriétaires sur l'importance d'un entretien régulier des ouvrages visant à diminuer l'impact des vidanges sur l'environnement et empêcher l'introduction d'espèces indésirables dans l'environnement : poissons, écrevisses de Louisiane...

L'amélioration de la continuité écologique (cf. partie « Trame verte et bleue » ci-après) peut passer par la déconnexion des plans d'eau en travers des cours d'eau (création d'un contournement).

Le SDAGE Loire-Bretagne, dans son objectif 1E, prévoit de limiter et encadrer la création de nouveaux plans d'eau.

Objectif de qualité des masses d'eau

L'Arrêté du 12 Janvier 2010 relatif aux méthodes et aux critères à mettre en œuvre pour délimiter et classer les masses d'eau et dresser l'état des lieux prévu à l'article R.212-3 du Code de l'Environnement, a permis la catégorisation des unités hydrographiques (eaux de surface) ou hydrogéologiques (eaux souterraines) et la définition d'un état et d'un échéancier de qualité pour celles-ci. Ce classement vise à atteindre un « bon

état des eaux » et la non-dégradation de l'existant et fixe un calendrier de réalisation à partir d'états des lieux.

La qualité des eaux est établie pour les cinq altérations décrites dans le tableau suivant.

Matières organiques et oxydables (MOOX)	Altération prenant en compte la présence de matières organiques carbonées ou azotées susceptibles de consommer de l'oxygène du cours d'eau.
Matières azotées (hors nitrates)	Altération prenant en compte la présence de nutriments (NH_4^+ , NJK et NO_2) de type matières azotées susceptibles d'augmenter le développement des végétaux aquatiques.
Nitrates	Altération prenant en compte la présence de nitrates participant en tant que nutriments au processus d'eutrophisation des cours d'eau et gênant la production d'eau potable.
Matières phosphorées	Altération prenant en compte la présence de nutriments de type matières phosphorées (PO_4 , phosphore total) constituant des nutriments pour la croissance des végétaux et étant considérés comme des facteurs de maîtrise de la croissance du phytoplancton.
Phytoplancton ou Effets des proliférations végétales	Altération prenant en compte, à travers les teneurs en chlorophylle, le développement des micro-algues en suspension dans l'eau. La prolifération des algues, entraînant une dégradation de la qualité de l'eau, est liée à un excès de nutriments (phosphore et azote).

Les objectifs de qualité correspondent aux niveaux de qualité fixés pour un tronçon de cours d'eau à une échéance déterminée, afin que celui-ci puisse remplir la ou les fonctions jugées prioritaires (eau potabilisable, baignade, vie piscicole, équilibre biologique...). Ils se traduisent par une liste de valeurs à ne pas dépasser pour un certain nombre de paramètres. En outre, la Directive Cadre sur l'Eau (Directive CE n°2000/60 du 23 Octobre 2000) imposait aux états membres de l'Union Européenne de parvenir d'ici 2015 à un bon état écologique des eaux de surface européennes. Cet objectif peut être repoussé à 2021 ou 2027 pour les cours d'eau et masses d'eau jugés secondaires ou rencontrant des difficultés particulières de protection et/ou de restauration.

Pour la commune de Bignoux, un état des lieux a été réalisé en 2015 pour les masses d'eau souterraines. Cet état des lieux a permis de définir les objectifs de qualité suivants :

- › « Calcaires et marnes du Dogger du bassin versant du Clain » (masse d'eau de rang 1).
Objectif de bon état quantitatif en 2021 et de bon état chimique en 2027 en raison de la présence de nitrates.

État des lieux 2015	Très Bon	Bon	Moyen	Médiocre	Mauvais
État quantitatif					
État chimique					

Classement des cours d'eau au titre de l'article L.214-17 du Code de l'Environnement

La Loi sur l'Eau du 31 Décembre 2006 a introduit deux nouveaux types de classement pour les cours d'eau, en vertu de l'article L.214-17 du Code de l'Environnement : un classement en « liste 1 » en vue de préserver les cours d'eau ciblés de toute nouvelle atteinte à la continuité écologique, et un classement en « liste 2 » en vue de rétablir la continuité sur les ouvrages existants sur les cours d'eau identifiés.

La commune de Bignoux n'est pas concernée, ne comportant pas de cours d'eau permanent.

Protection des migrateurs

L'objectif 9A1 du SDAGE Loire-Bretagne définit des « axes Grands Migrateurs » (migrateurs amphihalins). Il s'agit de cours d'eau, parties de cours d'eau ou canaux dans lesquels une protection complète des poissons migrateurs vivant alternativement en eau douce et en eau salée est nécessaire.

Ce classement a été élaboré à partir des connaissances disponibles au Printemps 2009 pour la mise en œuvre de mesures de protection et de restauration.

La commune de Bignoux n'est pas concernée, ne comportant pas de cours d'eau permanent.

Protection des zones humides

Le SDAGE Loire-Bretagne prévoit, dans son objectif 8, de « préserver les zones humides ».

La mesure 8A1 se rapporte spécifiquement aux Plans Locaux d'Urbanisme et aux documents d'urbanisme en tenant lieu en l'absence de SCoT approuvé sur le territoire.

En l'absence de SCoT, les plans locaux d'urbanisme (PLU) et cartes communales, conformément à l'article L.111-1-1 du code de l'urbanisme, doivent être compatibles avec les objectifs de protection des zones humides prévus dans le SDAGE et dans les SAGE.

En l'absence d'inventaire précis sur leur territoire ou de démarche en cours à l'initiative d'une commission locale de l'eau, la commune ou l'établissement public de coopération intercommunale élaborant ou révisant son document d'urbanisme est invité à réaliser cet inventaire dans le cadre de l'état initial de l'environnement, à une échelle compatible avec la délimitation des zones humides dans le document.

Les PLU incorporent dans les documents graphiques des zonages protecteurs des zones humides et, le cas échéant, précisent dans le règlement ou dans les orientations d'aménagement et de programmation, les dispositions particulières qui leur sont applicables en matière d'urbanisme. Ces dispositions tiennent compte des fonctionnalités des zones humides identifiées.

En matière d'aménagement, les projets de la collectivité pouvant porter atteinte à une zone humide devront être compatibles avec la mesure 8B1 qui prévoit :

Les maîtres d'ouvrage de projets impactant une zone humide cherchent une autre implantation à leur projet, afin d'éviter de dégrader la zone humide.

À défaut d'alternative avérée et après réduction des impacts du projet, dès lors que sa mise en œuvre conduit à la dégradation ou à la disparition de zones humides, la compensation vise prioritairement le rétablissement des fonctionnalités.

À cette fin, les mesures compensatoires proposées par le maître d'ouvrage doivent prévoir la recreation ou la restauration de zones humides, cumulativement :

- équivalente sur le plan fonctionnel ;*
- équivalente sur le plan de la qualité de la biodiversité ;*
- dans le bassin versant de la masse d'eau.*

En dernier recours, et à défaut de la capacité à réunir les trois critères listés précédemment, la compensation porte sur une surface égale à au moins 200 % de la surface, sur le même bassin versant ou sur le bassin versant d'une masse d'eau à proximité.

Conformément à la réglementation en vigueur et à la doctrine nationale «éviter, réduire, compenser», les mesures compensatoires sont définies par le maître d'ouvrage lors de la conception du projet et sont fixées, ainsi que les modalités de leur suivi, dans les actes administratifs liés au projet (autorisation, récépissé de déclaration...).

La gestion, l'entretien de ces zones humides compensées sont de la responsabilité du maître d'ouvrage et doivent être garantis à long terme.

Aucun inventaire exhaustif des zones humides n'a été effectué sur le territoire de Bignoux. Un inventaire de « prélocalisation des zones humides » a été réalisé pour le compte de la DREAL Poitou-Charentes en 2015. Ce travail a été conduit sur la base d'une interprétation visuelle, au 1/5 000, de l'orthophotoplan de 2011, de la carte IGN au 1/25 000 et de la carte d'État-major de 1860.

Cet inventaire ne répondant pas aux principes du *Guide de la méthode nationale d'évaluation des fonctions des zones humides* édité par l'ONEMA en 2016, **les informations de prélocalisation de la DREAL Poitou-Charentes sont reprises ci-après en partie « Trame verte et bleue » en tant que « prélocalisation d'espaces à dominante humide », à titre indicatif, et non en tant que zone humide.**

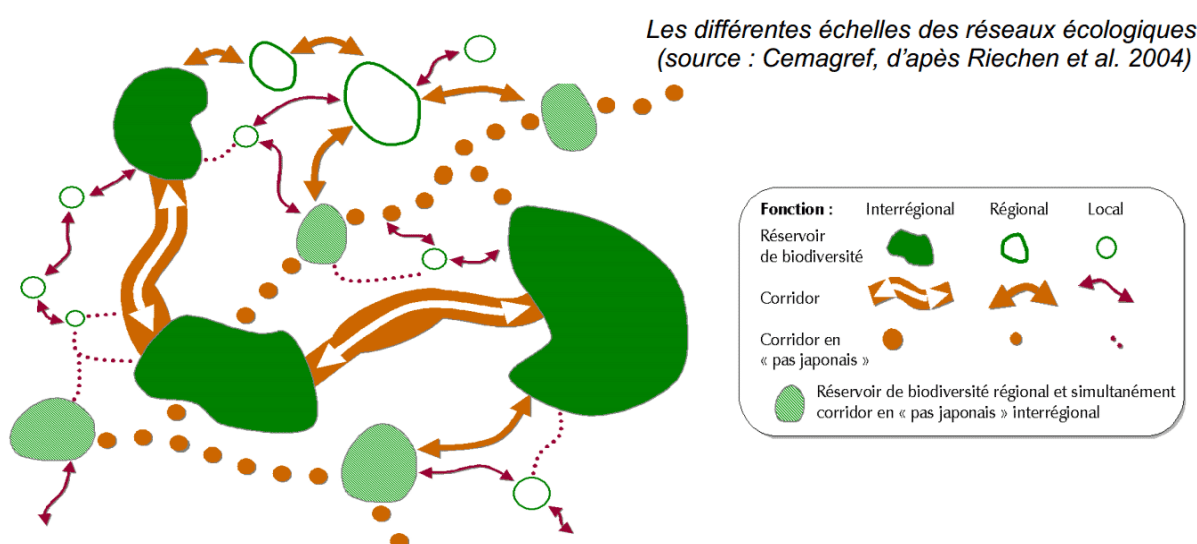
En tout état de cause, tout projet d'aménagement dans ces espaces devra s'accompagner d'une étude réalisée dans le respect de l'objectif 8 du SDAGE Loire-Bretagne et selon les modalités du guide cité ci-dessus. Les prescriptions réglementaires afférentes sont précisées en pièce V du dossier de PLU et justifiées ci-après en partie « Justification des choix liés à la réglementation du droit des sols ».

LA TRAME VERTE ET BLEUE

« La Trame verte et bleue, réseau écologique formé de continuités écologiques terrestres et aquatiques (identifiées par les schémas régionaux de cohérence écologique ainsi que par les documents de l'État, des collectivités territoriales et de leurs groupements auxquels des dispositions législatives reconnaissent la compétence d'identifier, de délimiter ou de localiser ces continuités), est un outil d'aménagement durable du territoire qui contribue à enrayer la perte de biodiversité, à maintenir et restaurer ses capacités d'évolution et à préserver les services rendus, en prenant en compte les activités humaines.

La Trame verte et bleue contribue à l'état de conservation favorable des habitats naturels et des espèces et au bon état écologique des masses d'eau. Elle doit permettre aux espèces animales et végétales de se déplacer pour assurer leur cycle de vie et favoriser leur capacité d'adaptation.

Les continuités écologiques constitutives de la Trame verte et bleue comprennent deux types d'éléments: des « réservoirs de biodiversité » et des « corridors écologiques ».



La Trame verte et bleue d'un territoire constitue par elle-même un réseau écologique dont la fonctionnalité repose sur la préservation ou la remise en bon état des continuités écologiques qui le composent. La préservation des continuités écologiques vise au moins le maintien de leur fonctionnalité. La remise en bon état des continuités écologiques vise le rétablissement ou l'amélioration de leur fonctionnalité. Cette fonctionnalité des continuités écologiques s'apprécie notamment au regard :

- de la diversité et la structure des milieux qui leur sont nécessaires et de leur niveau de fragmentation ;
- des interactions entre milieux, entre espèces et entre espèces et milieux ;
- de la densité nécessaire à l'échelle du territoire concerné.

La fonctionnalité de la Trame verte et bleue sur un territoire sera confortée par la qualité écologique des espaces situés en dehors des réservoirs de biodiversité ou des corridors écologiques, et leur contribution au fonctionnement écologique global du territoire. »

Extraits du document-cadre pour la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques

ELEMENTS DE CADRAGE JURIDIQUE

Article L371-1 du Code de l'Environnement

I - La trame verte et la trame bleue ont pour objectif d'enrayer la perte de biodiversité en participant à la préservation, à la gestion et à la remise en bon état des milieux nécessaires aux continuités écologiques, tout en prenant en compte les activités humaines, et notamment agricoles, en milieu rural. À cette fin, ces trames contribuent à :

1° Diminuer la fragmentation et la vulnérabilité des habitats naturels et habitats d'espèces et prendre en compte leur déplacement dans le contexte du changement climatique ;

2° Identifier, préserver et relier les espaces importants pour la préservation de la biodiversité par des corridors écologiques ;

3° Mettre en œuvre les objectifs visés au IV de l'article L.212-1 et préserver les zones humides visées aux 2° et 3° du III du présent article ;

4° Prendre en compte la biologie des espèces sauvages ;

5° Faciliter les échanges génétiques nécessaires à la survie des espèces de la faune et de la flore sauvages ;

6° Améliorer la qualité et la diversité des paysages.

II. — La trame verte comprend :

1° Tout ou partie des espaces protégés au titre du présent livre et du titre I^{er} du livre IV ainsi que les espaces naturels importants pour la préservation de la biodiversité ;

2° Les corridors écologiques constitués des espaces naturels ou semi-naturels ainsi que des formations végétales linéaires ou ponctuelles, permettant de relier les espaces mentionnés au 1° ;

3° Les surfaces mentionnées au I de l'article L.211-14.

III. — La trame bleue comprend :

1° Les cours d'eau, parties de cours d'eau ou canaux figurant sur les listes établies en application de l'article L.214-17 ;

2° Tout ou partie des zones humides dont la préservation ou la remise en bon état contribue à la réalisation des objectifs visés au IV de l'article L.212-1, et notamment les zones humides mentionnées à l'article L.211-3 ;

3° Les cours d'eau, parties de cours d'eau, canaux et zones humides importants pour la préservation de la biodiversité et non visés aux 1° ou 2° du présent III.

[...]

Article R371-19 du Code de l'Environnement

I. — Les continuités écologiques constituant la trame verte et bleue comprennent des réservoirs de biodiversité et des corridors écologiques.

II. — Les réservoirs de biodiversité sont des espaces dans lesquels la biodiversité est la plus riche ou la mieux représentée, où les espèces peuvent effectuer tout ou partie de leur cycle de vie et où les habitats naturels peuvent assurer leur fonctionnement en ayant notamment une taille suffisante, qui abritent des noyaux de populations d'espèces à partir desquels les individus se dispersent ou qui sont susceptibles de permettre l'accueil de nouvelles populations d'espèces.

Un réservoir de biodiversité peut être isolé des autres continuités de la trame verte et bleue lorsque les exigences particulières de la conservation de la biodiversité ou la nécessité d'éviter la propagation de maladies végétales ou animales le justifient.

Les espaces définis au 1° du II de l'article L.371-1 constituent des réservoirs de biodiversité.

III. — Les corridors écologiques assurent des connexions entre des réservoirs de biodiversité, offrant aux espèces des conditions favorables à leur déplacement et à l'accomplissement de leur cycle de vie.

Les corridors écologiques peuvent être linéaires, discontinus ou paysagers.

Les espaces mentionnés aux 2° et 3° du II de l'article L.371-1 constituent des corridors écologiques.

IV. — Les cours d'eau, parties de cours d'eau et canaux mentionnés au 1° et au 3° du III de l'article L.371-1 constituent à la fois des réservoirs de biodiversité et des corridors écologiques.

Les zones humides mentionnées au 2° et au 3° du III de l'article L.371-1 constituent des réservoirs de biodiversité ou des corridors écologiques ou les deux à la fois.

La prise en compte de la trame verte et bleue dans les documents d'urbanisme

La loi prévoit que « les collectivités territoriales [...] prennent en compte les Schémas Régionaux de Cohérence Écologique (SRCE) lors de l'élaboration ou de la révision de leurs documents [...] d'urbanisme ».

Cette notion de « prise en compte » induit une obligation de compatibilité sous réserve de possibilités de dérogation pour des motifs déterminés, avec un contrôle approfondi du juge sur la dérogation.

Dans le cadre des Plans Locaux d'urbanisme, la compatibilité est appréciée au regard des objectifs de préservation de la biodiversité ainsi que du maintien et de la restauration des continuités écologiques exprimés à l'article L.101-2 du Code de l'Urbanisme. L'existence de ces dispositions législatives impose de ne pas attendre les conclusions du Schéma Régional de Cohérence Écologique et d'engager en amont la réflexion sur les éléments constitutifs de la trame verte et bleue locale. L'article L.151-5 du Code de l'Urbanisme prévoit en outre que le PLU « définit les orientations générales de préservation ou de remise en bon état des continuités écologiques ».

Afin de mettre en œuvre ces orientations et en complément des autres outils réglementaires du PLU, l'article R.151-43 du Code de l'Urbanisme donne la possibilité de définir « les espaces nécessaires aux continuités écologiques ».

- **Le respect de ces objectifs et la mise en place d'une programmation environnementale nécessitent d'identifier au préalable les éléments constitutifs de la trame verte et bleue locale. Les données qui suivent constituent un support de réflexion en ce sens.**

LA COMMUNE DANS LE RESEAU NATIONAL DES CONTINUITES ECOLOGIQUES

Les informations contenues dans le document-cadre d'orientations nationales pour la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques permettent de localiser le territoire de Bignoux au sein des grandes continuités écologiques suivantes.

Type	Continuité écologique nationale	Description
Milieux boisés	N°7 : axe longeant le Nord-Ouest du Massif Central. En se mêlant au 9, il se prolonge ensuite jusqu'à la Lorraine	<p>Longe le Massif Central au Nord-Ouest (répartition de <i>Hordelymus europaeus</i> (L.) Harz), rejoint la Sologne puis remonte jusqu'à la Lorraine en passant par la Bourgogne et la Champagne-Ardenne.</p> <p>En Champagne-Ardenne, cette continuité de milieux fermés et plutôt calcicoles traverse le Sud du département de l'Aube (Barrois aubois) jusqu'au Barrois haut marnais.</p>
Milieux ouverts frais à froids	N°7 : continuité longeant les contreforts du Massif Central dans sa partie Nord puis rejoignant la vallée de Germigny	<p>Le Sud et le Nord de Poitiers apparaissent comme participant d'une même continuité reliée au Nord du Massif Central. Cette continuité suit ensuite les contreforts du Massif Central pour remonter par la vallée de Germigny.</p>
Milieux ouverts thermophiles	N°8 : axe Ouest-Est au Nord du Massif central (Poitou => Champagne-Ardenne)	<p>Certaines espèces végétales comme <i>Linum tenuifolium</i>, <i>Helianthemum apenninum</i> ou <i>Limodorum abortivum</i> permettent de faire ressortir une continuité écologique thermophile à tendance plutôt calcicole, longeant tout le Nord du Massif central depuis le Sud de Poitiers jusqu'au Nord de Dijon. [...] Deux espèces thermophiles calcicoles, <i>Teucrium montanum</i> et <i>Linum tenuifolium</i> caractérisent particulièrement bien cette continuité.</p>
Migration de l'avifaune	N°16 : axe Nord-Est/Sud-Ouest passant par le Nord du Massif Central.	<p>Voie essentiellement utilisée en migration retour depuis l'Europe du Nord et de l'Est vers la péninsule ibérique et contournant le Massif central par le Nord En pré-nuptial, ces axes peuvent être empruntés par certains oiseaux effectuant des migrations plus diffuses (divers canards, chevaliers, ...)</p> <p>Certains oiseaux peuvent également bifurquer vers le littoral atlantique par la voie 5, en suivant la Seine et/ou la Loire. Il faut noter par ailleurs que les voies 14, 15, 16 et même 1 sont en liaison à flanc des Pyrénées atlantiques, notamment en migration post-nuptiale. Un certain nombre d'oiseaux parviennent en effet jusqu'aux Pyrénées par l'une ou l'autre des voies puis longent la chaîne pyrénéenne jusqu'à trouver des cols franchissables en fonction de l'altitude et des courants de masses d'air favorables.</p>

LA COMMUNE DANS LA TRAME VERTE ET BLEUE REGIONALE

Le Schéma Régional de Cohérence Écologique (SRCE) Poitou-Charentes

- **État d'avancement du schéma**

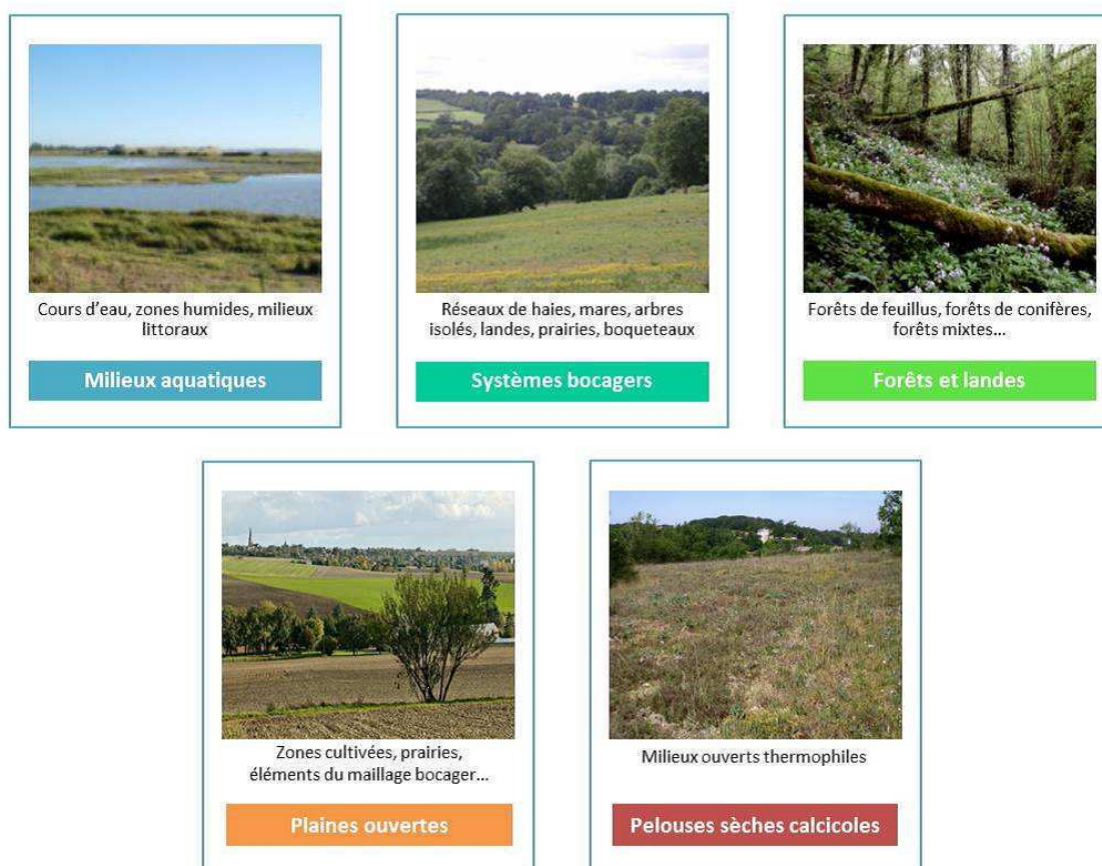
En l'attente d'une refonte du SRCE dans le cadre de la région Nouvelle Aquitaine, le territoire de Bignoux est concerné par le Schéma Régional de Cohérence Écologique (SRCE) Poitou-Charentes.

Le Préfet de Région Poitou-Charentes et le Président du Conseil Régional ont arrêté conjointement le projet de Schéma Régional de Cohérence Écologique (SRCE) Poitou-Charentes le 7 Novembre 2014. Afin de recueillir leur avis sur ce projet, en application de l'article R.371-32 du Code de l'Environnement, la consultation officielle des collectivités a été organisée du 20 Novembre 2014 au 20 Février 2015.

L'enquête publique s'est déroulée du 20 Mai au 23 Juin 2015 inclus. La commission d'enquête publique a rendu, le 23 Juillet 2015, un avis favorable à l'unanimité sur le Schéma Régional de Cohérence Écologique Poitou-Charentes. Celui-ci a été approuvé par le Préfet de Région le 3 Novembre 2015.

- **Les sous-trames**

En Poitou-Charentes, cinq sous-trames ont été retenues afin de mieux identifier le réseau écologique régional. Elles sont représentatives des entités paysagères régionales et se rattachent aux grandes continuités nationales.



Sur un territoire donné, une sous-trame représente l'ensemble des espaces composés par un même type de milieu et le réseau que constituent ces espaces plus ou moins connectés. Ils sont composés de réservoirs de biodiversité, de corridors et autres espaces fréquentés régulièrement par les espèces typiques des espaces considérés.

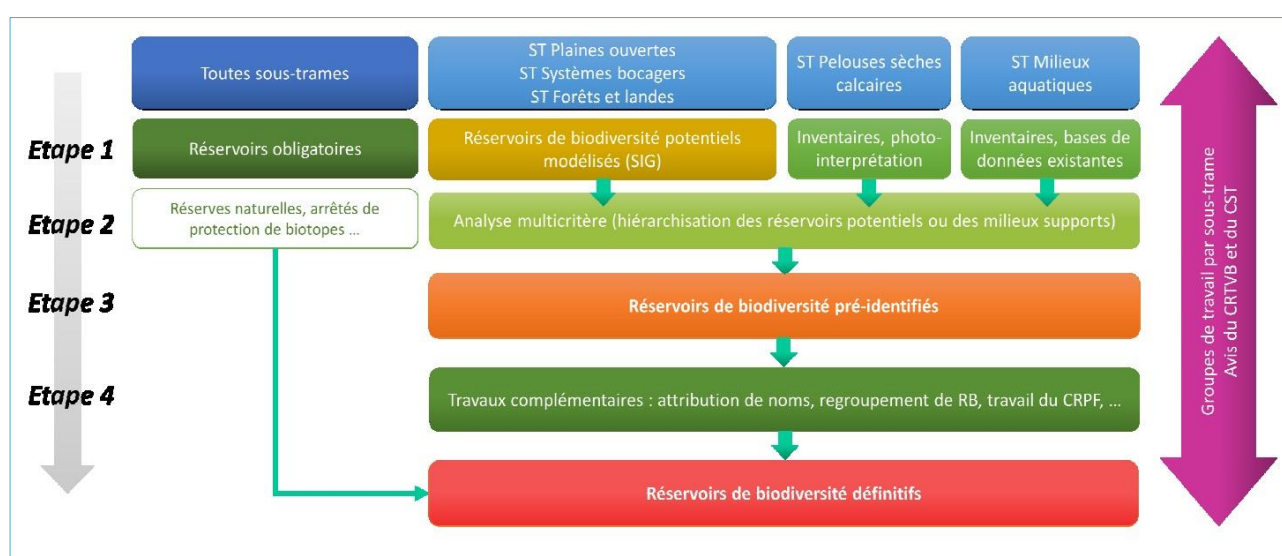
- **Les réservoirs de biodiversité**

Basée sur l'analyse de l'occupation du sol et complétée par la prise en compte de la localisation des espèces, la méthodologie mise en œuvre pour identifier les réservoirs de biodiversité à l'échelle régionale vise l'identification objective, homogène et standardisée du réseau écologique du territoire.

Les réservoirs de biodiversité de la région Poitou-Charentes ont été identifiés de manière différente selon les sous-trames :

- › Modélisation et analyse multicritères pour les systèmes bocagers, plaines ouvertes et forêts et landes.
- › Recueil de données disponibles (inventaires, photo-interprétation, zonages existants...) et analyse multicritères pour les Pelouses sèches calcicoles et les milieux aquatiques.

Méthode d'identification des réservoirs de biodiversité



Source : Schéma Régional de Cohérence Écologique Poitou-Charentes, résumé non technique

Les résultats obtenus ont ensuite été ajustés en groupes de travail.

- **Les corridors écologiques**

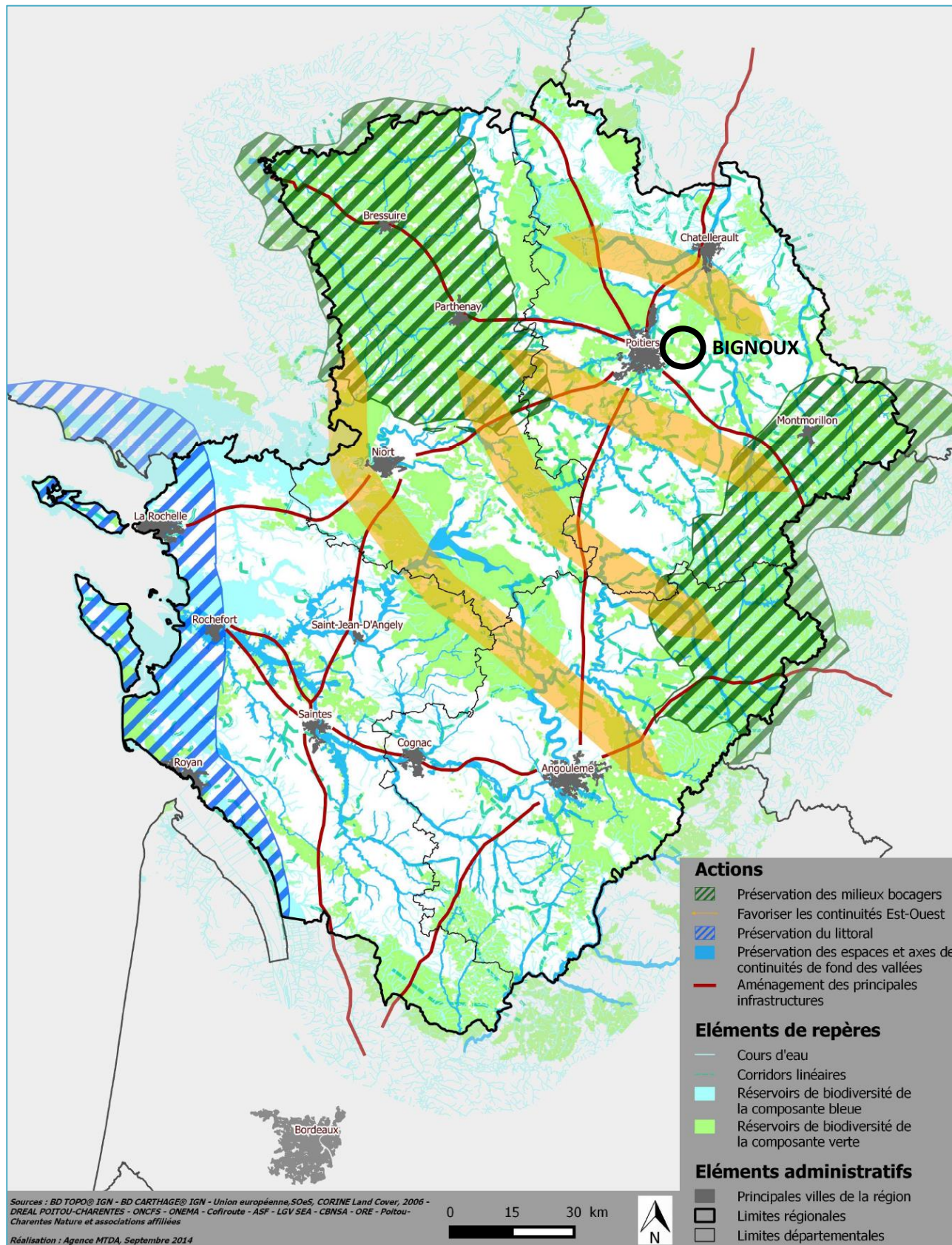
Après identification des réservoirs de biodiversité, les corridors écologiques, couloirs empruntés par la faune et la flore pour se déplacer entre les réservoirs, ont été mis en évidence. Au final, trois types de corridors ont été représentés en Poitou-Charentes :

- › Les corridors linéaires, obtenus par la méthode du chemin de moindre coût, qui relient des groupes de réservoirs de biodiversité en eux.
- › Les zones de corridors diffus, qui sont les zones favorables au déplacement des espèces entre réservoirs de biodiversité. Les corridors diffus et les chemins de moindre coût sont « multi-trames ». Les corridors identifiés s'affranchissent donc de la notion de sous-trame.
- › Les corridors en pas japonais, qui ne concernent que la sous-trame « Pelouses sèches calcicoles ».

Enjeux écologiques identifiés sur la commune

Les données publiées dans ce document permettent de mettre en exergue les enjeux écologiques que porte ce territoire, à savoir la nécessité de maintenir et même de favoriser les continuités écologiques Est et Ouest entre les espaces bocagers du Montmorillonnais et ceux de la Gâtine.

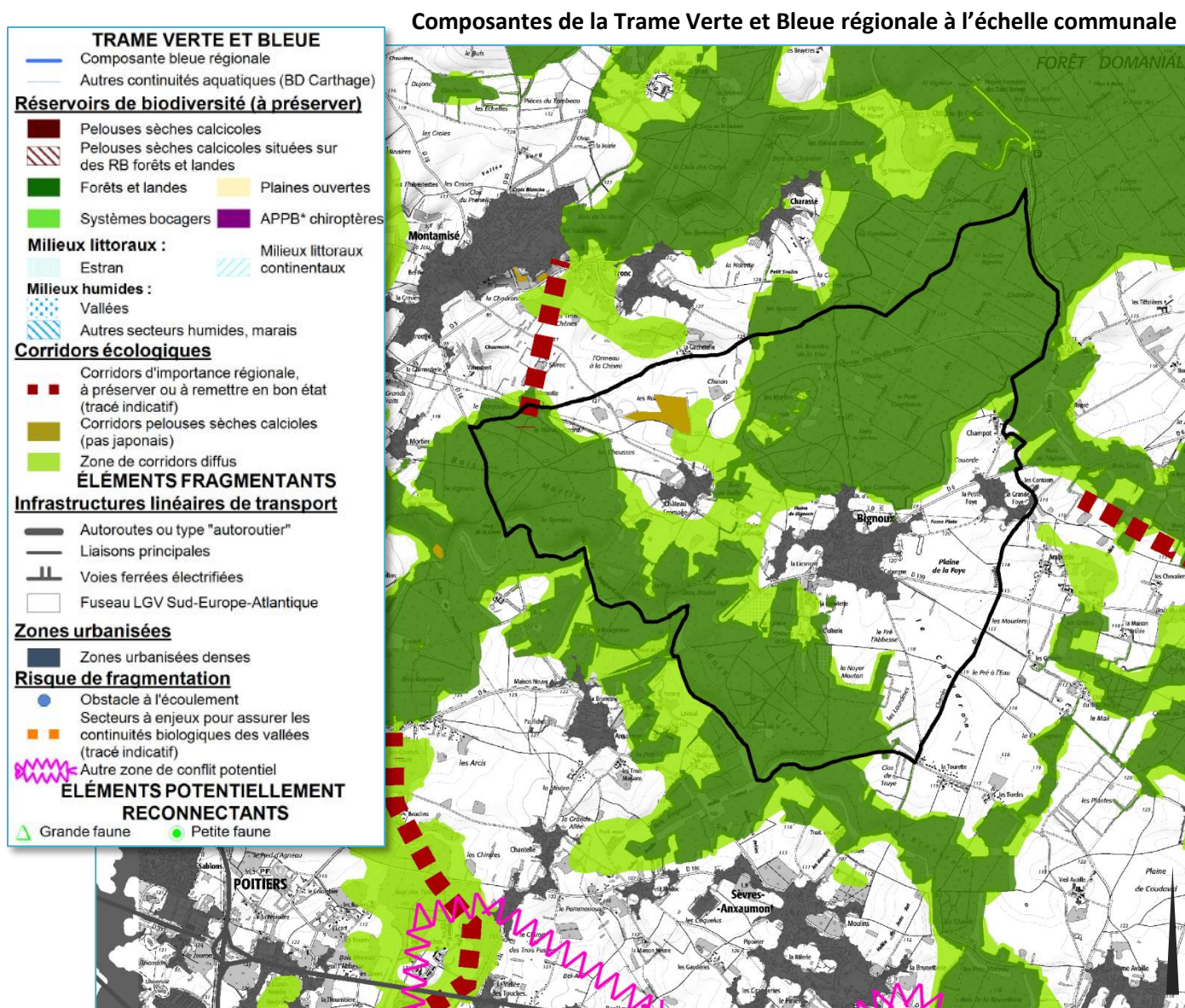
Actions prioritaires inscrites au Plan d'Actions Stratégiques du SRCE Poitou-Charentes



La carte ci-avant, issue du Schéma Régional de Cohérence Écologique, rend compte de cette exigence réglementaire régionale à laquelle le PLU doit répondre dans une logique de compatibilité.

La carte suivante, à plus grande échelle, spécifie pour le territoire de Bignoux, les composantes de la Trame Verte et Bleue jugées essentielles, à savoir :

- › Les réservoirs de biodiversité de la sous-trame « Forêts et landes » que représentent la Forêt de Moulière (au Nord) et l'unité Bois de Mortier / Bois de Lirec (au Sud).
- › Les corridors écologiques d'importance régionale qui relient ces deux réservoirs entre eux et, au-delà de la commune, avec les autres composantes de la trame verte et bleue régionale (vers l'Est et la vallée de la Vienne, vers le Sud-Ouest et les bois autour de Nouaillé-Maupertuis).
- › Les corridors écologiques locaux et, notamment, la pelouse sèche calcicole au niveau du lieu-dit « Les Robinettes », qui forme un corridor « en pas japonais » entre plusieurs réservoirs de biodiversité.



Source : SIG PARCOURS, Cadastre DGFIP, IGN SCAN 25, données SRCE Poitou-Charentes - Échelle : 1/50 000

INVENTAIRE DES ELEMENTS DE LA TRAME VERTE ET BLEUE LOCALE

Présentation liminaire de la richesse biologique locale

La commune de Bignoux est une commune à la fois rurale et périurbaine (6 kilomètres à l'Est de Poitiers). Elle bénéficie d'un environnement de qualité.

Une part conséquente du Nord de la commune est occupée par la Forêt de Moulière (site Natura 2000). À l'Ouest et au Sud-Ouest, les Bois de Mortier et de Lirec constituent une autre masse boisée conséquente. Ce dernier bénéficie également d'une protection au titre de l'environnement (Zone Naturelle d'Intérêt Écologique, Faunistique et Floristique « Bois de Lirec »). Les espaces agricoles et urbains sont « insérés », blottis entre ces deux grandes masses boisées.

Pour les secteurs de la commune qui ne sont pas couverts par les protections évoquées ci-dessus, il faut parler de « nature ordinaire », mais en prenant bien en compte que, dans le contexte actuel, l'érosion de la biodiversité est une problématique majeure. De nombreuses espèces dites « communes » voient leurs effectifs chuter drastiquement avant de devenir rares.

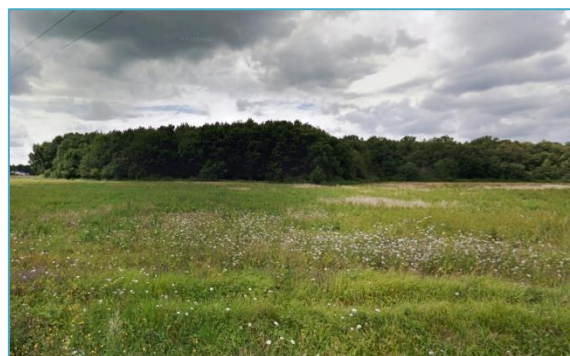
Les enjeux environnementaux sont liés aux milieux rencontrés sur la commune, mais également au contexte local plus large.

- **Les mares**

Il subsiste des **mares temporaires ou permanentes**, au sein de hameaux, ou sur le bord de la route non loin de ces derniers. Elles sont à conserver, entretenir, voire à développer. Il s'agit des derniers sites de reproduction pour les **amphibiens, libellules et autres insectes**. Leur environnement est également à préserver et à entretenir. Elles peuvent servir de supports pédagogiques pour les écoles (connaissance du vivant, entretien...), à l'image d'une mini réserve naturelle.

- **Les prairies**

L'évolution des pratiques agricoles, notamment le déclin de l'élevage, font que les prairies sont de plus en plus rares. Elles sont à préserver autant que faire se peut. Comme les bords des routes et des chemins, ce sont les derniers refuges pour la flore et la faune des milieux ouverts (**papillons, orchidées...**). Des préconisations d'entretien sont possibles pour les zones gérées par la commune et/ou par des propriétaires souhaitant préserver et valoriser ces milieux.



Prairie au Sud de la Forêt de Moulière

- **Les boisements, les bosquets, les haies**

Les boisements couvrent plus de 50 % du territoire communal, soit environ 730 hectares.

La **Forêt de Moulière** est une forêt bien connue pour son intérêt environnemental. Elle cumule les statuts patrimoniaux, que ce soit en matière de protections réglementaire (Zone de Protection Spéciale au titre de la réglementation européenne Natura 2000) ou en matière d'inventaires (ZNIEFF, ZICO). De nombreuses espèces patrimoniales (faune et flore) y sont connues.

Les **bois au Sud** sont moins patrimoniaux mais participent à la richesse écologique de l'ensemble. Ils contribuent à la diversité des niches et des habitats. De nombreuses espèces, **oiseaux remarquables mais aussi petits mammifères**, bénéficient de l'importance et de la diversité végétale des milieux forestiers. Le caractère globalement humide de ces milieux est également favorable aux **amphibiens**.

Le **linéaire de lisières**, à l'échelle du territoire communal, est très important. Ce sont, par définition, des milieux très riches qu'il convient de préserver. Ils peuvent abriter des espèces remarquables de faune et de flore (**chiroptères, reptiles, papillons, orchidées**).

À l'échelle du territoire, les **haies** sont peu nombreuses et sont souvent de dimensions réduites, à savoir une faible emprise au sol et une surexploitation du bois. Leur richesse biologique intrinsèque en est logiquement réduite. Leur rôle de corridor, de lien entre les massifs forestiers ne doit cependant pas être sous-estimé. Leur maintien, voire leur renforcement, est essentiel pour la dynamique des espèces.



Haies en bordure de la Route de Jappeloup : à gauche, haie constituée pouvant servir de corridor écologique, à droite : haie arrasée.

- **Le patrimoine bâti, le Bourg, les villages**

Le **bâti ancien**, les murets, les vieux arbres dans les parcs et jardins abritent également un réel potentiel de diversité : **rapaces diurnes et nocturnes, reptiles, flore spécifique...** La diversité des habitats est conséquente et peut paraître pérenne.



- **Zones de cultures**

Les **zones de cultures** peuvent être intéressantes, en fonction de leur utilisation, pour les **oiseaux de plaines (rapaces, Cédicnèmes...)**. C'est également le lieu de vie des **messicoles**, plantes compagnes des moissons (Chrysanthème des moissons, Bleuet, Adonis, Nielle des blés...) qui sont bien souvent oubliées. Leur déclin est si important qu'elles tombent dans l'oubli. Toutefois, de grandes parcelles de production intensive (utilisation d'herbicide et autres phytosanitaires) rendent peu probable cet aspect potentiel pour les messicoles.

Quelques vieux arbres, dont certains sont recouverts de lierre peuvent abriter des espèces remarquables **d'oiseaux** ou de **chiroptères**. Même morts, ces arbres ont toujours un rôle comme abri pour la biodiversité. Il est alors intéressant d'en conserver dans la limite du cadre de sécurité (risque de chute de branches).



Zones de grandes cultures à l'Ouest du Bourg

- **Conclusion**

La richesse biologique à Bignoux résulte donc de la présence des massifs forestiers, à la fois « zones refuge » et « zones source » pour de nombreuses espèces végétales et animales. Ils ne doivent pas être remis en cause. Les espaces plus anthropisés abritent une nature « ordinaire » mais qu'il convient de protéger également dans une logique d'écosphère.

Ainsi, des milieux pouvant apparaître comme secondaires au sein de communes avec des potentiels plus importants, doivent ici être considérés comme prioritaires pour le maintien de cette biodiversité ordinaire.

Cela passe par la préservation, à travers une bonne gestion (fréquence et date de fauche) des espaces prairiaux (prairies, bords des routes et des chemins), la préservation et le renforcement des mares, des haies et des bosquets.

La Forêt de Moulières (boisements et lisières) doit être considérée comme une « zone source » pour recoloniser les secteurs pauvres de la commune.

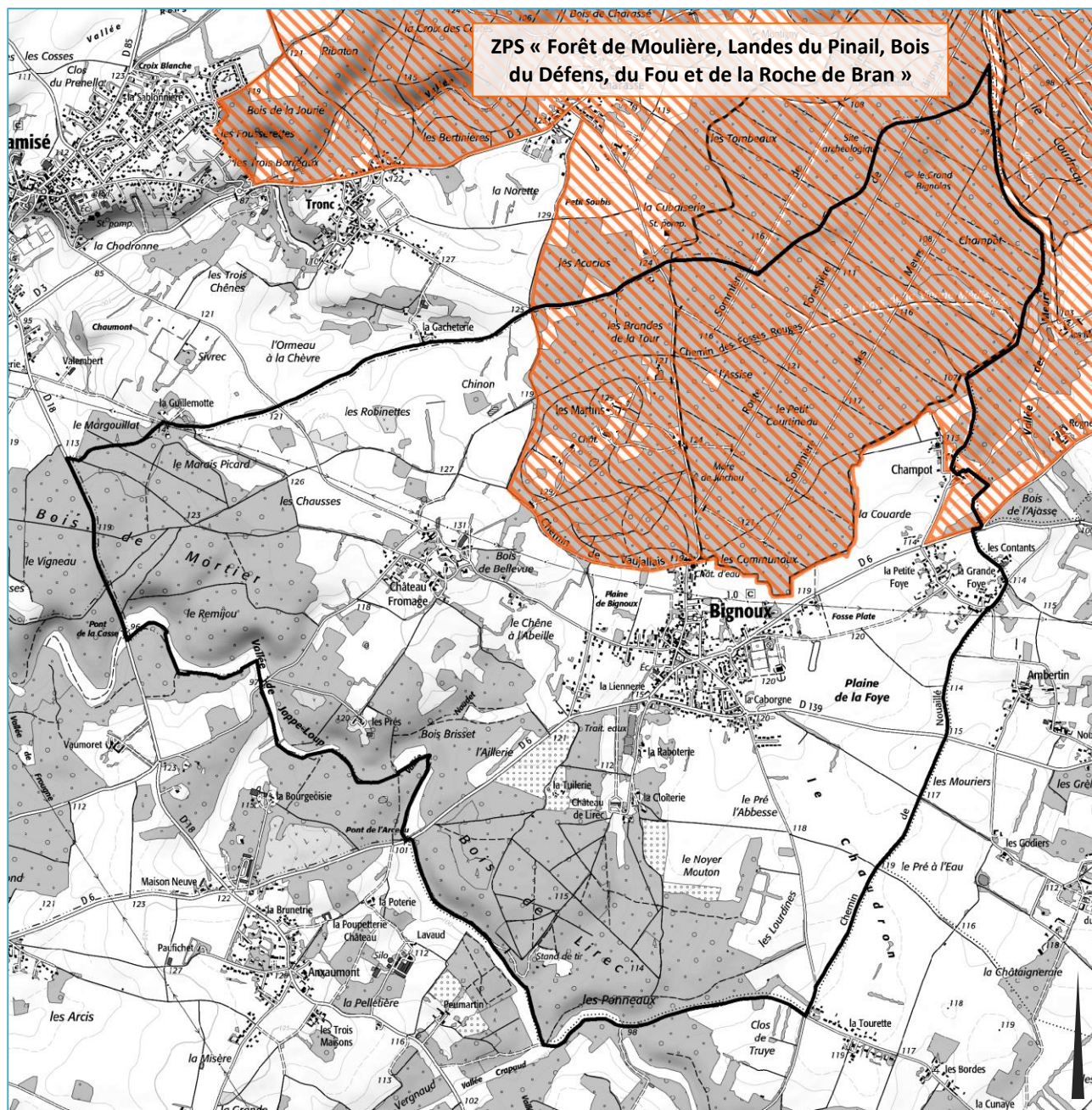
Le patrimoine naturel doit aussi être considéré en cas de restauration du patrimoine bâti (clocher par exemple), si des colonies de chauve-souris devaient y être présentes au cours de leur cycle.

Les espaces protégés pour la préservation de la biodiversité

- La ZPS « Forêt de Moulière, Landes du Pinail, Bois du Défens, du Fou et de la Roche de Bran »

La commune de Bignoux est incluse dans le périmètre de la Zone de Protection Spéciale (ZPS) « Forêt de Moulière, Landes du Pinail, Bois du Défens, du Fou et de la Roche de Bran », intégrée au réseau européen Natura 2000. Cette zone couvre une superficie de **431 hectares** sur la commune.

Sites Natura 2000 à Bignoux et alentours



Source : SIG PARCOURS, Cadastre DGFIP, IGN SCAN 25, données INPN – Échelle : 1/30 000

La Zone de Protection Spéciale FR5410014 « Forêt de Moulière, Landes du Pinail, Bois du Défens, du Fou et de la Roche de Bran » a été désignée par Arrêté interministériel le 6 Juillet 2004. Son document d'objectifs (DOCOB) a été approuvé par Arrêté Préfectoral du 1^{er} Septembre 2009.

D'une surface de 8 129 hectares, ce site est un plateau argileux à bancs de meulière, couvert pour l'essentiel de landes calcifuges issues de la surexploitation par l'homme de la chênaie atlantique (bois de

chauffage, surpâturage, incendies) et parsemées d'innombrables mares résultant de l'ancienne extraction de pierre meulière. Son caractère remarquable est lié à son étendue, à sa diversité et à l'originalité de ses végétations de landes avec tous les gradients d'hydromorphie, de tourbières (différents types en fonction du pH) et d'eaux oligotrophes ou dystrophes, dont beaucoup structurent des habitats d'intérêt communautaire, certains considérés comme prioritaires (lande tourbeuse à Bruyère à quatre angles, lande mésophile à Bruyère à balais et Ajonc nain ou « brande », tourbière alcaline à Choin noirâtre, tourbière acide à Sphaignes, etc.) ou constituant le support d'habitats d'espèces également d'intérêt communautaire (Triton crêté, trois espèces de libellules, Spiranthe d'été)...

L'intérêt du site est avant tout ornithologique.



Espèces de la Directive « Oiseaux »
justifiant la désignation du site

A092 : Aigle botté <i>hieraaetus pennatus</i>	A302 : Fauvette pitchou <i>Sylvia undata</i>
A246 : Alouette lulu <i>Lullula arborea</i>	A127 : Grue cendrée <i>Grus grus</i>
A072 : Bondrée apivore <i>Pernis apivorus</i>	A029 : Héron pourpré <i>Ardea purpurea</i>
A084 : Busard cendré <i>Circus pygargus</i>	A229 : Martin-pêcheur d'Europe <i>Alcedo atthis</i>
A082 : Busard Saint-Martin <i>Circus cyaneus</i>	A073 : Milan noir <i>Milvus migrans</i>
A080 : Circaète Jean-le-Blanc <i>Circaetus gallicus</i>	A133 : Œdicnème criard <i>Burhinus oedecnemus</i>
A224 : Engoulevent d'Europe <i>Caprimulgus europaeus</i>	A238 : Pic mar <i>Dendrocopos medius</i>
A098 : Faucon émerillon <i>Falco columbarius</i>	A236 : Pic noir <i>Dryocopus martius</i>
	A338 : Pie-grièche écorcheur <i>Lanius collurio</i>

Source : INPN

Parmi les principaux enjeux du site figurent des espèces d'intérêt majeur et d'autre d'intérêt fort.

Espèces d'intérêt majeur

A084 : Busard cendré <i>Circus pygargus</i>	A224 : Engoulevent d'Europe <i>Caprimulgus europaeus</i>
A082 : Busard Saint-Martin <i>Circus cyaneus</i>	A302 : Fauvette pitchou <i>Sylvia undata</i>

Espèces d'intérêt fort

A080 : Circaète Jean-le-Blanc <i>Circaetus gallicus</i>	A238 : Pic mar <i>Dendrocopos medius</i>
---	--

Source : INPN

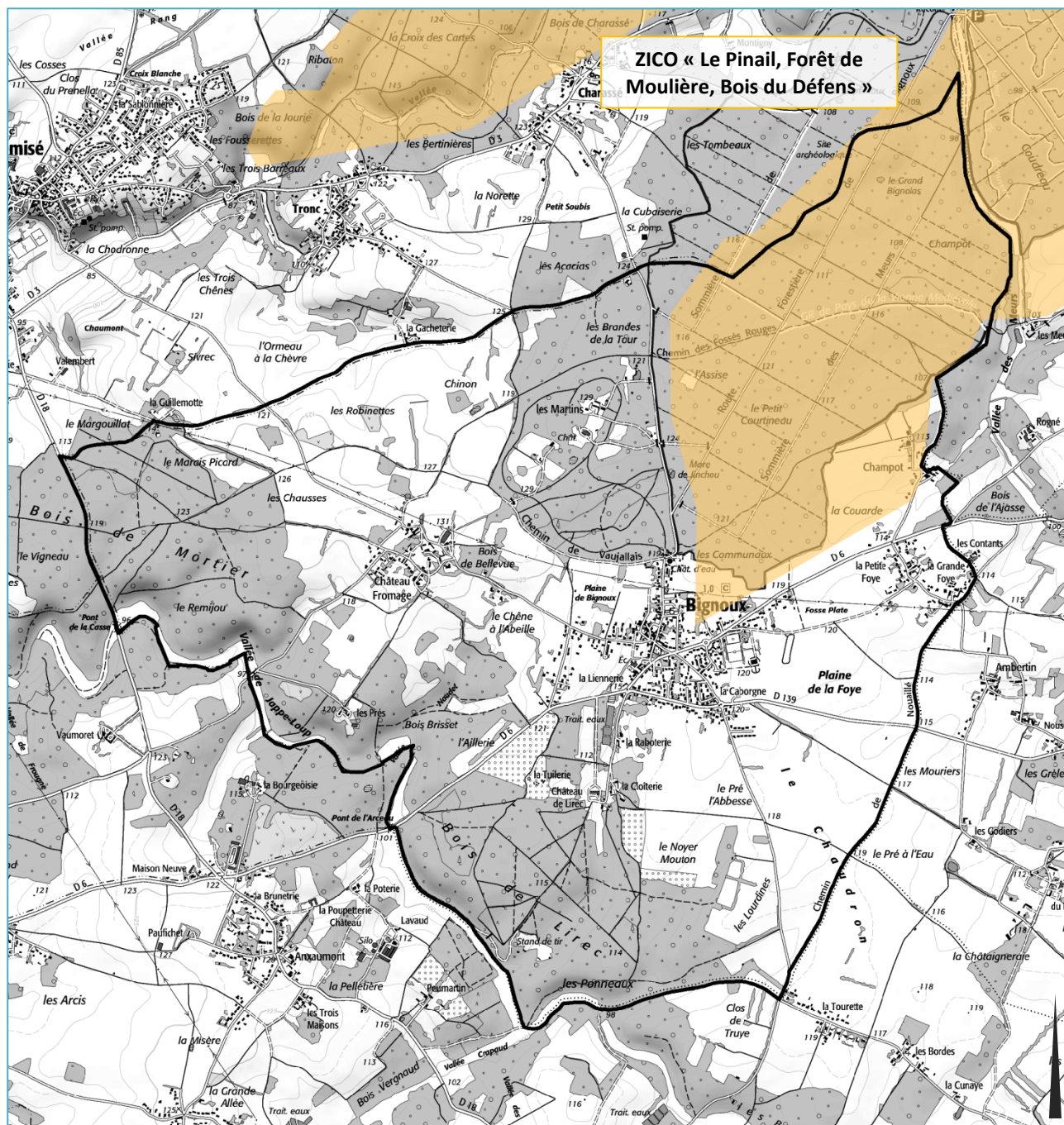
• **La ZICO « Le Pinail, Forêt de Moulière, Bois du Défens »**

La Directive de la Commission Européenne n°79/409/CEE, dite Directive « Oiseaux », transposée en Droit français par Ordonnance du 11 Avril 2001, signale un certain nombre d'espèces dont la conservation est jugée prioritaire au plan européen. La conservation de ces espèces peut donner lieu à la désignation par chaque état membre de sites appelés Zones de Protection Spéciale (ZPS), à l'intérieur desquels sont contenues les unités fonctionnelles écologiques nécessaire au développement harmonieux de leurs populations ornithologiques (ce sont les « habitats d'espèces » que l'on retrouve dans la Directive « Habitats » du réseau Natura 2000). Les sites désignés en tant que ZPS sont en général issus de zones de l'inventaire ZICO (Zones Importantes pour la Conservation des Oiseaux).

Les données environnementales de ce site sont par conséquent identiques à celles de la Zone de Protection Spéciale « Forêt de Moulière, Landes du Pinail, Bois du Défens, du Fou et de la Roche de Bran », présentée ci-avant.

La ZICO « Le Pinail, Forêt de Moulière, Bois du Défens » couvre une superficie de **315 hectares** sur la commune de Bignoux, depuis la Forêt de Moulière jusqu'au Nord-Est du Bourg.

Zones Importantes pour la Conservation des Oiseaux (ZICO) à Bignoux et alentours



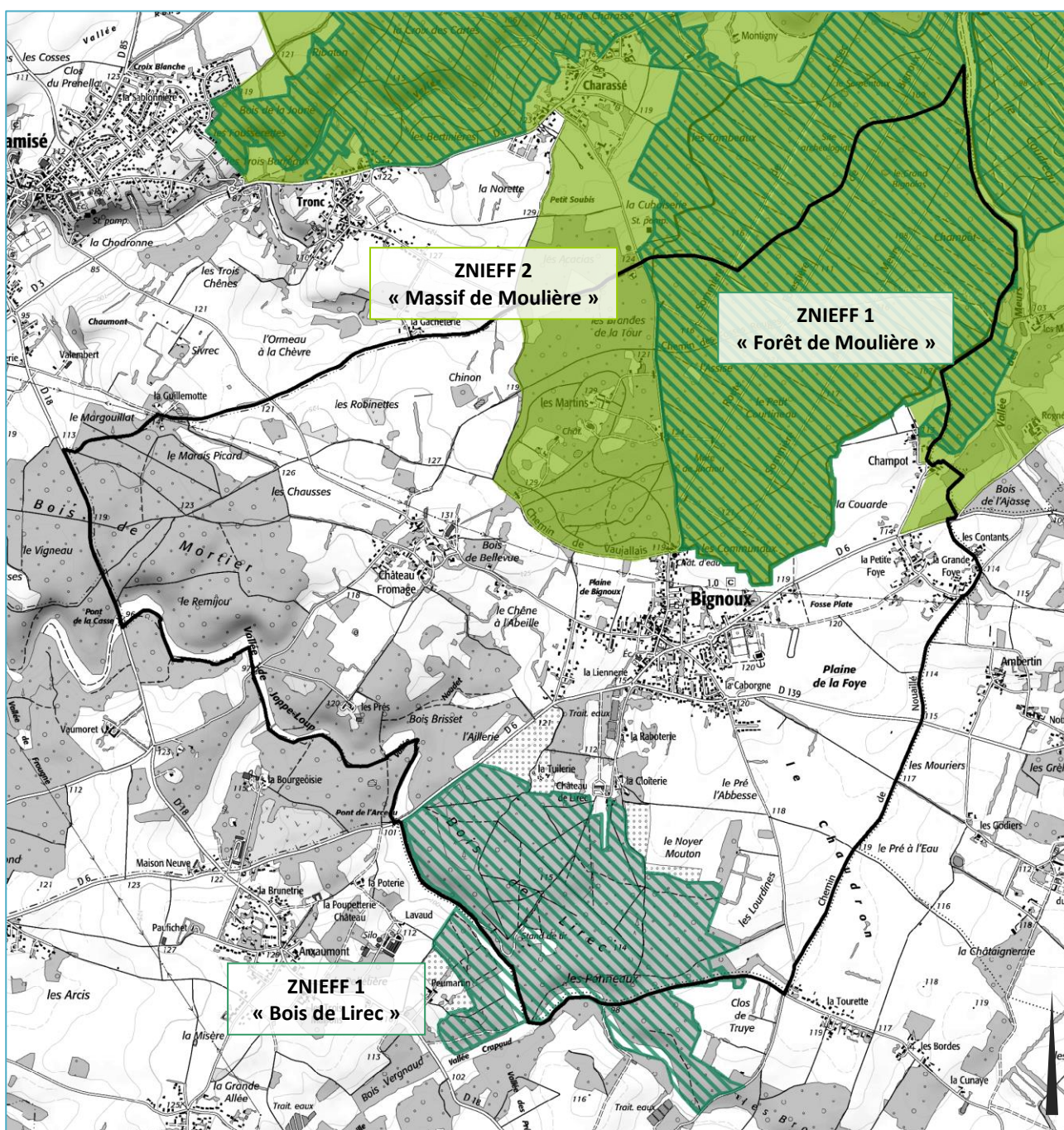
Source : SIG PARCOURS, Cadastre DGFiP, IGN SCAN 25, données INPN – Échelle : 1/30 000

Les espaces importants pour la préservation de la biodiversité

Le territoire de Bignoux présente une richesse naturelle d'une importance particulière, répertoriée par trois Zones Naturelles d'Intérêt Écologique, Faunistique et Floristique (ZNIEFF) :

- › ZNIEFF de type 1 « Forêt de Moulière »
- › ZNIEFF de type 1 « Bois de Lirec »
- › ZNIEFF de type 2 « Massif de Moulière »

Espaces reconnus comme importants pour la préservation de la biodiversité



Source : SIG PARCOURS, Cadastre DGFiP, IGN SCAN 25, données INPN – Échelle : 1/30 000

- **La ZNIEFF de type 1 « Forêt de Moulière »**

Cet espace important pour la préservation de la biodiversité couvre une superficie totale de 5 037 hectares, dont **302 hectares** sur la commune.

Les textes ci-dessous ont extraits de la fiche descriptive du site, en consultation sur le site Internet de l'Inventaire National du Patrimoine Naturel (INPN).

Description du site :

Il s'agit d'une forêt caducifoliée calcifuge (chênaie sessiliflore, chênaie-hêtraie, chênaie pédonculée sur pseudogley), localement enrésinée.

Intérêt botanique :

Cette nouvelle ZNIEFF réunit les ZNIEFF 201 (Bois de Charassé à *Epipactis microphylla*), 202 (chênaie-hêtraie de Touche-le-Comte à *Galium odoratum*, *Hypericum androsaenum*, *Hordelymus europaeus*, formation climacique en Poitou), 203 (station d'*Aulacomnium androgynum* de Saint-Rom, l'une des deux connues dans la Vienne) et 204 (station de *Dianthus superbus*, l'une des deux connues en Poitou-Charentes) au sein de l'ensemble du massif dont l'intérêt, certes plus diffus, le justifie depuis l'étude détaillée faite en 1992/1995 : *Pilularia globulifera*, *Hottonia palustris* dans plusieurs mares, *Erica vagans*, *Linum trigynum*, *Exaculum pusillum*, *Rubus idaeus*, *Vicia cassubica*, *Anagallis minima* çà et là, *Carex depauperata* au Grand Recoin, *Orchis simia* à Bois Prieur, *Bupleurum tenuissimum* à Jappe-loup (seule station de la Vienne), *Epipactis muelleri* à Logerie, etc.

Intérêt ornithologique :

Riche cortège d'oiseaux sylvoles et landicoles : rapaces (Busard Saint-Martin, Busard cendré, Bondrée apivore, etc.), picidés (Pic noir, Pic mar, Torcol fourmilier), limicoles (Bécasse des bois), passereaux (Grosbec, Mésange huppée, Bouvreuil, Pouillot siffleur), Engoulevent d'Europe...

Intérêt batrachologique :

Présence du Sonneur à ventre jaune.

Intérêt mammalogique :

Présence de la Martre. Importante population de Cerf élaphe.



Engoulevent d'Europe (*Caprimulgus europaeus*)



Sonneur à ventre jaune (*Bombina variegata*)

Espèces déterminantes pour la ZNIEFF de type 1 « Forêt de Moulière »

Nom vernaculaire	Nom scientifique	Protection	Nom vernaculaire	Nom scientifique	Protection
Flore					
Androsème officinal	<i>Hypericum androsaemum</i>	-	Hottonie des marais	<i>Hottonia palustris</i>	-
Aspérule odorante	<i>Galium odoratum</i>	-	Laîche appauvrie	<i>Carex depauperata</i>	-
Bruyère vagabonde	<i>Erica vagans</i>	-	OEillet superbe	<i>Dianthus superbus</i>	PN
Buplèvre ténu	<i>Bupleurum tenuissimum</i>	-	Orchis singe	<i>Orchis simia</i>	PR
Centenille naine	<i>Centunculus minimus</i>	PR	Orge d'Europe	<i>Hordelymus europaeus</i>	-
Cicendie filiforme	<i>Cicendia filiformis</i>	-	Phalangère bicolore	<i>Simaethis planifolia</i>	-
Cicendie fluette	<i>Exaculum pusillum</i>	-	Pilulaire	<i>Pilularia globulifera</i>	PN
Epipactis à petites feuilles	<i>Epipactis microphylla</i>	PR	Saule à oreillettes	<i>Salix aurita</i>	-
Epipactis de Müller	<i>Epipactis muelleri</i>	PR	Utriculaire citrine	<i>Utricularia australis</i>	-
Framboisier sauvage	<i>Rubus idaeus</i>	-	Vesce de Cassubie	<i>Vicia cassubica</i>	PR
Mammifères					
Martre	<i>Martes martes</i>	-	Musaraigne aquatique	<i>Neomys fodiens</i>	PN
Oiseaux					
Bécasse des bois	<i>Scolopax rusticola</i>	-	Grosbec casse-noyaux	<i>Coccothraustes coccothraustes</i>	PN
Bondrée apivore	<i>Pernis apivorus</i>	DO-PN	Locustelle tachetée	<i>Locustella naevia</i>	PN
Bouvreuil pivoine	<i>Pyrrhula pyrrhula</i>	PN	Mésange huppée	<i>Parus cristatus</i>	PN
Busard cendré	<i>Circus pygargus</i>	DO-PN	Pic mar	<i>Dendrocopos medius</i>	DO-PN
Busard St Martin	<i>Circus cyaneus</i>	DO-PN	Pic noir	<i>Dryocopus martius</i>	DO-PN
Cisticole des joncs	<i>Cisticola juncidis</i>	PN	Pouillot siffleur	<i>Phylloscopus sibilatrix</i>	PN
Engoulevent d'Europe	<i>Caprimulgus europaeus</i>	DO-PN	Rougequeue à front blanc	<i>Phoenicurus phoenicurus</i>	PN
Faucon hobereau	<i>Falco subbuteo</i>	PN	Torcol fourmilier	<i>Jynx torquilla</i>	PN
Fauvette pitchou	<i>Sylvia undata</i>	DO-PN			
Amphibiens					
Crapaud calamite	<i>Bufo calamita</i>	DH-PN	Rainette verte	<i>Hyla arborea</i>	DH-PN
Pélodyte ponctué	<i>Pelodytes punctatus</i>	PN	Sonneur à ventre jaune	<i>Bombina variegata</i>	DH-PN

DH : espèce inscrite à la directive Habitats (Annexe II et/ou IV) ; DO : espèce inscrite à la directive Oiseaux (Annexe II) ; PN : espèce protégée en France ; PR : espèce protégée régionalement.

- **La ZNIEFF de type 1 « Bois de Lirec »**

Cet espace important pour la préservation de la biodiversité couvre une superficie totale de 189 hectares, dont **145 hectares** sur la commune de Bignoux, le reliquat se situant sur la commune limitrophe de Sèvres-Anxaumont.

Les textes ci-dessous sont extraits de la fiche descriptive du site, en consultation sur le site Internet de l'Inventaire National du Patrimoine Naturel.

Description du site :

Il s'agit d'une chênaie traitée en futaie, incluant des secteurs mixtes feuillus/résineux et quelques coupes de régénération, l'ensemble étant clôturé par un grillage de 2 mètres de hauteur. La structure et l'âge des peuplements forestiers, ainsi que la proximité du grand massif de Moulière expliquent la présence d'un important cortège d'oiseaux sylvicoles qui, dans l'état actuel des connaissances, constitue l'essentiel de son intérêt patrimonial.

Intérêt principal :

La nidification de l'Autour des palombes, espèce rare en France et dont la population totale n'excède pas 3 000 couples, représente l'élément majeur du bois. Ce rapace sédentaire, affectionnant les grands massifs boisés où il est à l'abri des dérangements, a longtemps été persécuté par l'homme en raison de sa prédilection pour les oiseaux de basse-cour et, notamment, les pigeons domestiques, de capture plus aisée que ses proies sauvages (geais, pigeons, tourterelles, corneilles).



Autour des Palombes (Accipiter gentilis)

Dès le mois de Janvier, le mâle recharge ou construit une ou plusieurs aires volumineuses à grande hauteur (généralement le long d'un tronc de chêne mature) qu'il propose à la femelle avec laquelle il s'appariera en Mars. La ponte est déposée dans le courant du mois d'Avril et les 2 à 3 jeunes éclosent en Mai après 38 jours d'incubation ; ils séjourneront au nid durant 7 semaines environ mais, même après leur envol, resteront encore 3 semaines au moins autour de l'aire où ils continueront à être nourris par la femelle. En Poitou-Charentes, l'autour est présent dans les quatre départements mais semble plus abondant dans la Vienne où son effectif est estimé à 50/100 couples nicheurs (pour une population régionale totale de 180 à 280 couples). Espèce très sensible aux dérangements, l'Autour des palombes a besoin d'une tranquillité maximale lors de tout son cycle de nidification, ce qui conduit à proscrire les travaux forestiers perturbants entre le 15 Mars et le 15 Juillet. La conservation d'un habitat intact - la futaie caducifoliée âgée - et non artificialisé (limitation des introductions de résineux) est également un facteur essentiel pour le maintien de l'espèce.

Caractéristique des habitats :

Sur le site, l'Autour est accompagné par quelques espèces sylvicoles peu communes, voire franchement rares : Grosbec casse-noyaux, un passereau au régime alimentaire original constitué par les akènes, graines et baies de divers arbres et arbustes ; Pouillot siffleur, un passereau insectivore inféodé aux forêts âgées à canopée élevée ; Bouvreuil pivoine, espèce plutôt nordique et « montagnarde », très disséminée en Poitou-Charentes.

Espèces déterminantes pour la ZNIEFF de type 1 « Bois de Lirec »

Nom vernaculaire	Nom scientifique	Protection	Nom vernaculaire	Nom scientifique	Protection
Oiseaux					
Bouvreuil pivoine	<i>Pyrrhula pyrrhula</i>	PN	Grosbec casse-noyaux	<i>Coccothraustes coccothraustes</i>	PN
Engoulevent d'Europe	<i>Caprimulgus europaeus</i>	DO-PN	Pouillot siffleur	<i>Phylloscopus sibilatrix</i>	PN
Autour des Palombes	<i>Accipiter gentilis</i>	PN	Huppe fasciée	<i>Upupa epops</i>	PN

DH : espèce inscrite à la directive Habitats (Annexe II et/ou IV) ; DO : espèce inscrite à la directive Oiseaux (Annexe II) ;

PN : espèce protégée en France ; PR : espèce protégée régionalement.

• La ZNIEFF de type 2 « Massif de Moulière »

Cet espace important pour la préservation de la biodiversité couvre une superficie totale de 8 197 hectares, dont **431 hectares** sur la commune.

Les textes ci-dessous ont extraits de la fiche descriptive du site, en consultation sur le site Internet de l'Inventaire National du Patrimoine Naturel.

Description du site :

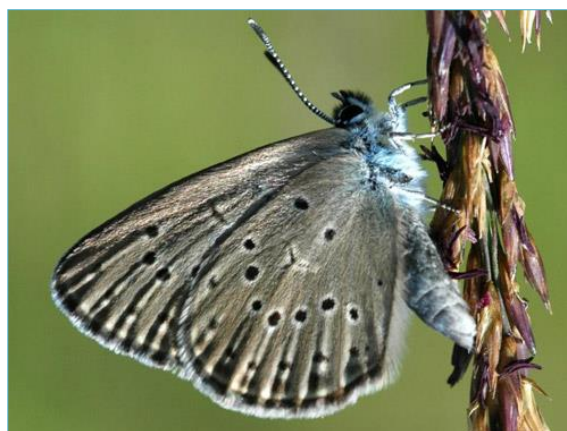
Massif forestier d'environ 7 000 hectares (l'un des plus importants de la région Poitou-Charentes), comprenant un forêt domaniale (Forêt de Moulière), trois grands bois privés adjacents (Bois de la Roche de Bran, Bois du Défens et Bois du Fou) et la Réserve Naturelle du Pinail qui constitue l'un des sites régionaux majeurs de lande haute (« brande du Poitou »).

Intérêt ornithologique :

Intérêt exceptionnel (site décrit comme ZPS), notamment au niveau du cortège de l'avifaune liée aux futaies de chêne âgées (Pacidés) telles qu'elles existent encore dans les bois privés, mais aussi au niveau des oiseaux de landes (Rapaces, passereaux, Engoulevent). Soixante-et-onze espèces nicheuses en tout (soit 55% du total départemental) parmi lesquelles plusieurs ont un statut de conservation défavorable en Europe (inscrites à l'Annexe I de la Directive Oiseaux) : Pic noir, Pic mar, Fauvette pitchou, Engoulevent d'Europe, Busard cendré, Busard Saint-Martin, Bondrée apivore, Circaète Jean-le-Blanc.



Cistude d'Europe



Azuré des mouillères



Pouillot siffleur (Phylloscopus sibilatrix)



Bouvreuil pivoine (Pyrrhula pyrrhula)

Intérêt botanique :

Très élevé au niveau des landes du Pinail et des mares oligotrophes (trente-neuf espèces déterminantes dont neuf protégées officiellement), un peu plus diffus au niveau du massif boisé lui-même : chênaie-hêtraie climacique à Orge d'Europe, vallon à Epipactis à petites feuilles, stations d'Œillet superbe, de Framboisier, etc.

Intérêt batrachologique :

Les 15 000 mares du secteur du Pinail constituent un milieu de prédilection pour les amphibiens, dont certaines espèces atteignent des densités conférant à la zone une valeur européenne. Par ailleurs, la diversité spécifique est très importante avec quatorze espèces d'amphibiens et sept de reptiles.

Intérêt herpétologique :

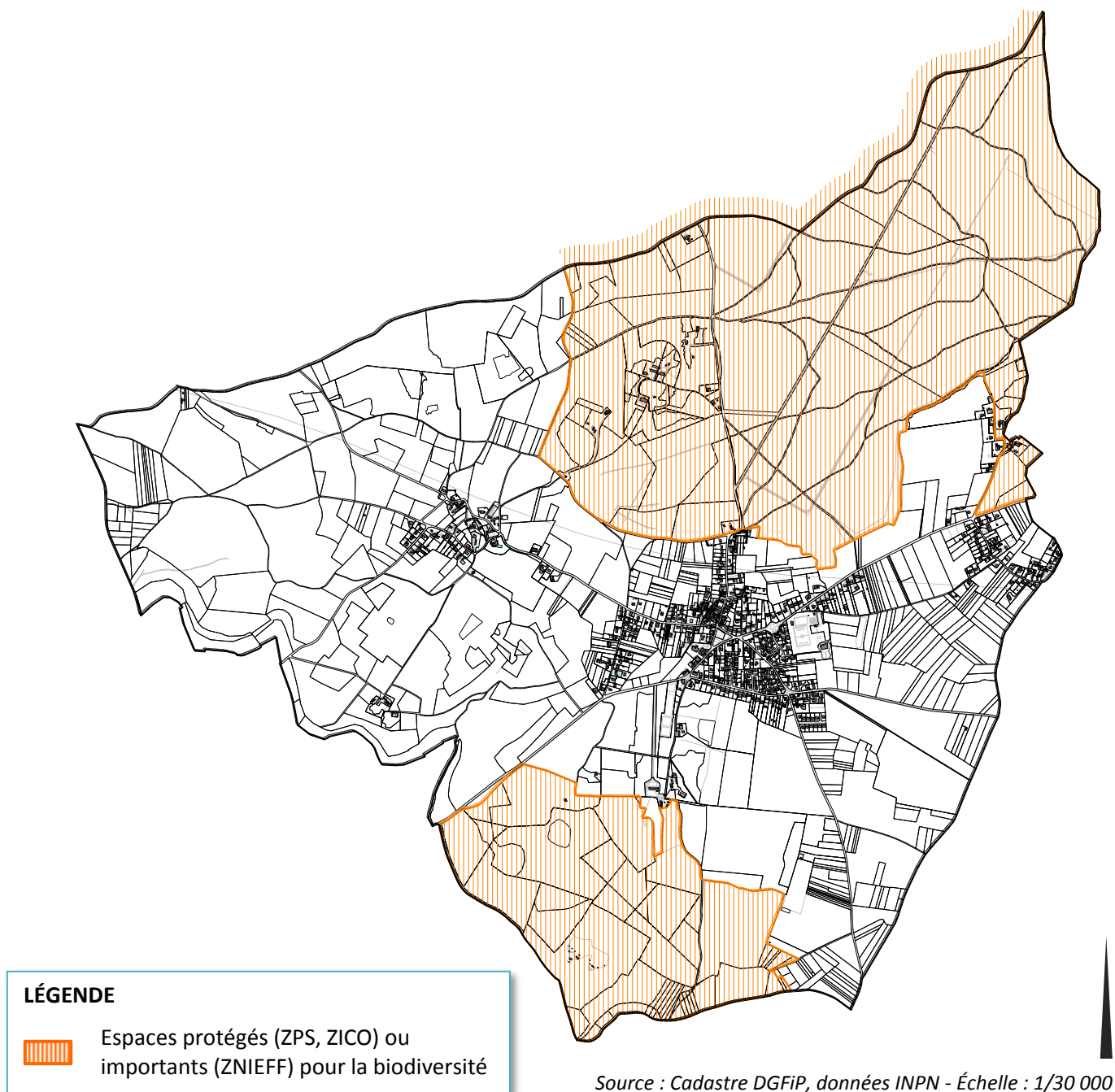
Présence de la Cistude d'Europe.

Intérêt entomologique :

Remarquable dans le secteur du Pinail : très riche cortège d'Odonates avec dix espèces rares ou menacées, dont deux espèces de Leucorhine. Présence de l'Azuré des mouillères.

Au global, les espaces protégés (ZPS, ZICO) et les espaces importants pour la préservation de la biodiversité (ZNIEFF) représentent **576 hectares** sur la commune, soit **39,7 % du territoire communal**.

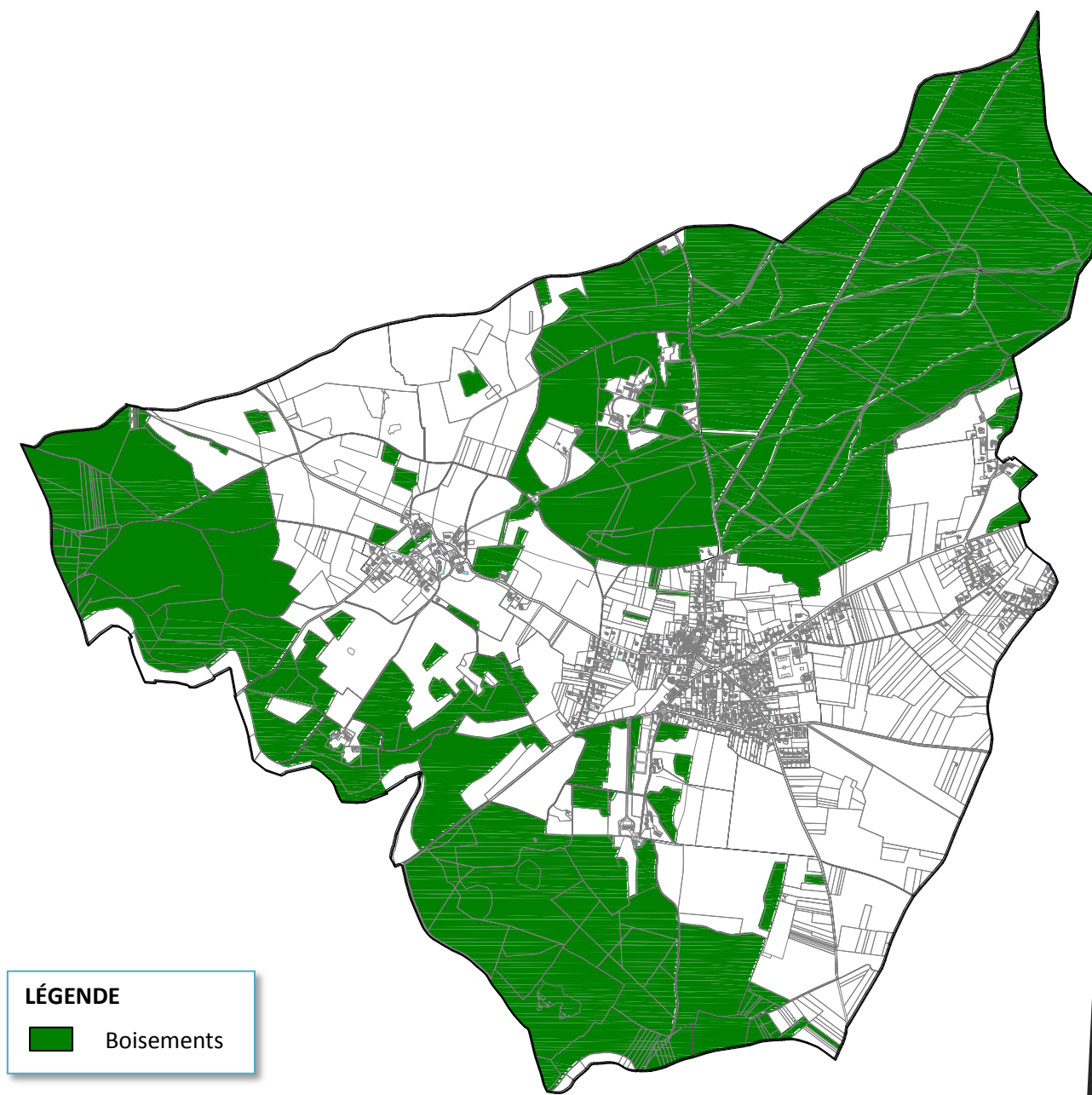
Synthèse des espaces protégés et importants pour la préservation de la biodiversité sur la commune



Les boisements

Les forêts contribuent à assurer des fonctions de production (bois d'œuvre, bois d'énergie), de protection (espèces, qualité des eaux) et sociales (accueil du public). Les forêts les plus anciennes ou implantées dans des conditions écologiques abritent en général la biodiversité la plus forte. La commune est située dans la sylvoécocorégion « Brenne et Brandes ».

Boisements recensés sur la commune



Source : Cadastre DGFIP, travail du groupe « Trame verte et bleue » - Échelle : 1/30 000

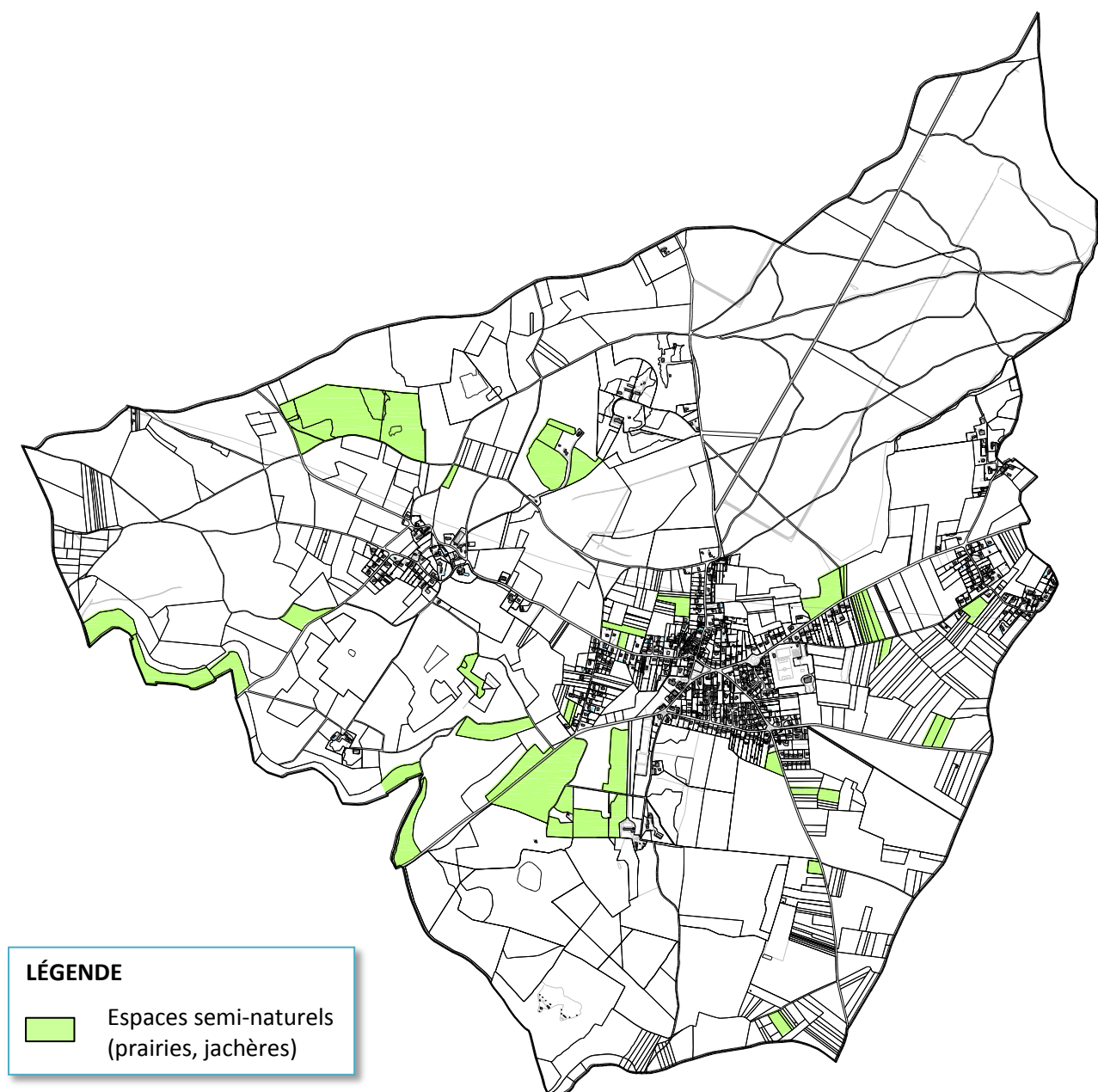
À Bignoux, l'inventaire mené dans le cadre de l'élaboration participative de la Trame verte et bleue révèle l'existence de **79 unités boisées** qui couvrent une superficie totale de **731,8 hectares**. Rapporté à la superficie de la commune, le taux de boisement est ainsi de 50,4 %, alors qu'il est de 18,2% à l'échelle du département de la Vienne. Il est à noter que les peupleraies et vergers, considérées comme des cultures, ne sont pas comprises dans ce calcul.

Les formations végétales linéaires, discontinues ou paysagères reliant les réservoirs

- **Les espaces semi-naturels**

La présence de milieux naturels et semi-naturels riches et diversifiés permet d'offrir des conditions favorables à l'accueil de nombreuses espèces pour l'accomplissement de leur cycle vital (reproduction, alimentation, déplacement, refuge). À Bignoux, les espaces semi-naturels sont représentés par les prairies, les espaces en jachère ou en gel, ainsi que les délaissés.

Espaces semi-naturels présents sur la commune (2012)



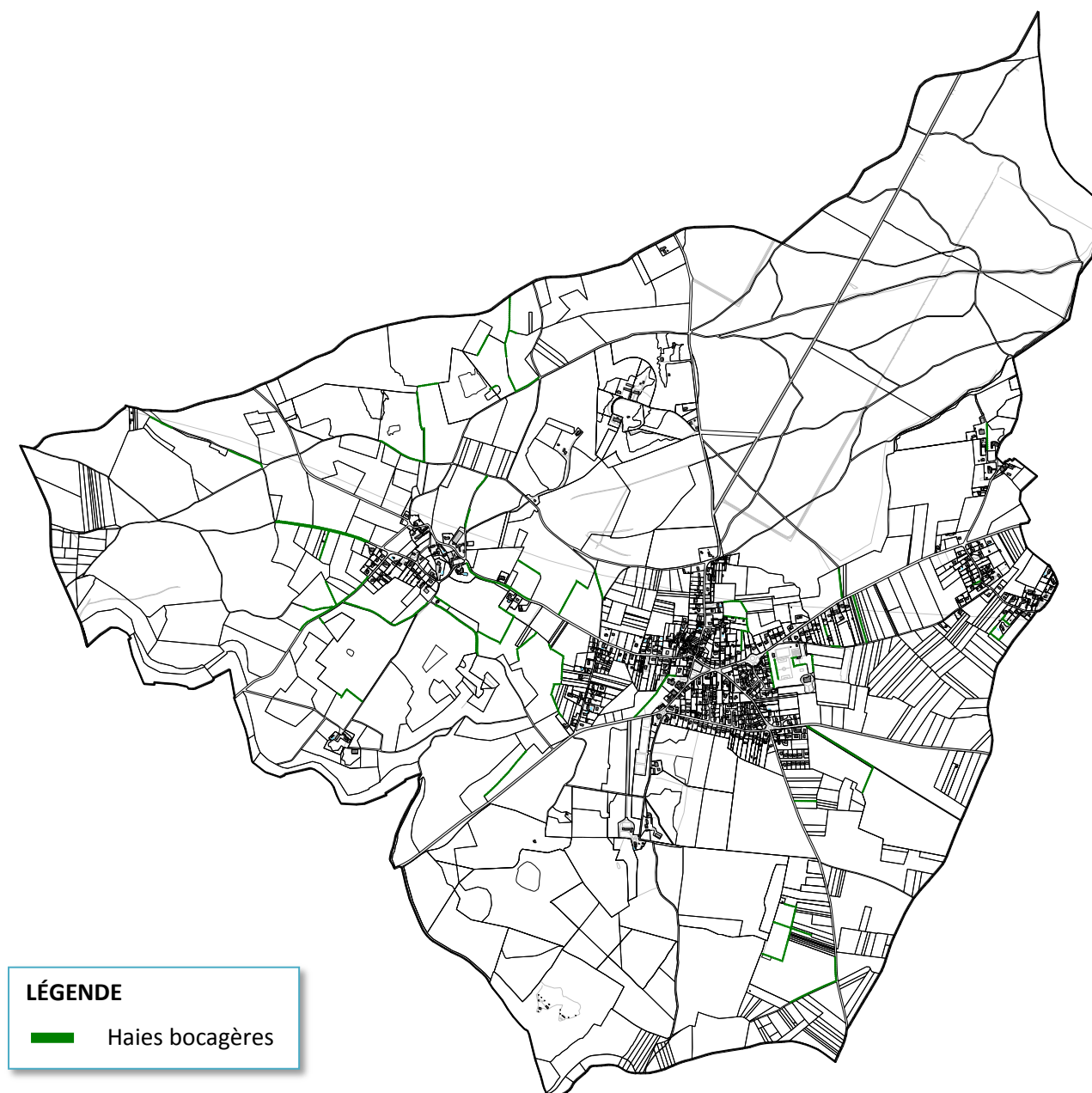
Source : Référentiel parcellaire graphique 2012 (codes 11, 13, 17, 18 et 19) - Échelle : 1/30 000

En 2012, la commune comportait **72,3 hectares** d'espaces semi-naturels, soit **5,0 % de son territoire**. Ils sont assez régulièrement répartis sur le territoire communal, hors espaces boisés. Les espaces semi-naturels participent à la trame verte en améliorant la perméabilité des corridors écologiques pour la circulation des espèces animales et végétales. Ces espaces présentent une évolutivité dans le temps, à mesure qu'ils sont mis en valeur ou laissés en repos par l'agriculture.

- **Les haies bocagères**

À la fois habitats et corridors biologiques, les haies bocagères jouent de nombreux rôles dans le fonctionnement écologique, l'aménagement et le développement des territoires. Elles participent à la création de paysages divers et variés, contribuent à une meilleure qualité des eaux, permettent son infiltration et protègent ainsi contre l'érosion des sols. Elles constituent des zones de refuge pour la biodiversité, sont sources de production (bois de chauffage, fruits...), ont un rôle de régulation climatique et de nombreux intérêts agronomiques (brise vent, protection du bétail...)

Haies bocagères recensées sur la commune



Source : Cadastre DGFIP, travail du groupe « Trame verte et bleue » - Échelle : 1/30 000

Les espaces de Bignoux comportent un nombre limité de haies bocagères. Le recensement mené dans le cadre de l'élaboration participative de la Trame verte et bleue identifie environ **10,9 kilomètres de haies bocagères** sur le territoire. Ces haies sont essentiellement présentes dans l'Ouest de la commune, autour de « Château Fromage » et aux abords des espaces boisés.

Ce recensement ne prend pas en compte les haies basses (buissonnantes) ainsi que les haies ornementales situées autour des lieux d'habitation.

- **Les arbres isolés et les arbres remarquables**

Les arbres isolés jouent un rôle de relais biologique et notamment de soutien à l'avifaune pour laquelle les arbres constituent des lieux d'observation, de nourrissage, voire de reproduction. Ils participent également à la qualité des paysages, dont ils sont un élément de composition notable.

Un recensement des arbres isolés mené dans le cadre de l'élaboration participative de la Trame verte et bleue a permis d'identifier **1 arbre remarquable**.



Arbre isolé Route de Saint-Julien l'Ars (VC1)

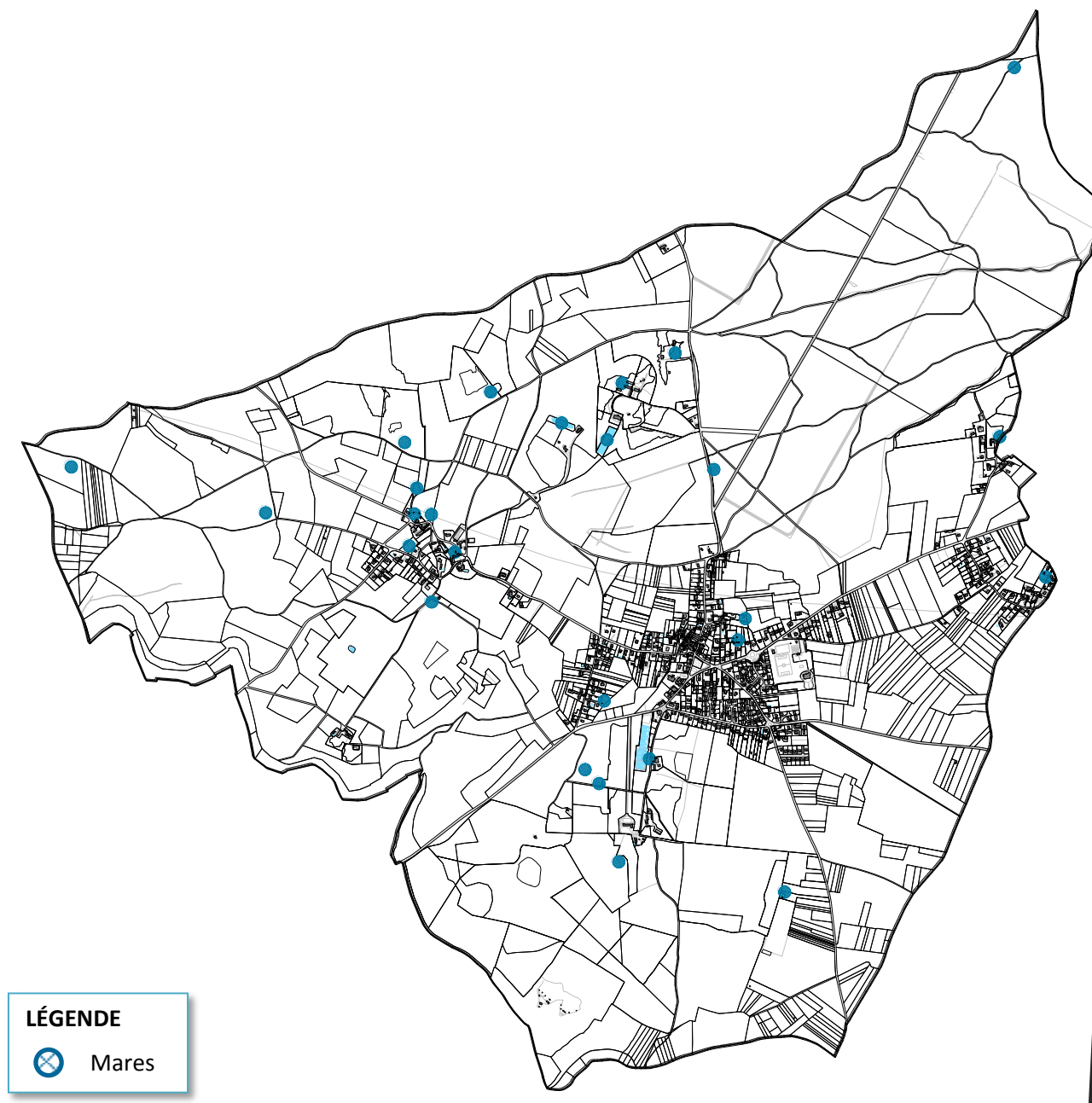
Les mares

Les mares sont des étendues d'eau de faible surface, pérennes ou non, de profondeur limitée. L'alimentation en eau provient du ruissellement ou de la remontée du plafond de la nappe phréatique, avec parfois un ruisseau temporaire. La plupart des mares ont été créées par l'homme, notamment pour répondre aux besoins en eau des habitants (mares communautaires), du cheptel ou suite à des activités extractives (argile, marne, pierres meulières). Très riches au niveau botanique, elles jouent un rôle majeur pour les batraciens (tritons, grenouilles), les reptiles (couleuvres) et les libellules.

La disparition des petites mares par comblement est rapide dans les zones d'abandon de l'élevage. Elles constituent pourtant des espaces symboliques du patrimoine rural et sont essentielles pour le maintien de la biodiversité.

Malgré un sous-sol calcaire, le territoire de Bignoux comporte un nombre intéressant de points d'eau. Un inventaire, réalisé dans le cadre de l'élaboration participative de la Trame verte et bleue, fait état de la **présence de 26 mares**. Ce recensement ne prend pas en compte les étendues d'eau artificialisées (bâchées...) ou servant à l'irrigation agricole.

Mares recensées sur la commune



Source : Cadastre DGFIP, travail du groupe « Trame verte et bleue » - Échelle : 1/30 000

Les espaces à dominante humide

D'après la Loi sur l'Eau du 3 Janvier 1992, les zones humides sont « *les terrains, exploités ou non, habituellement inondés ou gorgés d'eau douce, salée ou saumâtre de façon permanente ou temporaire ; la végétation, quand elle existe, y est dominée par des plantes hygrophiles pendant au moins une partie de l'année* ». Les zones humides remplissent de nombreuses fonctions utiles aux équilibres naturels et aux activités humaines : écrêtement des crues et soutien d'étiage, épuration naturelle, réservoirs de biodiversité, support de loisirs et de tourisme...

Cette définition a été complétée à plusieurs reprises. L'Arrêté du 1^{er} Octobre 2009, modifiant l'Arrêté du 24 Juin 2008, pris en application de l'article R.211-108 du Code de l'Environnement, précise :

I. - Les critères à retenir pour la définition des zones humides mentionnées au 1° du I de l'article L.211-1 sont relatifs à la morphologie des sols liée à la présence prolongée d'eau d'origine naturelle et à la présence éventuelle de plantes hygrophiles. Celles-ci sont définies à partir de listes établies par région biogéographique. En l'absence de végétation hygrophile, la morphologie des sols suffit à définir une zone humide.

II. - La délimitation des zones humides est effectuée à l'aide des cotes de crue ou de niveau phréatique, ou des fréquences et amplitudes des marées, pertinentes au regard des critères relatifs à la morphologie des sols et à la végétation définis au I.

III. - Un Arrêté des Ministres chargés de l'environnement et de l'agriculture précise, en tant que de besoin, les modalités d'application du présent article et établit notamment les listes des types de sols et des plantes mentionnés au I.

IV. - Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux cours d'eau, plans d'eau et canaux, ainsi qu'aux infrastructures créées en vue du traitement des eaux usées ou des eaux pluviales.

Ainsi, les morphologies de sols propices à la présence de zones humides sont fixées en annexe de l'Arrêté cité ci-dessus :

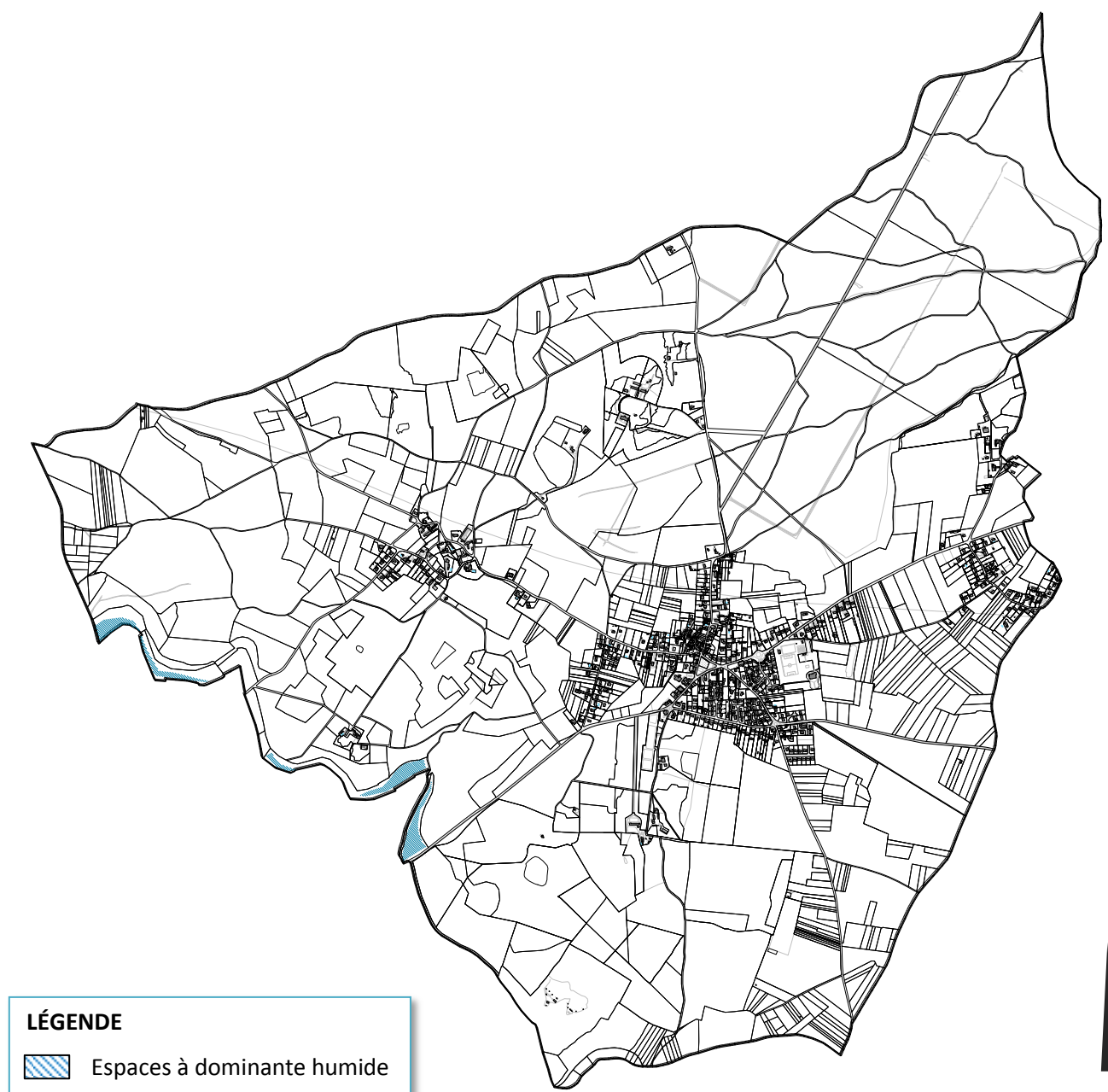
Toutes références d'Histosols, toutes références de Réductisols, les Rédoxisols (pro parte), les Fluviosols bruts rédoxisols (pro parte), les Fluviosols typiques rédoxisols (pro parte), les Fluviosols brunifiés rédoxisols (pro parte), toutes références de Thalassosols rédoxisols, les Planosols typiques (pro parte), les Luvisols dégradés rédoxisols (pro parte), les Luvisols typiques rédoxisols (pro parte), toutes références de Sols salsodiques, toutes références de Pélosols rédoxisols, les Colluviosols rédoxisols, les Podzosols humiques et podzosols humoduriques.

Comme évoqué ci-avant, un inventaire de « prélocalisation des zones humides » a été réalisé pour le compte de la DREAL Poitou-Charentes en 2015. Ce travail a été conduit sur la base d'une interprétation visuelle, au 1/5 000, de l'orthophotoplan de 2011, de la carte IGN au 1/25 000 et de la carte d'État-major de 1860.

Cet inventaire de prélocalisation ne répond pas aux principes définis par l'Arrêté du 1^{er} Octobre 2009 et par l'article R.211-108 du Code de l'Environnement. Il est donc reporté à titre informatif en tant que « prélocalisation d'espaces à dominante humide » et doit être compris comme la localisation d'enveloppes de probabilité.

En tout état de cause, tout projet d'aménagement dans ces espaces devra s'accompagner d'une étude réalisée dans le respect de l'objectif 8 du SDAGE Loire-Bretagne et selon les modalités du Guide de la méthode nationale d'évaluation des fonctions des zones humides édité par l'ONEMA en 2016.

Espaces à dominante humide sur la commune (DREAL Poitou-Charentes)



Source : Cadastre DGFIP, DREAL Poitou-Charentes - Échelle : 1/30 000

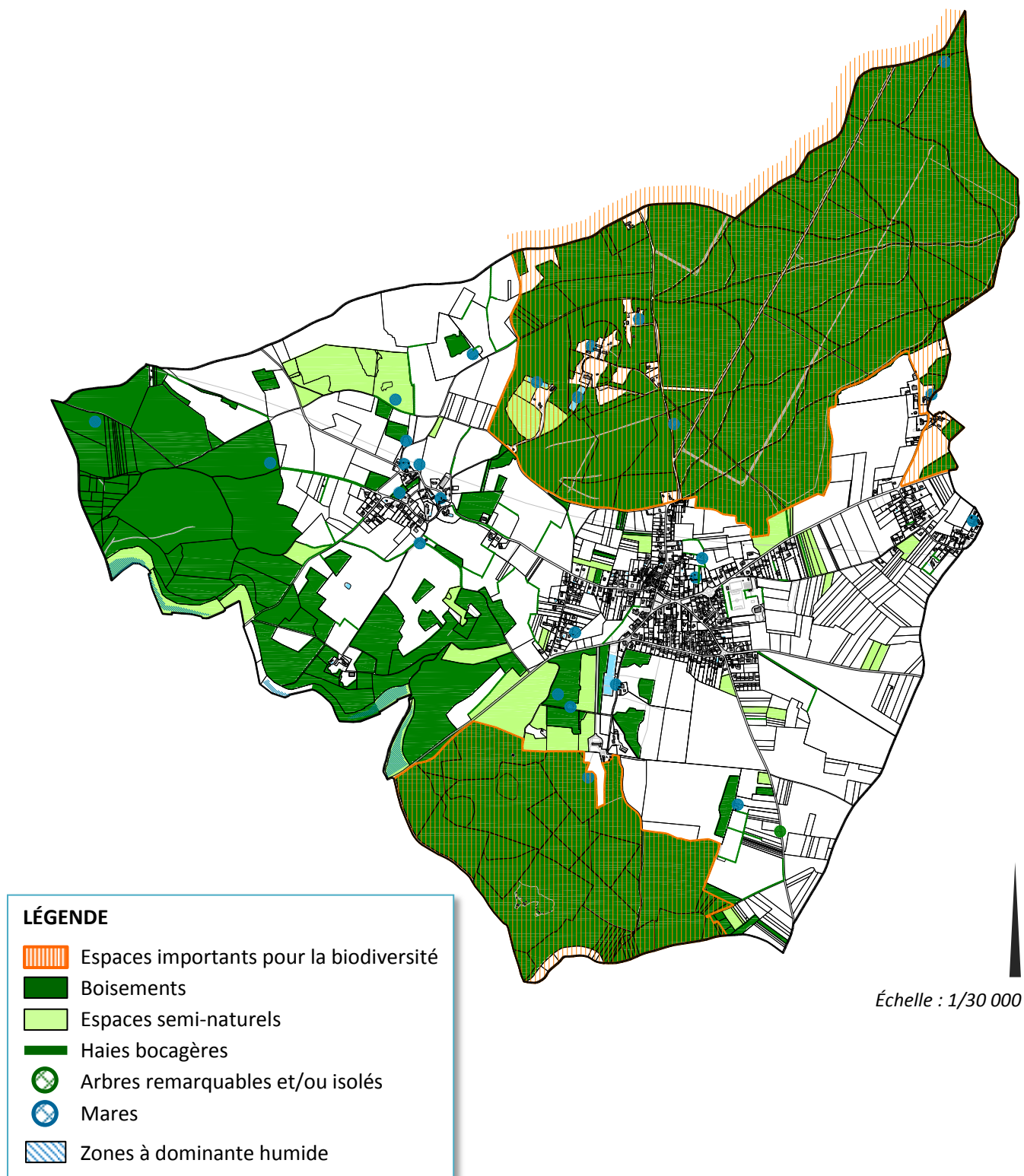
L'inventaire a permis d'identifier **5,4 hectares** d'espaces à dominante humide, soit **0,4 % du territoire communal**. Ces secteurs sont essentiellement localisés au Sud-Ouest de la commune, autour de la Vallée de Jappe-Loup.

Au sein de ces enveloppes de probabilité, tout projet d'aménagement devra faire l'objet d'études de qualification de la morphologie des sols, au regard de l'article R.211-108 du Code de l'Environnement, pour attester de l'existence d'une zone humide, le cas échéant.

Synthèse de la trame verte et bleue

Les éléments constitutifs de la trame verte et bleue sont cartographiés ci-après. Leur superposition permet d'appréhender la richesse biologique potentiellement présente sur le territoire communal.

Éléments constitutifs de la trame verte et bleue locale à Bignoux



La trame verte et bleue à Bignoux apparaît comme dense, notamment en parties Nord et Sud/Sud-Ouest de la commune, de part et d'autre d'un axe Montamisé / Château Fromage / Bourg de Bignoux / Lavoux. Le recensement réalisé dans le cadre de l'élaboration participative de la Trame verte et bleue vient confirmer les données du Schéma Régional de Cohérence Écologique, faisant état d'un territoire doté d'une biodiversité riche et diversifiée. À très faible distance se côtoient des milieux naturels ou semi-naturels comportant de nombreuses espèces patrimoniales.

La mosaïque de milieux illustre la grande richesse naturelle de ce territoire, mais également sa complexité et sa fragilité. Afin de bien prendre en compte ce patrimoine naturel remarquable et de le protéger, il est essentiel de poursuivre l'élargissement de la connaissance.

Synthèse environnementale

- **Atouts**

Du fait de la présence de massifs forestiers qui constituent une surface importante de la commune (Forêt de Moulière au Nord et Bois de Lirec au Sud), la commune dispose d'une réelle richesse environnementale et biologique mais aussi, par voie de conséquence, d'une réelle richesse en matière de cadre de vie. Sa préservation est un enjeu essentiel.

- **Faiblesses**

Entre les massifs boisés, sur les espaces agricoles, existent encore un certain nombre de bosquets et haies bocagères qui, dans une logique de corridors diffus, permettent la migration des espèces. Ici comme ailleurs, les évolutions agricoles récentes menacent cet état de fait.

- **Menaces**

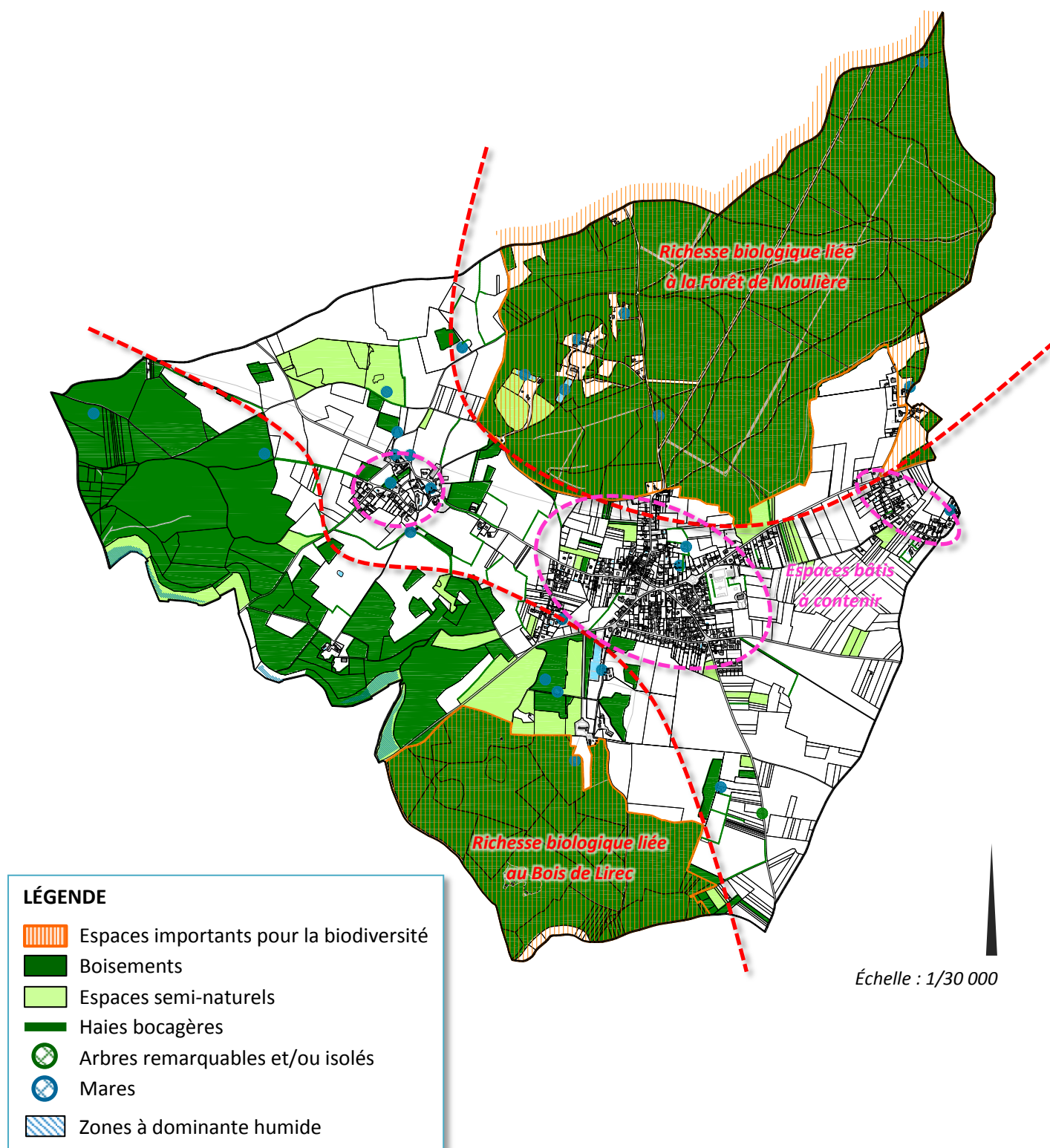
La disparition de ces corridors biologiques constitue une menace pour le maintien de la richesse du milieu.

Le développement de l'habitat, s'il n'est pas maîtrisé, peut également induire des risques d'appauvrissement du milieu. Il est ainsi essentiel de maintenir une répartition spatiale très nette entre le Bourg et les villages de « Château Fromage » à l'Ouest, mais aussi « La Foye » à l'Est. Le développement linéaire, le long des axes de circulation, doit être évité.

- **Opportunités**

La population qui réside à Bignoux est attachée à la richesse du cadre de vie de la commune. Ce contexte permet d'envisager un développement mesuré de ce territoire en matière de développement du bâti. Ce positionnement induit, en retour, une moindre consommation d'espaces agricoles et naturels et une fréquentation des milieux limitée.

Synthèse des enjeux au regard des éléments constitutifs de la trame verte et bleue locale à Bignoux



TROISIEME PARTIE

EXPLICATION DES CHOIX RETENUS

DEMARCHE ET HISTORIQUE D'ELABORATION DU PROJET

Historique de la démarche

La commune de Bignoux dispose d'un Plan d'Occupation des Sols (POS). Ce document a fait l'objet de deux révisions, n°1 et 1C, approuvées respectivement en dates du 24 Octobre 1996 et du 03 Juillet 2000, et de deux modifications simplifiées, approuvées respectivement en dates du 10 Mai 2004 et du 09 Août 2007.

Par délibération du 20 Juin 2014, le Conseil Municipal de Bignoux a décidé de prescrire la révision du Plan d'Occupation des Sols en un Plan Local d'Urbanisme.

Le Projet d'Aménagement et de développement durables

Le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) exprime la volonté du Conseil Municipal de Bignoux en matière d'aménagement du territoire communal pour les 10 ans à venir. Son élaboration a été réalisée conformément à l'article L.153-12 du Code de l'Urbanisme ; un débat a été organisé le 28 Octobre 2016 au sein du Conseil Municipal sur les orientations générales du projet et validé par vote. Les réflexions issues de plusieurs réunions de travail ont ainsi amené les élus à effectuer les choix suivants en matière d'aménagement du territoire :

1. Protéger la ressource en eau
2. Protéger les éléments-supports de la biodiversité
3. Préserver le cadre de vie rural et les paysages
4. Rechercher la sobriété énergétique
5. Maintenir la vitalité démographique
6. Favoriser la diversité sociale, la mixité des usages et un « vivre-ensemble » de qualité
7. Pérenniser la qualité des services
8. Préserver les outils de productions agricoles et sylvicoles
9. Favoriser le développement économique local

Ces choix ont été traduits et développés selon la trame thématique prévue par l'article L.151-5 du Code de l'Urbanisme. Ils expriment la volonté de la collectivité d'élaborer un projet durable respectant les grands équilibres du territoire de Bignoux en organisant notamment le développement résidentiel.

Mise en œuvre de la démarche

Le Projet d'Aménagement et de Développement Durables a été élaboré en concertation avec les services de l'État. Une réunion d'échanges a par ailleurs été réalisée avec les personnes associées au projet de PLU (collectivités, intercommunalités, chambres consulaires...) le 15 Novembre 2016. Les choix des orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables ont été modifiés suite à ce processus de consultation et sont donc motivés en ce sens.

Le Projet d'Aménagement et de Développement Durables a également été élaboré en concertation avec les habitants de Bignoux. Dès le lancement du projet, une série de réunions a été organisée avec des groupes d'habitants porteurs d'enjeux spécifiques pour le territoire afin de recueillir les informations et les besoins propres à certaines thématiques. Les informations collectées au cours de ces réunions ont permis de

compléter le diagnostic territorial et environnemental qui a été présenté lors d'une réunion publique le 11 Juin 2015.

Le choix des orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables a été opéré dans le cadre de cette concertation. Ils sont motivés par le processus de participation citoyenne qui a été mis en œuvre.

EXPLICATION DES CHOIX DU PROJET D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DURABLES

PRISE EN COMPTE DES DISPOSITIONS REGLEMENTAIRES

Conformément aux dispositions de l'article L.151-5 du Code de l'Urbanisme, le Projet d'Aménagement et de Développement Durables de Bignoux définit :

- › les orientations générales des politiques d'aménagement, d'équipement, d'urbanisme, de paysage, de protection des espaces naturels, agricoles et forestiers, et de préservation ou de remise en bon état des continuités écologiques ;
- › les orientations générales concernant l'habitat, les transports et les déplacements, les réseaux d'énergie, le développement des communications numériques, l'équipement commercial, le développement économique et les loisirs, retenues pour l'ensemble [...] de la commune.

La trame du document traite l'ensemble des thématiques prescrites par la Loi, en les regroupant selon des orientations générales qui constituent les choix de la collectivité en réponse aux grands enjeux qui concernent la commune en matière d'aménagement du territoire. La cohérence entre ces différentes approches est présentée ci-dessous :

Volet du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (pilier du développement durable)	Orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables débattu le 28/10/2016	Thématiques traitées au regard de l'article L.151-5 du Code de l'Urbanisme
Volet environnemental	Protéger la ressource en eau	Orientations générales des politiques d'aménagement, d'équipement, d'urbanisme, de paysage, de protection des espaces naturels, agricoles et forestiers, et de préservation ou de remise en bon état des continuités écologiques.
	Préserver les éléments-support de la biodiversité	
	Préserver le cadre de vie rural et les paysages	
	Rechercher la sobriété énergétique	
Volet social	Maintenir la vitalité démographique	Orientations générales concernant l'habitat, les transports et les déplacements, les réseaux d'énergie, le développement des communications numériques, l'équipement commercial, le développement économique et les loisirs.
	Favoriser la diversité sociale, la mixité des usages et un « vivre-ensemble » de qualité	
	Pérenniser la qualité des services	

Volet du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (pilier du développement durable)	Orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables débattu le 28/10/2016	Thématiques traitées au regard de l'article L.151-5 du Code de l'Urbanisme
Volet économique	Préserver les outils de productions agricoles et sylvicoles	Orientations générales concernant l'habitat, les transports et les déplacements, les réseaux d'énergie, le développement des communications numériques, l'équipement commercial, le développement économique et les loisirs.
	Favoriser le développement économique local	

EXPLICATION DES CHOIX RETENUS

Protéger la ressource en eau

Cette orientation répond aux enjeux de préservation de la biodiversité en application des principes définis par l'alinéa 6 de l'article L.101-2 du Code de l'Urbanisme :

« Dans le respect des objectifs du développement durable, l'action des collectivités publiques en matière d'urbanisme vise à atteindre les objectifs suivants :

6° La protection des milieux naturels et des paysages, la préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol, des ressources naturelles, de la biodiversité, des écosystèmes, des espaces verts ainsi que la création, la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques ; »

Le choix de la collectivité est motivé par les enjeux identifiés en matière de protection des trois périmètres de captages d'eau potable impactant la commune.

Préserver les éléments-support de la biodiversité

Cette orientation répond aux enjeux de préservation de la biodiversité en application des principes définis par l'alinéa 6 de l'article L.101-2 du Code de l'Urbanisme :

« Dans le respect des objectifs du développement durable, l'action des collectivités publiques en matière d'urbanisme vise à atteindre les objectifs suivants :

6° La protection des milieux naturels et des paysages, la préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol, des ressources naturelles, de la biodiversité, des écosystèmes, des espaces verts ainsi que la création, la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques ; »

Le choix de la collectivité est motivé par la volonté de protection du cadre environnemental de la commune, sur la base des enjeux identifiés dans le cadre des mesures de protection mises en place (site Natura 2000 et ZNIEFF) et au Schéma Régional de Cohérence Écologique, préalablement à tout projet de développement résidentiel ou économique.

Préserver le cadre de vie rural et les paysages

Cette orientation répond aux enjeux de la préservation de l'architecture et des paysages en application des principes définis par les alinéas 1 et 2 de l'article L.101-2 du Code de l'Urbanisme :

« Dans le respect des objectifs du développement durable, l'action des collectivités publiques en matière d'urbanisme vise à atteindre les objectifs suivants :

1° L'équilibre entre : [...]

b) Le renouvellement urbain, le développement urbain maîtrisé, la restructuration des espaces urbanisés, la revitalisation des centres urbains et ruraux ; [...]

d) La sauvegarde des ensembles urbains et la protection, la conservation et la restauration du patrimoine culturel ; [...]

2° La qualité urbaine, architecturale et paysagère, notamment des entrées de ville ;... »

Le choix de la collectivité est motivé par la volonté de protection du cadre architectural et paysager de la commune sur la base des enjeux spécifiques identifiés dans le cadre des mesures de protection déjà en place.

L'absence d'extension notable de l'urbanisation autour du Bourg assure à terme l'intégration du développement urbain à la trame du Bourg.

Rechercher la sobriété énergétique

Cette orientation répond aux enjeux de la préservation de l'architecture et des paysages en application des principes définis par l'alinéa 7 de l'article L.101-2 du Code de l'Urbanisme :

« Dans le respect des objectifs du développement durable, l'action des collectivités publiques en matière d'urbanisme vise à atteindre les objectifs suivants :

7° La lutte contre le changement climatique et l'adaptation à ce changement, la réduction des émissions de gaz à effet de serre, l'économie des ressources fossiles, la maîtrise de l'énergie et la production énergétique à partir de sources renouvelables.

Compte-tenu du contexte de Bignoux, les orientations définies restent d'ordre général et visent à établir un principe de cohérence entre urbanisme et politique de l'énergie.

Maintenir la vitalité démographique

Cette orientation répond à l'enjeu de définition du niveau de développement démographique envisageable pour la commune dans les 10 ans à venir, lequel définit les besoins théoriques en logements sur cette période. L'orientation s'appuie sur un calcul prospectif et envisage un accroissement de 10 % de la population communale sous 10 ans ; Bignoux compterait alors 1 161 habitants en 2026.

Cette évolution constitue un choix politique de la collectivité et correspond à une volonté d'accueil mesuré de nouveaux habitants pour maintenir une dynamique de territoire. Ce choix est effectué dans le contexte d'une situation territoriale favorable et prend appui sur la situation périurbaine de la commune.

L'accueil de ces nouveaux habitants est envisagé selon 3 axes :

- › La reprise de bâti vacant du centre-bourg.
- › La mobilisation d'espaces interstitiels.
- › La création de trois espaces d'extension urbaine au Nord, au Sud-Est et au Sud-Ouest du Bourg.

La diversité du potentiel mobilisé garantit la mixité de la population, tant au niveau des âges que des catégories socio-professionnelles ou des usages (locatif, accession à la propriété, résidence secondaire...).

Pérenniser la qualité des services

Cette orientation répond à un triple enjeu :

- › Poursuivre les actions permettant l'adaptation et l'amélioration des services rendus aux habitants.
- › Maintenir un niveau de population suffisant pour amortir les équipements créés.
- › Valoriser l'équipement numérique du territoire.

Préserver les outils de production agricoles et sylvicoles

L'agriculture et la sylviculture sont des activités importantes à Bignoux. Les entreprises de ces secteurs doivent, en conséquence, pouvoir évoluer en fonction de l'évolution du contexte économique dans lequel elles s'inscrivent. Le choix de la collectivité de mettre en œuvre des dispositions réglementaires favorisant le développement de ces entreprises est justifié en ce sens.

Favoriser le développement économique local

Cette orientation du Projet d'Aménagement et de Développement Durables répond à l'enjeu du développement économique en favorisant la création ou le maintien d'emplois locaux, dans l'objectif de conserver la diversité des fonctions du territoire. Il est en effet essentiel que le développement économique accompagne le développement résidentiel afin de limiter la demande en déplacements vers les pôles d'emplois alentours.

QUATRIEME PARTIE

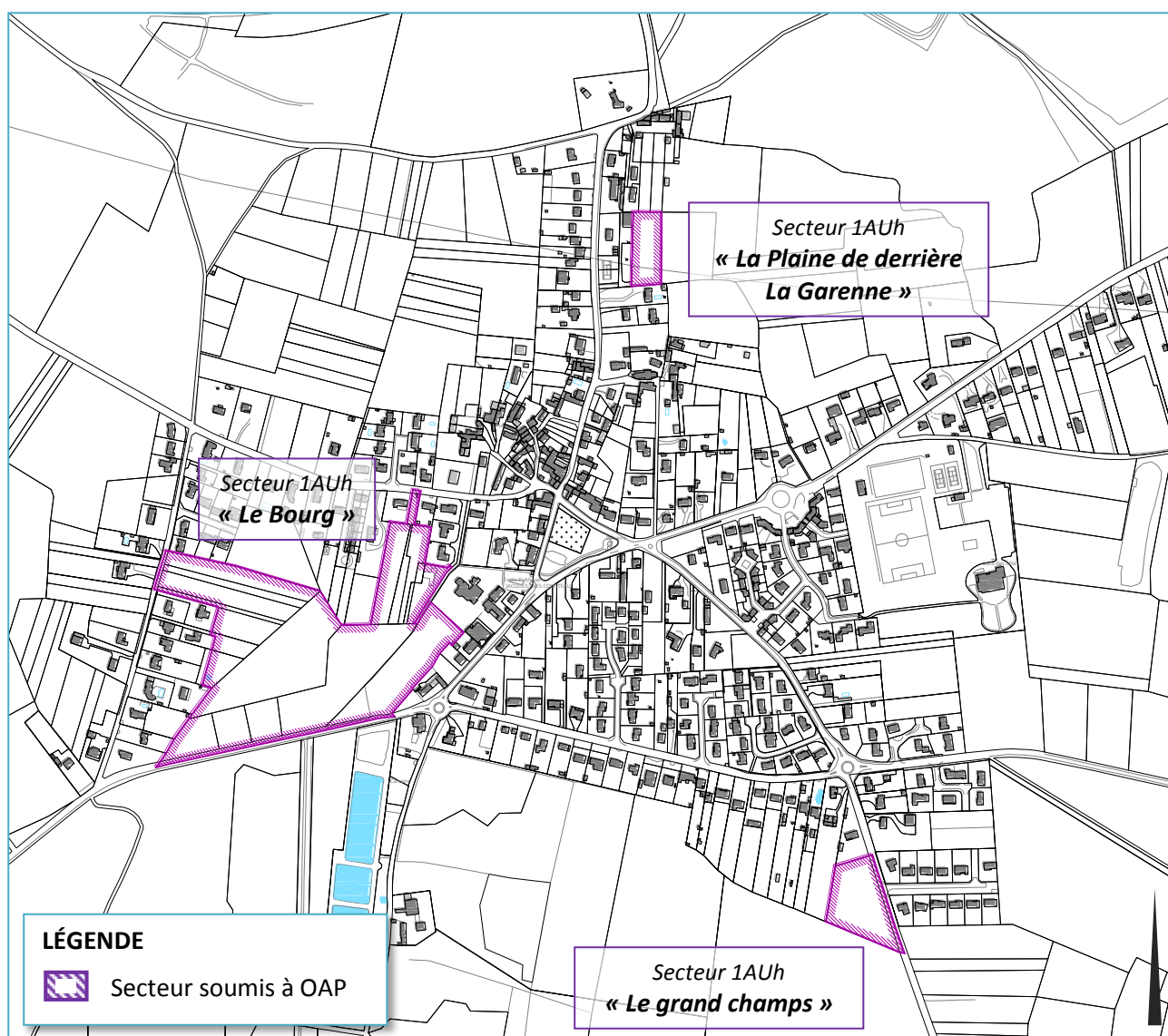
**JUSTIFICATION DES
DISPOSITIONS RÉGLEMENTAIRES**

JUSTIFICATION DES ORIENTATIONS D'AMENAGEMENT ET DE PROGRAMMATION

SECTEURS OU S'APPLIQUENT DES ORIENTATIONS D'AMENAGEMENT

Le Plan Local d'Urbanisme de Bignoux comporte trois orientations d'aménagement et de programmation (OAP) qui s'appliquent sur le périmètre des secteurs à urbaniser « 1AUh ».

Localisation des orientations d'aménagement et de programmation



L'objectif de ces orientations d'aménagement et de programmation est de parvenir à la bonne intégration fonctionnelle et paysagère de ces nouveaux espaces bâtis aux lieux dans lesquels ils s'inscrivent.

Les OAP fixent des grands principes d'organisation de l'espace, qui doivent être respectés dans une logique de compatibilité. La cartographie des éléments est ainsi donnée pour principe : leur réalisation est

obligatoire mais leur localisation effective peut varier géographiquement selon les contraintes d'aménagement qui seront identifiées lors des études préalables aux opérations d'ensemble.

COHERENCE DES ORIENTATIONS D'AMENAGEMENT ET DE PROGRAMMATION AVEC LES ORIENTATIONS DU PROJET D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DURABLES

Les dispositions réglementaires des OAP sont justifiées par la nécessité d'organiser cet accueil de nouveaux habitants en identifiant les espaces dédiés à l'implantation habitations, en prévoyant l'équipement de la zone et prenant en compte les enjeux environnementaux. Elles découlent de la mise en application des orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables.

Mise en cohérence des orientations et des dispositions réglementaires

Orientations du PADD	Dispositions réglementaires imposées dans les OAP
Protéger la ressource en eau	<ul style="list-style-type: none"> - Délimitation des OAP dans des secteurs couverts par l'assainissement collectif. - Mise en œuvre d'un espace vert de gestion des eaux pluviales sur l'OAP du « Bourg ».
Préserver les éléments-support de la biodiversité	<ul style="list-style-type: none"> - Création d'espaces verts publics et privés. - Plantation de haies en limites d'opérations. - Préservation de la végétation pérenne en place.
Préserver le cadre de vie rural et les paysages	<ul style="list-style-type: none"> - Prise en compte de la morphologie urbaine des fronts bâtis. - Maintien et création de voiries de distribution.
Rechercher la sobriété énergétique	<ul style="list-style-type: none"> - Création de liaisons piétonnes reliant les espaces d'habitat aux équipements et services publics. - Introduction de formes d'habitat groupé et plan d'ensemble favorisant l'orientation bioclimatique des constructions.
Maintenir la vitalité démographique	<ul style="list-style-type: none"> - Cadrage du potentiel d'accueil en logement pour chacun des secteurs : 46 logements environ pour « Le Bourg », 4 logements environ pour « La Plaine de derrière la Garenne », 6 logements environ pour « Le grand Champs », soit un total de 56 logements environ.
Favoriser la diversité sociale, la mixité des usages et un « vivre-ensemble » de qualité	<ul style="list-style-type: none"> - Obligation de 30 % d'espaces publics dans chaque OAP. - Mise en œuvre d'espaces publics et d'espaces verts, lieux de rencontre.
Pérenniser la qualité des services	<ul style="list-style-type: none"> - Délimitation des OAP dans un rayon permettant un accès aisé aux services, aux commerces, aux équipements publics et aux infrastructures de transport.
Préserver les outils de production agricoles et sylvicoles	<ul style="list-style-type: none"> - Application du principe de gestion économe des sols par l'imposition d'un niveau minimum de densité afin de réduire les besoins en foncier agricole pour l'accueil de nouveaux habitants.
Favoriser le développement économique local	<ul style="list-style-type: none"> - Délimitation des OAP dans un rayon permettant un accès aisé aux services, aux commerces, aux équipements publics et aux infrastructures de transport.

JUSTIFICATION DE LA DELIMITATION DES ZONES

SUPERFICIE DES ZONES ET SECTEURS

La superficie des zones et secteurs traduit réglementairement les choix arrêtés au Projet d'Aménagement et de Développement Durables, de façon concrète, et s'appuie sur les principes définis aux articles L.101-1 à L. 101-3 du Code de l'Urbanisme.

Tableau des superficies

Les valeurs ci-dessous sont données à titre informatif et sont basées sur le système de projection géographique Lambert 93. Des différences mineures peuvent être constatées avec les superficies des parcelles cadastrales calculées sur des systèmes de projection différents.

Zone	Dénomination du secteur	Lettrage	Superficie
ZONE URBAINE	Urbain	U	78,4 ha
	Urbain à vocation de loisirs	UL	5,1 ha
Sous total			83,5 ha
ZONE À URBANISER	À urbaniser à court terme pour l'habitat	1AUh	7,4 ha
Sous total			7,4 ha
ZONE NATURELLE	Naturel et forestier	N	1 079,5 ha
Sous total			1 079,5 ha
ZONE AGRICOLE	Agricole	A	281,6 ha
Sous total			281,6 ha
TOTAL			1 452,0 ha

DELIMITATION DE LA ZONE URBAINE

Cadre juridique et importance dans le projet

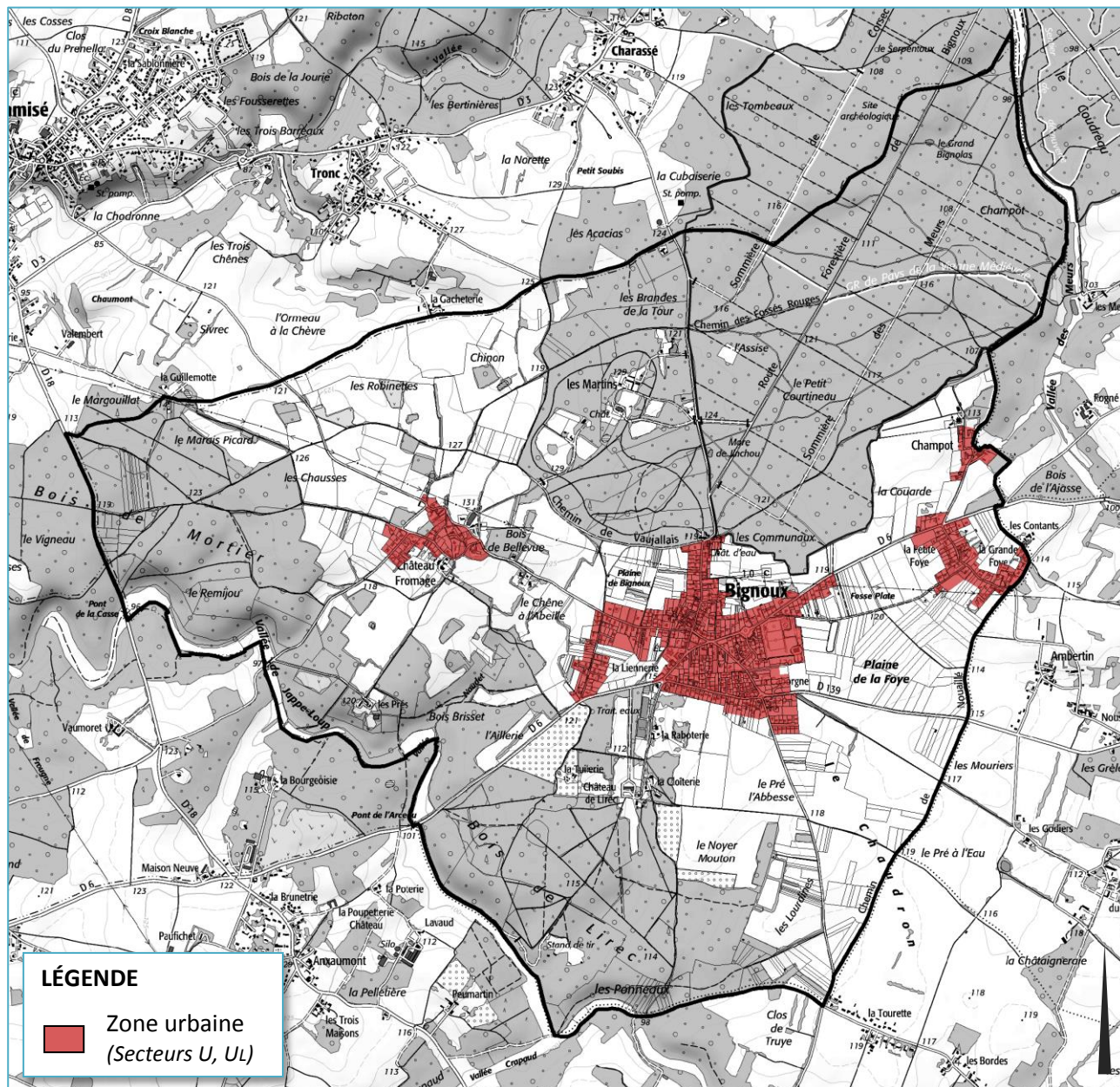
- **Cadre juridique**

La zone urbaine est annotée « U » dans le Plan Local d'Urbanisme et correspond aux espaces du territoire déjà urbanisés et où les secteurs où les équipements publics existants ou en cours de réalisation ont une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter.

- **Importance dans le projet**

La zone urbaine couvre un total de **83,5 hectares, soit 5,8 % du territoire communal**. Elle est délimitée sur le Bourg et sur les villages de « Château-Fromage », « La Foye » et « Champot ».

Emprise de la zone urbaine sur le territoire communal



Afin de répondre aux différents enjeux qui concernent le territoire communal, la zone urbaine est divisée en deux secteurs qui mettent en œuvre chacun des dispositions réglementaires spécifiques. Ces secteurs sont décrits ci-après.

Le secteur urbain « U »

Ce secteur correspond au Bourg de Bignoux, ainsi qu'aux principaux villages : « La Foye », « Champot » et « Château-Fromage », tous desservis par un système d'assainissement collectif à l'exception de ce derniers qui devrait l'être à brève échéance.

Les destinations et sous-destinations du bâti sont volontairement laissées ouvertes pour favoriser les usages multiples possibles, notamment dans le cadre du tourisme ou des activités économiques et commerciales.

La définition de ce secteur correspond aux orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables, à savoir :

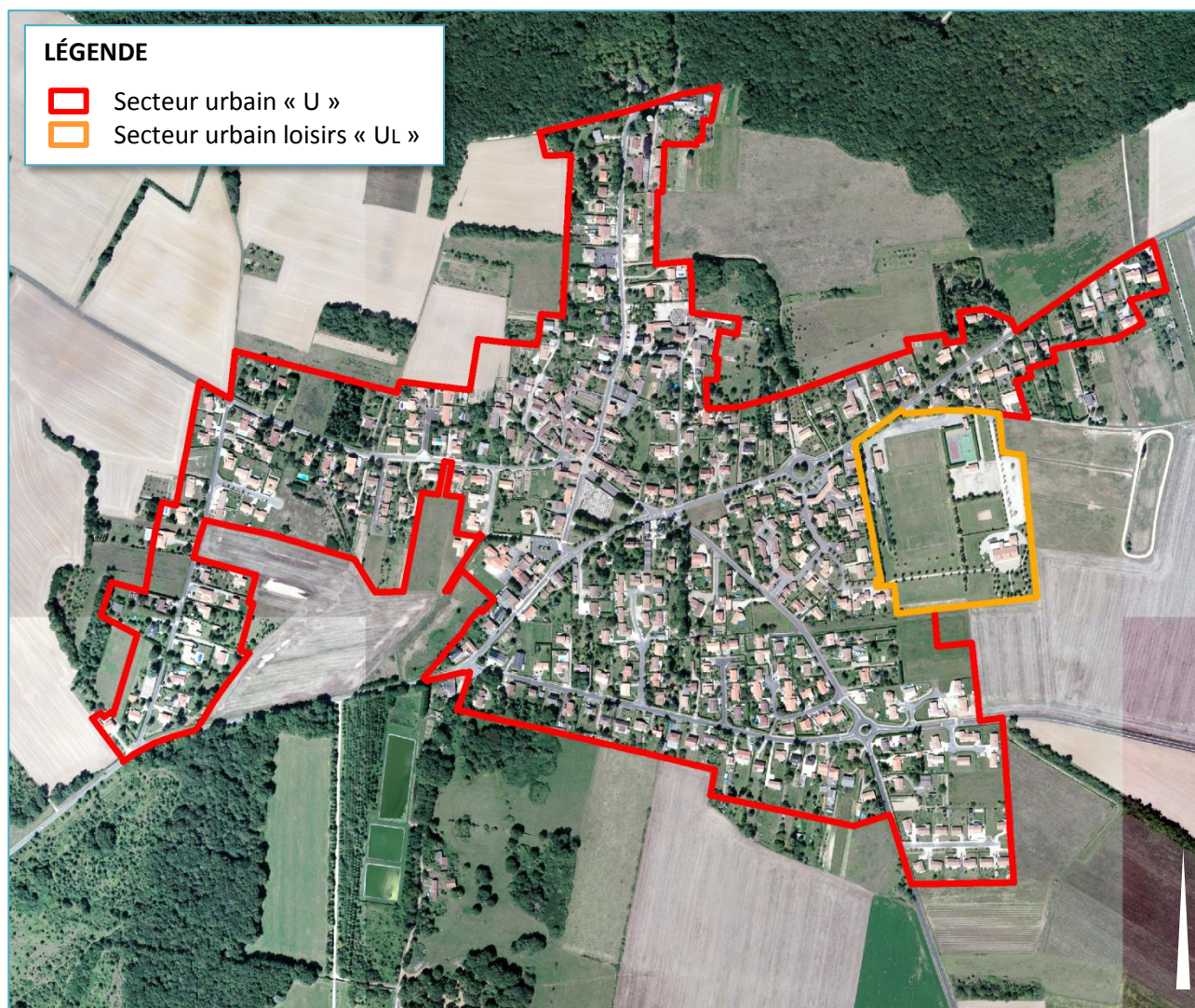
- › Préserver le cadre de vie rural et les paysages.
- › Rechercher la Sobriété énergétique.
- › Maintenir la vitalité démographique.
- › Pérenniser la qualité des services.
- › Favoriser le développement économique local.

Le secteur urbain à vocation de loisirs « UL »

Ce secteur correspond aux équipements publics situés à l'Est du Bourg : stade et salle des fêtes.

La définition de ce secteur correspond à l'orientation « pérenniser la qualité des services » du Projet d'Aménagement et de Développement Durables.

Délimitations de la zone urbaine (secteur « U » et « UL ») sur le Bourg de Bignoux



Source : SIG PARCOURS, données IGN Ortho 50cm, Zonage du PLU – Échelle : 1/8 000

Au sein de ce secteur (cf. carte ci-avant), des espaces sont concernés par des opérations d'ensemble suite à une modification du document d'urbanisme actuel. Les projets sont en cours de réalisation.

Délimitation de la zone urbaine sur le village de « Château Fromage »



Source : SIG PARCOURS, données IGN Ortho 50cm, Zonage du PLU – Échelle : 1/8 000

Délimitation de la zone urbaine sur les villages de « La Foye » (au Sud) et « Champot » (au Nord)



Source : SIG PARCOURS, données IGN Ortho 50cm, Zonage du PLU – Échelle : 1/8 000

- **Importance dans le projet**

La zone à urbaniser couvre un total de **7,4 hectares, soit 0,5 % du territoire communal**. Elle est délimitée sur trois secteurs en extension immédiate du Bourg, au Nord, au Sud-Est, ainsi qu'en situation d'espace interstitiel dans l'enveloppe bâtie au Sud-Ouest du Bourg.

Le secteur à urbaniser à court terme pour l'habitat « 1AUh »

Le choix de ce site résulte de différents facteurs débattus entre les différents intervenants, le Conseil Municipal mais également les services de l'Etat. La proximité du centre-bourg est un critère important, ainsi que le moindre impact paysager et environnemental.

Le projet d'aménagement tel que défini au dossier d'OAP prend en compte les contraintes paysagères et la nécessité d'espaces publics conséquents, arboré, structurant les sites aménagés lorsque nécessaire. Dans le même temps, l'organisation du bâti permettra d'accueillir un type d'habitat pavillonnaire souhaité par l'équipe municipale afin de répondre aux attentes « les plus courantes » des personnes qui souhaitent faire construire à Bignoux.

Délimitations de la zone à urbaniser sur le Bourg de Bignoux



Source : SIG PARCOURS, données IGN Ortho 50cm, Zonage du PLU – Échelle : 1/8 000

La zone agricole est subdivisée en un secteur unique agricole « A », décrit ci-après.

Le secteur réservé au développement des activités agricoles «A »

La création de ce secteur répond à l'objectif du Projet d'Aménagement et de Développement Durables visant à « préserver les outils de production agricoles et sylvicoles ». Il recouvre les aires d'activité des entreprises agricoles (bâtiments, aires de circulation et de stockage, circulation des animaux, etc.), ainsi que les terres agricoles de la commune.

La délimitation des secteurs agricoles « A » est motivée par la volonté de la collectivité de permettre la réalisation des projets agricoles tout en évitant le mitage du territoire par des constructions isolées. Les bâtiments d'habitation existants peuvent faire l'objet d'extension ou d'annexes dès lors que celles-ci ne compromettent pas l'activité agricole ou la qualité paysagère du site.



Site d'exploitation agricole à « Château Fromage »

- **Importance dans le projet**

La zone naturelle couvre un total de **1 079,5 hectares, soit 74,3 % du territoire communal**. Elle concerne le secteur boisé au Sud de la commune ainsi que tous les espaces autour de la vallée de Jappe-Loup, le massif boisé de la Forêt de Moulière, ainsi que les espaces naturels et de jardins qui forment l'écrin vert autour du Bourg et du village de « La Foy ».

La zone naturelle est subdivisée en un secteur unique naturel « N », décrit ci-après.

Le secteur naturel « N »

La création du secteur naturel « N » permet la réalisation des objectifs du Projet d'Aménagement et de Développement Durables visant à « préserver les éléments-support de la biodiversité » et « préserver le cadre de vie rural et les paysages ». Ce secteur répond aux enjeux environnementaux de préservation de la biodiversité grâce au maintien de la fonctionnalité du réseau écologique de la trame verte et bleue. En ce sens, les possibilités d'aménagements et de constructions sont restreintes sur les secteurs comportant un intérêt écologique (corridors écologiques) ou supportant des milieux naturels patrimoniaux (réservoirs de biodiversité).

Le classement de l'ensemble des secteurs boisés situés au Nord et au Sud de la commune, ainsi que des espaces cultivés intégrés (clairières), est donc justifié dans ce contexte.

JUSTIFICATION DE LA REGLEMENTATION DU DROIT DES SOLS

REGLEMENTATION DES CONSTRUCTIONS, USAGES DES SOLS ET ACTIVITES

Les articles 1 et 2 : constructions et activités interdites ou soumises à des conditions particulières

L'enjeu des articles 1 et 2 est d'aboutir à long terme à la constitution d'espaces cohérents où les activités humaines se développent harmonieusement, sans générer d'incidences les unes sur les autres. La réglementation mise en place a notamment pour objectif d'interdire les constructions et aménagements incompatibles avec la vocation principale des secteurs.

Dans le Plan Local d'Urbanisme de Bignoux, la réglementation est instituée avec deux approches différentes selon les enjeux propres à chaque secteur du document d'urbanisme :

- › Une approche « ouverte » qui identifie de manière exhaustive les constructions et aménagements interdits dans le secteur en raison de leurs nuisances ou de leur incompatibilité avec la vocation principale de l'espace. L'article 2 du règlement précise les constructions et aménagements autorisés sous condition en raison de leur spécificité. Par défaut, les autres constructions et aménagements sont autorisés sans conditions, autres que celles demandées lors de l'instruction de l'acte d'urbanisme.

Cette approche est mise en place dans la zone urbaine et à urbaniser du Plan Local d'Urbanisme dans l'objectif de répondre au principe de diversité des fonctions urbaines inscrit dans la Loi Solidarité et Renouvellement Urbain (SRU). Seules les fonctions identifiées comme incompatibles avec l'habitat sont interdites dans ces secteurs.

- › Une approche « fermée » qui interdit toutes les constructions et les aménagements à l'exception de ceux définis à l'article 2. Seules certaines occupations et utilisations du sol clairement définies sont autorisées sous condition.

L'objectif de cette approche est de maintenir de manière stricte la vocation de certains espaces afin de les protéger. C'est pourquoi cette approche est mise en application dans la zone naturelle (pour protéger les intérêts esthétiques, historiques ou écologiques de l'espace) et dans la zone agricole (pour protéger le potentiel agronomique des terres agricoles).

Sur le secteur agricole A, l'implantation des constructions agricole est conditionnée à leur implantation à moins de 100 mètres des bâtiments agricoles existants afin d'éviter le développement d'une urbanisation dispersée, et les atteintes au paysage.

Afin d'assurer la clarté juridique du règlement, les destinations des constructions mentionnées dans les articles 1 et 2 reprennent à l'identique les dispositions de l'article R.151-27 du Code de l'Urbanisme fixant les destinations suivantes : 1) Exploitation agricole et forestière ; 2) Habitation ; 3) Commerce et activités de service ; 4) Équipements d'intérêt collectif et services publics ; 5) Autres activités des secteurs secondaire ou tertiaire. Cette articulation juridique est rappelée dans les dispositions générales introduisant le document.

Article 3 - Mixité fonctionnelle et sociale

Cet article n'est pas réglementé à Bignoux car il ne répond pas à des enjeux spécifiques à la commune.

REGLEMENTATION DES CARACTERISTIQUES URBAINE, ARCHITECTURALE, ENVIRONNEMENTALE ET PAYSAGERE DES CONSTRUCTIONS

Article 4 - Volumétrie et implantation des constructions

- **La volumétrie des constructions**

L'objectif de cet article est de favoriser l'émergence d'un paysage bâti cohérent en cadrant les possibilités de hauteur des constructions selon des critères liés à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains, et à la conservation des perspectives monumentales.

À Bignoux, la règle pour la hauteur des constructions est volontairement variable et définie en référence à « l'égout du toit ».

Dans les secteurs urbain « U » et à urbaniser à vocation d'habitat « 1AUh », une hauteur maximale de 6 mètres est déterminée permettant la réalisation aisée de deux niveaux d'habitat.

Dans le secteur agricole « A », il n'y a pas de règle de hauteur pour les ouvrages techniques (pylônes, silos,...). Concernant les bâtiments agricoles (hangars notamment), une hauteur maximale de 18 mètres est arrêtée. Pour les bâtiments d'habitation, une hauteur de 6 mètres est arrêtée, comme ci-dessus.

- **L'implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques**

Cet article comporte trois objectifs majeurs :

- › Maintenir la sécurité routière sur les voies de circulation ;
- › Définir un niveau de densité réel et perçu, en appliquant le principe de gestion économe des sols ;
- › Créer un paysage bâti cohérent en organisant l'alignement des façades.

À Bignoux, la règle pour l'implantation des constructions par rapport aux voies et aux emprises publiques varie selon les zones et les secteurs.

Dans les secteurs urbain « U » et à urbaniser à vocation d'habitat « 1AUh », deux options sont possibles : soit un alignement constaté sur une construction riveraine, soit un alignement à trois mètres de l'emprise publique s'il n'y a pas de point d'appui.

Sur tous les secteurs, des règles d'implantation plus souples sont instituées pour les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif afin de ne pas apporter de contraintes excessives aux collectivités et aux gestionnaires de réseaux. Ces projets de constructions comportent en effet de faibles enjeux spatiaux et paysagers.

- **L'implantation des constructions par rapport aux limites séparatives**

Cet article comporte également trois objectifs majeurs :

- › Favoriser la gestion économe des sols ;
- › Assurer la salubrité publique ;
- › Favoriser l'efficacité énergétique des nouvelles constructions.

À Bignoux, la règle pour l'implantation des constructions par rapport aux limites séparatives est également variable selon les zones et les secteurs.

Dans les secteurs urbain « U » et à urbaniser à vocation d'habitat « 1AUh », deux options sont possibles : l'accroche sur une ou plusieurs limites séparatives selon la taille de la parcelle, mais aussi à une distance de trois mètres.

La prise en compte du principe de gestion économe des sols est à l'origine de la règle permettant l'implantation de la construction en limite séparative. L'objectif est d'économiser le foncier situé entre les constructions, et qui ne joue souvent qu'un rôle d'espace tampon pour les habitants. Cette règle permet également de favoriser l'efficacité énergétique des nouvelles constructions lorsque celles-ci sont implantées sur la même limite séparative (diminution des surfaces au froid).

La règle de recul minimum de trois mètres lorsque la construction n'est pas implantée en limite séparative est destinée à éviter la création de réduits entre les constructions, qui sont des sources potentielles d'insalubrité liées à leur mauvaise accessibilité, à l'humidité et à la mauvaise circulation de l'air.

Article 5 - Qualité urbaine, architecturale, environnementale et paysagère des constructions

L'objectif essentiel de cet article est d'orienter la production du bâti en cohérence avec les caractéristiques architecturales locales pour préserver les paysages urbains et ruraux de Bignoux. L'aspect extérieur des constructions est ainsi réglementé en ce qui concerne les teintes des matériaux utilisés pour les murs et les pentes et matériaux des toitures afin d'assurer l'intégration des bâtiments dans leur environnement.

Article 6 - Traitement environnemental et paysager des espaces non-bâties et abords des constructions

L'objectif de cet article est de favoriser l'émergence d'espaces privatifs qualitatifs au sein des paysages bâtis de Bignoux. Le principe de préservation de la végétation existante est affirmé pour les nouveaux projets de construction.

Le principe de réglementation des clôtures répond à l'objectif de création d'une interface harmonieuse entre l'espace privé et l'espace public, respectueuse des paysages bâtis et ruraux de Bignoux.

Article 7 - Obligations imposées en matière de stationnement

L'objectif de cet article est de préserver la sécurité routière sur les voies ouvertes à la circulation générale en évitant le stationnement des véhicules sur la chaussée et les trottoirs. Le porteur de projet doit prévoir en ce sens le stationnement, conformément aux spécifications exposées en annexe 2 du règlement.

REGLEMENTATION POUR LE RACCORDEMENT AUX EQUIPEMENTS ET RESEAUX

Article 8 - Desserte par les voies publiques ou privées

L'enjeu de cet article est de conserver, voire d'améliorer, les conditions de déplacements des personnes et des marchandises sur l'espace, tout en tenant compte des problématiques de sécurité routière et de mixité des usages de la voirie.

Dans le Plan Local d'Urbanisme de Bignoux, les règles mises en place répondent à un objectif essentiel de sécurité routière : les accès des nouvelles constructions et des opérations d'ensemble sur les voiries existantes ne doivent pas dégrader les conditions de circulation sur celles-ci, notamment au regard des critères de vitesse et de visibilité aux carrefours existants ou à créer.

Article 9 - Desserte par les réseaux

L'enjeu de cet article est d'organiser la desserte des habitations et des activités par les réseaux publics existants, avec comme objectif essentiel le maintien de la salubrité et de l'hygiène publique. Il en découle les règles suivantes :

- › Le principe de raccordement obligatoire au réseau d'eau potable existant est affirmé afin d'éviter la consommation par une partie de la population d'eau de mauvaise qualité bactériologique et chimique, issue d'un prélèvement direct dans le milieu naturel.
- › Le principe de raccordement de la sortie des eaux usées à un système d'assainissement individuel ou collectif est affirmé afin de maintenir la salubrité et l'hygiène publique ainsi que la protection des milieux naturels. Une dérogation peut toutefois être accordée lorsque ce raccordement génère un coût supérieur à celui de l'installation d'un système d'assainissement individuel.
- › Le raccordement à un réseau d'eaux pluviales n'est pas obligatoire. Le principe affirmé est celui d'une récupération et d'une infiltration des eaux de pluie sur la propriété du pétitionnaire. Les projets ne doivent pas altérer la quantité et la qualité des eaux de ruissellement.
- › Le raccordement aux réseaux d'électricité et de téléphone n'est pas obligatoire car ces services ne sont pas considérés comme porteurs d'enjeux collectifs. Il revient au porteur de projet d'opter pour les solutions énergétiques ou de communication de son choix. Seul le principe d'intégration paysagère des nouveaux raccordements est affirmé.

Aucune obligation de desserte par les réseaux de communication numérique n'est imposée en raison de l'inadaptation de ces règles aux caractéristiques de la commune.

REGLEMENTATION RELATIVE AUX CHANGEMENTS DE DESTINATION DES BATIMENTS

En l'absence de constructions isolées dans l'espace rural, le règlement graphique du PLU ne désigne pas de bâtiments situés en zone agricole ou naturelle et pouvant changer de destination, conformément à l'article L.151-11 du Code de l'Urbanisme.

JUSTIFICATION DES SERVITUDES D'URBANISME

LES EMPLACEMENTS RESERVES

Le Plan Local d'Urbanisme de Bignoux délimite **3 emplacements réservés** pour la création ou la modification de voies et ouvrages publics, d'installations d'intérêt général, d'espaces verts ou d'espaces nécessaires aux continuités écologiques. Les justifications de ces emplacements réservés, au regard des motifs prévus par la Loi, sont exposées dans le tableau ci-dessous.

N*	N°	Localisation	Motif opérationnel	Superficie	Bénéficiaire
02	01	Rue de la Garenne	Création d'un cheminement piétonnier	219 m ²	Commune
63	02	Route de Château Fromage	Création d'un cheminement piétonnier	1 111 m ²	Commune
85	03	Rue de la Forêt	Création d'un exutoire eaux pluviales	204 m ²	Commune

** La colonne N* renvoie au numéro de l'emplacement réservé au Plan d'Occupation des Sols*

Les emplacements réservés sont destinés à favoriser l'acquisition par les collectivités de terrains destinés à ces opérations. Leur création permet d'éviter qu'un terrain destiné à servir d'emprise à un équipement public fasse l'objet d'une utilisation incompatible avec sa destination future. Cette restriction apportée à l'utilisation du sol garantit la disponibilité foncière en temps utile et aux endroits adéquats.

LES ESPACES BOISES CLASSES

Les boisements

Le Plan Local d'Urbanisme de Bignoux délimite **735,8 hectares d'espaces boisés classés**, selon les dispositions prévues à l'article L.113-1 du Code de l'Urbanisme. Ce classement permet la réalisation de l'objectif du Projet d'Aménagement et de Développement Durables visant à « préserver les éléments-support de la biodiversité ». Il interdit tout changement d'affectation ou tout mode d'occupation du sol de nature à compromettre la conservation, la protection ou la création des boisements et entraîne de plein droit le rejet de toute demande d'autorisation de défrichement.

Afin de répondre aux enjeux environnementaux, cette protection juridique stricte est appliquée tous les boisements de la commune, s'agissant d'un territoire où sont identifiés de vastes réservoirs de biodiversité dans le Schéma Régional de Cohérence Écologique de Poitou-Charentes approuvé en Novembre 2015.

La pérennité à long terme de ces boisements assure le maintien de la fonctionnalité du réseau écologique de la trame verte et bleue.

Les arbres remarquables

Le Plan Local d'Urbanisme de Bignoux prend en compte **1 arbre remarquable** défini en tant qu'espace boisé classé selon les dispositions de l'article L.113-1 du Code de l'Urbanisme.

Ce classement reprend permet la réalisation de deux objectifs du Projet d'Aménagement et de Développement Durables, à savoir :

- › « Préserver les éléments-support de la biodiversité » ;
- › « Préserver le cadre de vie rural et les paysages ».

LES ELEMENTS DE PAYSAGE A PROTEGER

Pour des motifs d'ordre culturel, historique ou architectural

- **Les chemins ruraux**

Le Plan Local d'Urbanisme identifie et localise **20,4 kilomètres de chemins** à préserver pour des motifs d'ordre culturel et historique, selon les dispositions prévues à l'article L.151-19 du Code de l'Urbanisme. Ce classement est pris en application de l'orientation du Projet d'Aménagement et de Développement Durables visant à « préserver le cadre de vie rural et les paysages ».

La protection des chemins ruraux revêt une grande importance pour l'intérêt général : ils constituent un héritage historique, sont une composante culturelle du cadre de vie, notamment pour la pratique de la petite randonnée, et constituent un atout pour le développement du tourisme vert. Ils peuvent également être le support de corridors écologiques en étant bordés de linéaires végétaux. Ce patrimoine commun doit être protégé en ce sens.

Conformément aux dispositions du Code de l'Urbanisme, la destruction des chemins identifiés au PLU est conditionné au dépôt d'une déclaration préalable en Mairie.

- **Les éléments de petit patrimoine**

Une servitude d'urbanisme s'applique également sur les principaux éléments de patrimoine recensés dans le diagnostic territorial : le château de « Château Fromage » le manoir de « Bellevue », le manoir de « La Grande Foye », le manoir des « Prés », le manoir des « Martins », le manoir de « Champot », le château de « Lirec », l'église Saint-Hilaire. Ainsi, **8 ensembles architecturaux** sont classés en tant qu'élément de paysage à protéger (repérés en marron au règlement graphique du PLU).

Selon les dispositions prévues à l'article L.151-19 du Code de l'Urbanisme. Ce classement est pris en application de l'orientation du Projet d'Aménagement et de Développement Durables visant à « préserver le cadre de vie rural et les paysages ».

Conformément aux dispositions du Code de l'Urbanisme, la destruction des ensembles architecturaux identifiés au PLU est conditionné au dépôt d'une déclaration préalable en Mairie.

- **Le site historique de « Château-Fromage »**

Une servitude d'urbanisme est instaurée autour de la **motte castrale de « Château Fromage »**, dont l'intérêt historique est explicité ci-avant (cf. chapitre « l'héritage historique » du présent rapport de présentation). Cet îlot est à préserver pour des motifs d'ordre culturel et historique, selon les dispositions prévues à l'article L.151-19 du Code de l'Urbanisme. Ce classement est pris en application de l'orientation

du Projet d'Aménagement et de Développement Durables visant à « préserver le cadre de vie rural et les paysages ».

Conformément aux dispositions du Code de l'Urbanisme, la destruction des ensembles architecturaux identifiés au PLU est conditionné au dépôt d'une déclaration préalable en Mairie.

Par ailleurs, sur ce secteur, des prescriptions réglementaires spécifiques s'appliquent. Toute construction ou opération d'aménagement est conditionnée à la réalisation d'un diagnostic d'archéologie préventive, à la charge du pétitionnaire. Par ailleurs, les services instructeurs des autorisations liées au droit des sols se référeront à l'article R.111-27 du Code de l'Urbanisme pour apprécier l'intégration du projet dans son contexte architectural avoisinant.

Pour des motifs d'ordre écologique

- **Les haies**

Le Plan Local d'Urbanisme identifie et localise **10,8 kilomètres de haies** à préserver pour des motifs d'ordre écologique, selon les dispositions prévues à l'article L.151-23 du Code de l'Urbanisme. Ce classement est pris en application de l'orientation du Projet d'Aménagement et de Développement Durables visant à « préserver les éléments-support de la biodiversité ».

La protection des haies répond à plusieurs enjeux convergents :

- › Le maintien de la perméabilité écologique diffuse du territoire ;
- › La préservation du cadre de vie et l'intégration paysagère des constructions ;
- › Le développement du tourisme vert.

Conformément aux dispositions du Code de l'Urbanisme, tout projet de destruction d'une haie par arrachage ou dessouchage est conditionné au dépôt d'une déclaration préalable en Mairie.

- **Les mares**

Le Plan Local d'Urbanisme identifie et localise **26 mares** à préserver pour des motifs d'ordre écologique, selon les dispositions prévues à l'article L.151-23 du Code de l'Urbanisme. Ce classement est pris en application de l'orientation du Projet d'Aménagement et de Développement Durables visant à « préserver les éléments-support de la biodiversité ».

La protection des mares répond, là encore, à plusieurs enjeux convergents :

- › Le maintien de la perméabilité écologique diffuse du territoire ;
- › La préservation du cadre de vie.

Conformément aux dispositions du Code de l'Urbanisme, tout projet de destruction d'une mare par assèchement ou comblement est conditionné au dépôt d'une déclaration préalable en Mairie.

CINQUIEME PARTIE

**JUSTIFICATION DE LA
CONSOMMATION D'ESPACE**

BILAN DU PLAN D'OCCUPATION DES SOLS

Au POS révisé en Juillet 2000, la répartition de l'usage des sols sur le territoire communal était la suivante.

Zones urbaines	POS avant révision	Révision 1 24/10/1996	Révision 1C 03/07/2000
1UB	3,00 ha		
UB		3,04 ha	2,69 ha
1UD	38,50 ha		
UD		41,89 ha	44,75 ha
2UH	1,00 ha	0,68 ha	0,61 ha
TOTAL Zones urbaines	42,50 ha	45,61 ha	48,05 ha
Zones naturelles			
1NA	23,00 ha		
NAA		3,98 ha	
NAS		14,63 ha	15,54 ha
HNA	2,40 ha		
HNAA		1,63 ha	
HNAS			1,63 ha
NALA		6,25 ha	
NALS			6,02 ha
1NB	34,00 ha		
2NB	2,00 ha		
NB		18,26 ha	18,48 ha
NC	412,39 ha	337,33 ha	339,41 ha
NCB		5,39 ha	5,39 ha
1ND	935,71 ha		
ND		997,05 ha	991,23 ha
NDE		12,67 ha	10,07 ha
NDL		9,20 ha	16,18 ha
TOTAL Zones naturelles	1 409,50 ha	1 406,39 ha	1 403,95 ha
TOTAL	1 452,00 ha	1 452,00 ha	1 452,00 ha

Source : Plan d'Occupation des Sols de la commune de Bignoux

Lors de la dernière révision, les surfaces construites et constructibles représentent au total 48,05 hectares, soit 3,3 % du territoire communal.

La consommation d'espace pour le développement de l'habitat

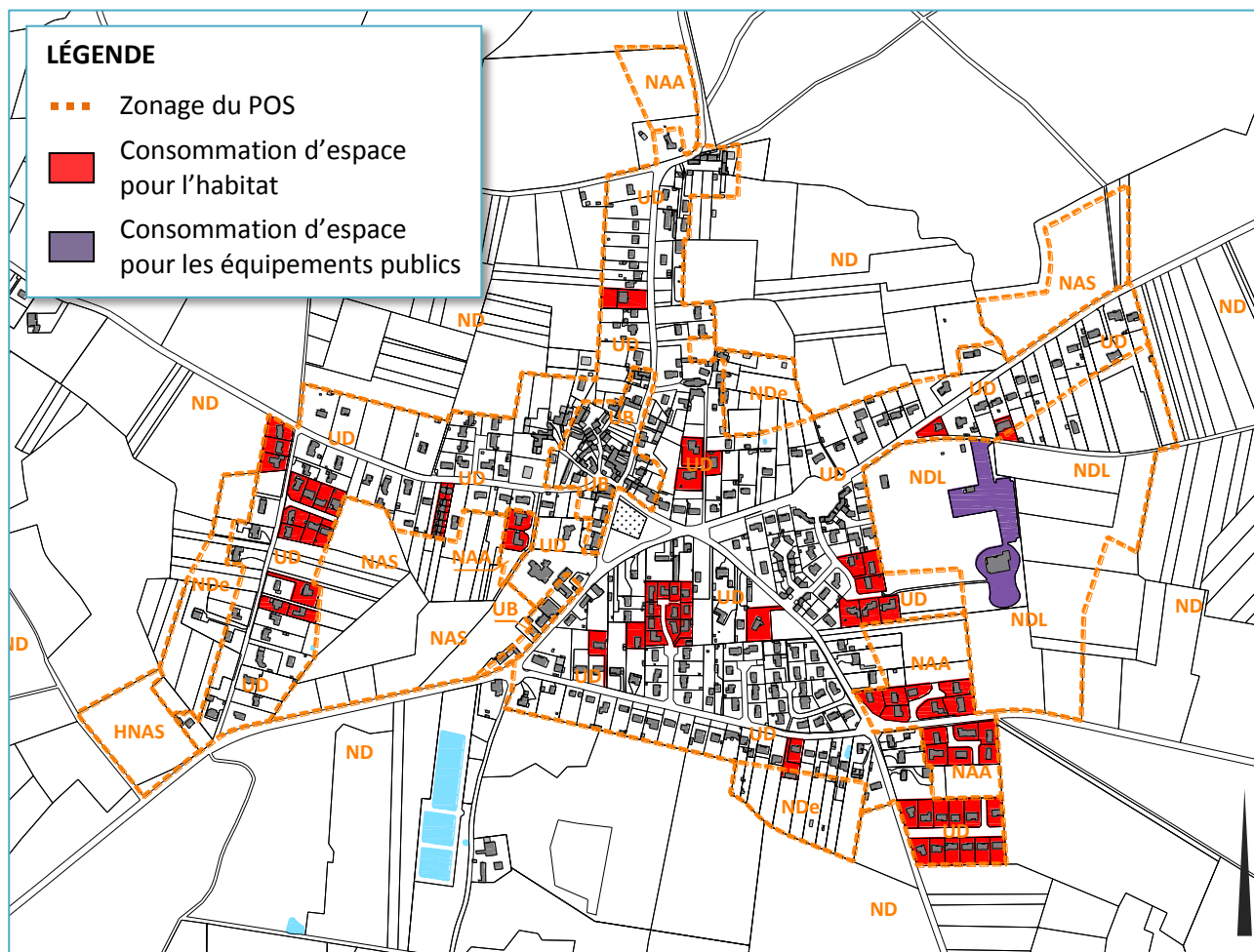
La consommation d'espace au Plan d'Occupation des Sols est analysée à partir de la comparaison du fichier cadastral du POS (2000) et celui fourni lors de l'engagement de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme.

Sur l'ensemble de la commune, entre 2000 et 2014, comme illustré ci-dessous, 78 habitations ont été réalisées dans le Bourg (en rouge sur la carte), sur une superficie totale de 63 514 m² (**6,4 hectares**), soit une consommation foncière moyenne brute de 814 m² par nouveau logement.

La réalisation de ces nouveaux logements s'est opérée en densification de la zone urbaine UD ou par consommation des zones à urbaniser NAA.

Il est important de noter que le POS établi en 2000 prenait déjà en compte la nécessité de ne pas consommer de façon abusive des espaces agricoles, naturels et forestiers. En effet, seul 3,3 % du territoire était dédié à la zone urbaine ou à urbaniser.

Consommation d'espace sur la période 2000/2014



La consommation d'espace pour la réalisation d'équipements publics

La réalisation d'une nouvelle salle des fêtes, à l'Est du Bourg (en mauve sur la carte précédente) a nécessité le prélèvement de 10 906 m² (**1,1 hectare**) de foncier. Cet équipement a été réalisé tout à côté du stade, en zone NDL au POS.

Consommation d'espace totale

La réalisation de 78 logements et de la nouvelle salle des fêtes ont nécessité, au total, la consommation de 74 420 m² (**7,4 hectares**) de foncier.

ANALYSE DE LA CONSOMMATION D'ESPACE DEPUIS 10 ANS

Les données quantitatives à suivre sur la consommation d'espace sont obtenues à partir de deux sources : le fichier SITADEL (Ministère de l'Écologie, du Développement Durable et de l'Énergie), sur les logements commencés, et le fichier des Permis de Construire déposés (Mairie de Bignoux).

Ces données sont analysées pour pallier les limites de la méthode par comparaison des plans cadastraux, dont l'exhaustivité n'est pas immédiate.

Année	Logements commencés <i>Base SITADEL</i>	Logements autorisés <i>Données Mairie</i>	Surface des terrains <i>Données Mairie</i>
2003	7		
2004	3		
2005	18	19	20 146 m ²
2006	11	4	3 767 m ²
2007	9	17	17 195 m ²
2008	9	6	7 763 m ²
2009	6	8	7 323 m ²
2010	16	10	8 181 m ²
2011	3	4	3 759 m ²
2012	3	3	5 130 m ²
2013		0	0 m ²
2014		3	2 252 m ²
TOTAL	85	74	75 516 m²
MOYENNE	8,5 / an	7,4 / an	1 020 m² / logt

Source : MEDDE, Base SITADEL, Mairie de Bignoux – Décembre 2014

Ainsi, l'analyse des données SITADEL indique la mise en chantier de 85 logements sur la période 2003/2012. Ce rythme de la construction va en diminuant puisque les données communiquées par la Mairie de Bignoux sur les Permis de Construire délivrés entre 2005 et 2014 font état de 74 logements autorisés, soit 7,4 logements par an, pour une **emprise par logement de 1 020 m²**.

Les surfaces prises en compte ne portent que sur l'assiette foncière dédiée à l'urbanisation, hors voiries et espaces publics définis, notamment, dans le cadre des lotissements.

Comme exprimé ci-dessus, le Plan d'Occupation des Sols opposable depuis 2000 a permis l'émergence d'un urbanisme relativement dense (emprise moyenne de 1 020 m² par logement) qui a anticipé sur les impératifs actuels de modération de la consommation d'espace.

Tout en restant cohérent avec cet impératif, l'objectif de réduction de la surface moyenne des parcelles constructibles en secteur périurbain de Poitiers doit être atteint en prenant en compte la réalité du tissu urbain en place et le risque de création d'îlots urbains trop denses dans lesquels la population pourrait se trouver marginalisée en matière de mode de vie. La présence d'espaces publics, dans un contexte d'opération d'ensemble, permet d'éviter ce risque et crée de la convivialité. Cette nécessité est prise en compte dans le projet porté par le PLU.

- Pour une comparaison avec le projet porté par le PLU, ce sont les données officielles communiquées par la Mairie qui serviront de référence, ainsi que les estimations de surfaces parcellaires hors voiries et espaces publics.

CAPACITES DE DENSIFICATION ET DE MUTATION DES ESPACES BATIS

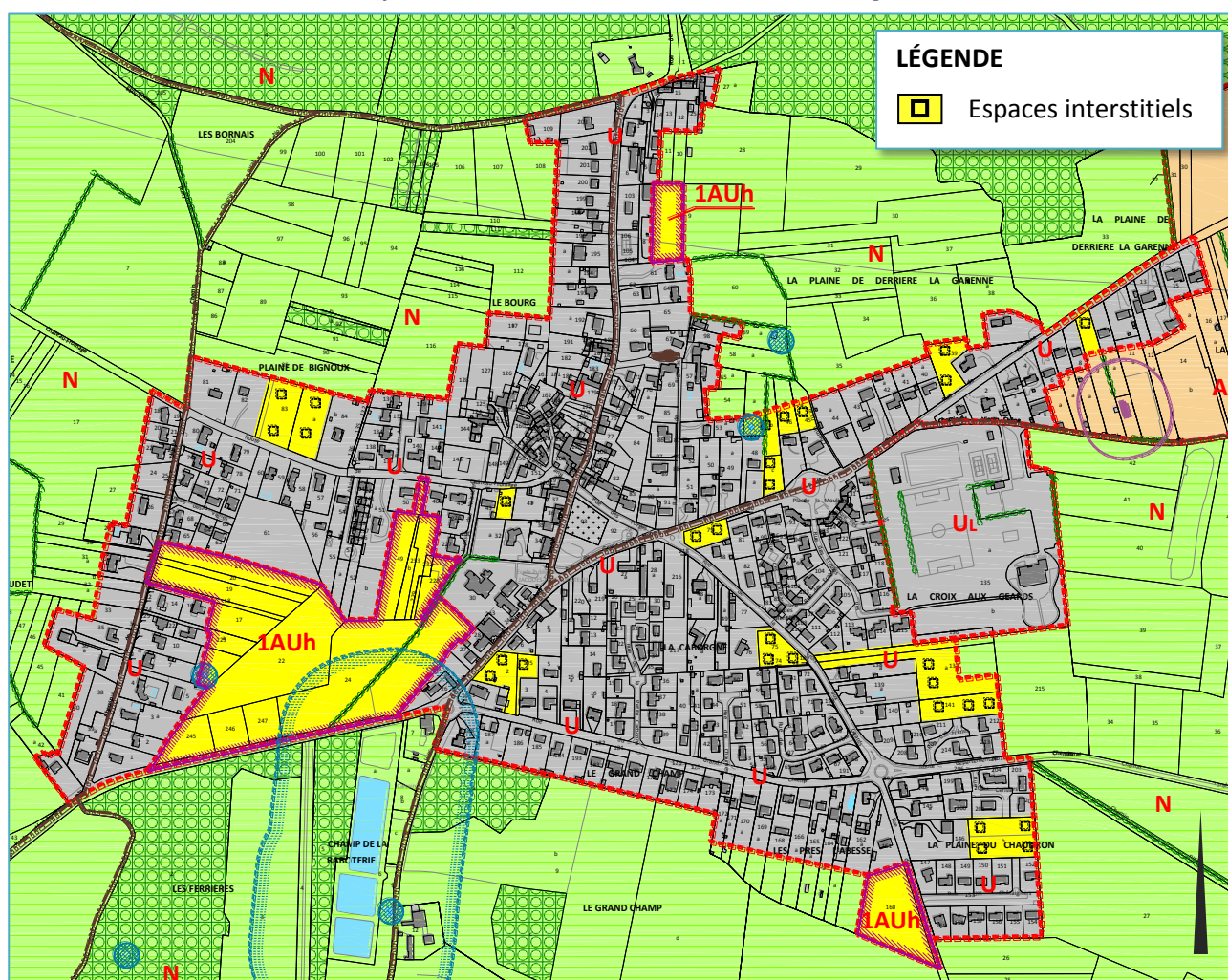
ANALYSE DES CAPACITES DE DENSIFICATION ET DE MUTATION

Les secteurs de densification du bâti

La capacité de densification des espaces bâtis correspond aux terrains non bâtis localisés entre des constructions existantes, et pouvant potentiellement être affectés à la construction par leurs propriétaires en raison de leur dimensionnement et/ou de leur sous-utilisation.

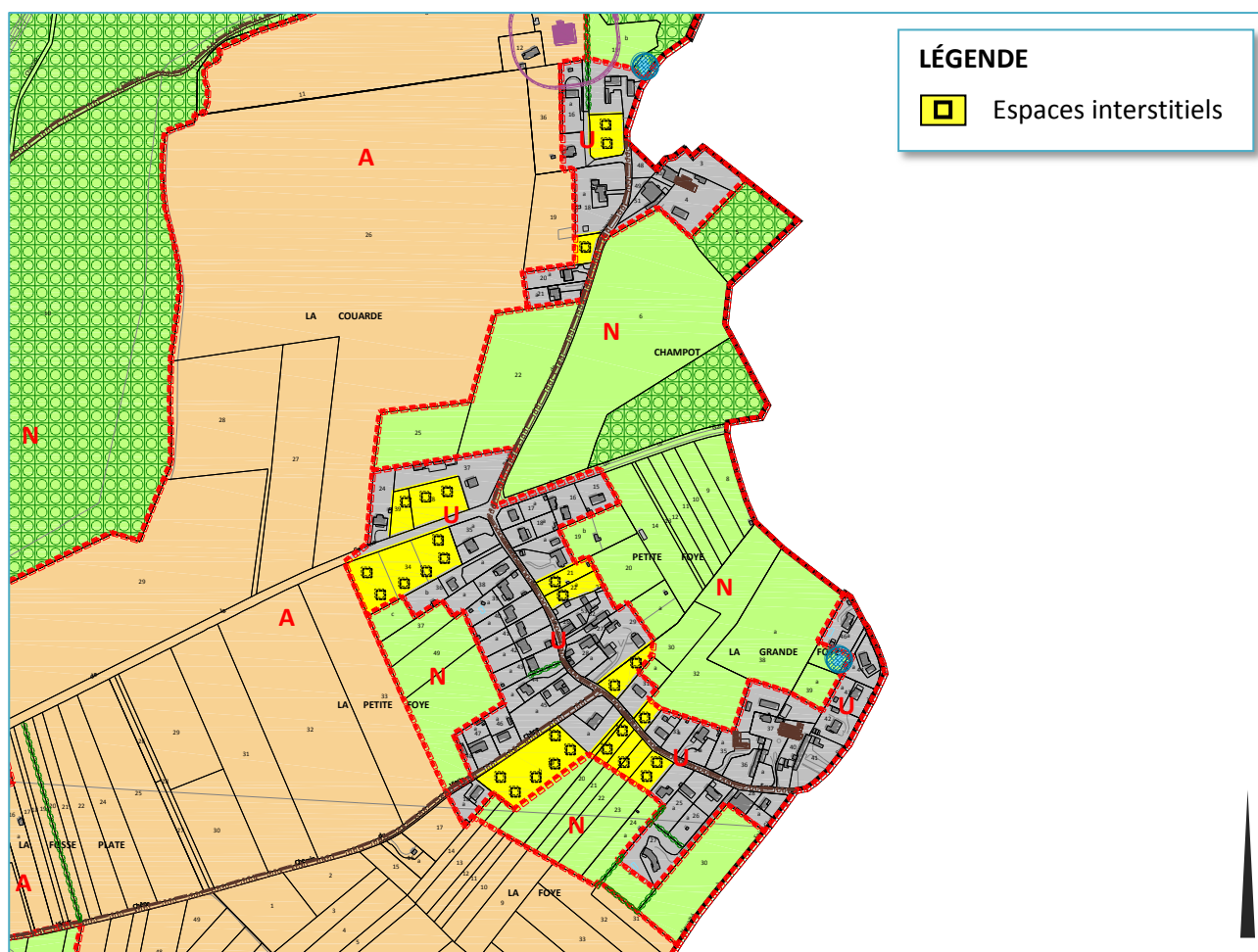
En raison du caractère dense des espaces bâtis du Bourg et de l'effort de densification déjà mené par la commune, cette capacité apparaît comme relativement limitée à Bignoux. Un travail itératif a été mené dans le cadre de l'élaboration du projet de Plan Local d'Urbanisme afin de recenser les espaces interstitiels potentiellement mobilisables, comme cartographié ci-dessous.

Espaces interstitiels mobilisables sur le Bourg



Source : Plan de zonage du projet de PLU – Échelle : 1/7 500

Espaces interstitiels mobilisables sur les villages de « La Foye » et « Champot »



Source : Plan de zonage du projet de PLU – Échelle : 1/7 500

Au global, **58 logements** sont envisageables en espaces interstitiels dans la mesure où des opportunités foncières se dégageraient sur ces espaces. Ils sont répartis comme suit : 30 logements dans le Bourg, 25 logements sur le village de « La Foye » et 3 logements sur le village de « Champot ». Aucun espace interstitiel n'a été recensé sur le village de « Château-Fromage ». Ce sont ainsi 61 648 m² (**6,2 hectares, espaces publics compris**) qui sont mobilisables en espaces interstitiels et permettent une densification du bâti.

Les secteurs de mutation potentielle

Au Nord de la zone 1AUh du Bourg, sur un espace libre de constructions, un Permis d'Aménager a été déposé et accepté. Un potentiel d'accueil de 15 lots est défini. Les travaux de viabilisation sont programmés pour le mois de Mars 2018 et, d'ores et déjà, 4 parcelles sont réservées.

Le potentiel d'accueil à la date d'approbation du PLU ne sera donc, au maximum, que de 11 lots.

Le projet de PLU, sur la base de la projection démographique, estime un besoin en habitats à hauteur de 122 logements : 56 logements sont envisagés en densification et 58 logements en zones AU. Il manque donc 8 logements au regard des besoins.

Le reste disponible au niveau du lotissement de la Rue des Vignes est donc en cohérence avec les objectifs du PLU.

DISPOSITIONS SUSCEPTIBLES DE FAVORISER LA DENSIFICATION ET LA MUTATION

Les dispositions du Projet d'Aménagement et de Développement Durables

Conformément aux prescriptions du Code de l'Urbanisme, le Projet d'Aménagement et de Développement Durables fixe des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain. Ces objectifs seront notamment définis au regard des indicateurs suivants :

- › La consommation d'espace globale pour l'urbanisation, en hectares, sur la période considérée ;
- › La consommation foncière moyenne par logement, en m² (terrain d'assiette des constructions).

Les dispositions des orientations d'aménagement et de programmation

Le Plan Local d'Urbanisme de Bignoux délimite des orientations d'aménagement et de programmation (OAP) sur les secteurs stratégiques de développement du Bourg. Celles-ci pourront imposer un niveau de densité minimum des futures opérations d'habitat, favorisant ainsi la densification des espaces interstitiels. Les indicateurs suivants pourront être retenus pour évaluer cette densification :

- › Le niveau de densité global attendu, en nombre de logements par hectare ;
- › La consommation foncière moyenne par logement, en m² (terrain d'assiette des constructions).

Les dispositions du règlement écrit

Le Plan Local d'Urbanisme favorisera la densification des espaces bâtis par l'instauration de règles adaptées à cet enjeu pour l'implantation des constructions sur leur terrain d'assiette. Ainsi, sur les secteurs constructibles pour l'habitat, la règle générale permettra la réalisation de constructions accolées sur les limites séparatives ou en alignement sur les espaces publics. Si cette implantation n'est pas envisageable, seul un recul de trois mètres minimum est imposé par rapport aux limites du terrain.

Enfin, le règlement du PLU ne comportera plus de dispositions susceptibles de limiter la densité horizontale de l'urbanisation telles qu'un coefficient d'occupation du sol. La cohérence de la densification par rapport aux espaces urbanisés est désormais assurée par les règles de volumétrie et de hauteur des constructions.

BESOINS POTENTIELS ET OBJECTIFS CHIFFRES

ESTIMATION DES BESOINS THEORIQUES EN LOGEMENTS

Besoins en habitat induits par le desserrement des ménages

- **Méthodologie employée**

Les évolutions sociétales en cours depuis plusieurs décennies (vieillesse de la population, développement du célibat, nouvelles organisations familiales) sont à l'origine d'une diminution régulière et continue de la taille des ménages et par conséquent du nombre de personnes par logement. Dans une étude prospective publiée en 2012²⁶ et réalisée en collaboration avec la DREAL Poitou-Charentes, l'INSEE estime qu'en 2030, 42 % des ménages ne seront constitués que d'une seule personne.

À volume de population égale, le besoin en logements augmente ainsi structurellement avec le temps : il est donc nécessaire de prendre en compte ce besoin pour maintenir la population en place sur le territoire. Celui-ci est estimé à partir d'un exercice de prospective visant à déterminer l'évolution tendancielle de la taille moyenne des ménages à partir des données des périodes intercensitaires précédentes.

Concrètement, l'évolution de la taille des ménages est analysée à plusieurs échelles (commune, intercommunalité, département) à partir des données INSEE des recensements de 1999 et 2013. Cette tendance est prolongée sur la période d'application du Plan Local d'Urbanisme. C'est une **tendance dite « au fil de l'eau »**, sans intervention de la collectivité en matière de redressement démographique ou de production de logements.

Évolution de la taille des ménages et projection « au fil de l'eau »

Hypothèse de taille des ménages	1999 (INSEE)	2013 (INSEE)	2016 (« fil de l'eau »)	2026 (« fil de l'eau »)
Commune de Bignoux	2,90	2,42	2,43	2,08
C. de Communes « Vienne et Moulière »	2,73	2,46	2,40	2,21
Département de la Vienne	2,35	2,18	2,15	2,03

Au niveau du Projet d'Aménagement et de Développement Durables est affichée une volonté de développement démographique mesuré de la commune, soit l'accueil de 106 habitants sur une période de 10 ans (+ 10% de population), une perspective adaptée au contexte périurbain de la commune.

La prise en compte de la décohabitation, qui induit de moins en moins de personnes par logement au fil des ans, génère des besoins potentiels à population constante.

²⁶ Revue DECIMAL, Juin 2012.

- **Hypothèse retenue**

L'hypothèse d'évolution de la taille des ménages sur la commune « au fil de l'eau » est retenue, soit une taille des ménages évaluée à 2,08 personnes par logement en 2026.

La formule de calcul appliquée pour calculer les besoins induits par le desserrement des ménages (D) est la suivante : $(D) = (Population\ 2016 / Taille\ des\ ménages\ 2026) - Résidences\ principales\ 2016$

Population 2016 à Bignoux	= 1 055
Tailles des ménages 2026	= 2,08
Résidences principales 2016 à Bignoux	= 435

- **Les besoins en logements induits par le desserrement des ménages sont ainsi estimés à 72 logements pour maintenir une population constante sur la commune.**

Besoins en habitat induits par l'objectif démographique

Au Projet d'Aménagement et de Développement Durables, une volonté de développement démographique mesuré est affichée par l'équipe municipale. Elle reste modeste au regard de la situation globale. L'hypothèse de croissance démographique de 10 % sur 10 ans est retenue, soit 106 habitants supplémentaires et une perspective démographique de 1 161 habitants à l'horizon 2026.

Sur la base de ces deux points, le point de référence pris en compte est un taux moyen d'occupants à 2,08 personnes par logement, comme abordé ci-avant.

- **Les besoins en logements induits par l'objectif démographique sont ainsi estimés à 51 logements pour accueillir 106 habitants supplémentaires.**

Total des besoins théoriques

Le cumul des besoins liés à la tendance structurelle de desserrement des ménages et à la volonté de d'un développement démographique mesuré de la commune correspond au total des besoins en logements porté par le Plan Local d'Urbanisme.

- **Au total, les besoins théoriques sont ainsi estimés à 123 logements pour répondre aux besoins induits par le desserrement des ménages et le choix de redressement démographique opéré par la commune.**

REPONSE AUX BESOINS ET MISE EN ŒUVRE DE DISPOSITIONS QUI FAVORISENT LA LIMITATION DE LA CONSOMMATION D'ESPACE

La réponse aux besoins s'effectue à trois niveaux.

La reprise des logements vacants

Sur 22 logements vacants recensés par l'INSEE en 2013, une **hypothèse de reprise de 3 logements** (15% de l'ensemble) est émise.

La reconquête des espaces interstitiels

Comme évoqué ci-avant (« capacités de densification et de mutation des espaces bâtis »), plusieurs sites inclus dans la trame bâtie du Bourg et des villages de « La Foye » et « Champot » offrent un potentiel d'accueil qui mérite d'être mobilisé.

Sur cette base, une **hypothèse de réalisation de 58 logements en espaces interstitiels** est émise.

Sans nouvelle consommation d'espace agricole et naturel, il est donc possible d'envisager la création de 61 logements (vacance et espaces interstitiels), soit 49,6 % des besoins totaux.

L'extension du bâti

Elle est envisagée pour que la commune puisse répondre aux besoins définis dans une perspective de diversification de l'offre (habitat individuel pavillonnaire). Les espaces concernés sont tous situés dans le Bourg de Bignoux.

- › Au Nord du Bourg, le site de « La plaine de derrière la Garenne », d'une superficie de 0,4 hectare, peut accueillir environ **4 logements** ;
- › Au Sud-Est du Bourg, le site du « Grand champs », d'une superficie de 0,7 hectare, peut accueillir environ **6 logements** ;
- › Au Sud-Ouest du Bourg, quasiment en situation d'espace interstitiel, le site du « Bourg », inséré dans la trame bâtie sur trois côtés, d'une superficie de 6,4 hectares, peut accueillir environ **46 logements**.

Au total, ce sont donc **56 logements** qui sont envisagés en extension du bâti, sur la base des Opérations d'Aménagement et de Programmation qui ont été établies.

L'adaptation aux besoins exprimés par la collectivité

La réponse aux besoins, sur les trois niveaux cités ci-dessus (3 logements en reprise de vacance, 58 logements en reconquête d'espaces interstitiels et 56 logements en extension du bâti), permet d'envisager la création de **117 logements**, soit une offre légèrement inférieure aux besoins, estimés à 123 logements.

Le développement du projet repose logiquement sur une succession d'actes d'urbanisme, d'initiative privée et publique. Chaque acte fera l'objet d'une démarche de conception qui spécifiera le potentiel d'accueil.

En ordre de grandeur, l'offre envisagée correspond aux besoins estimés. Il n'est ni utile ni réaliste d'ajuster au logement près les deux paramètres.

La correspondance avec l'objectif démographique permet d'économiser directement la ressource foncière en évitant une surconsommation d'espaces agricoles, naturels ou forestiers.

Sur la base des orientations définies dans le Projet d'Aménagement et de Développement Durables, les besoins en matière de développement résidentiel, de développement économique, d'équipements et de services sont transcrits spatialement dans le respect des principes édictés à l'article L.151-4 du Code de l'Urbanisme.

Le tableau ci-après permet d'évaluer la consommation d'espace attendue selon les choix opérés par la collectivité en matière de développement résidentiel.

Correspondance entre objectif démographique et besoins en logements sur 10 ans

Objectif démographique en 2026	Évolution nette de population	Besoins en logements ²⁷	Reprise des logements vacants ²⁸	Logements en densification	Logements en extension
Stabilisation 1 055 habitants (« point mort »)	0	72	- 3	- 58	11
Hausse faible 1 108 habitants (+ 5 %)	+ 53 habitants	97	- 3	- 58	36
Hausse mesurée 1 161 habitants (+ 10 %)	+ 106 habitants	123	- 3	- 58	62
Hausse forte 1 213 habitants (+ 15 %)	+ 158 habitants	148	- 3	- 58	87

Compte-tenu du desserrement des ménages envisagé, en contexte périurbain, qui nécessite la réalisation de 72 logements pour maintenir la population à niveau constant, aucun scénario envisagé ne permet de ne pas recourir à la construction en extension du bâti. Néanmoins, comme évoqué ci-après, des mesures de réduction de la consommation d'espace ont été prévues au projet de Plan Local d'Urbanisme.

REDUCTION DE LA CONSOMMATION D'ESPACE

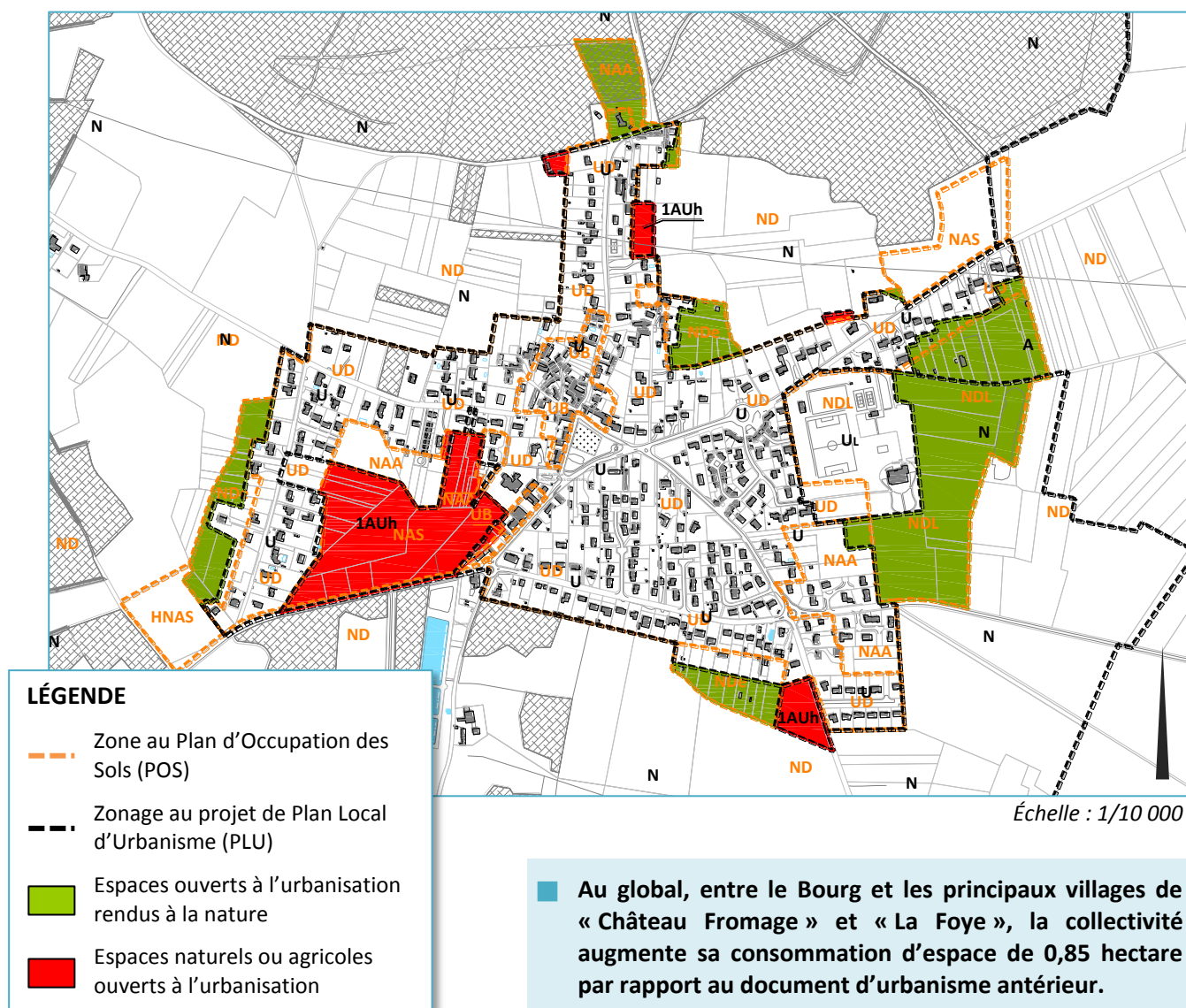
Pour rappel des données exposées ci-avant, **entre 2005 et 2014, la consommation d'espace pour la réalisation de 74 logements s'est élevée à 7,6 hectares (75 516 m²)**. Les 74 logements construits sur cette période ont donc mobilisé 1 020 m² par parcelle lotie. C'est la surface des terrains occupés par les constructions qui est prise en compte, hors surfaces dédiées aux espaces publics.

Au projet de plan local d'Urbanisme, ce sont 123 logements qui sont envisagés à la rénovation ou à la construction. **Une consommation d'espaces agricoles est attendue à hauteur de 6,2 hectares** (cf. ci-après) sur les 7,4 hectares que mobilise au total le projet.

Par ailleurs, **aucune consommation d'espaces naturels n'est prévue au projet de PLU.**

²⁷ Sur la base d'un nombre moyen d'occupants par résidence principale estimé à 2,08 personnes en 2026.

²⁸ Sur la base d'une reprise de 15% des 22 logements vacants recensés sur la commune en 2013.



De la même manière et bien que non comptabilisées, les zones NAS, au Nord-Est du Bourg, et HNAS, au Sud-Ouest du Bourg, sont abandonnées pour ne pas encourager un développement linéaire de l'urbanisation le long des axes de circulation.

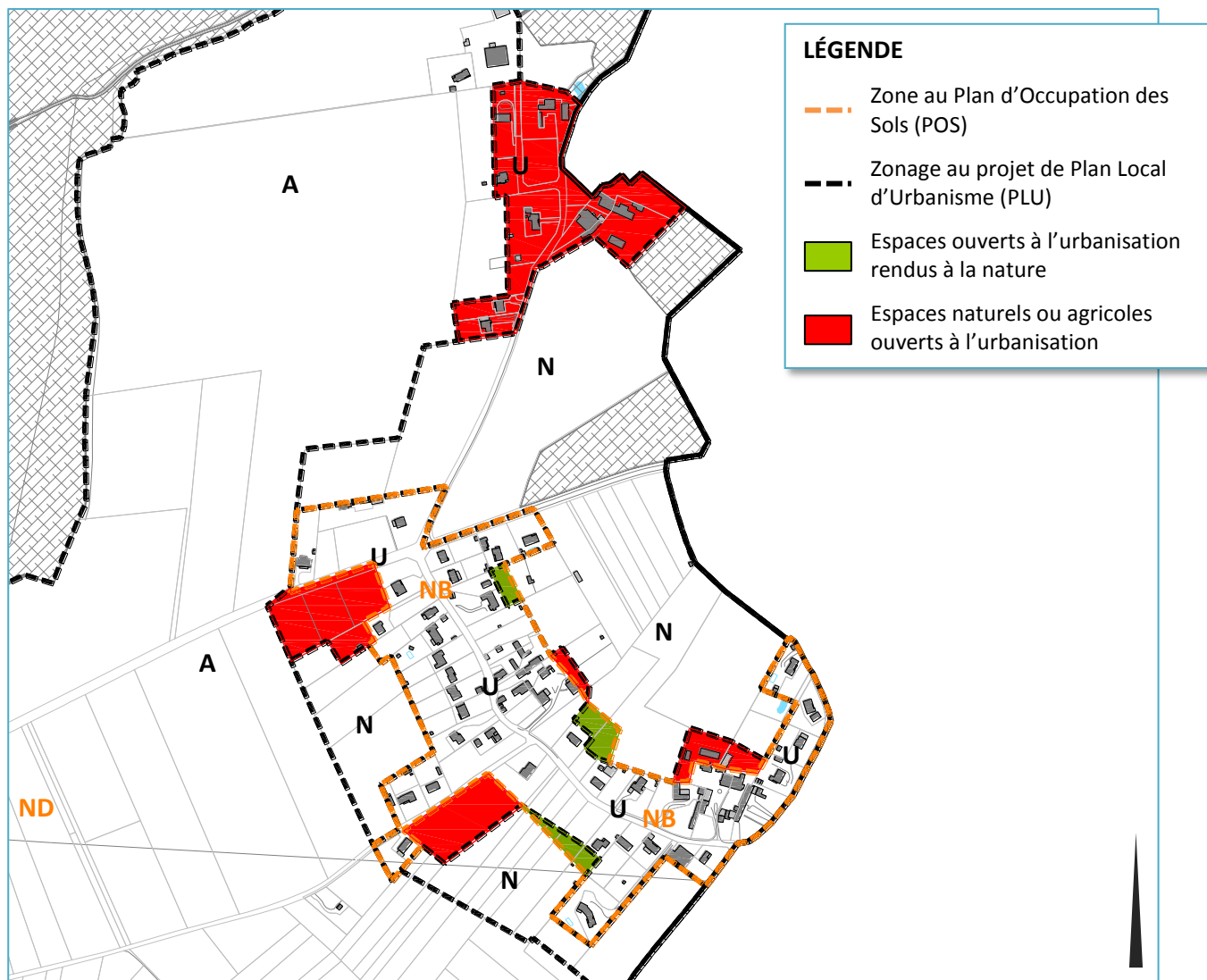
Les zones nouvellement ouvertes à l'urbanisation sont traitées ci-après.

Évolution de l'ouverture à l'urbanisation entre le POS et le PLU sur le village de « Château Fromage »



Échelle : 1/6 000

Évolution de l'ouverture à l'urbanisation entre le POS et le PLU sur le village de « La Foye »



Échelle : 1/6 000

Le Plan Local d'Urbanisme permet donc une réduction notable de la consommation d'espace au regard de celle constatée au document d'urbanisme précédent.

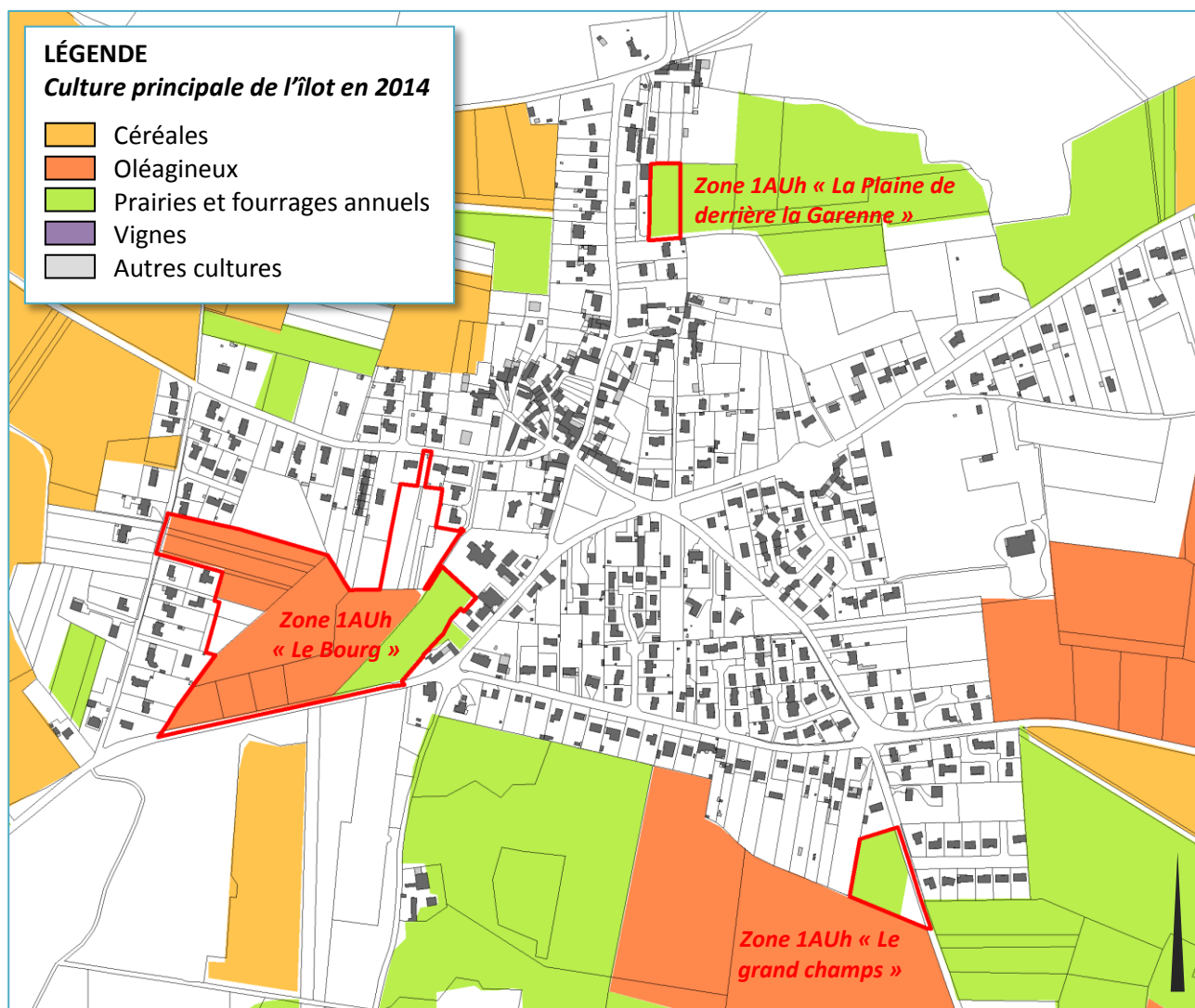
- Malgré la consommation de 6,2 hectares d'espaces agricoles (cf. ci-après) pour la réalisation, au total, de 123 logements, la collectivité réduit sa consommation d'espace globale par rapport à l'application du Plan d'Occupation des Sols en redéfinissant les enveloppes constructibles.

INCIDENCES SUR LES ESPACES AGRICOLES, NATURELS ET FORESTIERS

INCIDENCES SUR LES ESPACES AGRICOLES

- Bourg de Bignoux

Terrains à usage agricole prélevés pour l'urbanisation



Source : SIG PARCOURS, Cadastre DGFIP, données ARS RPG 2014 et DRAAF Poitou-Charentes – Échelle : 1/7 500

Ce prélèvement est réalisé sur les trois sites concernés par des orientations d'aménagement et de programmation, de la manière suivante :

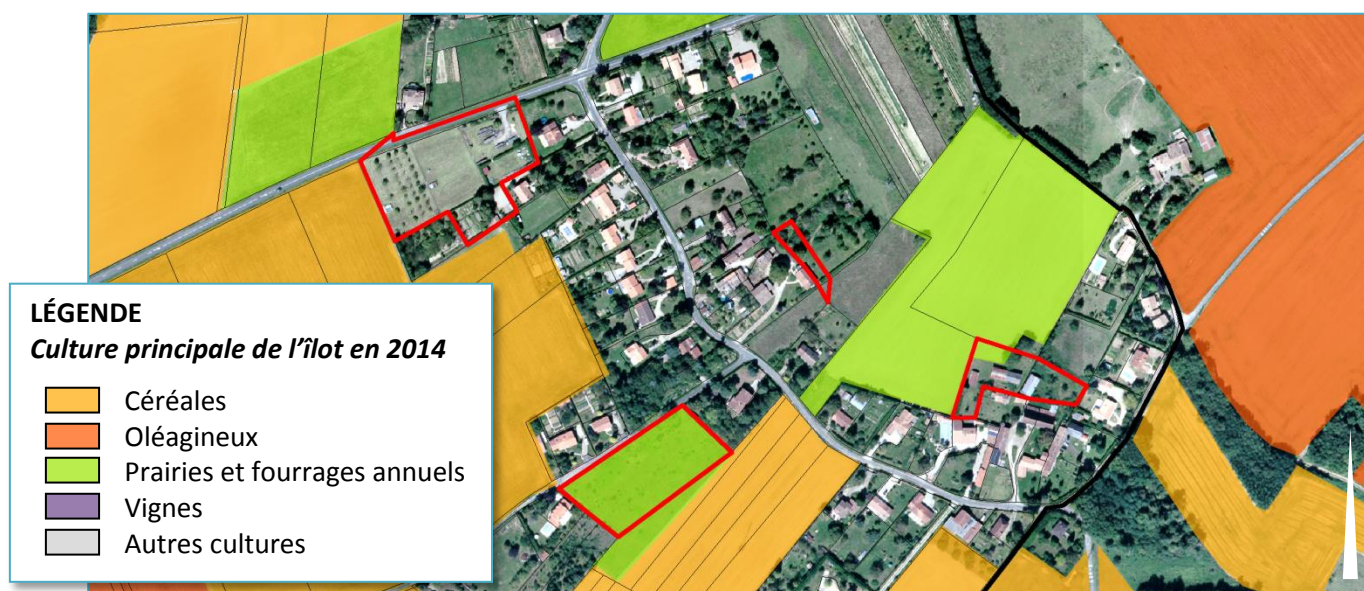
- › Site de « La plaine de derrière la Garenne » : prélèvement de 0,3 hectare de prairies sur une surface totale de 0,3 hectare. Cet espace est la propriété de la commune est laissé à usage d'un exploitant. La partie envisagée à l'urbanisation est très imbriquée dans le bâti en place et contrainte pour l'activité agricole.

- › Site du « Grand champs » : prélèvement de 0,6 hectare de prairies sur une surface totale de 0,7 hectare. Cet espace, au Sud-Est du Bourg, est en vis-à-vis d'un espace récent loti, le long de la Voie communale n°1 et donc imbriqué dans le tissu bâti avec des contraintes induites pour l'activité agricole.
- › Site du « Bourg », » : prélèvement de 4,7 hectares, pour partie en prairies et pour partie cultivés pour la production d'oléagineux, sur une surface totale de 6,4 hectares. Cet espace est la zone de développement privilégié du Bourg de Bignoux, déjà inscrite au POS initial comme espace constructible. Malgré sa taille, c'est un espace très imbriqué dans le bâti et difficilement accessible du fait du bâti environnant, mais également du trafic routier le long de la RD 6. Au global, l'impact du projet urbain n'est que marginal sur l'activité agricole.

- **Village de « La Foye » (Est de la commune)**

Sur le village de « La Foye », seul l'espace situé au Sud-Ouest du village est à vocation agricole, déclaré en 2014 comme prairie et/ou fourrages annuels. Une consommation de 0,60 hectare d'espaces agricoles est donc attendue au Plan Local d'Urbanisme.

Aucun des espaces interstitiels inclus dans la zone urbaine ne concerne un espace forestier possédant un intérêt économique ou écologique.



Source : SIG PARCOURS, données IGN BD Ortho50 et ARS RPG 2014 - Échelle : 1/5 000

- **Synthèse des incidences**

Afin de répondre aux besoins en habitat, le PLU prévoit le prélèvement de 6,2 hectares (62 228 m²) de foncier à usage agricole pour l'urbanisation sous 10 ans, soit 0,6 hectare par an. En raison de la diversité des lieux où sont opérés ces prélèvements et de la faible ampleur de ceux-ci, l'impact potentiel sur les exploitations agricoles concernées est marginal.

INCIDENCES SUR LES ESPACES NATURELS

Le Plan Local d'Urbanisme ne prévoit pas de prélèvement d'espaces naturels possédant un intérêt esthétique ou écologique, pour l'urbanisation à vocation d'habitat, d'activités économiques ou d'équipements.

INCIDENCES SUR LES ESPACES FORESTIERS

Le Plan Local d'Urbanisme ne prévoit pas de prélèvement d'espaces forestiers possédant un intérêt économique ou écologique, pour l'urbanisation à vocation d'habitat, d'activités économiques ou d'équipements.

À l'inverse, il assure la protection de tous les boisements présents sur la commune.

SIXIEME PARTIE

COMPATIBILITÉ AVEC LES AUTRES PLANS ET PROGRAMMES

OBLIGATIONS DE COMPATIBILITE ET DE PRISE EN COMPTE DES PLANS LOCAUX D'URBANISME (RAPPEL REGLEMENTAIRE)

Article L.131-4 du Code de l'Urbanisme

Les plans locaux d'urbanisme et les documents en tenant lieu ainsi que les cartes communales sont compatibles avec :

- 1° Les schémas de cohérence territoriale prévus à l'article L.141-1 ;*
- 2° Les schémas de mise en valeur de la mer prévus à l'article 57 de la Loi n° 83-8 du 7 Janvier 1983 ;*
- 3° Les plans de déplacements urbains prévus à l'article L.1214-1 du Code des Transports ;*
- 4° Les programmes locaux de l'habitat prévus à l'article L.302-1 du Code de la Construction et de l'Habitation ;*
- 5° Les dispositions particulières aux zones de bruit des aéroports conformément à l'article L.112-4.*

Article L.131-5 du Code de l'Urbanisme

Les plans locaux d'urbanisme et les documents en tenant lieu prennent en compte le plan climat-air-énergie territorial prévu à l'article L.229-26 du Code de l'Environnement.

Article L.131-7 du Code de l'Urbanisme

En l'absence de schéma de cohérence territoriale, les plans locaux d'urbanisme, les documents en tenant lieu et les cartes communales sont compatibles, s'il y a lieu, avec les documents énumérés aux 1° à 10° de l'article L.131-1 et prennent en compte les documents énumérés à l'article L.131-2.

Lorsqu'un de ces documents est approuvé après l'approbation d'un plan local d'urbanisme, d'un document en tenant lieu ou d'une carte communale, ces derniers sont, si nécessaire, rendus compatibles ou les prennent en compte dans un délai de trois ans.

OBLIGATIONS DE COMPATIBILITE ET DE PRISE EN COMPTE DES PLANS LOCAUX D'URBANISME EN L'ABSENCE DE SCHEMA DE COHERENCE TERRITORIALE APPROUVE

Article L.131-1 du Code de l'Urbanisme

Les schémas de cohérence territoriale sont compatibles avec :

- 1° Les dispositions particulières au littoral et aux zones de montagne prévues aux chapitres I et II du titre II ou les modalités d'application de ces dispositions particulières lorsqu'elles ont été précisées pour le territoire concerné par une directive territoriale d'aménagement prévue par l'article L.172-1 ;*
- 2° Les règles générales du fascicule du schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires prévu à l'article L.4251-3 du Code Général des Collectivités Territoriales pour celles de leurs dispositions auxquelles ces règles sont opposables ;*
- 3° Le schéma directeur de la région d'Île-de-France prévu à l'article L.123-1 ;*
- 4° Les schémas d'aménagement régional de la Guadeloupe, la Guyane, la Martinique, Mayotte et La Réunion prévus à l'article L.4433-7 du code général des collectivités territoriales ;*
- 5° Le plan d'aménagement et de développement durable de Corse prévu à l'article L.4424-9 du Code Général des Collectivités Territoriales ;*
- 6° Les chartes des parcs naturels régionaux prévues à l'article L.333-1 du Code de l'Environnement ;*
- 7° Les chartes des parcs nationaux prévues à l'article L.331-3 du code de l'environnement ;*
- 8° Les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau et les objectifs de qualité et de quantité des eaux définis par les schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux prévus à l'article L.212-1 du Code de l'Environnement ;*
- 9° Les objectifs de protection définis par les schémas d'aménagement et de gestion des eaux prévus à l'article L.212-3 du Code de l'Environnement ;*

*10° Les objectifs de gestion des risques d'inondation définis par les plans de gestion des risques d'inondation pris en application de l'article L.566-7 du Code de l'Environnement, ainsi qu'avec les orientations fondamentales et les dispositions de ces plans définies en application des 1° et 3° du même article L.566-7 ;
[...]*

Article L.131-2 du Code de l'Urbanisme

Les schémas de cohérence territoriale prennent en compte :

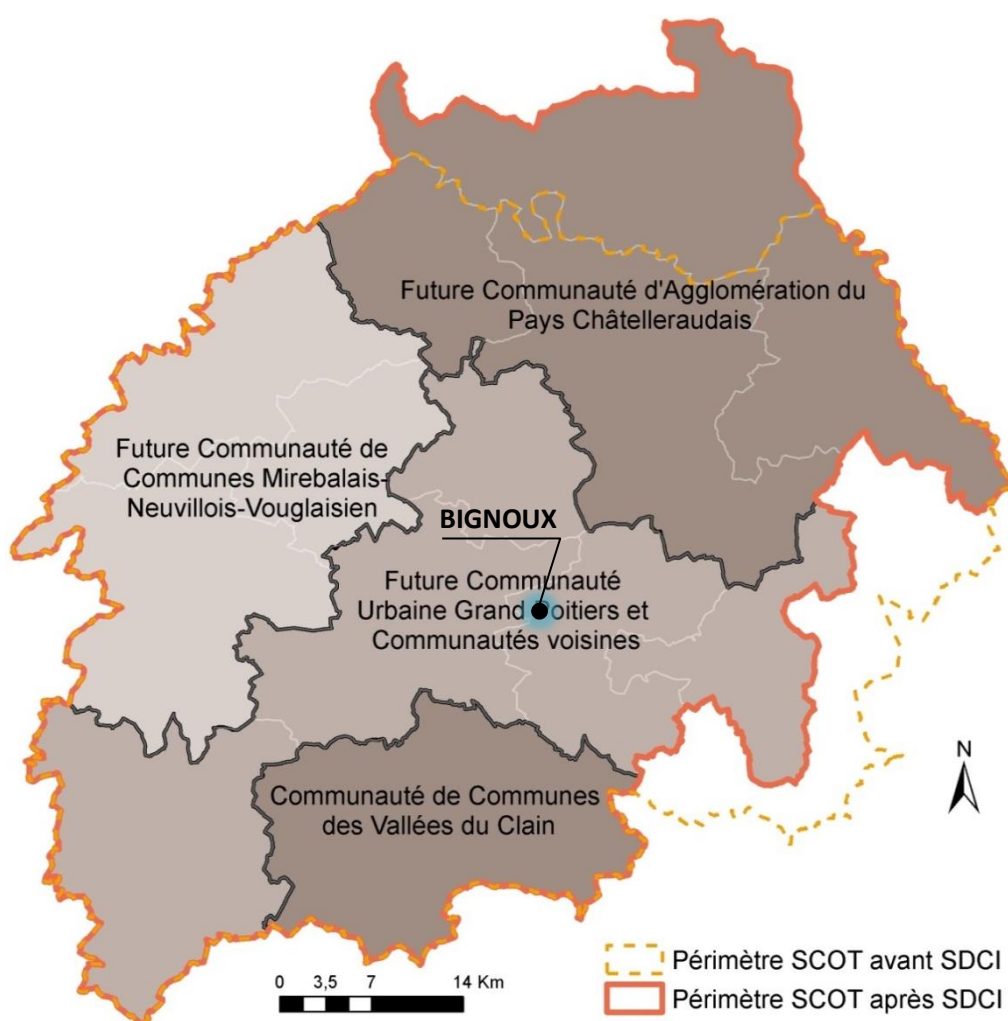
- 1° Les objectifs du schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires prévu à l'article L.4251-3 du Code Général des Collectivités Territoriales ;*
- 2° Les schémas régionaux de cohérence écologique prévus à l'article L.371-3 du code de l'environnement ;*
- 3° Les schémas régionaux de développement de l'aquaculture marine prévus à l'article L.923-1-1 du Code Rural et de la Pêche Maritime ;*
- 4° Les programmes d'équipement de l'État, des collectivités territoriales et des établissements et services publics ;*
- 5° Les schémas régionaux des carrières prévus à l'article L.515-3 du Code de l'Environnement.*

■ **En l'absence de Schéma de Cohérence Territoriale approuvé, la prise en compte des plans et programmes détaillés aux articles L.131-1 et L.131-2 du Code de l'Urbanisme est décrite ci-après.**

LE SCHEMA DE COHERENCE TERRITORIALE (SCoT) DU SEUIL DU POITOU

CONTEXTE TERRITORIAL ET INSTITUTIONNEL

La commune de Bignoux est incluse dans le périmètre arrêté du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) du Seuil du Poitou, animé par le Syndicat Mixte pour l'Aménagement du Seuil du Poitou (SMASP). Le périmètre de ce SCoT a été publié par Arrêté Préfectoral en date du 22 Août 2008 (Arrêté n°2008-ATDL-SCOT-1).



Source : SMASP, Mars 2016

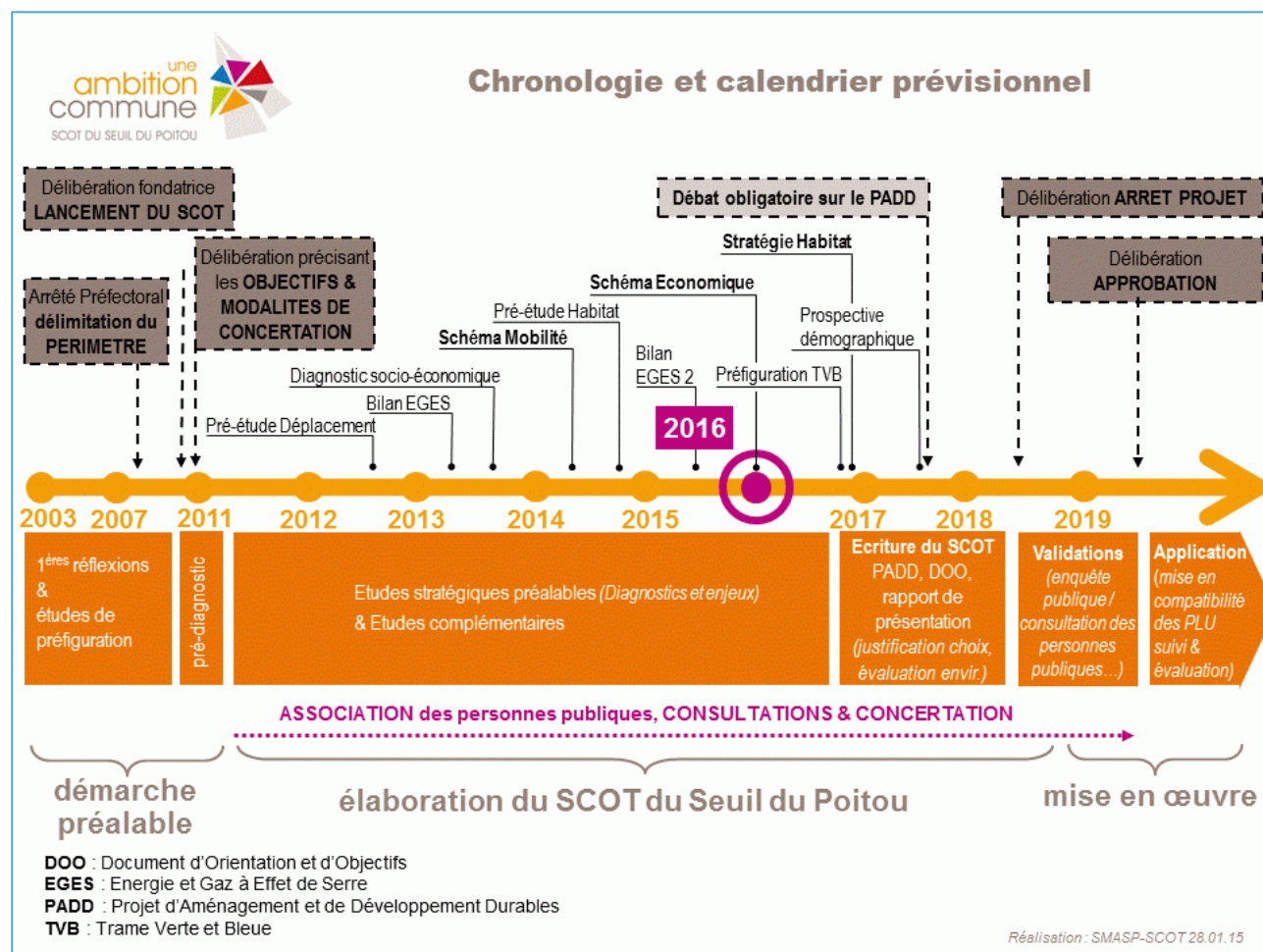
La modification du Schéma Départemental de Coopération Intercommunale (SDCI) en Mars 2016 a entraîné une modification du périmètre du SCoT à compter de Janvier 2017 afin de tenir compte des nouvelles intercommunalités. Le SCoT couvre les agglomérations de Poitiers et Châtelleraudais et, désormais, un total de 140 communes et 340 000 habitants (chiffres 2013).

Après une phase de pré-diagnostic (2011/2012), le diagnostic territorial du SCoT est en cours de réalisation (période 2012/2017), comme indiqué sur le calendrier prévisionnel suivant.

Un schéma de mobilités a été validé en 2014 et un schéma de développement et d'aménagement économique finalisé en Novembre 2015. La stratégie habitat est en cours de construction.

Parallèlement, des études complémentaires sont conduites sur les consommations énergétiques et les émissions de gaz à effet de serre, sur l'état de la biodiversité et les dynamiques d'évolution associées, ou encore sur les tendances et évolutions démographiques à venir.

Calendrier prévisionnel d'élaboration du SCOT des aires urbaines de Poitiers et Châtelleraut



Source : Site internet du SMASP

Au moment de l'élaboration du PLU, seuls les grands enjeux émergents du SCOT définis lors de la phase de pré-diagnostic, sont connus. Ceux-ci s'articulent autour de trois axes :

- › Axe 1 : Comment développer l'attractivité et la compétitivité du territoire ? (pilier économique)
- › Axe 2 : Comment faire face aux défis environnementaux et énergétiques ? (pilier environnemental)
- › Axe 3 : Comment améliorer la qualité de vie en faisant jouer la solidarité territoriale ? (pilier social)

COMPATIBILITE DU PLAN LOCAL D'URBANISME AVEC LES PREMIERS ENJEUX DU SCOT

Le Plan Local d'Urbanisme est compatible avec les enjeux du SCOT du seuil du Poitou. La cohérence établie entre les deux documents est la suivante.

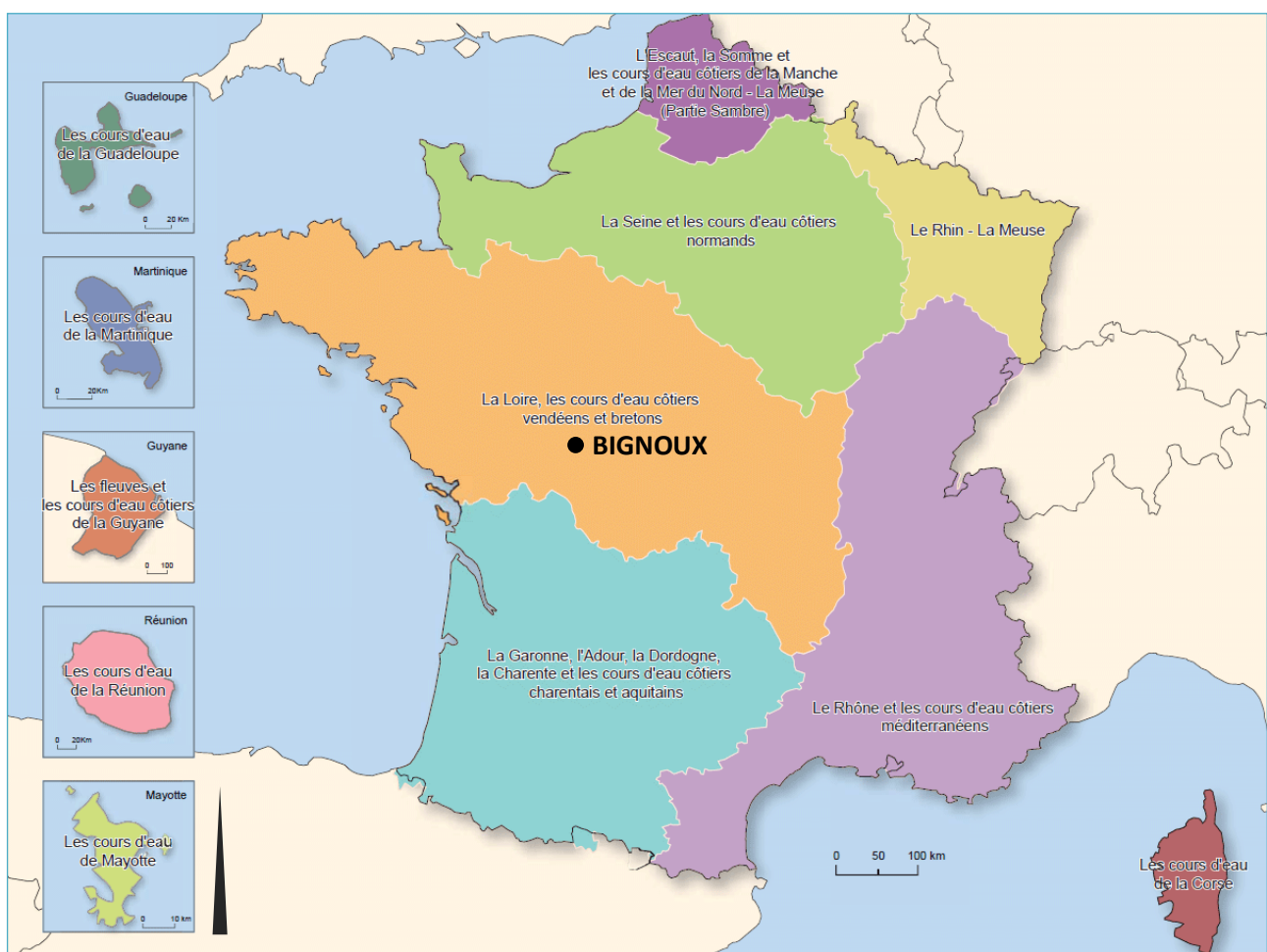
ENJEUX DU SCHÉMA DE COHÉRENCE TERRITORIALE DU SEUIL DU POITOU	RÉPONSE À CES ENJEUX DANS LE PLAN LOCAL D'URBANISME
Positionner le territoire du SCOT dans le Grand Ouest Atlantique.	SANS OBJET
Saisir l'opportunité de la croissance démographique.	Ces enjeux sont traités à travers l'orientation n°5 du Projet d'Aménagement et de Développement Durables : « Maintenir la vitalité démographique ».
Construire une stratégie de développement économique dans une approche intégrée, au service de l'attractivité du territoire et de la qualité de vie des habitants.	SANS OBJET
Économiser l'espace et limiter l'artificialisation des sols.	Un nombre limité de sites est défini comme constructible au PLU. Les espaces dédiés à l'urbanisation sont essentiellement localisés au sein de l'enveloppe bâtie du Bourg.
Préserver les ressources naturelles et les paysages.	Ces enjeux sont traités à travers les orientations n°2 et n°3 du Projet d'Aménagement et de Développement Durables : « Préserver les éléments-support de la biodiversité » et « Préserver le cadre de vie rural et les paysages ».
Limiter les risques et nuisances.	Le PLU intègre un diagnostic des risques et les secteurs définis comme constructibles en tiennent compte.
Favoriser l'adaptation du territoire aux changements climatiques et à la nouvelle donne énergétique.	Ces enjeux sont traités à travers l'orientation n°5 du Projet d'Aménagement et de Développement Durables : « Rechercher la sobriété énergétique ».
Adapter l'offre de logements aux besoins et répartir cette offre sur le territoire de manière à faciliter l'accès des habitants aux emplois et aux services.	SANS OBJET
Permettre la mobilité de tous et limiter les nuisances liées à l'automobile en articulant développement urbain et réseaux de transport collectif.	Les secteurs constructibles pour l'habitat sont majoritairement situés à moins de 500 mètres d'un point d'accès au réseau de transports en commun et d'une aire de covoiturage.
Permettre un accès facilité de tous aux services et équipements de proximité en assurant un maillage régulier du territoire en pôles de services.	Ces enjeux sont traités à travers l'orientation n°7 du Projet d'Aménagement et de Développement Durables : « Pérenniser la qualité des services ».
S'organiser pour bénéficier des retombées économiques du développement de la locomotive régionale.	Ces enjeux sont traités à travers l'orientation n°9 du Projet d'Aménagement et de Développement Durables : « Favoriser le développement économique local ».

LE SCHEMA DIRECTEUR D'AMENAGEMENT ET DE GESTION DES EAUX (SDAGE) LOIRE-BRETAGNE

CONTEXTE TERRITORIAL ET INSTITUTIONNEL

La commune de Bignoux est concernée par le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin Loire-Bretagne, approuvé par Arrêté Préfectoral du 18 Novembre 2015.

Les SDAGE en France



COMPATIBILITE DU PLAN LOCAL D'URBANISME AVEC LES ORIENTATIONS DU SDAGE

Le Plan Local d'Urbanisme est compatible avec les orientations du SDAGE Loire-Bretagne. La cohérence établie entre les deux documents est la suivante :

ORIENTATIONS DU SDAGE LOIRE-BRETAGNE	PRISE EN COMPTE DE CES ORIENTATIONS DANS LE PLAN LOCAL D'URBANISME
Repenser les aménagements de cours d'eau	Aucun cours d'eau permanent n'est présent sur la commune.
Réduire la pollution par les nitrates	Hors champ réglementaire du PLU.
Réduire la pollution organique	Les ouvrages de traitement des eaux usées sont suffisamment dimensionnés et fonctionnels pour traiter les effluents supplémentaires produits par l'augmentation de la population.
Maîtriser la pollution par les pesticides	Hors champ réglementaire du PLU.
Maîtriser les pollutions dues aux substances dangereuses	Les orientations d'aménagement des secteurs à urbaniser comportent des prescriptions en matière de gestion des eaux pluviales : collecte, épuration et infiltration. Ces dispositions éviteront le déversement direct d'eaux noires de voiries dans les cours d'eau.
Protéger la santé en protégeant l'environnement	L'objectif de protection de l'environnement est une des grandes orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables.
Maîtriser les prélèvements d'eau	Hors champ réglementaire du PLU.
Préserver les zones humides et la biodiversité	Les réservoirs de biodiversité et corridors écologiques sont localisés sur le zonage du PLU et protégés. L'étude de prélocalisation des zones humides réalisée par la DREAL a servi de cadrage au projet d'urbanisme. Aucun secteur de développement n'est localisé en zone humide.
Rouvrir les rivières aux poissons migrateurs	Hors champ réglementaire du PLU.
Préserver le littoral	Sans objet sur la commune.
Préserver les têtes de bassin versant	Sans objet sur la commune.
Réduire le risque d'inondation par les cours d'eau	Sans objet sur la commune.
Renforcer la cohérence des territoires et des politiques publiques	Hors champ réglementaire du PLU.
Mettre en place des outils réglementaires et financiers	Hors champ réglementaire du PLU.
Informar, sensibiliser, favoriser les échanges	Les informations relatives à la gestion des eaux et contenues dans le PLU sont mises à la disposition du public.

LE SCHEMA D'AMENAGEMENT ET DE GESTION DES EAUX (SAGE) DU CLAIN

CONTEXTE TERRITORIAL ET INSTITUTIONNEL

La commune de Bignoux est située en totalité sur le bassin versant du Clain. Un Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux est en cours d'élaboration. Les acteurs de l'eau délibérant sur le contenu du SAGE du Clain sont représentés depuis 2010 au sein de la Commission Locale de l'Eau (CLE), regroupant des élus, des usagers, les services de l'État.

Le Clain, dans le périmètre arrêté par le SAGE en 2009, draine un bassin versant de 2 882 km². Le SAGE a pour objet de fixer des conditions d'utilisation, de mise en valeur, de reconquête ou de préservation des ressources en eau superficielles et souterraines, des écosystèmes aquatiques et des zones humides. Une prélocalisation des zones humides à l'échelle du SAGE est par ailleurs en cours.

L'état initial du SAGE a été validé le 29 Juin 2011 et le diagnostic validé le 12 Novembre 2012. L'élaboration d'une stratégie et la rédaction des prescriptions du SAGE est en cours. Les scénarii alternatifs ont été validés le 7 Septembre 2016.



COMPATIBILITE DU PLU AVEC LES ORIENTATIONS DU SAGE DU CLAIN

Le Plan Local d'Urbanisme est compatible avec les enjeux du SAGE du Clain. La cohérence établie entre les deux documents est la suivante.

Enjeux connus du SAGE Clain	Pistes d'action	Compatibilité du Plan Local d'Urbanisme
Sécurisation de l'approvisionnement en eau potable	Définir les modalités de gestion de l'infra-Toarcien, diversifier les ressources	L'ensemble des zones constructibles au PLU est soumise à assainissement collectif ou le sera à court terme.
Réduction de la pollution par les nitrates et les pesticides	Établir un plan de réduction de l'usage des pesticides, limiter l'impact des eaux de drainage.	Hors champ réglementaire du PLU.
Partage de la ressource et atteinte de l'équilibre entre besoins et ressources	Économiser l'eau dans tous les usages	Hors champ réglementaire du PLU.

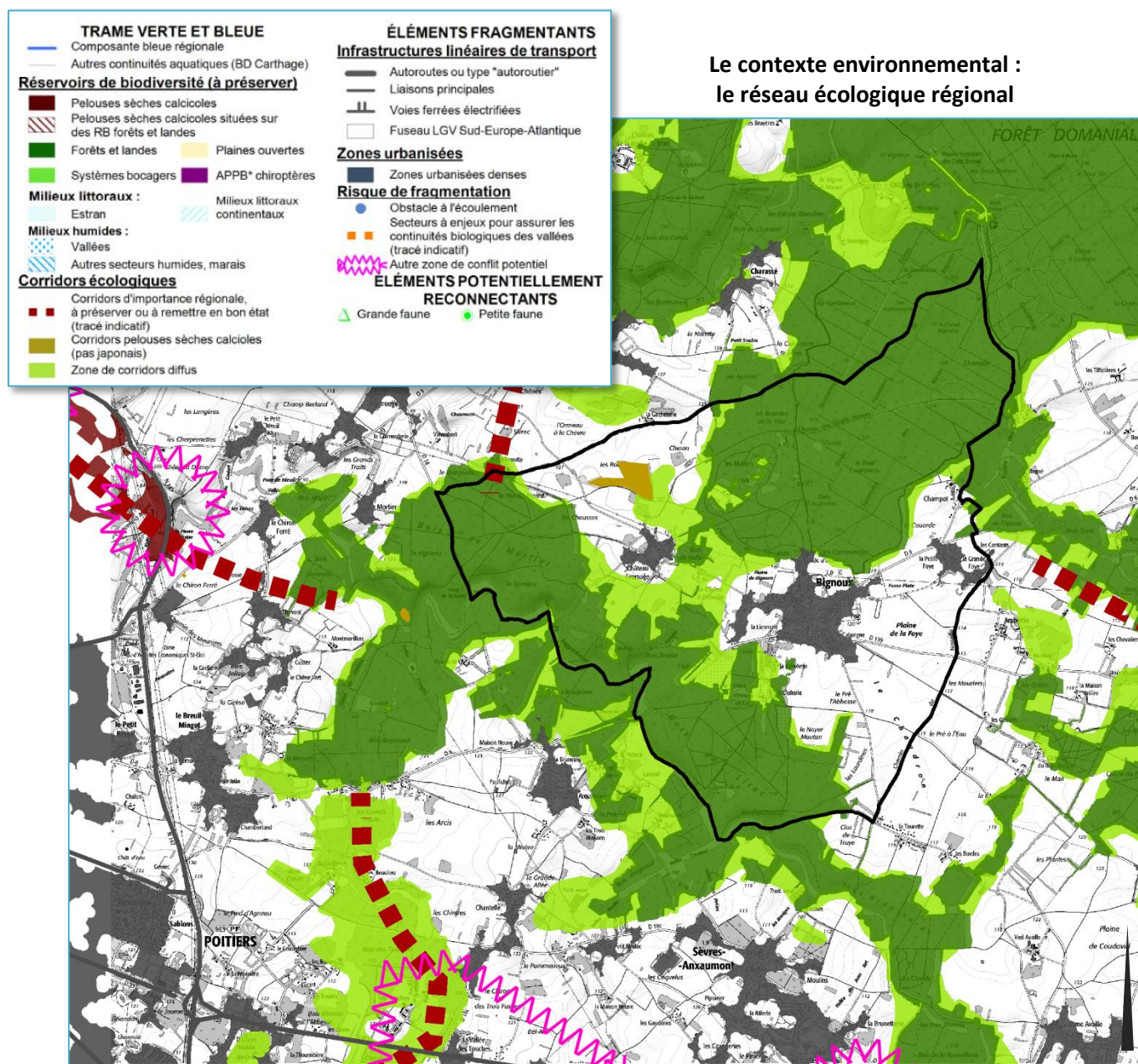
Enjeux connus du SAGE Clain	Pistes d'action	Compatibilité du Plan Local d'Urbanisme
Réduction de la pollution organique	Améliorer le fonctionnement des stations d'épuration et des réseaux, résorber les points noirs de l'assainissement non collectif.	La conformité de l'équipement épuratoire aux réglementations en vigueur est attestée en 2015.
Maîtrise de la pollution par les substances dangereuses	Réduire l'impact des rejets d'eaux pluviales en zones urbaines	Les orientations d'aménagement des secteurs à urbaniser comportent des prescriptions en matière de gestion des eaux pluviales : collecte, épuration et infiltration. Ces dispositions éviteront le déversement direct d'eaux noires de voiries dans les cours d'eau.
Réduction de l'aléa inondation et de la vulnérabilité des biens et des personnes	Limitier l'imperméabilisation, préserver et restaurer les zones d'expansion de crues	Sans objet sur la commune.
Restauration de la qualité physique et fonctionnelle des cours d'eau	Restaurer la continuité écologique, restaurer la qualité hydromorphologique des rivières.	Aucun cours d'eau permanent n'est présent sur la commune.
Restauration, préservation et gestion des zones humides et des têtes de bassin versant pour maintenir leurs fonctionnalités	Inventorier les zones humides, les préserver et les gérer.	Les zones humides prélocalisées par la DREAL Poitou-Charentes dont l'objet d'un classement protecteur en zone « N ».
Réduction de l'impact des plans d'eau, notamment en tête de bassin versant		Les têtes de bassin versant et les vallons sont classés en zone naturelle, où l'aménagement de plans d'eau est interdit.
Pérennisation du portage du SAGE, coordination et appui à la mise en œuvre des actions du SAGE	Faire émerger et/ou pérenniser les maîtrises d'ouvrages, accompagner techniquement et économiquement les acteurs	Hors champ réglementaire du PLU.
Sensibilisation et information des acteurs de l'eau et des citoyens		Les informations relatives à la gestion des eaux et contenues dans le PLU sont mises à la disposition du public.
Maîtrise des coûts de la gestion de l'eau		Hors champ réglementaire du PLU.

LE SCHEMA REGIONAL DE COHERENCE ÉCOLOGIQUE (SRCE) POITOU-CHARENTES

CONTEXTE TERRITORIAL ET INSTITUTIONNEL

En l'attente d'une refonte du SRCE de la région Nouvelle Aquitaine, le territoire de Bignoux est concerné par le Schéma Régional de Cohérence Écologique (SRCE) Poitou-Charentes.

Le Préfet de Région Poitou-Charentes et le Président du Conseil Régional ont arrêté conjointement le projet de Schéma Régional de Cohérence Écologique (SRCE) Poitou-Charentes le 7 Novembre 2014. Celui-ci a été approuvé par le Préfet de Région le 3 Novembre 2015.



Source : SIG PARCOURS, Cadastre DGFIP, IGN SCAN 25, données SRCE Poitou-Charentes - Échelle : 1/50 000

COMPATIBILITE DU PLU AVEC LES ORIENTATIONS DU SRCE

Le Plan Local d'Urbanisme est compatible avec les orientations du Schéma Régional de cohérence Écologique de Poitou-Charentes. La cohérence établie entre les deux documents est la suivante :

ORIENTATIONS DU SRCE POITOU-CHARENTES	PRISE EN COMPTE DE CES ORIENTATIONS DANS LE PLAN LOCAL D'URBANISME
Améliorer, organiser et capitaliser les connaissances sur les milieux naturels, les espèces et les continuités écologiques.	L'orientation n°1 du PADD a pour objectif de mieux connaître l'environnement pour mieux le protéger.
Sensibiliser et former pour prendre en compte les continuités écologiques.	L'état initial de l'environnement a permis d'apporter des connaissances supplémentaires sur les milieux naturels. L'élaboration du PLU a constitué l'opportunité de préciser les continuités écologiques régionales et de délimiter les continuités écologiques locales.
Préserver les bocages et les espaces agricoles favorables à la biodiversité.	Le PLU met en place des outils de préservation des espaces bocagers : 10,8 kilomètres de haies sont inscrites en tant qu'éléments de paysage à protéger.
Préserver les espaces forestiers et de landes.	Le PLU met en place des outils de préservation des espaces forestiers : 735,8 ha sont inscrits en espaces boisés classés (intégralité des boisements communaux).
Préserver les pelouses sèches.	Sans enjeux sur la commune.
Préserver les milieux à enjeux pour les chiroptères et les connexions aériennes.	Les espaces intéressants pour la conservation des oiseaux sont classés en zone naturelle.
Restaurer la connectivité des milieux à enjeux terrestres.	Les réservoirs de biodiversité situés à l'interface des corridors écologiques d'importance régionale sont classés en zone naturelle.
Préserver le littoral.	Sans enjeux sur la commune.
Préserver les zones humides du littoral	Sans enjeux sur la commune.
Préserver les milieux humides et aquatiques.	Le PLU met en place des outils de préservation des milieux humides et aquatiques : 26 mares sont inscrites en tant qu'éléments de paysage à protéger et toutes les zones humides prélocalisées (Vallée de Jappe-Loup) sont classées en zone naturelle.
Restaurer la continuité des milieux aquatiques.	Sans enjeux sur la commune.
Préserver et restaurer les connexions entre les milieux aquatiques et terrestres.	Sans enjeux sur la commune.
Améliorer la transparence des infrastructures et des ouvrages, équipements et projet d'aménagement vis à vis de la Trame Verte et Bleue.	Sans enjeux sur la commune.
Lutter contre les nuisances altérant le fonctionnement des écosystèmes.	Sans enjeux sur la commune.
Préserver la nature dans les villes, les bourgs et les villages.	Le Bourg bénéficie d'un « écrin vert » à travers le classement des abords en zone naturelle.
Assurer la connectivité des milieux dans les zones urbaines, périurbaines et rurales.	Sans enjeux sur la commune.

LES PLANS CLIMAT-ÉNERGIE TERRITORIAUX (PCET)

CADRE JURIDIQUE

La région Poitou-Charentes, les départements, les communautés d'agglomération ainsi que les communes et les communautés de communes de plus de 50 000 habitants doivent adopter un plan climat-énergie territorial (PCET) avant le 31 Décembre 2012.

Ces documents sont un nouvel élément de planification territoriale puisqu'ils constituent les plans d'action du Schéma Régional Climat Air Énergie (SRCAE) avec lequel ils doivent être compatibles et sont ensuite pris en compte dans les documents d'urbanisme. Ils comprennent un bilan des émissions de gaz à effet de serre et définissent des objectifs stratégiques et opérationnels tant sur l'atténuation que l'adaptation au changement climatique, un plan d'action couvrant l'ensemble du périmètre de compétence de la collectivité ainsi qu'un dispositif de suivi et d'évaluation.

Les PCET doivent respecter les dispositions fixées par les articles R.229-45 et suivants du Code de l'Environnement. Ils permettent l'émergence d'un projet territorial qui vise à :

- › Améliorer l'efficacité énergétique,
- › Augmenter la production d'énergie renouvelable,
- › Réduire l'impact des activités en matière d'émissions de gaz à effet de serre,
- › Réduire la vulnérabilité du territoire : prise en compte des évolutions climatiques dans les décisions de long terme (urbanisme, conception et exploitation d'infrastructures, gestion des risques).

En l'attente d'une refonte du PCET de la région Nouvelle Aquitaine, le territoire de Bignoux est concerné par les PCET du Conseil Régional Poitou-Charentes et du Conseil Départemental de la Vienne.

CONTEXTE TERRITORIAL

Le PCET 2012/2017 du Conseil Régional Poitou-Charentes

Le PCET 2012/2017 du Conseil Régional Poitou-Charentes a été approuvé le 17 Décembre 2012.

Il définit 48 actions à mener à l'horizon de 2017, réunies autour de 3 grands types d'actions :

I – Actions de l'institution régionale

1. Mettre en place un Budget Carbone pour mieux contrôler l'impact environnemental des actions régionales.
2. Renforcement le plan de déplacement des agents domicile-travail pour favoriser l'éco-mobilité.
3. Développer l'éco-mobilité dans le parc de véhicules de la Région Poitou-Charentes.
4. Maîtriser les consommations d'énergie dans les lycées.
5. Poursuivre la dynamique engagée par les travaux récents et programmes de rénovation en cours au niveau de la Maison de la Région.
6. Amplifier l'utilisation des clauses environnementales dans les marchés publics.
7. Participer au Réseau Grand Ouest « Commande publique et développement durable » pour améliorer l'intégration des critères du développement durable dans les marchés publics.
8. Promouvoir les circuits courts en restauration collective des lycées pour une alimentation à faible impact carbone.

II – Actions en matière d’atténuation d’émissions des gaz à effet de serre

9. Poursuivre la mise en œuvre du Schéma de formation et d’éducation à l’environnement pour faire évoluer les comportements.
10. Poursuivre la mise en place du Plan régional pour la qualité de l’air, ATMO Poitou-Charentes.
11. Poursuivre les actions d’information sur l’énergie.
12. S’appuyer sur le Schéma Régional de la Mobilité Durable pour développer l’éco-mobilité.
13. Amplifier l’usage des transports collectifs de voyageurs, dont le TER.
14. Favoriser l’usage du ferroviaire pour le transport des marchandises.
15. Promouvoir l’usage du vélo pour différents types de déplacements.
16. Développer la mobilité individuelle durable.
17. Lutter contre l’étalement urbain et l’artificialisation des sols et promouvoir un urbanisme de la proximité et des déplacements doux.
18. Réhabiliter énergétiquement le parc social existant.
19. Produire des logements neufs très performants « Effinergie + ».
20. Lutter contre la précarité énergétique avec le programme « 10 000 toitures ».
21. Maîtriser les consommations d’énergie dans les bâtiments publics.
22. Accompagner technologiquement et former les professionnels de la construction aux évolutions induites par le changement climatique.
23. Conduire les appels à projet suscités par l’Agence Régionale de l’Innovation en faveur de la lutte contre le réchauffement climatique.
24. Développer la filière « carbone renouvelable ».
25. Aider la Recherche publique et les transferts technologiques pour l’Excellence environnementale et les Éco-industries.
26. Développer les démarches éco-responsables (management, écolabel, RSE, éco-produits, éco-procédés, circuits courts...) ainsi que la Responsabilité Sociétale des Entreprises et des Organisations (RSE, RSO).
27. Étendre le Contrat de mutation écologique et l’engagement des réseaux d’entreprises.
28. Poursuivre le développement du Pôle des Éco-Industries de Poitou-Charentes.
29. Promouvoir un tourisme éco-responsable.
30. Faire monter en puissance le Plan régional Énergies Renouvelables 2020.
31. Développer les énergies issues de la biomasse.
32. Valoriser les gisements en énergie éolienne.
33. Implanter les énergies solaires dans les territoires.
34. Exploiter les énergies marines.
35. Soutenir les projets durables des partenaires sur le territoire régional par la politique contractuelle de la Région (CRDD et FRIL).
36. Utiliser le levier des Contrat Locaux Initiative Climat pour mobiliser les partenaires du territoire régional.
37. Mettre en place le Programme éclairage public.

III – Actions en matière d’adaptation au changement climatique

38. Favoriser l’Agriculture Biologique et l’agriculture durable.
39. Encourager les cultures marines durables.
40. Mobilier le potentiel forestier régional.
41. Développer les jardins potagers collectifs.
42. Améliorer la qualité de la ressource en eau.
43. Économiser la ressource en eau.
44. Poursuivre la mise en œuvre du Plan régional biodiversité 2010/2015.
45. Enrichir les Trames Verte et Bleue.
46. Poursuivre le Plan de reconquête des paysages régionaux.
47. Protéger le littoral et prévenir les risques de submersion.
48. L’Observatoire Régional de l’Énergie et des Gaz à Effet de Serre (OREGES).

Le PCET 2009/2014 du Conseil Départemental de la Vienne

Le PCET 2009/2014 du Conseil Départemental de la Vienne définissait 30 actions à mener, réunies autour de 5 grands types d'actions :

I – Diagnostic et évaluation

1. Diagnostic : inventaire des émissions de gaz à effet de serre des services et sur l'ensemble du territoire départemental.
2. Suivi de l'état de l'environnement et évaluation des actions par les observatoires régionaux de l'ADEME.

II – Fonctionnement du Conseil Départemental

3. Commande publique éco-responsable.
4. Constructions départementales.
5. Réduction et valorisation des déchets des services et des archives éliminables.
6. Diminution des émissions de CO₂ de la flotte de véhicules.
7. Plan d'éco-mobilité.
8. Maîtrise de la demande énergétique au travers du fonctionnement quotidien des agents.
9. Boisements et protection de l'environnement.

III – Compétences obligatoires du Conseil Départemental

10. Maîtrise de la demande énergétique et développement des énergies renouvelables dans les collèges.
11. Valorisation des produits agricoles locaux dans les cantines des collèges.
12. Réduction et valorisation des déchets des collèges.
13. Transports scolaires et interurbains.
14. Valorisation du produit de l'entretien des haies en bord de routes départementales.
15. Mise en œuvre du Plan Départemental d'Élimination des Déchets Ménagers et Assimilés.

IV – Compétences optionnelles ou effet de levier du Conseil Départemental

16. Expérimentation pour la maîtrise et la réduction de la consommation d'énergie dans le parc public existant d'habitat social.
17. Maîtrise et réduction de la consommation d'énergie dans le parc privé existant d'habitat.
18. Maîtrise et réduction de la consommation d'énergie dans le parc public neuf d'habitat social.
19. Diffusion de lampes basse consommation dans les foyers à faibles revenus.
20. Conditionnalité des aides aux communes en fonction de leur incidence énergétique.
21. Sensibilisation à l'aménagement et l'urbanisme durable.
22. Guide pratique pour des zones de développement de l'éolien en Vienne.
23. Viennopôles.
24. Aides pour les véhicules propres.
25. Développement d'une filière bois énergie en Vienne.
26. Valorisation des produits d'origine agricole dans l'éco-habitat.
27. Participation à la plateforme régionale de co-voiturage.
28. Soutien au pôle de compétitivité MTA.

V – Sensibilisation et communication

29. Sensibilisation des habitants de la Vienne à la lutte contre le changement climatique.
30. Communication et valorisation du programme d'actions.

LES AUTRES PLANS ET PROGRAMMES

LE PLAN DE GESTION DES RISQUES D'INONDATION (PGRI) DU BASSIN LOIRE-BRETAGNE

La gestion du risque d'inondation sur la commune et la prise en compte du PGRI du bassin Loire-Bretagne sont abordées au chapitre « l'exposition de la population aux risques » en volume 1 du présent rapport.

LE SCHEMA DE MISE EN VALEUR DE LA MER (SMVM)

La commune de Bignoux n'est pas concernée un Schéma de Mise en Valeur de la Mer.

LE PLAN DE DEPLACEMENTS URBAINS (PDU)

La commune de Bignoux n'est pas située dans le périmètre d'un Plan de Déplacements Urbains.

LE PROGRAMME LOCAL DE L'HABITAT (PLH)

La commune de Bignoux n'est pas située dans le périmètre d'un Plan Local de l'Habitat.

LES DISPOSITIONS RELATIVES AUX ZONES DE BRUIT DES AERODROMES

La commune de Bignoux n'est pas concernée par les dispositions relatives aux zones de bruit (Plan d'Exposition au Bruit de l'aéroport de Poitiers-Biard).

DISPOSITIONS PARTICULIERES AU LITTORAL ET AUX ZONES DE MONTAGNE

La commune de Bignoux n'est pas concernée par les dispositions relevant d'une Directive Territoriale d'Aménagement.

SCHEMA REGIONAL D'AMENAGEMENT, DE DEVELOPPEMENT DURABLE ET D'ÉGALITE DES TERRITOIRES (SRADDET)

La Loi n°2015-991 du 7 Août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe), publiée au Journal Officiel du 8 Août 2015, introduit le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET). Ce document est la fusion des plans et schémas suivants :

- › Schéma Régional « Climat, Air, Énergie » (SRCAE).
- › Schéma Régional Transport Intermodalité (SRTI).
- › Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD).

Le SRADDET Nouvelle Aquitaine n'a pas encore été élaboré.

CHARTER DE PARC NATUREL REGIONAL, CHARTER DE PARC NATIONAL

La commune de Bignoux n'est pas incluse dans un périmètre de Parc National ou de Parc Naturel Régional.

SCHEMA REGIONAL DE DEVELOPPEMENT DE L'AQUACULTURE MARINE (SRDAM)

La commune de Bignoux n'est pas concernée par les dispositions relevant d'un Schéma Régional de Développement de l'Aquaculture Marine.

PROGRAMMES D'EQUIPEMENT DE L'ÉTAT, DES COLLECTIVITES TERRITORIALES ET DES ETABLISSEMENTS ET SERVICES PUBLICS

Il n'y a pas de programme d'équipement de l'état, des collectivités territoriales et des établissements et services publics en cours sur la commune de Bignoux.

SCHEMA REGIONAL DES CARRIERES

La commune de Bignoux n'est pas concernée en l'absence de carrière en activité sur le territoire.

SEPTIEME PARTIE

IMPACTS ATTENDUS SUR LA BIODIVERSITÉ

SUR LES ELEMENTS DE LA TRAME VERTE ET BLEUE

IMPACTS SUR LES ELEMENTS COMPOSANT LA TRAME VERTE

Les boisements

735,8 hectares de boisements ont été recensés lors de la réalisation de l'état initial de l'environnement. Tous sont protégés en tant qu'espaces boisés classés en raison de leur haute valeur écologique. Ces boisements sont localisés sur les secteurs identifiés comme réservoirs de biodiversité dans le Schéma Régional de Cohérence Écologique ou aux abords de ceux-ci. Leur protection stricte est motivée en ce sens. Par ailleurs, ces boisements étaient d'ores et déjà identifiés au document d'urbanisme précédent comme Espaces Boisés Classés.

- La création de dispositions réglementaires protégeant l'ensemble des boisements garantit l'absence d'impact notable de la mise en œuvre du plan sur cette partie de la trame verte.

Les haies bocagères

10,8 kilomètres de haies bocagères ont été recensés lors de la réalisation de l'état initial de l'environnement, en appui sur des photos aériennes, des visites de site et le travail participatif d'un groupe « Trame verte et bleue », composé de citoyens de la commune. Ces haies sont intégralement inscrites en tant qu'éléments de paysage à protéger : leur destruction sera conditionnée au dépôt d'une déclaration préalable en Mairie.

- L'application de dispositions réglementaires protégeant le maillage de haies garantit l'absence d'impact notable de la mise en œuvre du plan sur cette partie de la trame verte.

Les arbres remarquables

1 arbre remarquable a été recensé lors de la réalisation de l'état initial de l'environnement, en appui sur des visites de site et le travail participatif du groupe « Trame verte et bleue ». Cet arbre est protégé en tant qu'espace boisé classé en raison de sa valeur écologique et esthétique. Sa protection stricte est motivée en ce sens.

- La création de dispositions réglementaires protégeant l'ensemble des arbres remarquables garantit l'absence d'impact notable de la mise en œuvre du plan sur cette partie de la trame verte.

IMPACTS SUR LES ELEMENTS COMPOSANT LA TRAME BLEUE

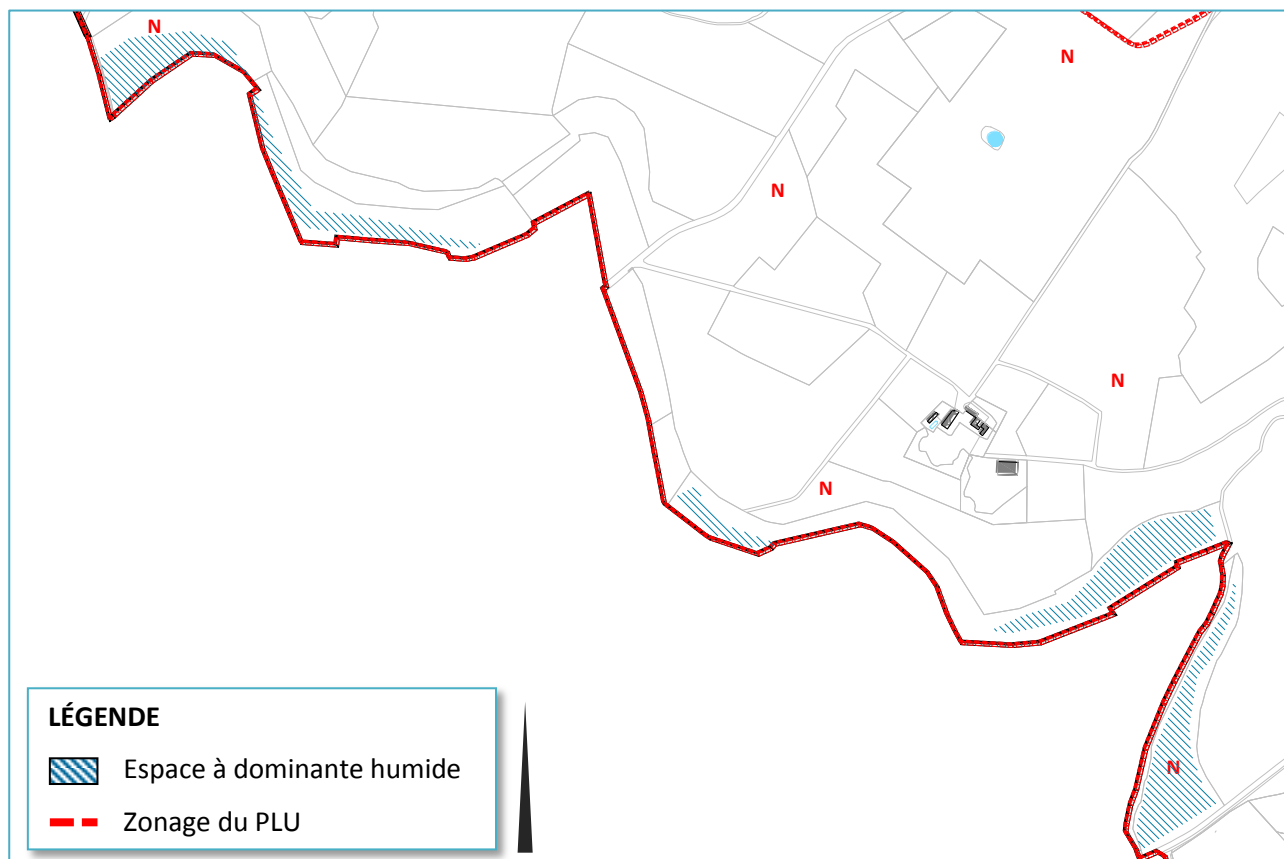
Les cours d'eau

La commune de Bignoux ne comporte pas de cours d'eau permanent.

Les espaces à dominante humide

L'inventaire de prélocalisation réalisé par la DREAL Poitou-Charentes ne met en évidence qu'un long espace à dominante humide, en limite Sud-Ouest de la commune, au niveau de la « Vallée de Jappe-Loup ». Cet espace représente une superficie de 5,4 hectares. Il est intégralement classé en secteur naturel « N » au PLU.

Espaces à dominante humide et zonage du Plan Local d'Urbanisme



Source : Zonage du Plan Local d'Urbanisme, Cadastre DGFIP, données DREAL Poitou-Charentes - Échelle : 1/10 000

- Les espaces à dominante humide sont localisés dans un secteur suffisamment protecteur au Plan Local d'Urbanisme, ce qui garantit l'absence d'impact notable de la mise en œuvre du plan sur cette partie de la trame bleue.

Les mares

Afin de prendre en compte les enjeux écologiques des mares, les **26 recensées** à l'état initial de l'environnement sont classées en tant qu'éléments de paysage à protéger dans le Plan Local d'Urbanisme. Cette disposition réglementaire soumet la destruction (par comblement) de ces éléments au dépôt d'une déclaration préalable en Mairie.

- La création de dispositions réglementaires protégeant l'ensemble des mares garantit l'absence d'impact notable de la mise en œuvre du plan sur cette partie de la trame bleue.

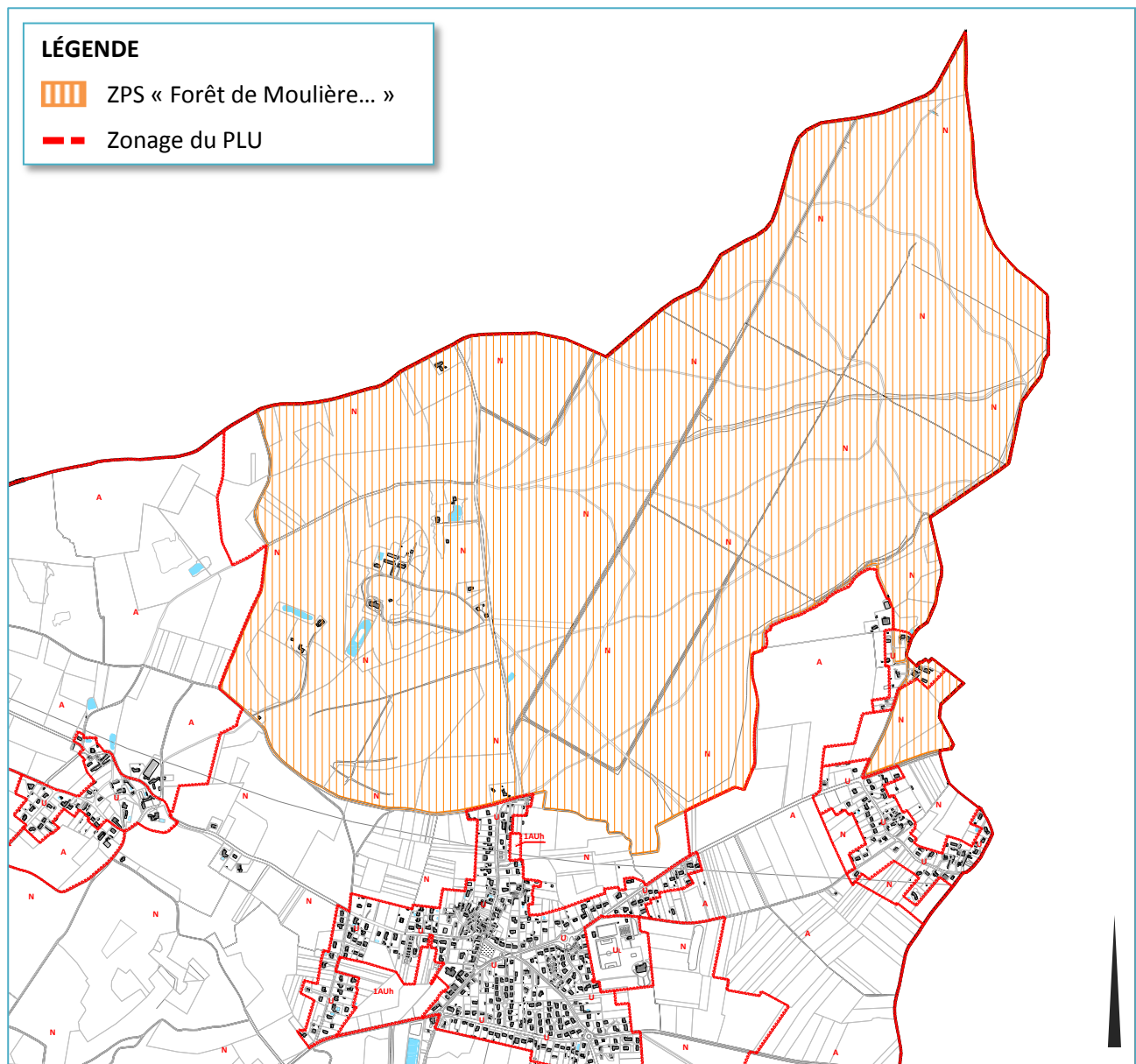
SUR LES ESPACES PROTEGES POUR LA BIODIVERSITE

DISPOSITIONS REGLEMENTAIRES MISE EN PLACE PAR LE PLU

Délimitation des espaces protégés

Une vaste partie Nord du territoire communal est située dans le périmètre de la Zone de Protection Spéciale « Forêt de Moulière, Bois du Défens, du Fou et de la Roche de Bran », intégrée au réseau européen Natura 2000. Celle-ci représente **431 hectares** pour son emprise communale, soit **29,7 %** de la superficie de Bignoux.

Site Natura 2000 et zonage du Plan Local d'Urbanisme



Source : Zonage du Plan Local d'Urbanisme, Cadastre DGFIP, données INPN - Échelle : 1/20 000

Dispositions réglementaires mises en œuvre

La partie de la Zone de Protection Spéciale « Forêt de Moulière, Bois du Défens, du Fou et de la Roche de Bran » impactant le territoire communal est intégralement située en secteur naturel « N ».

IMPACTS ATTENDUS SUR LES ESPACES PROTEGES POUR LA BIODIVERSITE

En raison de la vocation protectrice du secteur naturel « N », le règlement qui s'y applique est de nature fermée. Toutes les constructions y sont interdites. De plus, le règlement de ces secteurs interdit explicitement toute construction susceptible de porter atteinte aux activités agricoles ainsi qu'à la sauvegarde des milieux naturels.

De façon générale, ce règlement interdit également toute activité susceptible de créer ou de subir des nuisances : altération de la nappe phréatique, nuisances sonores ou olfactives, pollution des sols ou de l'air par des poussières et des éléments toxiques...

- **Les possibilités d'aménagement et de construction sont donc fortement limitées ou encadrées sur l'ensemble de la partie communale de la Zone de Protection Spéciale « Forêt de Moulière, Bois du Défens, du Fou et de la Roche de Bran ». La mise en œuvre du Plan Local d'Urbanisme ne générera pas d'impact notable sur la fonctionnalité écologique de cet espace.**

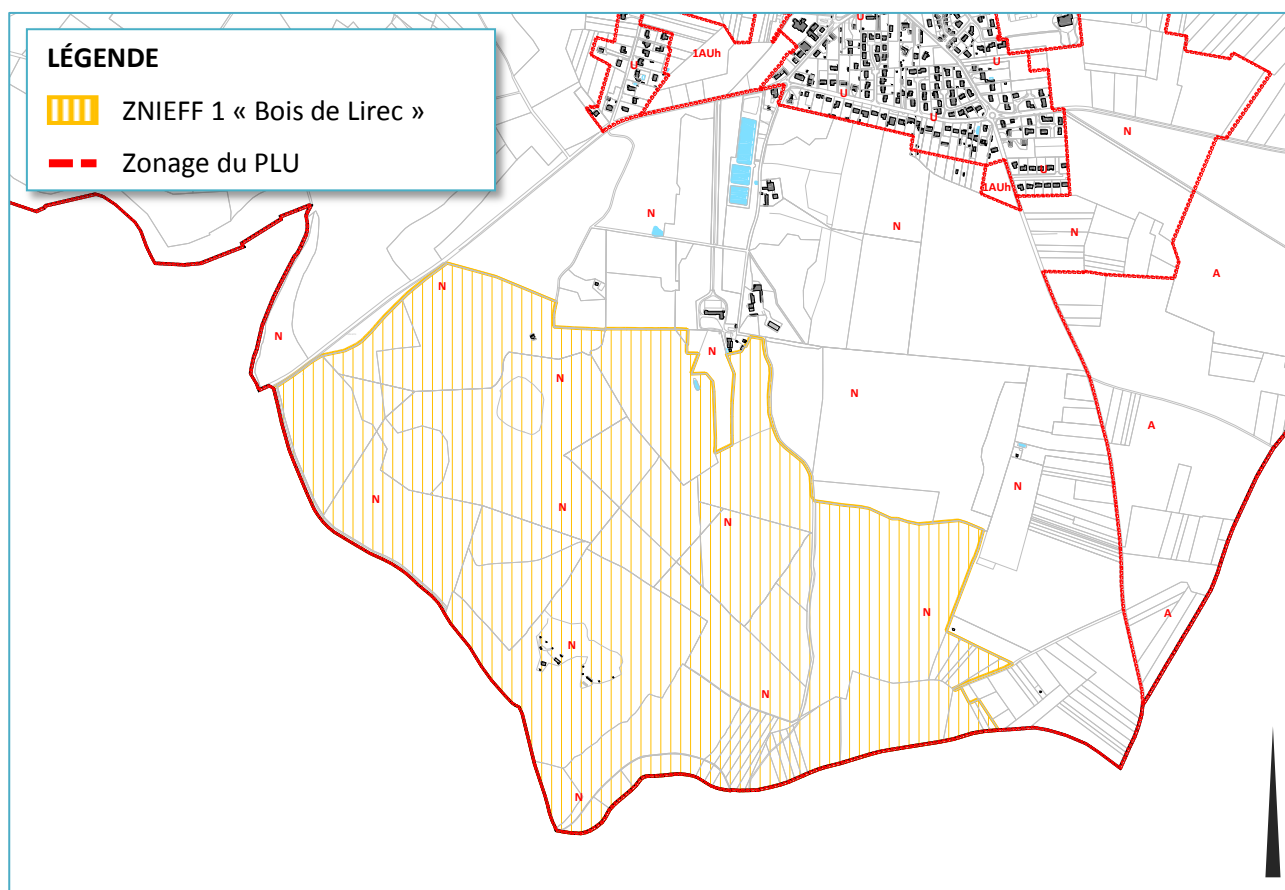
SUR LES ESPACES IMPORTANTS POUR LA BIODIVERSITE

DISPOSITIONS REGLEMENTAIRES MISE EN PLACE PAR LE PLU

Délimitation des espaces importants pour la biodiversité

La partie Sud du territoire communal est située dans le périmètre de la Zone Naturelle d'Intérêt Écologique, Faunistique et Floristique (ZNIEFF) de type 1 « Bois de Lirec », d'une superficie de **145 hectares** pour son emprise communale, soit **10,0 %** de la superficie de Bignoux.

ZNIEFF « Bois de Lirec » et zonage du Plan Local d'Urbanisme



Source : Zonage du Plan Local d'Urbanisme, Cadastre DGFiP, données INPN - Échelle : 1/15 000

Dispositions réglementaires mises en œuvre

La partie de la Zone Naturelle d'Intérêt Écologique, Faunistique et Floristique « Bois de Lirec » impactant le territoire communal est intégralement située en secteur naturel « N ».

IMPACTS ATTENDUS SUR LES ESPACES IMPORTANTS POUR LA BIODIVERSITE

Sur la ZNIEFF de type 1 « Bois de Lirec »

En raison de la vocation protectrice du secteur naturel « N », le règlement qui s'y applique est de nature fermée. Toutes les constructions y sont interdites. De plus, le règlement de ces secteurs interdit explicitement toute construction susceptible de porter atteinte aux activités agricoles ainsi qu'à la sauvegarde des milieux naturels.

De façon générale, ce règlement interdit également toute activité susceptible de créer ou de subir des nuisances : altération de la nappe phréatique, nuisances sonores ou olfactives, pollution des sols ou de l'air par des poussières et des éléments toxiques...

Sur la ZNIEFF de type 1 « Forêt de Moulière » et la ZNIEFF de type 2 « Massif de Moulière »

Une ZNIEFF de type 1 « Forêt de Moulière » et une ZNIEFF de type 2 « Massif de Moulière » sont également présentes sur la commune, d'une surface respective de **301 et 431 hectares**, soit respectivement **20,7 % et 29,7 %** de la superficie de Bignoux. Leurs limites se recoupent et sont, toutes deux, incluses dans le périmètre de la ZPS « Forêt de Moulière, Bois du Défens, du Fou et de la Roche de Bran ». Pour cette raison, leur protection est la même que pour la ZPS et les impacts attendus sur la protection de la biodiversité nuls.

- Les possibilités d'aménagement et de construction sont fortement limitées ou encadrées sur l'ensemble de la partie communale des Zones Naturelles d'Intérêt Écologique, Faunistique et Floristique « Bois de Lirec », « Forêt de Moulière » et « Massif de Moulière ». La mise en œuvre du Plan Local d'Urbanisme ne générera pas d'impact notable sur la fonctionnalité écologique de ces espaces.

HUITIEME PARTIE

IMPACTS ATTENDUS EN MATIÈRE DE POLLUTIONS, NUISANCES ET RISQUES

LA LUTTE CONTRE LES POLLUTIONS

IMPACTS SUR LA QUALITE DE L'EAU

Protection de la ressource en eau

Le territoire communal de Bignoux est concerné par des périmètres de trois captages (cartographie en page suivante) :

- › **Captage du « Bois des Douces »** situé sur la commune de Bonnes. Celui-ci a été déclaré d'utilité publique par Arrêté Préfectoral n°2007/DDASS/SE/002 le 08 Juin 2007.
- › **Captage de « Charassé »** situé sur la commune de Montamisé. Celui-ci a été déclaré d'utilité publique par Arrêté Préfectoral n°2000/DDAF/SFEE/471 le 28 Septembre 2000.
- › **Captage de « Sarzec »** situé sur la commune de Montamisé. Celui-ci a été déclaré d'utilité publique par Arrêté Préfectorale n°93-D2/B3-143 le 19 Mai 1993

Les périmètres du captage de « Sarzec » impactent la moitié Ouest de la commune : périmètre de protection rapprochée autour de la vallée sèche « de Jappe-Loup » et périmètre de protection éloignée qui concerne, notamment, « Château Fromage », l'Ouest du Bourg (à l'Ouest de la RD 6 et de la Rue de la Forêt) et le hameau des « Martins ».

Le périmètre de protection rapprochée du captage de « Charassé » concerne la majeure partie du Bourg (à l'Est de la RD 6 et de la Rue de la Forêt), ainsi que toute la partie Nord-Est de la commune : « La Petite Foye », « La Grande Foye », « Champot » et la Forêt de Moulière.

Enfin, le périmètre de protection éloignée du captage du « Bois des Douces » impacte la partie Est de la commune : « La Grande Foye », « La Petite Foye » et l'Est du Bourg.

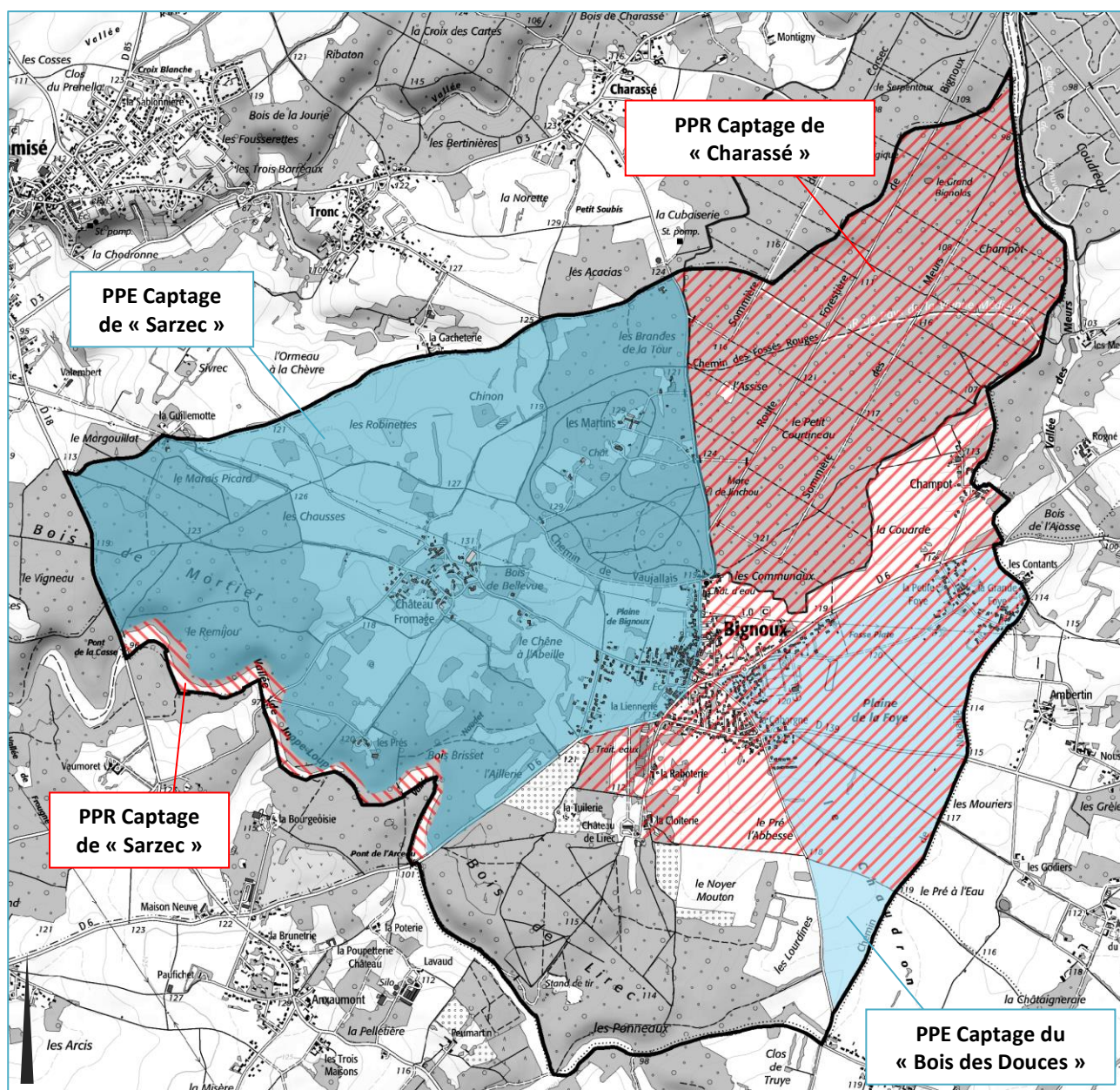
Ces captages assurent l'alimentation en eau potable de l'agglomération de Poitiers. La préservation de cette ressource est essentielle et impose la mise en place d'un réseau d'assainissement collectif. Celui-ci est réalisé sur le Bourg, les villages de « Champot » et « La Foye », à l'Est du territoire communal, et le sera à court terme sur le village de « Château Fromage », à l'Ouest.

Les orientations du document d'urbanisme sont cohérentes avec les restrictions d'usage imposées par les arrêtés préfectoraux déterminant les périmètres de protection (immédiat, rapproché et éloigné) et les servitudes afférentes à ces périmètres.

L'orientation n°1 du Projet d'Aménagement et de Développement Durables vise à « **protéger la ressource en eau** ». Le projet de PLU porté par l'équipe communale tient donc compte de l'importance de cette protection et la mise en œuvre du zonage en atteste. Aucune zone n'est ouverte à la construction qui ne soit raccordée au réseau d'assainissement collectif. Le Plan Local d'Urbanisme est donc compatible avec les dispositions des périmètres de protection de captages.

■ **Le projet de PLU n'aura pas d'impact sur la ressource en eau.**

Périmètres de protection de captages impactant la commune



Source : SIG PARCOURS, Cadastre DGFIP, IGN SCAN 25, données DDT 86 et ARS Poitou-Charentes – Échelle : 1/30 000

Impacts liés à la gestion des eaux usées

- **Au niveau du Bourg**

Pour rappel, l'assainissement collectif est assuré par le biais de la station d'épuration située au Sud du Bourg au niveau du lieu-dit « La Raboterie ». Cet équipement, d'une capacité nominale de 800 EH (Équivalents Habitants), fonctionne par lagunage naturel. En 2015, la charge nominale constatée était de 695 EH, soit 86,9 % de la capacité totale de la station. La conformité des équipements aux réglementations est attestée. En revanche, les performances de la station ont été jugées non-conformes.

Le Plan Local d'Urbanisme prévoit une augmentation de la population de 106 personnes sous 10 ans, soit une charge théorique supplémentaire correspondant à 10 % des capacités de la station d'épuration, portant la charge totale à 96,9 % de la capacité nominale.

La réhabilitation de l'équipement est dès à présent envisagée dans le contexte de la nouvelle maîtrise d'ouvrage (syndicat Eaux de Vienne) et permettra, à capacité équivalente, de répondre à la charge théorique supplémentaire. L'hypothèse d'un nouvel équipement est également envisagée.

- **Au niveau des écarts**

L'assainissement des villages de « Champot » et « La Foye » est assuré par un équipement mis en service en 2015 et adapté aux besoins.

Le village de « Château-Fromage » n'est pas équipé. Un projet d'équipement sur cet espace est à l'étude. La constructibilité y est bloquée réglementairement en l'attente d'un ouvrage rendu nécessaire par les prescriptions relatives aux périmètres de protection de captage afférents.

■ **La problématique de la gestion des eaux usées est donc intégrée à la réflexion conduite dans le cadre de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme et de la nouvelle maîtrise d'ouvrage des équipements épuratoires (syndicat Eaux de Vienne). La démarche permettra de réduire les impacts actuels. Le développement urbain envisagé est marginal au regard des impacts potentiels sur la gestion des eaux usées.**

Impacts liés à la gestion des eaux pluviales

- **Les eaux pluviales issues des espaces privés**

Ces eaux pluviales proviennent des toitures des constructions, ainsi que des surfaces imperméabilisées aux abords des propriétés (terrasses, allées de garage). Elles sont réputées globalement propres, en conséquence notamment de l'interdiction prochaine de vente de produits phytosanitaires aux particuliers.

Afin de ne pas contraindre le développement résidentiel, le règlement du Plan Local d'Urbanisme ne prévoit pas de coefficient pour limiter les surfaces imperméabilisées sur les nouveaux espaces d'habitat. Il impose en revanche une gestion « à la parcelle » des eaux pluviales par les propriétaires, avec l'interdiction de rejet au réseau pluvial public, ce qui amène de facto à prévoir leur infiltration sur le terrain d'assiette de la construction.

Cette disposition réglementaire est imposée pour tous les secteurs du territoire, à l'article 9 du règlement :

« Les eaux pluviales sont récupérées et résorbées sur le terrain d'assiette des projets par des dispositifs adaptés. En cas d'impossibilité technique, les eaux pluviales pourront être rejetées au réseau public (fossé, caniveau ou réseau enterré), s'il existe et s'il est suffisant, avec l'accord du gestionnaire. »

■ **La propreté initiale de ces eaux et leur infiltration directe sur le terrain d'assiette des constructions garantit, à ce niveau, l'absence d'impact du projet sur la qualité des eaux.**

- **Les eaux pluviales issues des espaces publics**

De nombreuses études, menées depuis le début des années 1970 en France et à l'étranger, ont démontré l'importance de la pollution des rejets urbains par temps de pluie et leur impact sur le milieu naturel.

Le lessivage des surfaces imperméabilisées constitue l'un des facteurs majeurs de la pollution véhiculée par les eaux de ruissellement. À cela peuvent s'ajouter des pollutions dites « saisonnières » (salage des surfaces

roulées pour l'entretien hivernal et l'utilisation de produits phytosanitaires pour l'entretien des bords de route) ainsi que des pollutions accidentelles (déversements...).

Sur la **future zone à urbaniser dite du « Bourg »**, d'une surface de 6,4 hectares, la pente globale est orientée vers le Sud-Est. Chaque pétitionnaire devra gérer ses eaux pluviales à la parcelle, tel que prévu au règlement du secteur à urbaniser à court terme à vocation d'habitat « 1AUh ».

Un espace de gestion des eaux pluviales (cartographie en page suivante) sera néanmoins mis en œuvre en partie Sud-Est du site, sur espace vert public, dans la mesure où le quart Sud-Est du site est dévolu à une coulée verte arborée.

Sur les **futures zones à urbaniser dites de « La Plaine de derrière la Garenne » et « Le Grand Champs »**, d'une surface respective de 0,4 hectare et 0,7 hectare, chaque pétitionnaire devra, là encore, gérer ses eaux pluviales à la parcelle, tel que prévu au règlement du secteur à urbaniser à court terme à vocation d'habitat « 1AUh ». La superficie de ces zones à urbaniser est trop restreinte pour la mise en œuvre d'espaces de gestion des eaux pluviales. La faible emprise des voiries permettra néanmoins le raccordement au réseau pluvial public.

- Les principes de gestion des eaux pluviales imposés sur les zones à urbaniser garantissent, à ce niveau, l'absence d'impact du projet sur la qualité des eaux.

Principes de gestion des eaux pluviales prévues à l'orientation d'aménagement et de programmation du « Bourg »



IMPACTS SUR LA QUALITE DE L'AIR

Impacts liés aux déplacements

L'augmentation prévue de la population communale est modérée. L'augmentation des besoins en déplacements, pour l'accès aux zones d'emplois ainsi qu'aux équipements, services et commerces, sera donc également modérée. Ces besoins s'exprimeront dans le périmètre communal mais également et surtout au-delà, dans le contexte d'un fonctionnement global de l'agglomération de Poitiers.

Compte-tenu de la répartition modale des moyens de transports actuellement utilisés par les habitants de Bignoux, il existe une possibilité d'augmentation marginale des trajets automobiles, estimé à 127 déplacements par jour²⁹.

Afin de rationaliser la demande en déplacements, de maîtriser les émissions de gaz à effet de serre et de lutter contre la pollution de l'air, le PLU de Bignoux prévoit plusieurs dispositions pour favoriser les modes de déplacements alternatifs à l'usage individuel du véhicule automobile :

- Aménagement des zones d'habitat et des espaces interstitiels constructibles dans un périmètre qui rende accessibles le point d'accès au réseau de transports en commun et l'aire de covoiturage ;
- Protection des liaisons piétonnes et chemins de randonnée au sein du Bourg.

■ **En raison de son caractère modéré et grâce aux mesures mises en place pour limiter les déplacements automobiles, le développement résidentiel planifié à Bignoux dans le cadre du PLU n'impactera pas de manière notable la qualité de l'air.**

Impacts liés aux activités

Le Plan Local d'Urbanisme ne prévoit pas l'accueil d'activités économiques générant des impacts notables sur la qualité de l'air. Les activités pouvant s'implanter en zone urbaine doivent en effet demeurer compatibles avec la présence de l'habitat.

■ **La mise en œuvre du Plan Local d'Urbanisme n'est pas susceptible d'impacter la qualité de l'air par l'accueil d'activités générant des nuisances excessives.**

IMPACTS SUR LA GESTION DES DECHETS

Nonobstant les mesures de réductions prises en amont, l'augmentation mesurée de la population communale générera une augmentation proportionnelle du volume des déchets ménagers produits. Ceux-ci seront éliminés dans le cadre des dispositions prévues par le Plan Départemental d'Élimination des Déchets Ménagers et Assimilés (PDEDMA).

Les espaces d'habitat sont conçus de manière à éviter la création d'impasses routières et permettent ainsi la circulation des engins de collecte des déchets. Dans le cas contraire, des placettes permettront le retournement de ces engins.

²⁹ Sur la base d'un accueil net de 106 habitants, comportant 60% d'actifs et nécessitant 2 trajets domicile/travail par jour.

L'EXPOSITION AUX NUISANCES

LES NUISANCES SONORES

Le document d'urbanisme est un outil permettant de prendre en compte en amont les contraintes acoustiques liées à l'implantation des voies de circulation, d'activités industrielles, artisanales, commerciales ou d'équipements de loisirs. Une réflexion à ce stade permet d'apporter des réponses efficaces et économiques et de prévenir ainsi les impacts sur la santé.

À Bignoux, il n'existe aucune infrastructure, activité ou équipement susceptible de générer des nuisances sonores excessives pour le voisinage. Le Plan Local d'Urbanisme ne prévoit pas l'aménagement d'éléments susceptible d'apporter de nouvelles nuisances ou d'en subir.

Les RD 6 et RD 139 supportent un trafic parfois modéré, constitué pour l'essentiel de véhicules légers. L'impact sonore de la circulation routière est atténué par la faible vitesse des véhicules dans le Bourg, imposée par la configuration des lieux.

- **La lutte contre les nuisances sonores ne représente pas un enjeu notable sur la commune et n'est donc pas spécifiquement prise en compte dans le document d'urbanisme.**

LES NUISANCES OLFACTIVES

À Bignoux, il n'existe aucune infrastructure, activité ou équipement susceptible de générer des nuisances olfactives excessives pour le voisinage. Le Plan Local d'Urbanisme ne prévoit pas l'aménagement d'éléments susceptibles d'apporter de nouvelles nuisances ou d'en subir.

Les principales nuisances olfactives sont générées par l'agriculture (épandages, traitements, poussières) dans le cadre du fonctionnement normal de cette activité. Afin de limiter l'exposition des populations à cette nuisance, le développement dispersé des constructions au sein de l'espace rural est évité, de même que l'accroissement des secteurs de contact direct entre activités agricoles et espaces résidentiels.

Par ailleurs, un périmètre de 100 mètres autour des ouvrages épuratoires, décidé par la collectivité en application de l'article R.151-31-2 du Code de l'Urbanisme, est matérialisés au plan de zonage du PLU. Aucune habitation n'est impactée par le périmètre de « Champot ». Pour le périmètre du Bourg, celui-ci recoupe les limites de la future zone 1AUh dite du « Bourg », sans que cela impacte les habitations dans la mesure où la partie impactée est dévolue à un espace vert public et à un espace de gestion des eaux pluviales.

- **La lutte contre les nuisances olfactives ne représente pas un enjeu notable sur la commune et n'est donc pas spécifiquement prise en compte dans le document d'urbanisme.**

LA PRISE EN COMPTE DES RISQUES

LES RISQUES NATURELS

Prise en compte des risques liés à l'eau

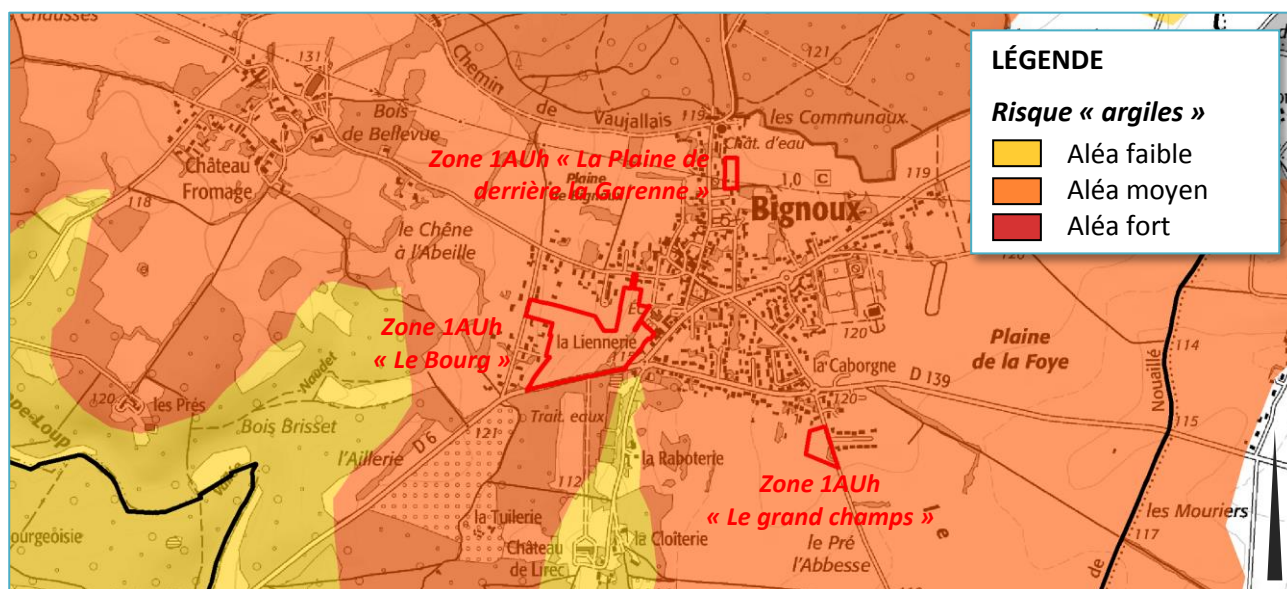
La commune de Bignoux ne comporte pas de cours d'eau permanent. Elle n'est pas non plus exposée à un aléa significatif au regard de l'éventuelle remontée de nappe hors secteur de « Jappe-Loup », classé en secteur naturel « N » et inconstructible.

Prise en compte des risques liés à la géologie

Les enjeux induits par les risques liés à la géologie sont d'importance mesurée à Bignoux. Ils relèvent essentiellement des conséquences éventuellement générées par le comportement de certains types d'argiles sur l'intégrité des constructions. La connaissance de ce risque est exposée dans le rapport de présentation et est donc portée à l'information des pétitionnaires, afin que ceux-ci intègrent dans les futures constructions les dispositions techniques adaptées au contexte pédologique.

Les zones à urbaniser au Plan Local d'Urbanisme se trouvent dans des secteurs où le risque lié au retrait et au gonflement des argiles présente un aléa moyen, comme l'illustre la carte ci-après. De manière générale, l'ensemble des espaces bâtis de la commune est soumis à ce même aléa.

Localisation du risque « argiles » vis-à-vis des zones à urbaniser



Source : SIG PARCOURS, cadastre DGFIP, données IGN SCAN 25 et BRGM – Échelle : 1/20 000

■ Aucune disposition spécifique ne s'impose au PLU au regard des risques naturels. L'ampleur mesurée du projet porté par le PLU ne peut augmenter le potentiel de ces risques.

Prise en compte du risque incendie et feux de forêts

Comme détaillé en partie diagnostic du présent document, la Forêt de Moulière est classée comme « massif à risque » au Plan Départemental de Protection des Forêts Contre l'Incendie (PDPFCI). Cette situation est prise en compte par le classement des espaces concernés en secteur naturel « N » au zonage du Plan Local d'Urbanisme, prévenant ainsi toute urbanisation au sein du massif à risque. Par ailleurs, les dispositions réglementaires de prévention (débroussaillage notamment) sont portées à l'attention du public à travers les dispositions générales du règlement du PLU et les moyens de lutte contre l'incendie sont annexés au document d'urbanisme.

- **Le risque lié aux feux de forêts est pris en compte au document d'urbanisme par une restriction de l'urbanisation sur les secteurs classés à risque.**

LES RISQUES ANTHROPIQUES

Le transport de matières dangereuses

La commune de Bignoux n'est pas concernée par le transport routier de matières dangereuses en l'absence d'infrastructures routières d'importance sur la commune.

Elle n'est pas non plus traversée par une canalisation de transport de gaz.

La sécurité routière

L'article 8 du règlement impose des principes forts en matière de maintien de la sécurité routière pour les opérations de construction et d'aménagement, sur l'ensemble des secteurs de la commune :

- *Pour être constructible, tout terrain doit avoir accès à une voie publique ou privée soit directement soit par l'intermédiaire d'un passage aménagé sur fond voisin et éventuellement obtenu en application des dispositions du Code Civil.*
- *La largeur et l'aménagement des accès doivent permettre l'approche des engins de lutte contre l'incendie et de secours, le maintien des conditions de sécurité routière préexistantes ainsi que le fonctionnement des services publics de collecte des déchets.*

Les orientations d'aménagement et de programmation prévoient en outre le regroupement des accès automobiles, desservant les nouvelles constructions, sur la voirie interne des futures opérations d'ensemble. Ces voies bénéficient d'un accès unique sur les routes départementales existantes.

Le Plan Local d'Urbanisme de Bignoux assure également le maintien de la sécurité publique sur les voies ouvertes à la circulation en évitant tout développement linéaire de l'urbanisation en dehors des espaces déjà bâtis. Les logements qui seront implantés dans les dents creuses du bourg bénéficieront en effet d'un accès sur une voirie urbaine équipée en matière de sécurité (trottoirs, gabarit...) et où la vitesse des véhicules est limitée à 50 km/heure au maximum.

Prise en compte des risques technologiques

Le territoire de la commune n'héberge pas d'installation classée ICPE.

- **Le projet porté par le PLU n'induit aucune augmentation des risques anthropiques.**

NEUVIEME PARTIE

IMPACTS ATTENDUS SUR LES PAYSAGES ET LE CADRE DE VIE

LA PRESERVATION DES PAYSAGES

Le diagnostic paysager a identifié les spécificités et les fragilités des paysages de la commune.

Sur la commune, **les paysages forestiers** sont très présents. Ils jouent un rôle essentiel en matière de qualité de vie et d'attrait pour la commune. Ce sont des paysages fermés. Le regard est guidé par les routes et chemins. Les perspectives ne s'ouvrent qu'au hasard des exploitations forestières des parcelles.

Entre les deux massifs, dans la plaine de « Château Fromage », le Bourg de Bignoux et la plaine de « La Foye », les paysages sont ouverts. Ils restent assez cloisonnés dans la plaine de « Château Fromage » du fait de la présence de nombreux bosquets et de haies. La mise en valeur agricole, plus intensive sur la plaine de « La Foye » a rendu ces espaces très ouverts.

Le Plan Local d'Urbanisme de Bignoux prend en compte l'enjeu paysager à travers la mise en œuvre de l'orientation n°3 du Projet d'Aménagement et de Développement Durables visant à « **préserver le cadre de vie rural et les paysages** ».

Cet engagement se traduit concrètement de la manière suivante :

- › La protection de l'ensemble des éléments bâtis les plus intéressants en tant qu'éléments de paysage à protéger.
- › La maîtrise de la consommation d'espace liée au développement urbain, en contenant notamment les zones ouvertes à l'urbanisation au sein de l'enveloppe bâtie du Bourg et en favorisant la densification des espaces interstitiels dans le Bourg et le village de « La Foye ».
- › La maîtrise de l'implantation du bâti agricole.
- › La protection de l'essentiel de la végétation pérenne (forêts et bosquets, haies, arbre remarquable), soit en tant qu'espace boisé classé pour les espaces forestiers et l'arbre remarquable, soit en tant qu'éléments de paysage à protéger pour les haies.

■ **Le Plan Local d'Urbanisme prend en compte l'enjeu de qualité des paysages de manière transversale par l'organisation de l'implantation des constructions et par la préservation des éléments végétaux, évitant ainsi de générer des impacts visuels notables.**

LA PRESERVATION DE LA QUALITE DU CADRE DE VIE

La qualité du cadre de vie relève majoritairement d'une perception subjective de l'environnement par les populations qui y résident. Outre les problématiques d'exposition aux nuisances (voir partie consacrée à ce sujet), la définition et la prise en compte de cette notion doivent donc être fondées sur des approches globales afin de pouvoir être traduites dans le Plan Local d'Urbanisme.

Ainsi, en complément de la prise en compte de la qualité paysagère, présentée ci-avant, le Plan Local d'Urbanisme est susceptible de préserver et de mettre en valeur le cadre de vie dans les domaines suivants :

- › La qualité des espaces publics et espaces verts.
- › L'accès à la nature et à l'espace rural.
- › Le maintien des éléments de patrimoine, garants de l'identité du territoire.

Qualité des espaces publics et espaces verts

À Bignoux, la composition urbaine résulte de l'urbanisation assez récente du Bourg. Historiquement, l'emprise du Bourg est très réduite. Les limites de cette implantation sont à trouver dans la nature du bâti en place (bâti en mitoyenneté, le plus souvent à étage), à proximité de l'église et de la Mairie.

Les parties récentes du Bourg (phénomène pavillonnaire à compter des années 1950 et 1960) se sont structurées autour des axes routiers : RD 6, RD 139 et les diverses voiries communales qui convergent dans le Bourg. Le maillage de voirie est assez dense. Le cœur historique de la commune est désormais à l'écart des principaux axes routiers. C'est le cimetière qui est le cœur du Bourg.

L'extension pavillonnaire s'est faite à partir d'opérations d'ensemble. C'est un urbanisme assez dense qui s'est donc constitué. Le grand nombre de voies en impasse et le peu d'espaces publics doivent cependant être relevés.

Le Plan Local d'Urbanisme de Bignoux prend en compte cet enjeu à travers la mise en œuvre de l'orientation n°3 du Projet d'Aménagement et de Développement Durables visant à « **préserver le cadre de vie rural et les paysages** ».

Le projet porté par le PLU propose par ailleurs un traitement qualitatif des zones ouvertes à l'urbanisation, qui comptent toutes une obligation de 30 % d'espaces publics afin de créer des lieux de rencontre et une meilleure qualité de « vivre-ensemble ». Sur la future zone à urbaniser du « Bourg », la mise en œuvre d'une coulée verte, doublée d'un cheminement piétonnier vers le cœur de bourg, permettra par ailleurs de renforcer la qualité des espaces publics de la commune tout en œuvrant pour le développement des liaisons douces et piétonnières.

Les actions définies dans le cadre du Plan Paysage « Vienne et Moulière » n'ont pas été retenues dans ce contexte global de protection mais elles peuvent être reprises, hors PLU, dans le cadre de démarches pédagogiques.

Accès à la nature et à l'espace rural

Les chemins ruraux constituent un patrimoine commun, pour leur fonction circulaire, leur intérêt historique ainsi que pour leur rôle d'accès à la nature et à l'espace rural (itinéraires de promenade et randonnées). Leur préservation revêt en ce sens un enjeu majeur pour le maintien du cadre de vie.

À Bignoux, cet enjeu est pris en compte grâce à l'inscription de **20,4 kilomètres de chemins** en tant qu'éléments de paysage à protéger. La destruction de ces chemins est ainsi soumise au dépôt d'une déclaration préalable en Mairie.

Pérennité des éléments de patrimoine

Le petit patrimoine bâti, héritage des activités rurales passées, constitue un élément essentiel du cadre de vie en représentant des points de repères historiques, culturels et identitaires du territoire.

À Bignoux, cet enjeu est pris en compte grâce à l'inscription de **8 ensembles architecturaux** en tant qu'éléments de paysage à protéger. La destruction partielle ou totale de ce patrimoine est ainsi soumise au dépôt d'une déclaration préalable en Mairie.